



Université de Montréal

**Les élites délinquantes : études de cas sur les illégalismes fiscaux  
suite aux révélations des ‘Panama papers’**

par Mylène Mailhot

École de criminologie, Faculté des arts et sciences

Mémoire présenté en vue de l’obtention du grade de maîtrise ès sciences (M.sc) en  
criminologie

Août 2019

© Mylène Mailhot, 2019

Université de Montréal  
Unité académique : École de criminologie, Faculté des arts et sciences

---

*Ce mémoire intitulé*

**Les élites délinquantes : études de cas sur les illégalismes fiscaux suite aux révélations des  
‘Panama papers’**

*Présenté par*  
**Mylène Mailhot**

*A été évalué par un jury composé des personnes suivantes*

**Anthony Amicelle**  
Directeur de recherche

**Jean Bérard**  
Membre du jury

**Samuel Tanner**  
Membre du jury

## Résumé

Les ‘Panama papers’ (2016) représentent une fuite de 11,2 millions de documents issus de la firme panaméenne Mossack Fonseca. Les révélations exposent des conduites fiscales compromettantes relevant de la finance offshore, soulignant par le fait même l’implication d’acteurs sociaux, parmi lesquels des banques, politiciens, chefs d’entreprises, responsables politiques et économiques, fortunes familiales, etc. D’une envergure internationale, les ‘Panama papers’ ont marqué l’univers médiatique de façon importante, toutefois en référence au jeu d’interprétation entourant les conduites exposées, il est possible de souligner le pluralisme des réactions sociales.

S’intéressant particulièrement aux figures politiques et économiques listées, le mémoire se présente sous la forme de trois études de cas : Sigmundur David Gunnlaugsson, premier ministre de l’Islande (de 2013 à 2016), David Cameron, premier ministre du Royaume-Uni (de 2010 à 2016) et Malcom Turnbull, premier ministre de l’Australie (de 2015 à 2018). Le mémoire vise à dégager deux niveaux d’analyse. D’une part, détailler la couverture médiatique respective des cas, cela dans le but de saisir les réactions sociales suscitées, en particulier lors de la production et l’évolution des discours publics. D’autre part, il s’agit d’objectiver et discerner les prises de positions et de défenses à l’utilisation de comptes offshores, ce mémoire s’inscrivant dans le prolongement des études portant sur la résistance au stigmat. Afin de mener à terme la recherche, un corpus incluant treize références de la presse écrite a été constitué, représentant une analyse approfondie du contenu de plus de 671 documents écrits parus entre le 3 avril et le 30 septembre 2016. En s’appuyant sur les prémisses théoriques de la sociologie du scandale, la recherche illustre, dans les cas présents, différentes finalités possibles à l’épisode des ‘Panama papers’ : scandale, affaire ou non-scandale.

**Mots-clés** : élites délinquantes et déviantes, crime en col blanc, illégalismes fiscaux, résistance aux stigmates, scandale financier, crimes économiques, réaction sociale, impunité, analyse de contenu, ‘Panama papers’.

## **Abstract**

The Panama Papers (2016) represent a leak of 11,2 million documents from the Panamanian firm Mossack Fonseca. The revelations exposed compromising tax practices relating to offshore finance, and highlights by the same token, the involvement of the players : banks, politicians, business leaders, political and economic leaders, family fortunes, etc. Of an international scope, the 'Panama papers' have marked the media world in an important way. In reference to the interpretation game surrounding the exposed behaviors, it is possible to emphasize the pluralism of social reactions.

Focusing on the listed political and economic figures, the document is presented in the form of three case studies : Sigmundur David Gunnlaugsson, Iceland' prime minister (2013-2016), David Cameron, UK' prime minister (2010-2016) and Malcom Turnbull, Australia' prime minister (2015-2018). The thesis aims to identify two levels of analysis. The first level of analysis details the respective media coverage of the cases. The goal is to collect the social reactions, the production and the evolution of the discourse. The second level of analysis objectifies and discerns positions and defenses used with offshore accounts, whereas the writings of the dissertation are an extension of studies on the resistance of the stigma. In order to complete the research, a corpus including thirteen references of the written press was gathered, representing a thorough analysis of the contents of more than 671 written documents published between April 3 and September 30, 2016. Based on the theoretical premises of the sociology of scandal, the research illustrates, in the present cases, different possible outcomes to the episode of the 'Panama papers' : scandal, affair, or non-scandal.

Keywords : delinquent and deviant elites, white-collar crime, tax fraud, resistance to stigma, financial scandal, economic crimes, social reaction, impunity, content analysis, 'Panama papers'.

## Table des matières

Résumé.....	4
Abstract.....	5
Table des matières.....	6
Liste des tableaux.....	9
Liste des figures.....	10
Liste des abréviations.....	11
Remerciements.....	12
Introduction.....	14
Chapitre 1 : la revue de littérature.....	17
1.1 L'introduction aux études de la criminalité en col blanc.....	18
1.2 Quelle est la place de l'étude des crimes en col blanc en criminologie ? .....	22
La représentation du thème des crimes en col blanc dans la publication d'articles .....	24
La représentation du thème des crimes en col blanc dans les citations criminologiques .	27
1.3 Les raisons pour lesquelles cette branche de la criminologie suscite des intérêts relatifs au XXe siècle.....	29
1.3.1 Le voile social qui semble recouvrir les conduites de la classe supérieure .....	29
1.3.2 Les influences politiques : répondre aux préoccupations sociales du temps .....	30
1.3.3 Le milieu académique : des paradigmes influents dans la criminologie .....	31
1.3.4 L'accès difficile aux sources et aux informations.....	34
1.4 Les précurseurs : les premières constructions scientifiques autour des crimes commis par les individus de la classe supérieure .....	35
1.4.1 Edwin C. Hill (1872) : la criminalité des affaires.....	36
1.4.2 W. A. Bonger (1905) : criminalité et conditions économiques .....	36
1.4.3 E. A. Ross (1907) : 'the criminaloid' .....	37
1.4.4 A. Morris (1935) : 'criminals of the upperworld' .....	38
1.4.5 E. H. Sutherland (1939) : le père fondateur de la discipline.....	39
1.5 Les objets de controverses autour de la définition des crimes en col blanc de Sutherland (1949).....	46

1.5.1 Les incertitudes conceptuelles autour du statut social des déviants et délinquants en col blanc .....	46
1.5.2 Les incertitudes autour du concept ‘crime’ afin de décrire les conduites des criminels en col blanc .....	49
1.6 L’illégalisme comme solution conceptuelle .....	54
1.6.1 L’illégalisme : les définitions.....	55
1.6.2 L’illégalisme : le rappel historique .....	55
1.6.3 L’illégalisme : l’exemple du fiscal .....	57
1.7 Les paradis fiscaux.....	62
1.7.1 Les paradis fiscaux : les critères définitionnels et le vocabulaire fiscal .....	62
1.7.2 Le contexte historique et le processus de stigmatisation des endroits offshores .....	64
1.7.3 Les utilisateurs des paradis fiscaux et l’intérêt des montages financiers offshores .....	66
1.7.4 Les ‘Panama papers’ (avril 2016) .....	68
Chapitre 2 : la problématique.....	70
Chapitre 3 : le cadre théorique .....	76
3.1 La sociologie du scandale .....	77
3.1.1 La sociologie du scandale et les éléments conceptuels.....	77
3.2 Les significations ou les destins du scandale.....	81
3.3 Les médias et le rôle joué lors de la dénonciation publique .....	84
Chapitre 4 : la méthodologie.....	86
4.1 La méthodologie : l’analyse de contenu .....	87
4.1.1 Les justifications de la méthodologie : le contenu et les discours écrits .....	88
4.2 Le déroulement de la collecte des données.....	89
4.2.1 Les recherches exploratoires : les deux temps .....	89
4.2.2 La recherche principale.....	93
4.3 Les limites du projet.....	120
Chapitre 5 : les analyses.....	121
5.1 L’étude de cas : Sigmundur David Gunnlaugsson - l’Islande .....	125
5.1.1 L’évolution de la couverture médiatique : les tonalités selon les séquences observées .....	126
5.1.2 La place des liens théoriques .....	134

5.2 L'étude de cas : David Cameron - le Royaume-Uni .....	139
5.2.1 L'évolution de la couverture médiatique : les tonalités selon les séquences observées .....	140
5.2.2 La place des liens théoriques .....	153
5.3 L'étude de cas : Malcolm Turnbull - l'Australie .....	161
5.3.1 L'évolution de la couverture médiatique : les tonalités selon les séquences observées .....	161
5.3.2 La place des liens théoriques .....	176
Chapitre 6 : la discussion .....	184
6. 1. Le retour sur la couverture médiatique des révélations fiscales (2016).....	185
6.2 Le retour sur les éléments et les conduites dévoilées ainsi que la formulation de reproches/doutes .....	189
6.3. Les points de comparaison : les composantes théoriques de la sociologie du scandale .....	192
6.4 Retour sur les pistes de recherche empruntées .....	198
6.5 Retour sur les formes 'idéaltypiques' des finalités de la dénonciation.....	199
Conclusion .....	201
Bibliographie.....	209
Annexe I.....	231
Annexe II .....	254
Annexe III .....	260
Annexe IV .....	261
Annexe V .....	263
Annexe VI.....	268
Annexe VII.....	271



## Liste des tableaux

Tableau I.	La collecte de données (recherche exploratoire 1) .....	92
Tableau II.	La collecte de données (recherche exploratoire 2) .....	92
Tableau III.	Les informations concernant les journaux du corpus .....	95
Tableau IV.	Le récapitulatif des articles de la presse écrite collectés.....	98
Tableau V.	La banque de données détaillée (les articles de presse).....	99
Tableau VI.	Les documents abordant les responsables politiques ciblés .....	106
Tableau VII.	Le récapitulatif des articles de la presse écrite collectés (le rappel) .....	123
Tableau VIII.	Retour sur l'attention médiatique de M. David Gunnlaugsson (Islande) .....	127
Tableau IX.	Retour sur l'attention médiatique de M. Cameron (Royaume-Uni) .....	141
Tableau X.	Retour sur l'attention médiatique de M. Turnbull (Australie).....	162
Tableau XI.	Le comparatif : 1 .....	188
Tableau XII.	Le comparatif : 2 .....	191
Tableau XIII.	Le comparatif : 3 .....	197

## Liste des figures

Figure 1.	Les niveaux des torts causés selon des catégories de comportements.....	33
Figure 2.	L'attention criminologique en référence aux sujets de recherche .....	33

## Liste des abréviations

ANZ : Australia and New Zealand banking group

AUSTRAC : Australian transaction reports and analysis center

ATO : Australian taxation office

CBA : Commonwealth Bank Australia

FIFA : Fédération Internationale de football Association

FMI : Fonds Monétaire International

FSF de Bâle : Auparavant le Forum de Stabilité Financière, renommé le Conseil de Stabilité Financière en 2009 (FSB : Financial Stability Board)

GAFI : Groupe d'Action Financière

HMRC: Her Majesty's Revenue and Customs

NAB: National Australia Bank

OCDE : L'Organisation de Coopération et de développement économiques

ICAC: Independent Commission Against Corruption

ICIJ: International Consortium of Investigative Journalists

IR : Impôt sur le revenu

ISF : Impôt sur la fortune

UE : Union européenne

UEFA : Union of European Football Associations

WCC : White-Collar crime

## Remerciements

Avant tout, un remerciement mérite d'être adressé à l'Université de Montréal et à son École de criminologie. Ce changement d'Université entre les études au baccalauréat et aux cycles supérieurs a marqué un moment important à la poursuite de mes apprentissages.

Un merci tout particulier est adressé à mon directeur de recherche, Monsieur Anthony Amicelle, vos conseils, réflexions, disponibilités, soutien et patience hors du commun ont fait de ce moment à la maîtrise, une expérience enrichissante et inestimable. L'aide apportée tout au long du parcours à la maîtrise témoigne de la remise de ce mémoire. Je souhaite également vous remercier pour les opportunités de recherches.

À mes collègues, amis et membres de ma famille, ayant été impliqués de près ou de loin, merci pour le soutien démontré. Ce mémoire représentait un défi personnel et professionnel important.

Merci à mes parents, Maryse et Normand, qui malgré les années et la distance physique, n'ont jamais cessé d'être à l'écoute, présents, remplis de confiance et d'amour. Fiers supporteurs, vos encouragements seront toujours chers à mes yeux. Alexandra et Noémie, merci pour ces amitiés inconditionnelles sur lesquelles j'ai toujours eu la chance de compter. Emmanuelle et Rosalie, merci pour l'accueil, les conseils et les fous rires à l'Université de Montréal, mais surtout pour ces merveilleuses amitiés qui se sont développées. Éric et Brian, mes super-oncles, vous êtes des piliers importants pour moi à Montréal, merci de l'intérêt que vous avez démontré envers ce projet. Finalement, je ne pourrais conclure sans évoquer le soutien de Mme Denise Caissie, de même que toute son équipe professionnelle.

À vous tous, je vous souligne une grande reconnaissance.

It is our choices, Harry, that show what we truly are, far more than our abilities.  
- J.K Rowling, Harry Potter and the Chamber of Secrets

## Introduction

Les différentes révélations de nature politico-financière précédentes, telles que l'affaire de Panama (1893), Elf (1994), le Crédit Lyonnais (1990), Enron (2001), Worldcom (2002), Norbourg (2006), la Société Générale (Jérôme Kerviel ; 2008), Madoff (2008) ou autres mises à jour de conduites préjudiciables soulignent l'importance à accorder à l'étude de la délinquance financière et économique dans le champ de la criminologie. Dans ce sens, l'enchaînement des fuites d'informations (Luxembourg leaks (2014), China leaks (2014), Swiss leaks (2015), football leaks (2015), Bahamas leaks (2016), etc.) - ainsi que les plateformes telles que : Wiki leaks (2006) et Offshore leaks (2013) mettent à jour des comportements étant associées à la corruption, l'abus de confiance, le blanchiment d'argent, l'usage frauduleux de données financières, les montages offshores et l'évasion fiscale entre autres choses.

Les 'Panama papers' (2016), cette fuite de près de 11,2 millions de documents exposant les participants, de même que leurs intermédiaires (institutions financières, cabinets d'avocats, etc.) à la fuite de capitaux via un paradis fiscal, s'inscrivent dans la lignée des révélations de nature politico-financière. D'une envergure internationale, les révélations concernent près de 214 000 sociétés offshores créées entre 1977 et 2015 par la firme panamienne Mossack Fonseca. La mise à jour des 'Panama papers' réaffirme, « le fait que l'évasion des capitaux dans les paradis fiscaux n'a pas été freinée par les précédentes révélations, loin s'en faut » (Amicelle et Bérard, 2017, p. 2).

L'une des motivations soulevées à l'analyse des 'Panama papers' renvoie à la divulgation de comportements compromettants de la part d'élites, en premier lieu des responsables politiques et économiques de plusieurs pays, subséquemment de la propension à échapper au fisc. En référence au statut social, économique et politique que possèdent ces acteurs, une part notable des écrits du mémoire s'appuient sur les études entourant les crimes en col blanc, autrement dit la branche prédominante de la criminologie s'adressant aux conduites dommageables d'individus de la classe supérieure.

S'intéressant particulièrement aux déviances et délinquances de types fiscales, les ambivalences étudiées résident dans la possibilité de 'tracer' une ligne précise et nette entre les jeux d'évitement à l'imposition fiscale (Amicelle, 2013 ; Chavagneux et al. 2010). Il existe en effet des stratégies de contournement ou de détournement pouvant prendre une forme légale ou illégale. Quoique sous une idéologie néolibérale la promotion de la finance offshore est défendue, les comportements exposés sous les 'Panama papers' se glissent dans une zone grise de la fiscalité. Ainsi, considérant la nature et la complexité des révélations, il semble complexe pour le public et les autorités de se prononcer sur la qualification des conduites.

Sur ce point, Spire (2009) remarque deux formes d'indiscipline reliées au fisc, soit, « l'erreur qui renvoie au cas où le contribuable est présumé 'de bonne foi' et la 'fraude' qui désigne tout comportement illégal accompli sciemment par le contribuable » (p. 145).

Au regard du 'jeu d'interprétation' possible, les révélations des 'Panama papers' ont suscité diverses réactions sociales. Le présent mémoire questionne pourquoi, dans certains pays, les révélations « ont pris » et fait scandale, en référence à une couverture médiatique importante, alors que dans d'autres endroits du monde, les annonces ont été davantage passées sous le silence ou ont engendré peu d'effets. En s'appuyant sur les prémisses de la sociologie du scandale, les écrits du mémoire ciblent trois acteurs politiques et économiques, de pays différents qui ont été cités dans les 'Panama papers'. L'étude approfondie des cas vise à rendre compte de différentes finalités à la dénonciation publique, pouvant notamment mener à un destin s'apparentant à la forme du 'scandale', de 'l'affaire' ou du 'non-scandale'.

Suite à l'introduction, la structure du mémoire se présente sous la forme de six chapitres. Une revue de littérature compose le premier. En fait, le chapitre retrace des notions théoriques et empiriques reliées aux études entourant les crimes en col blanc, il situe la recherche dans l'état des connaissances existantes. Le deuxième chapitre expose la problématique du projet et les différents questionnements. Ensuite, la troisième section porte sur le cadre théorique, il s'agit des prémisses ayant guidées la collecte des données et les analyses. Le quatrième chapitre aborde la méthodologie et la source de données, en plus des stratégies d'enquête. Le cinquième chapitre est composé d'écrits analytiques en référence aux informations collectées selon la méthodologie retenue, il expose les études de cas ciblés. Le sixième chapitre prend la forme

d'une discussion adressant les résultats des recherches et une ouverture à des considérations futures. Le mémoire se termine par une conclusion.



## **Chapitre 1 : la revue de littérature**

Le premier chapitre du mémoire passe en revue les éléments conceptuels à la considération des déviances et délinquances en col blanc. Celui-ci se concentre sur les composantes sociohistoriques ayant marqué la création du champ de recherche et la place qu'occupe la branche en criminologie. Par la suite, les écrits abordent les précurseurs des études entourant les crimes commis par les individus de la classe supérieure. Une attention est allouée à Edwin H. Sutherland, en référence à son statut notable dans ce champ de recherche. Suivi des principaux débats définitionnels entourant les 'crimes en col blanc', notamment en référence à la définition laissée par E. H. Sutherland. Les écrits de la section se concluent en abordant les illégalismes fiscaux et des notions sous-jacentes.

### **1.1 L'introduction aux études de la criminalité en col blanc**

#### *Le voile social et pénal : les considérations sociohistoriques*

Abordant les concepts de la *Sociologie criminelle*, E. Ferri (1893), représentant de l'École positiviste italienne, distingue des catégories sociales et le rapport qu'elles entretiennent à la transgression. Afin de soutenir la représentation de la société qu'il défend au XIXe siècle, l'auteur définit deux extrêmes, une première couche : la plus élevée ne commettrait pas de crime, « organiquement honnête, retenue par la seule sanction du sens moral, des sentiments religieux, de l'opinion publique, avec la transmission héréditaire des habitudes morales » (Ferri, 1893, p. 199-200). L'autre catégorie identifiée : la plus basse couche « se compose d'individus réfractaires à tout sentiment d'honnêteté, parce que sans aucune éducation, retenus par leur misère matérielle et morale dans les formes primitives d'une lutte brutale pour leur existence, ils héritent de leurs parents et transmettent à leurs descendants une organisation anormale qui à la dégénérescence et à la pathologie unit le retour atavistique à l'humanité sauvage » (Ferri, 1893, p. 199-200).

Selon la catégorisation criminelle détaillée et appuyée par E. Ferri (1893), il semblait improbable, à ce moment historique, que la classe sociale la plus élevée commette, à son tour, des actes transgressifs. Lorsque ce dernier concentre ses recherches sur la classe sociale qu'il juge 'dangereuse', autrement dit celle étant plus basse, cela prétend à une certaine volonté idéologique de 'masquer' les transgressions des individus provenant de la couche supérieure.

À titre complémentaire, M. Foucault (1975) analyse des changements normatifs observés en Europe au XIXe siècle, ceux-ci ayant notamment pris place au même moment où E. Ferri (1893) soutient ses distinctions entre les classes sociales et le rapport aux transgressions. À la différence de E. Ferri (1893), M. Foucault (1975) ne s'engage pas dans cette catégorisation criminelle, il dépeint plutôt cette schématisation sociale et criminelle ayant pris place durant les siècles précédents. À vrai dire, il observe des changements notables dans l'organisation et dans la structure judiciaire passant du système de l'Ancien Régime à un État libéral<sup>1</sup>.

Dans ce contexte français du XVIe siècle, il semble que chaque tranche sociale, telle que la couche populaire et la bourgeoisie, profitent d'espaces dans lesquelles les conduites enregistrées se concluent sous des formes d'impunités variables. Ces couches sociales se trouvent davantage en position d'interdépendance ou d'allier, alors que les intérêts de chacune n'entrent que rarement en conflit (Amicelle, 2014). D'une part, la paysannerie et les populations rurales pouvaient pratiquer « la contrebande, le pâturage abusif, le ramassage de bois sur les terres du roi » (Foucault, 2001, Amicelle, 2014), ces conduites étaient non négligeables à la survie de ces couches sociales. D'autre part, la bourgeoisie se réserve : « le contournement ou le détournement de règles douanières et commerciales [...], des refus fiscaux, des ententes commerciales et des pratiques de contrebande » (Amicelle, 2014, p. 68-69), des comportements 'tolérés' qui semblent être autant profitables au développement économique de la bourgeoisie qu'à la survie des classes plus pauvres. Ces marges sont développées en fonction de l'intérêt des différentes strates sociales, ainsi les espaces de tolérance sont partagés.

Rappelant cette idée de E. Ferri (1893) soulignant la moralité et l'honnêteté de la classe supérieure<sup>2</sup>, celle-ci, qui semble être effacée de soupçon évite, par son statut aux condamnations et à la loi. Autrement dit, alors que la classe populaire est soumise à une pénalisation plus accrue, « [la bourgeoisie] soutient ces luttes anti-légales dans la mesure où elles la servent, elle les lâche quand celles-là tombent dans la criminalité de droit commun ou quand elles prennent la forme

---

<sup>1</sup> Il s'agit d'un État mis en place « dans la première moitié du XXe siècle [qui] aboutit progressivement à la création de mécanismes de sécurité et d'intégration qui maintiennent le fonctionnement capitaliste tout en atténuant les risques auxquels sont confrontés les travailleurs » (Amicelle et Nagels, 2018, p. 13). Ce terme est notamment accepté sous la combinaison de quatre piliers : la protection sociale, le droit au travail, les services publics et les politiques macroéconomiques de soutien à l'activité et à l'emploi (Ramaux, 2007).

<sup>2</sup> S'illustrant sous la conception du voile social définie ci-haut.

de luttes politiques. Elle accepte la contrebande, refuse le brigandage ; elle accepte le refus de l'impôt, mais refuse le pillage des diligences » (Foucault, 2001, p. 147 ; Amicelle, 2014, p. 70).

Conséquemment, il semble que des comportements sont incriminés en fonction de la position des acteurs dans la société ainsi que des intérêts économiques et sociaux à poursuivre ou non certaines conduites.

Lors des XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles intervient « l'essor du capitalisme industriel et du nouveau statut accordé à la propriété privée » (Amicelle, 2014, p. 70), redéfinissant par le fait même les comportements jugés acceptables et réprouvés. Ces divers changements sociétaux ont eu des impacts notables sous deux niveaux.

Dans un premier temps, dans les zones rurales, « la fin de l'Ancien Régime est marquée par l'abolition des droits féodaux, la disparition graduelle des terres communales et le morcellement de la propriété terrienne dont une partie significative est transférée vers la bourgeoisie » (Amicelle, 2014, p. 70). Par conséquent, des comportements qui auparavant étaient tolérés à la classe populaire sous le système de l'Ancien Régime s'interposent maintenant, aux intérêts économiques d'une classe supérieure. À titre d'exemple, afin de maximiser les profits agricoles, le ramassage de bois ou des bouts de laine sur les terres anciennement royales, briment à présent les optimisations de revenus des propriétaires. Passant d'un système basé sur la propriété féodale<sup>3</sup> à un régime structuré sous la propriété privée<sup>4</sup>, ce type de conduites est maintenant reconfiguré sous des atteintes aux biens, des inconduites étant notamment associées à la classe populaire (Amicelle, 2014).

Dans un deuxième temps, dans les zones urbaines, ce changement encourage une économie de type industriel et commercial, la classe supérieure investit des sommes importantes dans la machinerie, les matières premières, les stocks, etc., les classes du prolétariat n'ont eu d'autre choix, que de « se déplacer de l'artisanat au salariat, [elles] sont en même temps obligées de se

---

<sup>3</sup> Système politique dans lequel l'autorité centrale est accordée aux seigneurs locaux. Ce système comprend des obligations et des services envers la bourgeoisie.

<sup>4</sup> Il s'agit du droit, à un individu, une personne morale ou à une entreprise d'user et de disposer d'une 'chose' de façon exclusive et absolue, sans contraindre aux lois établies.

déplacer de la fraude au vol » (Foucault, 2010, p. 151, Amicelle, 2014). La classe populaire représente la force productive ; elle manie les outils et les matériaux, sans pour autant être propriétaire de ceux-ci, ou encore, de posséder un pouvoir sur les objets qu'elle produit (Amicelle, 2014). Dans ce sens « la bourgeoisie a littéralement mis sa fortune entre les mains de la couche populaire » (Foucault, 2001), autrement dit les profits dépendront du « corps à corps de l'ouvrier et de la marchandise » (Gros, 2010, p. 14). Afin de protéger l'économie et les revenus basés sur l'industrialisation et l'urbanisation, la classe supérieure, ayant des craintes concernant les vols<sup>5</sup> sur les lieux de travail ou encore sur la force de travail de l'ouvrier,<sup>6</sup> se montre intolérante envers les conduites qui contreviennent aux gains espérés (Amicelle, 2014, p. 71). Passant « d'allier de circonstance à adversaire désignés » (Amicelle, 2014, p. 72), les intérêts des classes sociales entrent maintenant en confrontation.

Il semble que la classe supérieure, lorsque celle-ci s'est appropriée le pouvoir politique, ait réussi à adapter et diriger « les structures d'exercice du pouvoir à ses intérêts économiques » (Foucault, 2010), délaissant et faisant même disparaître les marges d'impunités variables préalablement accessibles aux couches sociales populaires. Cette 'nouvelle' structure sous laquelle s'organise la société contribue à renforcer les différents traitements devant la loi, et ce dépendamment de la position sociale de l'inculpé. Alors que les transgressions de la classe supérieure, lorsqu'elles sont repérées, sont davantage traitées sous des modes de gestion relevant de l'accommodement et des amendes, à son opposé les crimes de la couche inférieure, s'exposent à l'attention de la police et se concluent, majoritairement sous des peines d'emprisonnement (Amicelle et Nagels, 2018).

La refonte du système judiciaire produit alors une « triple différenciation révélatrice des rapports de pouvoir et de domination » (Amicelle, 2014, p. 73). Dans un premier temps, elle recouvre une opposition de classes sociales, au sens où les intérêts populaires entrent en confrontation avec ceux de la couche supérieure : cette dernière possède les ressources manufacturières, alors que la classe populaire, dont fait partie les travailleurs, doit vendre la force de leur travail. Deuxièmement, il semble que les différentes strates sociales ne soient pas égales devant la loi.

---

<sup>5</sup> « Le ramassage des chutes de ferrail ou de fibres textiles » (Amicelle, 2014, p. 71).

<sup>6</sup> « Alcoolisme, la paresse ou l'inexactitude » (Amicelle, 2014, p. 71).

Il existerait différentes qualifications, allant d'une catégorisation 'pénale nette' pour les crimes commis par les individus de la classe inférieure, à une catégorisation 'pluriforme et non-exclusivement pénale' des transgressions perpétrées par la classe supérieure (Amicelle, 2014, p. 73). Troisièmement, les actes criminels sont traités différemment devant la loi. Le parcours pénal d'un acte illégal commis par un acteur de la classe prolétaire risque fortement de s'engager vers la voie traditionnelle de traitement 'procès, prison, publicisation'. À comparaison, les transgressions de la couche supérieure sont traitées par des juridictions spéciales, des transactions sont négociées pour conclure des accords, ainsi ce type de déroulement se fait sous toute discrétion (Amicelle, 2014, p. 73).

Afin de reprendre le concept de voile social préalablement exposé, il semble que ce dernier soit également de nature pénale alors que le système judiciaire contribue à gérer les marges de la légalité en fonction du statut social des auteurs.

La catégorisation criminelle de E. Ferri (1893) et l'analyse effectuée par M. Foucault (1975) lors du passage de l'Ancien Régime à l'État libéral pourraient agir à titre de complément et offrir une compréhension des raisons pour lesquelles ce type de transgressions, les crimes commis par la classe supérieure, ont été historiquement, voilés ou tolérés. De plus, considérant le contexte sociohistorique précédemment exposé, les prochains paragraphes débattront de la place réservée à l'étude des crimes commis par les individus de la classe supérieure dans la discipline criminologique, et ce en lien avec les conduites financières et économiques (les crimes en col blanc<sup>7</sup>).

## **1.2 Quelle est la place de l'étude des crimes en col blanc en criminologie ?**

Le but de la section est de démontrer, chronologiquement par des valeurs qualitatives et quantitatives, l'attention des universitaires et scientifiques envers la problématique des crimes en col blanc dans la discipline criminologique.

---

<sup>7</sup> Il faut notamment attendre les ouvrages de Sutherland (1939) avant que ce terme 'White-collar crime' (crime en col blanc, en français) soit communément utilisé afin d'identifier les déviances et délinquances des individus possédant un statut social élevé.

Afin de démontrer la place limitée de l'étude des crimes en col blanc, Lynch et al., (2004) ont combiné dans une analyse le nombre d'articles parus entre 1993 et 1997 touchant la problématique des déviances en col blanc. Les données proviennent de huit revues criminologiques influentes, « sur 1 118 articles publiés dans la période analysée, quarante concernent le sujet, soit 3,6 % de la totalité » (Lascoumes et Nagels, 2014, p. 120). Dans cette même étude, seize textbooks sont considérés, sur 9 410 pages au total, 425 de celles-ci, équivalant à 4,5 % affichent des notions reliées à la criminalité en col blanc. En regard à l'enseignement, les chercheurs listent 21 universités américaines importantes, neuf des institutions offrent des cours optionnels sur le sujet (Wright et Soma, 1996 ; Lynch et al., 2004).

Préalablement, Cullen et Benson (1993) ainsi que Wright et Friedrichs (1991) ont analysé la composition de programmes universitaires en criminologie aux États-Unis, ils soulignent le 'détachement' de l'enseignement réservé aux crimes en col blanc dans la discipline.

Au Québec, deux universités offrent des programmes menant à la profession de criminologue : l'Université de Montréal et l'Université Laval à Québec. L'École de criminologie de l'Université de Montréal occupe une place prépondérante, des cours de concentration offerts à la maîtrise et au baccalauréat, soit environ soixante activités d'enseignement, excluant les cours préparatoires aux stages, les séminaires et les activités de stages, deux cours portent spécifiquement sur la criminalité économique : la régulation de la criminologie économique (SIP3040) et les criminalités économiques (CRI6228) (Université de Montréal). Ce qui représente 3,3 % des différents thèmes intégrés dans le programme. L'Université Laval offre aux étudiants l'opportunité de compléter le certificat ou le baccalauréat en criminologie, des différents cours proposés dans la discipline, environ trente-quatre activités d'enseignement, un cours aborde la problématique des crimes financiers : criminalité et économie (ECN1160), alors qu'il relève du département d'économie (Université Laval). Cela équivaut à 2,9 % des activités d'enseignement sur le thème de la criminologie. Dans ces deux cas, l'Université de Montréal et de Laval, les séances autour de la problématique des crimes en col blanc ne font pas partie du cursus obligatoire des formations.

En termes de diplomation, l'Université de Sherbrooke est la seule dans la province du Québec à octroyer un diplôme d'études supérieures spécialisées de deuxième cycle sur la « Lutte contre la criminalité financière », c'est-à-dire sur la gestion du risque et la conformité des transactions économiques (Université de Sherbrooke).

La majorité des travaux sur les crimes en col blanc sont d'origine anglo-saxonne. L'ouvrage *Sociologie des élites délinquantes. De la criminalité en col blanc à la corruption politique*, sous la supervision de Pierre Lascoumes et Carla Nagel (2014) est le seul recueil en français s'intéressant à ce type de criminalité. « Si cet objet [la délinquance économique et financière] est peu présent dans les revues anglo-saxonnes, il l'est encore nettement moins dans les revues francophones » (Lascoumes et Nagels, 2014, p.120). En 2013, la revue francophone *Champ Pénal* a publié un numéro spécial sur la délinquance économique, « c'est l'exception qui confirme la règle d'ignorance du sujet. Avant 1970 aucun article n'a pu être repéré » (Lascoumes et Nagels, 2014, p. 120).

#### *La représentation du thème des crimes en col blanc dans la publication d'articles*

En retraçant l'exercice conduit par Lynch et al. (2004), néanmoins sous diverses références, il nous a été possible d'observer une variation des résultats quant à la place réservée à l'étude des crimes en col blanc (voir l'annexe I pour les tableaux exposant les publications<sup>8</sup>). Dans un premier temps, l'analyse comprend la revue francophone *Criminologie*. Deuxièmement, le journal *Criminology* a été sélectionné pour la place prépondérante qu'il occupe dans la discipline. Troisièmement, la revue *Crime, Law and Social change*, considérant qu'il s'agit de l'une des revues publiant le plus sous le thème des crimes en col blanc. Quatrièmement, le journal *Critical Criminology* a été choisi pour l'angle critique des analyses.

*Criminologie*, fondée par Denis Szabo en 1968, se présente comme « la seule revue de criminologie publiée en français en Amérique »<sup>9</sup>. Associée au Centre International de Criminologie Comparée de Montréal, elle publie en moyenne deux volumes par année, sous-divisée en deux numéros qui eux sont composés entre sept et quinze articles. Au printemps 1997,

---

<sup>8</sup> La recherche a été effectuée en date du mois de janvier 2019.

<sup>9</sup> Repéré sur le site officiel de la revue : <https://www.erudit.org/fr/revues/crimino/>



il est possible de lire le volume 30 intitulé : « Criminalités économiques », les sept articles de ce numéro portent l'attention « sur d'autres délinquants que ceux qui suscitent dans le public toute la gamme des sentiments se situant entre la haine et la pitié » (Bacher, 1997, p. 3). Plus récemment, au printemps 2016, la revue publie le volume 49, numéro 1 : « Quand le crime économique contribue au développement des sciences sociales », les douze articles problématisent l'investigation des crimes en col blanc et leurs apports à la discipline des sciences sociales. Dans l'ensemble, les 51 volumes, comportant 86 numéros et 827 articles publiés par le journal *Criminologie* de 1975 à 2018, deux volumes et dix-neuf publications abordent explicitement les crimes économiques, cela représente 2,29 % du contenu de la revue.

*Criminology*<sup>10</sup> est le journal officiel de l'American Society of Criminology (ASC), il est classé au quatrième rang sur soixante et une revues de criminologie et de pénologie. Depuis 1970, 99 textes sont trouvés sous l'expression 'White-Collar crime' à un ou des endroits dans les publications. La présence de textes marqués sous l'étude des crimes en col blanc est plutôt cyclique, dix-huit articles sont publiés de 1970 à 1979, trente-huit de 1980 à 1989, neuf publications entre 1990 et 1999, vingt-huit de 2000 à 2009 et six de 2010 à 2018. Depuis 1970, le journal *Criminology* a publié environ 1 577 articles<sup>11</sup>, tous sujets confondus liés à la criminologie, ainsi la place réservée à l'étude des crimes en col blanc représente 6,27 % du contenu de la revue.

Un constat plus élevé est observé dans les publications du journal *Crime, Law and Social change*<sup>12</sup>. Il s'agit d'un journal interdisciplinaire qui, toutefois « has a special focus on financial crime, corruption, terrorism and organizational crime »<sup>13</sup>. Disponible depuis 1977, la revue a publié 1 757 articles introduits dans soixante-dix volumes et 275 numéros. En tenant compte des angles d'analyse, 232 articles soulignent le sujet 'White-Collar crime'<sup>14</sup>, cela réfère à 13,20 % des textes disponibles. Il est possible d'observer une augmentation de l'attention pour le sujet au fil des années. Dix articles sont publiés de 1977 à 1979, vingt-quatre entre 1980 et

---

<sup>10</sup> Le lien pour le site Internet de la revue : <https://onlinelibrary.wiley.com/journal/17459125>

<sup>11</sup> Excluant les : « book review », « review essay », « letter to the editor » et « research note ».

<sup>12</sup> Le lien pour le site Internet de la revue : <https://link.springer.com/journal/10611>

<sup>13</sup> Repéré sur le site officiel de la revue : <https://link.springer.com/journal/10611>

<sup>14</sup> Autrement dit, les articles contenant à un endroit ou plus l'expression 'White-Collar crime'.

1989, cinquante-trois de 1990 à 1999, le nombre s'élève à quatre-vingt-cinq entre 2000 et 2009, finalement soixante et un textes ont été publiés de 2010 à aujourd'hui.

*Critical Criminology*<sup>15</sup>, est le journal officiel de la Division of Critical Criminology of the American Society of Criminology (ASC) et de l'Academy of Criminal Justice Sciences Section on Critical Criminology (ACJS). La revue a publié depuis 1990, vingt-six volumes, quatre-vingts numéros et 617 articles disponibles en ligne. La proportion de textes qui traitent de la problématique des crimes en col blanc correspond à 11,02 %, soit soixante-huit textes sur un total de 617 articles<sup>16</sup>. À noter, treize textes sur le thème débattu sont publiés entre 1990 et 1999, vingt-six de 2000 à 2009 et vingt-neuf de 2010 à 2018. Historiquement, le nombre de publications autour de la problématique a augmenté.

Sur les quatre revues consultées, *Criminologie*, *Criminology*, *Crime, Law and Social change* et *Critical Criminology*, une moyenne de 8,19 % des contenus est rattachée à l'étude des crimes en col blanc. Ce résultat est partiellement plus élevé que celui présenté lors de l'étude « Disappearing act : The representation of corporate crime research in criminological literature » (Lynch, M. et al., 2004), qui représentait 3,6 %. Les données quantitatives de l'étude officielle traitent des publications de la période de 1993 à 1997 inclusivement, il est pertinent d'observer une augmentation de l'attention scientifique autour des crimes en col blanc.

Sous ces considérations, Lascoumes et Nagels (2014) attribuent aux déviances et délinquances économiques une étude des parutions cycliques : « la publication s'intensifie puis peut disparaître pendant de longues périodes » (p. 120). Dans les revues *British Journal of Criminology* et *Criminology*, une majorité d'articles paraissent dans les années 2000 alors que le sujet est passé presque sous le silence entre 1991 et 1999. Le phénomène inverse s'observe dans la revue *Crime & Delinquency* (Lascoumes et Nagels, 2014, p.120).

---

<sup>15</sup> Le lien pour le site Internet de la revue: <https://link.springer.com/journal/10612>

<sup>16</sup> Autrement dit, les articles contenant à un endroit ou plus l'expression 'White-Collar crime'.

### *La représentation du thème des crimes en col blanc dans les citations criminologiques*

Dans une perspective complémentaire, Cohn et Farrington (1998 et 2007) ont identifié les thèmes de citations les plus répandues dans les revues et livres de criminologie, sous l'optique de cibler les plus importants et influents de la discipline. Ils nommaient : « the underlying assumption of citation analysis is namely that the most cited scholars tend to be the most influential in any given academic discipline » (Shichor, 2009, p. 177).

Dans ces recherches, six références journalistiques ont été sélectionnées, dont trois revues de type criminologiques : *Criminology*, *Journal of Quantitative Criminology*, *Journal of Research in Crime and Delinquency* et trois revues de justice criminelle : *Justice Quarterly*, *Journal of Criminal Justice* et *Criminal Justice and Behavior*. De 1986 à 2000, la période à laquelle porte l'analyse générale, les différents articles des journaux sont listés sous sept catégories, allant de la probation, la prison, le crime organisé et les crimes en col blanc. Répertoire dans les trois revues de type criminologique, le sujet « theories of delinquency and crime » est le plus cité, il représente 27,9 % des publications entre 1986 et 1990 et 35,9 % de 1991 à 1995 (Cohn et Farrington, 1998, p. 177). L'attention des journaux de justice criminelle est davantage retenue sous la catégorie des citations associée à la prison, la réhabilitation, la probation et les récidives, représentant 27,0 % des publications pour la première période identifiée et 26,4 % pour la deuxième (Cohn et Farrington, 1998, p. 177). La catégorie sous laquelle sont listées les citations de l'étude des crimes en col blanc<sup>17</sup> représente, dans les six journaux consultés, celle ayant le pourcentage le plus bas. Les revues de criminologie y consacrent 4,3 % des contenus de 1986 à 1990 et 2,5 % de 1991 à 2000. La seconde catégorie de journaux, 3,1 % et 2,1 % pour les périodes respectives (Cohn et Farrington, 1998, p.177).

L'explication de ces résultats, de fait la présence limitée du nombre de citation à l'étude des crimes en col blanc, remet en cause les champs d'expertise des différents criminologues. De 1986 à 1995, des trente références les plus citées dans les journaux, se rapportant aux études de Cohn et Farrington (1998), aucun des chercheurs ne se concentraient ou identifiaient leur expertise à l'étude des crimes en col blanc (Cohn et Farrington, 1998, p. 177).

---

<sup>17</sup> Le titre de la catégorie étant : « white collar crime/organized crime/corporate crime ».

Des ouvrages sont tout de même marqués par l'expression « White-Collar crime » : *The Criminology of the Corporation* (Minkes et Minkes, 2000), *Crimes of Privilege* (Shover et Wright, 2001), *White-Collar Crime* (Nelken, 2002), *Choosing White-Collar Crime* (Shover et Hochstetler, 2006), *International Handbook of White-Collar Crime and Corporate Crime* (Pontell et Geis, 2007)<sup>18</sup>, *Corporate and White-Collar Crime* (Minkes et Minkes, 2008), *The Routledge Handbook of White-collar and Corporate crime in Europe* (Huisman et al., 2015). « This term [white collar crime], even with all the definitional and conceptual problems, became widely accepted and used not only by professional criminologists but by the media and the general public as well » (Shichor, 2009, p. 175)<sup>19</sup>.

La criminologie n'est pas une discipline réservée, les différents thèmes rattachés à l'étude des crimes en col blanc peuvent être traités sous d'autres angles : sociologique, psychologique, anthropologique, les sciences politiques, la finance, l'économie, le droit, etc. Il est possible que des textes et articles aient été publiés, mais non répertoriés dans les statistiques exposées. L'exemple 'typique' dans cette branche de la criminologie est notamment la référence quasi systématique d'E. Sutherland (1940) alors que l'article pionnier sur le White-Collar crime a été, en premier lieu, publié dans une revue de sociologie (Levi, 1995). Les journaux à caractère criminologique publient en importance sur des sujets reliés aux priorités politiques et sur les contextes de crise. Dans ce sens, l'effet 'dispersion' des articles et des citations sur les crimes en col blanc a un impact substantiel sur le poids du thème dans le domaine criminologique (Schilor, 2009, p.180).

Ce champ de recherches, pourtant méconnu lors de la naissance de la discipline criminologique, s'est davantage développé au XXe siècle. Néanmoins aujourd'hui, la place y étant réservée semble être marginale.

---

<sup>18</sup> Ce handbook compte à lui seul trente chapitres sur ces types de délinquances.

<sup>19</sup> Concernant ce point, voir l'éventail de titres d'articles répertoriés et listés sous l'expression 'White-collar crime' (en référence aux recherches effectuées à l'annexe I).

### **1.3 Les raisons pour lesquelles cette branche de la criminologie suscite des intérêts relatifs au XXe siècle**

La croissance de savoirs scientifiques reliée aux irrégularités des criminels en col blanc arrive difficilement « à construire des analyses systématiques, à valider des connaissances et à stabiliser des modèles d'interprétations » (Lascoumes et Nagels, 2014). Il semble y avoir des facteurs ayant freiné l'intérêt aux études des crimes en col blanc dans la criminologie.

#### **1.3.1 Le voile social qui semble recouvrir les conduites de la classe supérieure**

En reprenant cette idée de voile social précédemment abordé, celui visant les conduites de la classe supérieure, semble être l'une des raisons prépondérantes à la considération limitée de ces types de délinquances. Avant les analyses critiques de précurseurs portant sur les crimes professionnels et d'entreprises, ce serait davantage les comportements des classes défavorisées qui préoccupent l'ensemble de la société (Shichor, 2009, p. 180). Comme il est précédemment mentionné, historiquement, les transgressions de la classe supérieure semblent être moins visibles pour le reste des citoyens, cette strate sociale a « la possibilité de tourner ses propres règles et ses propres lois » (Foucault, 1975, p. 90).

Afin d'illustrer le développement des perceptions sociales à l'égard des crimes, les résultats d'une étude préalablement conduite par Wolfgang et al., (1985) et approfondie par des chercheurs de l'Université de Montréal (Tremblay, Leclerc et Bouchard, 2006) permettent d'identifier, par différentes situations sociales, les facteurs explicatifs des jugements de gravité. Dans l'étude de 1984 menée aux États-Unis, l'échantillon est composé de 60 000 individus auxquels 204 situations transgressives sont présentées : meurtre, absentéisme scolaire, dépôt d'une bombe, etc. Seize pour cent des mises en contexte peuvent être associées à la délinquance en col blanc (Wolfgang et al., 1985). Les participants de l'enquête devaient classer sur une échelle du plus au moins grave les comportements. « Seulement deux cas de délinquance économique et financière se situent dans le premier quart (réprobation très élevée) (...). Treize situations prennent place dans le troisième quart (réprobation peu élevée) : il s'agit de fraudes commerciales sans conséquences humaines, de discrimination, de fraude fiscale » (Lascoumes et Nagels, 2014, p. 58). En analysant la répartition, les chercheurs de l'Université de Montréal (2006) ont réaffirmé l'hypothèse selon laquelle la hiérarchisation des jugements de gravité est

positivement influencée par l'importance des dommages causés, le niveau est peu élevé lorsque les répercussions ne sont pas cristallisées (Lascoumes et Nagels, 2014, p.58).

Lorsque la délinquance en col est abordée, il semble y avoir un déséquilibre entre les victimes et les auteurs, « ceux qui les commettent [les crimes] contrôlent plus les événements où ils sont engagés que ceux qui les subissent » (Ruggiero, 2007, p.132-133).

Dès l'année 1935, le précurseur A. Morris note : « It needs to be emphasized that the criminals of the upperworld are genuine, not metaphorical, criminal » (p. 37-38). Les criminels en col blanc ne sont pas, historiquement, perçus comme de 'vrais' criminels (Morris, 1935 ; Sutherland, 1940). À vrai dire, la société est à risque d'interpréter leurs conduites dommageables comme des erreurs de jugement ou des actions involontaires, les critères d'interprétation à la gravité des crimes pourraient varier en fonction du contexte et des individus impliqués (Lascoumes, 2010, p. 22 ; Lecrique et al., 2001).

### **1.3.2 Les influences politiques : répondre aux préoccupations sociales du temps**

Deuxièmement, dans les années 1970, les politiques gouvernementales et pénales, notamment présentes aux États-Unis, s'inscrivent dans la montée des mouvements 'war on crime' et 'war on drugs'. La lutte contre le crime, tout comme les recherches universitaires répondent aux préoccupations sociales. Elles semblent se focaliser sur les crimes commis par les individus des classes inférieures, a fortiori, celles jugées 'dangereuses' (Schilor, 2009, p.181). Ainsi, il existerait un lien étroit entre la production académique et les évolutions politiques, sociales et économiques de la société, les intérêts progressent 'parallèlement' aux définitions et des valeurs sociales (Lascoumes et Nagels, 2014, p. 123 ; Geis et al. 1995, p. 13). Par conséquent, il semble, encore une fois, qu'historiquement l'attention médiatique ne soit pas portée sur les transgressions de la classe supérieure (Chiricos et al., 2006).

Chronologiquement, trois périodes semblent toutefois avoir été favorables à la production de recherches sur le thème des crimes en col blanc. La première, est conséquente de la crise

boursière de 1929<sup>20</sup>, alors que des précurseurs expriment la nécessité « d'un contrôle public sur les pratiques économiques et financières, Sutherland se situe dans cette première vague » (Lascoumes et Nagels, 2014, p. 123). Une deuxième fenêtre favorable à la recherche entourant ce type de délinquance fait référence aux instabilités sociales des années 1960, notamment les différents mouvements de contestation, le scandale du Watergate et les controverses autour de la guerre du Vietnam, ce sont tous des événements qui ont réveillé, aux États-Unis, les motivations à l'étude des crimes commis par la classe supérieure (Yeager, 2009 ; Lascoumes et Nagels, 2014). Une troisième ouverture peut être associée au néolibéralisme<sup>21</sup> des années 1980 illustré sous la présidence américaine de Reagan, alors qu'il « init [ie] une nouvelle orientation économique et sociale » (Lascoumes et Nagels, 2014). À cette période, des conduites financières sont décriminalisées, il y a eu une dérégulation du monde économique, en plus de l'affaiblissement des agences de contrôle, faisant ainsi disparaître des types de crimes associés au milieu professionnel et économique<sup>22</sup> (Snider, 2000 ; Lascoumes et Nagels, 2014).

En résumé, alors qu'une majorité des préoccupations sociales envers les déviances et délinquances en col blanc se sont formulées et répandues quelques années après la création du courant criminologique, il n'en reste pas moins que, de façon chronologique, les recherches en criminologie se sont davantage regroupées sous l'étude des transgressions commises par la couche sociale inférieure.

### **1.3.3 Le milieu académique : des paradigmes influents dans la criminologie**

Troisièmement, il existe en criminologie des paradigmes dominants. Des criminologues ont eu des impacts majeurs sur le développement et l'enchaînement des connaissances (Shichor, 2009, p. 179). Snider (2000) démontre « comment les économistes néolibéraux de l'École de

---

<sup>20</sup> Le « krach de 1929 » a marqué de façon notable l'histoire boursière. Se déroulant à la bourse de New York entre le 24 octobre (jeudi noir) et le 29 octobre (mardi noir) 1929, cette crise économique provoque des conséquences à une échelle mondiale : effondrement des valeurs à la bourse, augmentation du chômage, instabilités politiques et autres transformations sociales (Larousse, 2019). Cet événement marque également le début de la période historique de la Grande Dépression (Hillmer, 2017).

<sup>21</sup> Le néolibéralisme est critique de l'interventionnisme étatique ou de l'État providence. Ce mouvement propose de, non pas de faire disparaître le gouvernement ou l'État, mais de réduire la taille de ses pouvoirs. Sous citation : « la main invisible [du marché] a plus fait pour le progrès que la main visible [de l'État] pour le retour en arrière » (Adam Smith, 1776).

<sup>22</sup> En lien avec le 'corporate crime'.

Chicago<sup>23</sup> sont parvenus à imposer leur construction du monde et à en faire l'unique référence légitime » (Lascoumes et Nagels, 2014 p.124).

À vrai dire, la pression néolibérale a influencé la production scientifique, les motivations de recherches ne sont pas seulement académiques, mais s'efforcent de répondre aux objectifs et à la demande des institutions (Lascoumes et Nagels, 2014). Le contexte social, notamment marqué par la décentralisation des pouvoirs gouvernementaux et l'accroissement des interventions privées dans le secteur de l'éducation, construit un cadre propice à la concurrence et encourage une certaine économie du savoir. La relation qui semble exister entre le monde des affaires et celui des universitaires laisse entrevoir un certain 'marchandage' de la performance académique (Tombs et Whyte, 2007).

À ce point, Friederichs (2009) présente le paradoxe 'criminological inversion'. Selon l'auteur, il existe une relation inversée entre le niveau de torts causés par les crimes et le niveau d'attention octroyée en criminologie. Cet argumentaire défend, en référence aux influences politiques, économiques et professionnelles<sup>24</sup>, qu'une place plus importante est accordée aux infractions individualisées, autrement dit les vols, les meurtres, etc., en comparaison aux préjudices impersonnels et organisationnels, a priori les crimes en col blanc. Le degré des torts est évalué en termes de dommage collectif et non interpersonnel, bien qu'un vol semble plus préjudiciable à l'individu, les crimes environnementaux, économiques ou encore la criminalité des entreprises affectent le bien-être sociétal. La relation inversée met en lumière, d'une part les conséquences importantes des déviations et délinquances en col blanc, d'autre part l'attention académique, semblant, limitée étant octroyée à cette branche de la criminologie (voir les figures 1 et 2).

---

<sup>23</sup> Walter Eucken, Wilhelm Röpke et Alexander Rüstow, et Jacques Rueff, etc. (Audier, 2013). « Friedrich August von Hayek et Milton Friedman constituent les deux principaux intellectuels associés à ce courant idéologique » (Université de Sherbrooke, 2019).

<sup>24</sup> Ce point peut également être sous-rattaché en raison du voile social.



Figure 1. Les niveaux des torts causés selon des catégories de comportements

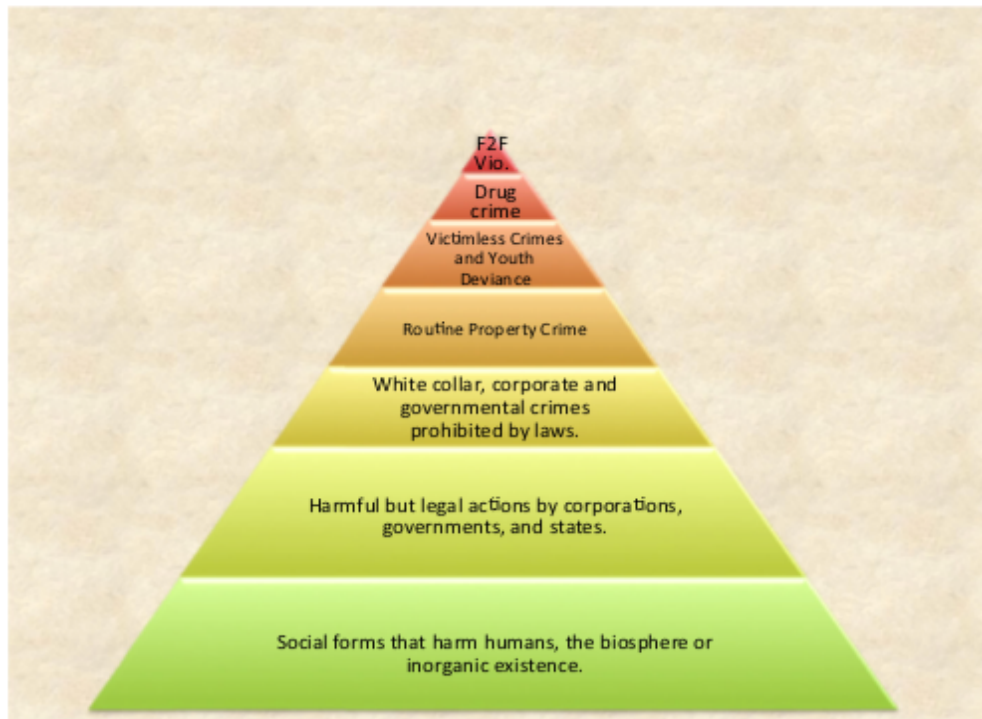
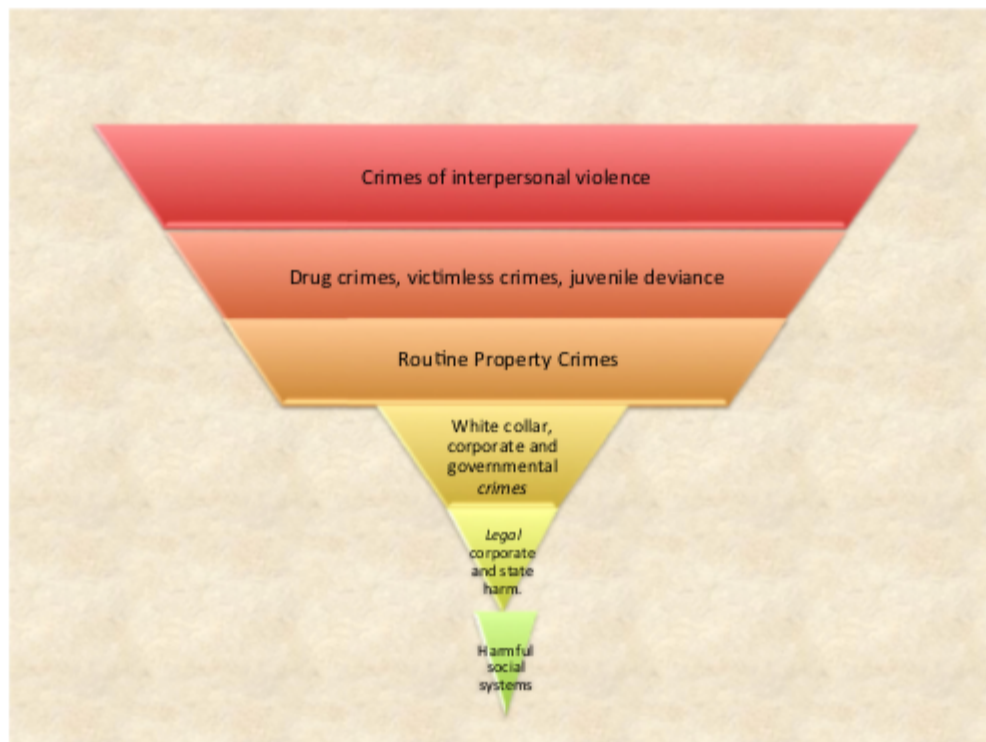


Figure 2. L'attention criminologique en référence aux sujets de recherche



#### 1.3.4 L'accès difficile aux sources et aux informations

Quatrièmement, les difficultés de recherches seraient redoublées lorsqu'un chercheur souhaite accéder à des informations portant sur les acteurs de la classe supérieure (Lascoumes et Nagels, 2014, p. 137). Pinçon et Pinçon-Charlot (2009) soulèvent ce point, c'est-à-dire « le rapport entre le chercheur et son terrain de recherche est aussi un rapport de pouvoir » (p.121). À titre de rappel, la criminologie s'est davantage développée sous l'étude des crimes commis par la classe défavorisée, 'les dominés', ainsi dans ce type d'enquête le chercheur bénéficie d'un capital social et économique plus important que la population qu'il étudie (p.121). Dans un même sens, les populations à la base des théorisations ou des observations sont surreprésentées dans des institutions pénales, ce qui pourrait notamment souligner l'accessibilité du terrain.

Inversement, étudier les comportements des déviants et délinquants qualifiés de col blanc qui, a fortiori se positionnent sur l'échelon le plus élevé de la société, interfère avec les études traditionnelles de la criminologie. « Le rapport [de pouvoir] s'inverse » (Lascoumes et Nagels, 2014, p. 121). Ce 'type' de contrevenant est peu ou pas représenté dans le milieu carcéral, de cette façon, le chercheur qui s'intéresse à cette délinquance doit parvenir à accéder aux milieux dans lesquels les déviants et délinquants en col blanc évoluent (Pontell et Geis, 2007, p. xii).

De surcroît, les environnements dans lesquels œuvrent les individus de la classe supérieure ; les sphères économiques, politiques et financières, sont des endroits 'fermés', il y a de nombreux intermédiaires qui semblent freiner la lisibilité du monde des affaires (Pontell et Geis, 2007, p. xiii). Autrement dit, même lorsqu'un accès a été négocié, en référence au concept d'*outsider* de Becker (1985), « the problem of access does not end once you are 'in' ; it can be a continual process of negotiation and renegotiation (Tombs et Whyte, 2007, p. 137).

Outre ces sources primaires, les agences gouvernementales sont « relativement muettes en ce qui concerne ce type de transgression » (Lascoumes et Nagels, 2014, p. 122). Comparativement à d'autres infractions (les homicides, vols, agressions sexuelles), il y a peu de données relatées et officielles sur les crimes en col blanc (Pontell et Geis, 2007, p. xiii). Ainsi, lorsque codées, ces infractions seraient regroupées dans « des agrégats très hétérogènes, allant du chèque sans provision au délit d'initié » (Lascoumes et Nagels, 2014, p. 122). Par conséquent, une majorité

d'enquêtes qui analysent les déviances et délinquances en col blanc, a priori les crimes économiques et financiers, sont amenées à être « des études de cas et, surtout, des scandales » (Lascoumes et Nagels, 2014, p. 122)<sup>25</sup>.

Afin de conclure la section, il convient de mentionner la recherche menée par Liederbach (2001) auprès de criminologues, ces derniers énoncent que l'étude des crimes en col blanc est un objet de recherche à haut risque professionnel, référant avant tout à cette notion du rapport de pouvoir entre le chercheur et son terrain de recherche (p.145). La crédibilité du chercheur peut rapidement être remise en cause, alors que « certains terrains de recherches semblent plus acceptables que d'autres » (Lascoumes et Nagels, 2014, p. 122). Les prochains paragraphes reprennent, néanmoins différents précurseurs ayant outrepassé ces différentes barrières historiques.

#### **1.4 Les précurseurs : les premières constructions scientifiques autour des crimes commis par les individus de la classe supérieure**

Alors que les premiers chercheurs portent l'attention sur « les pratiques accaparatrices, égoïstes, prédatrices » (Lascoumes et Nagels, 2014, p. 129) des individus provenant de la couche sociale plus élevée, il a fallu attendre un certain moment avant que cette branche de la criminologie, l'étude des crimes en col blanc, soit reconnue et analysée à part entière. C'est notamment Edwin H. Sutherland dans les années 1940, considéré comme le 'père de l'étude de la criminalité en col blanc', qui donna le ton au nouveau champ de recherches : 'The White-Collar crime'.

Le but de la section est de présenter, de façon chronologique, les différents précurseurs qui ont participé à la création de ce champ de recherches, et ce par leurs différentes conceptualisations ou théories. Ils sont parmi les premiers à analyser et dénoncer les transgressions commises par la classe sociale supérieure.

---

<sup>25</sup> Ce point peut notamment être appuyé par les titres de publications listés à l'annexe I. Une part notable de ceux-ci abordent, dès l'intitulé un scandale ou un cas spécifique.

#### **1.4.1 Edwin C. Hill (1872) : la criminalité des affaires**

Londres 1872, lors du congrès *Prevention and Repression of Crime*, l'intellectuel Edwin C. Hill aborde pour la première fois ce qu'il nomme la criminalité des affaires. Il défend l'idée que l'étude de la criminalité doit tenir compte de l'origine sociale des acteurs en cause. Dans ce sens, il met en doute cette idée d'honnêteté intrinsèque chez les individus en position de pouvoir, particulièrement dans le domaine des affaires. Il s'agit, selon lui, d'une nécessité pressante d'informer sur l'existence de ces conduites et de leur portée grandissante. Il nomme « certains agissements illégaux d'agents d'immeubles, de manufacturiers et d'autres personnes 'honnêtes' » (Rico, 1977, p. 13). Ainsi, selon lui, il y aurait une croissance de la catégorie de comportements délictueux basés sur l'astuce et la fraude. Hill (1872) expose ses inquiétudes concernant les effets pervers que peuvent avoir les comportements illégaux organisés dans les milieux professionnels (Lascoumes et Nagels, 2014).

#### **1.4.2 W. A Bonger (1905) : criminalité et conditions économiques**

Les années suivantes, en Europe, ce précurseur est « le premier à avoir appliqué une perspective marxienne à la criminologie » (Leman-Langlois, 2007, p. 110). Dans son ouvrage *Criminalité et conditions économiques* (1905), Bonger (1905) identifie la source de tout crime : « la pensée criminelle ». Ce mode de pensées « apparaît chez un individu exploité et sans pouvoir, résultat direct des conditions économiques imposées par le capitalisme » (Leman-Langlois, 2007, p. 110). Dans ce sens, les conflits et la domination seraient les principales causes des comportements criminels, la criminalité qu'il révèle serait « conçue comme un sous-produit inévitable de l'inégalité sociale capitaliste » (Leman-Langlois, 2007, p. 110).

Selon ce criminologue hollandais (1905), chaque individu, en fonction de la position sociale et des ressources économiques qu'il possède, aurait accès à une possibilité de transgressions (Bonger, p. 600-660). « À chaque classe sociale, ses délits » (Lascoumes et Nagels, 2014, p. 130). Lorsque le précurseur soulève ces distinctions sociales, la strate inférieure est alors déniée « d'éducation technique, scientifique et morale qui lui permettrait de rester dans le bon chemin » (Leman-Langlois, p.110). Ainsi, il semble que la classe 'non-possédante' soit davantage à risque de commettre des crimes orientés vers « la mendicité, les rapides, etc. » (Bonger, 1905, p. 601). Tandis que la criminalité réservée à la bourgeoisie (banqueroute

frauduleuse, falsification de denrées et crimes analogues) serait à elle seule et typiquement l'expression de la recherche du profit (Lascoumes et Nagels, 2014, p. 130).

À ce moment, Bongers (1905) met en cause les incitations du système capitaliste, « tous les crimes bourgeois (...) ne peuvent être commis que sous un système économique d'une nature comme la nôtre » (Bongers, 1905, p. 657). Ce type de société « impose un égoïsme généralisé et la poursuite effrénée de la richesse personnelle à tout prix » (Léman-Langlois, 2007, p. 110). Les besoins de répondre à une situation de crise temporaire, à des conflits concurrentiels entre acteurs, le détournement de procédures et l'octroi d'avantages sont tous des facteurs qui incitent aux transgressions (Rico, 1977).

Sous ces considérations, Bongers (1905) définit trois types de délinquances économiques sous lesquelles les commerçants et les entrepreneurs, de fait les individus motivés par un désir d'enrichissement, feront abstraction des lois et règles. Le premier type est la 'délinquance situationnelle' : étant dans un passage financier difficile, l'acteur corrompu conclut des alliances pour sauver l'entreprise. Lorsque la 'délinquance situationnelle' est commise, enfreindre les lois semble, à ce moment, 'rationnel', voire nécessaire pour poursuivre dans la sphère économique. Ensuite, la 'délinquance par cupidité' : elle se définit par un geste ayant une fonction simple : le profit. Des crimes économiques sont commis afin d'augmenter les avoirs de l'auteur. Finalement, la 'délinquance professionnelle' : ici le caractère criminogène s'inscrit dans la culture de l'entreprise. L'auteur 'devient' un criminel en raison des incitations sociales et économiques qui pèsent dans l'organisation (Bongers, 1905). D'une façon qui semble assez marquée, le criminologue hollandais, souligne le lien entre la criminalité de la 'bourgeoisie' et le mode de production capitaliste.

#### **1.4.3 E. A. Ross (1907) : 'the criminaloid'**

Quelques années plus tard, E. A. Ross (1907), sociologue américain et partisan d'une criminologie positiviste, insiste sur le concept de respectabilité qui serait alloué envers un certain type de contrevenant. Tout d'abord, Ross (1907) reprend de C. Lombroso (1876) le concept de 'criminaloid'. Dès 1876, C. Lombroso identifie 'l'Homme criminel' comme étant un 'criminel-né' ou un 'criminel anormal' ce qui, implicitement, en fait une catégorie de criminels distincts (Lascoumes et Nagels, 2014, p. 129). À son tour, lorsque Ross (1907)

propose l'expression 'the criminaloid', il identifie plutôt un groupe séparé de criminels qui réussit à dissimuler les transgressions sous « une aura de respectabilité » (Lascoumes et Nagels, 2014, p. 129) : « [they] puts on the whole armor of the good » (Ross, 1907, p. 49).

Les individus socialement respectés « sont dépourvus de sens moral et maximisent ce que tous les humains recherchent : le pouvoir, l'argent et la considération » (Lascoumes et Nagels, 2014, p. 129). A priori, bénéficiant d'un certain voile social qui serait déposé sur les conduites de la classe supérieure, ce type de délinquant ou déviant exploite sa position sociale afin de maximiser les profits. Il abuse de la confiance octroyée par le reste de la société, cause des préjudices à la collectivité, et ce en ayant qu'une faible conscience pour ses victimes (Ross, 1907). Sous la citation de Ross (1907), les 'criminaloid' sont identifiés comme « the respectable, exemplary, trusted personage who, strategically placed at the focus of a spiderweb of fiduciary relations, is able from his office-chair to pick a thousand pockets, poison a thousand sick, pollute a thousand minds or imperil a thousand lives » (p. 29-30).

#### **1.4.4 A. Morris (1935) : 'criminals of the upperworld'**

Près de trente ans après, A. Morris (1935), sociologue et professeur à l'Université de Boston ainsi que président du groupe 'The American Society of Criminology' dans les années 1970, affirme que le capital social de la classe supérieure parvient à faire exclure, en quelque sorte, les 'bourgeois' des soupçons et offre certains 'passe-droits' pénaux. Il introduit le concept de 'criminals of the upperworld'. Selon Morris (1935), il s'agit d'un groupe d'individus respectés pour qui les crimes commis doivent, eux aussi, être punissables. L'expression 'criminals of the upperworld' définit « un groupe de criminels dont la position sociale, l'intelligence et les techniques utilisées les différencient des autres criminels. Ils évoluent dans les milieux plus respectables où ils dissimulent leurs vices et leurs crimes » (Lascoumes et Nagels, 2014, p. 130). Morris (1935) identifie clairement une différenciation entre les criminels en raison de leur strate sociale : les criminels du 'upperworld' et ceux du 'underworld'. Le premier groupe, même s'il s'agit de 'vrais' criminels, n'aurait pas, en raison des complexités d'études, été identifié comme un groupe concret auquel la désapprobation du public semble être méritée (Lascoumes et Nagels, 2014). À vrai dire, ce type de criminels, « they may not be recognized as such (...). They have never been rounded up by the police nor gathered

together in a prison where they could be examined (...) and talked about as special type of human being. Instead, they been scattered among us as friends and fellow members in clubs and churches » (p. 37-38). Ce que Morris (1935) associe ou alors qualifie de ‘quasi-criminalité’ sont les agissements tels que l’établissement ou le maintien de monopoles, les manipulations boursières et les propagandes politiques à des fins illégitimes (p. 37-38).

Morris (1935) conclut son ouvrage en soulevant deux points importants. Dans un premier temps, il doute que les criminels du ‘upperworld’ s’identifient eux-mêmes comme des déviants et délinquants. Dans un deuxième temps, il affirme que « ce type de délinquance mérite certainement d’être étudié, mais que cela nécessite un changement radical dans la manière de penser la question criminelle » (Lascoumes et Nagels, 2014, p. 131).

Les précurseurs sont d’avis que ces individus socialement respectés et en position de supériorité participent à des conduites qui s’apparentent à des transgressions. Au moment où ces premiers auteurs ont partagé leurs écrits concernant les crimes de la classe supérieure, ils semblent, toutefois, avoir suscité que peu d’échos majeurs. La difficulté d’éveiller des réactions, qu’elles soient sociales ou académiques réside « dans un champ scientifique peu enclin à remettre en question ses modes de pensée dominants » (Lascoumes et Nagels, 2014, p. 131). Ce sont davantage les publications d’Edwin H. Sutherland (1939) qui soulèveront d’importants questionnements sociétaux envers les agissements des individus de la classe supérieure, mais surtout créeront une certaine polémique autour de l’objet d’étude qu’il propose.

#### **1.4.5 E. H. Sutherland (1939) : le père fondateur de la discipline**

Edwin H. Sutherland est déjà à cette époque, lors des années 1930, un sociologue de renom aux États-Unis (Lascoumes et Nagels, 2014, p. 132). Comme il a été précédemment mentionné, Sutherland présente, le 17 décembre 1939, le texte ‘White-Collar Criminality’ à l’assemblée de l’*American Sociological Association*. Quelques mois suivant la communication présentée à ce congrès annuel, le texte abordant les transgressions de la classe supérieure est publié dans la revue l’*American Sociological Review*.

Le sociologue américain est ainsi le premier à introduire le concept de ‘crime en col blanc’ et l’étude subséquente qu’il en fait. « Ce que les Anglo-Saxons appellent depuis l’ouvrage de E.

Sutherland (1949) le *White-Collar Crime* » (Lascoumes et Nagels, 2014, p.7). Ce précurseur parvient à soulever davantage les préoccupations sociales et académiques envers certains types de comportements ‘criminels’ qui semblent historiquement voilés. Pour ces raisons, notamment en instaurant une nouvelle tradition dans la recherche criminologique, Sutherland (1939) se voit décerner le titre de ‘père fondateur de la discipline’.

Dans un premier temps, ce que Sutherland reproche aux théoriciens et aux théories plus classiques de la criminologie est le lien soutenu et redoutable qui existerait entre les conditions socio-économiques, c’est-à-dire l’association entre la pauvreté et la criminalité. Cette hypothèse de recherche étant notamment appuyée sous les observations de crimes commis par les individus des couches populaires ou réfractaires, de son côté Sutherland (1939) désire nuancer ce lien. Le sociologue américain défend « many of the facts regarding criminal behavior cannot be explained by poverty and its related pathologies » (Sutherland, 1939, p. 5). Selon Sutherland, les données officielles<sup>26</sup> qui seraient à la base des analyses et des théories présentent des biais méthodologiques importants. À vrai dire, les banques de données ne sont pas représentatives de tous les types de comportements délinquants, référant ici à la criminalité en col blanc, ainsi les théories criminelles traditionnelles ne seraient pas en mesure d’expliquer les crimes commis par les individus de la classe supérieure.

Afin de souscrire aux biais qu’il énonce, Sutherland reprend sa théorie de l’association différentielle<sup>27</sup>, celle-ci serait explicative des crimes commis autant par les individus provenant de la classe supérieure que ceux des classes inférieures. C’est d’ailleurs cette théorie qu’il ambitionne de mettre à l’épreuve dans l’ouvrage ‘White-Collar Crime’ (1949).

#### *L’ouvrage ‘White-Collar Crime’ (1949)*

C’est près de dix années plus tard, dans l’ouvrage ‘White-Collar Crime’ que Sutherland (1949) définit concrètement les comportements criminels qu’il identifie sous l’expression

---

<sup>26</sup> Les données officielles de la police, jury ou autres agences officielles.

<sup>27</sup> « Pour Sutherland, les individus, en fonction des interactions concrètes qu’ils ont avec autrui, ont des formes d’adaptation et de réaction différentes, même s’ils ont connu les mêmes conditions de vie. Le comportement ‘déviant’ et la manière de le légitimer s’apprennent comme n’importe quelle autre activité sociale » (Lascoumes et Nagels, 2014, p. 131).



‘crime en col blanc’ (White-Collar crime). Celle-ci a comme point de départ : « crime committed by a person of respectability and high social status in the course of his occupation » (1949, p. 1). Sutherland (1949) s’appuie avant tout sur cette définition lorsqu’il porte les analyses sur les conduites transgressives de grandes entreprises aux États-Unis<sup>28</sup>. Dans le but de baliser et consolider les informations entourant les crimes auxquels prennent part les individus de la classe supérieure, le sociologue relève une série de jugements (civil, administratif et pénal) pour lesquels de grandes entreprises ont été sanctionnées au cours de leurs activités entre 1900 à 1944 (Sutherland, 1949, p. 13). « Il [Sutherland] a ainsi pu établir une sorte de ‘casier judiciaire’ de 70 des 200 plus grandes entreprises étasuniennes. Elles ont été condamnées à l’occasion de 980 jugements, dont 158 fois au pénal » (Lascoumes et Nagels, 2014, p. 132).

Dans cette première version du livre, le chapitre qui expose le nom des compagnies ‘délinquantes’, celui intitulé ‘Three case Histories’ est censuré. Ces différents cas permettent d’illustrer trois types de comportements délinquants possiblement commis à l’intérieur des entreprises : la ‘délinquance chronique’, la ‘délinquance occasionnelle’ et la ‘délinquance d’opportunité’. Ce n’est que des années plus tard, en 1983 dans ‘The Uncut version’, que le nom des trois corporations fautives<sup>29</sup> sera affiché. Ce qui est reproché à Sutherland lorsqu’il présente les infractions des entreprises, est qu’il les qualifie toutes « comme des [entreprises] ‘criminelles’ alors que certaines d’entre elles n’avaient pas enfreint de lois pénales, mais des règlements administratifs » (Lascoumes et Nagels, 2014, p. 132).

Cette même critique est apposée aux analyses de Sutherland alors que plusieurs criminologues souligneront que les postulats qu’il propose s’appuient sur des observations de conduites criminelles, civiles et administratives. De ce fait, l’éventail de conclusions que le sociologue avance ne pourrait être généralisé à l’ensemble des comportements perpétrés par les individus de la classe supérieure.

---

<sup>28</sup> Ces listes des entreprises américaines ont été préalablement énumérées par Berle et Means (1929) et The Temporary National Economic Committee (1938) (Sutherland, 1949, p. 13).

<sup>29</sup> L’entreprise l’American Smelting (1899) est identifiée à la délinquance chronique, l’United States Rubber (1892) à la délinquance d’opportunité et la Pittsburgh Coal Company (1899) à la délinquance occasionnelle.

### *Les postulats de base à la considération des déviances et délinquances en col blanc*

Tout d'abord, Sutherland (1949) énonce que les crimes commis par la classe supérieure, a priori les crimes en col blanc, ont toujours historiquement été présents et ont longtemps bénéficié d'une immunité relative. Lors des temps médiévaux, Sutherland (1949) rapporte que les membres de l'Église profitaient de privilèges, ce qu'il nomme « immunity by benefit of clergy », alors que depuis le XIXe siècle, ce concept s'illustre davantage comme des 'passe-droits', notamment sous l'expression « benefit by business of profession » (Sutherland, 1940). Ayant toujours été présentes, ces conduites sont également représentées dans plusieurs domaines professionnels : médical, politique, corporatif, etc. Sutherland (1949) distingue deux grandes catégories de crimes pouvant être commis au cours d'activités courantes par des individus provenant de la couche sociale plus élevée : « misrepresentation of asset value and duplicity in the manipulation of power (double-cross) » (Sutherland, 1949).

Dans ce sens, pour le sociologue américain la réelle portée de la criminalité des entreprises ainsi que les transgressions de ces individus (les hommes d'affaires, les politiciens, etc.) sont plus notables que les données qui sont rapportées dans les statistiques officielles (Lascoumes et Nagels, 2014). Le chiffre noir de la criminalité en col blanc serait notamment élevé en raison de la fréquence des conduites et d'une certaine banalité associée à la commission de ces transgressions. Au-delà de ce point, Sutherland (1949) défend que la criminalité en col blanc est « financièrement et socialement plus dommageable pour la collectivité » (Nagels, 2016, p. 6) que les crimes listés dans les textes de loi.

Sutherland (1949) qualifie les acteurs incriminés du milieu des affaires, les entreprises et fonctionnaires, comme étant des criminels 'récidivistes', au sens où ils ont enfreint volontairement et délibérément les règles. Les transgressions dites 'organisées' de ces environnements semblent s'inscrire dans des codes de conduites et définissent, par le fait même, « ce qui est tolérable et ce qui ne l'est pas, sur les règles du métier et les façons d'agir » (Lascoumes et Nagels, 2014, p. 134). En référence aux analyses de Sutherland (1949), les acteurs de la classe supérieure, alors condamnés, arrivent tout de même à conserver la confiance des collègues et à poursuivre leur carrière professionnelle. Bien qu'ils aient enfreint des règles, ils ne sont pas perçus comme des 'criminels' par les pairs : « they amount to the general principle

that a violation of the legal code is not necessary a violation of the business code » (Sutherland, 1983, p. 229 ; Lascoumes et Nagels, 2014).

En plus de ne pas être identifiés et étiquetés comme tels, il semble que ces ‘infracteurs légaux’ ne se reconnaissent pas dans le stéréotype du ‘délinquant’. De cette façon, il semble exister chez ces déviants et délinquants en col blanc des rationalisations, notamment développées afin de «justifier à leurs yeux et à ceux de leurs collaborateurs les actes susceptibles de poser des problèmes de légalité» (Lascoumes et Nagels, 2014, p. 134). Les schèmes de pensées s’efforcent de maintenir, à la fois la cohésion interne des organisations (le rapport à l’autorité), tout en justifiant la validité des conduites transgressives, alors qu’elles visent également à préserver l’image publique des disqualifications. Autrement dit, de l’apposition de stigmates dépréciatifs (Sutherland, 1983 ; Lascoumes et Nagels, 2014, p. 134).

À la lecture des analyses de Sutherland (1945), celui-ci relève d’une façon marquée que les individus de la classe supérieure, a priori les délinquants en col blanc, prennent part à des conduites criminelles différentes de celles commises par les acteurs des classes inférieures (Sutherland, 1983). L’une des premières distinctions qu’il énonce est le traitement différentiel, les crimes commis par les criminels en col blanc sont traités, en majorité, par des agences administratives. Ainsi, un faible pourcentage de ces cas est conduit devant les tribunaux à la comparaison des crimes menaçant l’ordre public (Nagels. 2016).

#### *Les quatre éléments expliquant la faiblesse des réactions sociales entourant les crimes en col blanc*

Faisant suite, Sutherland (1949) remarque une différence en matière de réaction sociale. La criminalité dite ‘ordinaire’ (les atteintes aux biens et aux personnes) soulève une attention populaire et pénale, inversement, celle attribuable aux crimes en col blanc serait assez faible. À vrai dire, « tant les agences de contrôle (justice et administrations) que les médias et l’opinion publique y sont assez indifférents » (Lascoumes et Nagels, 2014, p. 135). Selon lui, quatre éléments permettent d’expliquer la faiblesse des réactions sociales envers les crimes en col blanc.

Premièrement, les conduites associées au ‘White-Collar crime’ sont moins visibles. « La manipulation comptable, les rapports d’activité mensongers, les accords clandestins, la dissimulation d’expertises de dangerosité de produits, sont tous des comportements difficiles à saisir et qui reposent sur des mécanismes complexes à faible visibilité » (Lascoumes et Nagels, 2014, p. 135). Les conséquences de ces types d’actions sont diffuses dans le temps, ainsi il semble difficile d’identifier le lien de cause à effet entre les comportements et les dommages causés. Les consommateurs, les citoyens ou les salariés ne s’estiment que rarement, ou alors ignorent être ‘directement victime’ des transgressions en col blanc (Lascoumes et Nagels, 2014, p. 135). Lorsqu’elles ont conscience des préjudices à leur égard, ce type de victime est relativement passive, cela dû au fait qu’elle dispose de peu de moyens et de pouvoirs collectifs (Sutherland, 1983, p. 232). Le caractère non violent et l’opacité des comportements en col blanc soutiennent la faiblesse des réactions. Afin de conclure sur ce premier facteur, Sutherland (1949) soutient que le statut social élevé et l’image de ‘respectabilité’ envers les dirigeants défendent une certaine légitimité des actions commises (Lascoumes et Nagels. 2014).

Deuxièmement, les complexités d’analyse, les difficultés de dossiers et la position sociale des infracteurs amènent rarement les agences publiques à communiquer « sur les transgressions de ce type qu’elles ont constatées et qu’elles sont censées sanctionner » (Lascoumes et Nagels, 2014, p. 136). Dans ce sens, les preuves présentées afin d’inculper les déviants ou délinquants en col blanc doivent être rigides et judiciairement recevables des faits, c’est-à-dire établir une causalité entre les actions et les conséquences. La dimension organisationnelle, notamment la structure hiérarchique présente dans les entreprises soulève des difficultés, alors que les agences de régulation font face à des défis lors de l’identification et la détermination des niveaux de responsabilité. La circulation des informations, les divisions internes et les délégations « rendent souvent impossible l’attribution d’une décision à un individu ou un groupe d’individus » (Lascoumes et Nagels, 2014, p. 136). Tenant compte de ces éléments, une majorité des cas de déviances et délinquances en col blanc, lorsque le pénal s’en saisit, sont réduits à une responsabilité individuelle.

Troisièmement, concernant les entreprises frauduleuses étudiées par Sutherland (1939), celles-ci adoptent des stratégies en amont des systèmes et des agences de contrôle, ce qu’il nomme

« policy of ‘fixing’ case » (Sutherland, 1983, p. 238). Ces actions dites ‘préventives’, notamment le lobbying et les ententes à l’amiable, permettent aux entreprises « d’intervenir tant pour éviter l’adoption de réglementations trop exigeantes, qu’une mise en œuvre trop rigoureuse » (Lascoumes et Nagels, 2014, p. 136).

Quatrièmement, selon Sutherland (1983) il y a une différence entre le traitement médiatique des crimes en col blanc (les fraudes fiscales, les faillites frauduleuses, etc.) et des crimes violents (les meurtres, les agressions, etc.) À vrai dire, les activités criminelles rejoignant les émotions des citoyens, cette deuxième catégorie identifiée ci-dessus, sont plus à risque d’être représentées dans les médias traditionnels et sociaux. Or, le traitement médiatique entourant les transgressions en col blanc est moins visible et surtout moins imposant (Lascoumes et Nagels, 2014, p. 136).

Le sociologue s’appuie sur ces différents facteurs afin de justifier le manque de réaction sociale envers les déviances et délinquances en col blanc. Pour Sutherland (1949), les crimes en col blanc suscitent peu de réactions judiciaires et pénales, sont peu visibles, mais véhiculent des dangers sociales importantes.

### *Les contributions et les incertitudes laissées au savoir criminologique*

Depuis la publication de l’ouvrage pionnier ‘White-Collar Crime’ d’Edwin H. Sutherland (1949) à l’étude des crimes en col blanc, de nombreux auteurs sont parvenus à réaffirmer ses analyses, et ce tout en apportant quelques nuances à ses conclusions. De ceux étudiant le phénomène de la criminalité en col blanc, une majorité d’auteurs font de ce précurseur une référence centrale.

Comme il est indiqué dans les précédents paragraphes, Sutherland (1939) marque le courant criminologique de propos définitionnels qualifiant, selon lui, un ‘crime en col blanc’. Il s’agit a priori d’un : « crime committed by a person of respectability and high social status in the course of his occupation » (1949, p. 1). Cette interprétation défendue des criminels de la classe supérieure ne fait pas consensus auprès de tous les criminologues. Depuis les années 1960 et 1970, alors que de plus en plus de chercheurs s’intéressent à ce type de transgressions, plusieurs

d'entre eux ont tenté de mieux conceptualiser l'expression (White collar crime). Ce sont notamment les objets de controverse autour de cette définition qui seront débattus dans la prochaine section.

### **1.5 Les objets de controverses autour de la définition des crimes en col blanc de Sutherland (1949)**

À vrai dire, une majorité de chercheurs, encore aujourd'hui, réfèrent à l'œuvre de Sutherland (1949 ; 1983) sur les crimes en col blanc. Toutefois, la définition qu'il propose concernant les criminels en col blanc et les comportements qui sont perpétrés soulèvent des incertitudes conceptuelles au sein de la communauté. Les travaux pionniers de Sutherland (1949 ; 1983) abordent la délinquance en col blanc sous deux points indissociables, soit le statut social, la position de respectabilité ainsi que la fonction occupationnelle dans laquelle les crimes sont commis. De ce fait, les incertitudes sont davantage polarisées autour de la question du statut social des individus concernés et sur la qualification des conduites étudiées.

#### **1.5.1 Les incertitudes conceptuelles autour du statut social des déviants et délinquants en col blanc**

La première controverse réside autour du concept de statut social ou alors le 'type' de criminels qu'inclue la catégorie de la délinquance en col blanc. Sutherland (1949) décrit ces infracteurs comme ayant un statut socio-économique élevé (a person of respectability and high social status). Toutefois, suite aux tentatives de conceptualisations de chercheurs qui ont suivi, il semblerait que le type de criminel participant à des déviations et délinquances en col blanc ne proviendrait pas nécessairement de la classe supérieure. « Some white-collar offences are committed by offenders clearly not of 'high status and respectability' » (Croall, 1989, p.157).

Selon les données empiriques d'une étude conduite par des chercheurs de Yale Law School University (1991), les crimes en col blanc seraient davantage commis par des individus provenant de la classe sociale moyenne. En effet, 'The Yale White-Collar Crime Project' a construit un corpus d'infractions fédérales<sup>30</sup> dans le but de circonscrire une population pouvant

---

<sup>30</sup> « (1) Securities fraud; (2) antitrust ; (3) bribery ; (4) tax offenses; (5) bank embezzlement; (6) postal and wire fraud; (7) false claims and statements; and (8) credit- and lending-institution fraud » (Geis, 2016, p. 34).

représenter les criminels en col blanc. Les informations ont été recueillies suite aux différents crimes enregistrés dans les données officielles du gouvernement, et ce entre 1976 et 1978 (Weisburd et al. 1991). L'étude révèle que « while elite and the unemployed appeared in the sample of 1094 offenders, they conclude that the main white-collar crime, as they defined it, was essentially the conduct of middle-class persons ». (Geis, 2016, p. 34). Ne correspondant pas à la définition classique de la criminalité en col blanc mis de l'avant par Sutherland (1949), a priori des acteurs provenant de la classe sociale élevée, les criminels cités dans cette étude avaient, au moment de leur arrestation, des fonctions de subalterne ou étaient sans emploi (Weisburd, Wheeler, Waring et Bode, 1991 ; Lascoumes et Nagel, 2014, p. 20).

Bien que l'étude menée à l'Université de Yale permette de s'interroger sur la valeur conceptuelle du 'statut social' dans les analyses de Sutherland (1949), quelques limites méthodologiques lui sont adressées. Avant tout, la recherche menée par l'Université de Yale n'inclut pas les infractions de type 'd'entreprise' ou 'civile', ainsi que les criminels en col blanc ayant échappé aux poursuites pénales. Autrement dit, le fait de ne pas inclure les cas réglés par les agences de régulation pourrait avoir biaisé les analyses (Johnson et Leo, 1993).

Les données laissent toutefois croire qu'il existerait une lacune entre la définition classique qui souligne la position sociale, économique et politique élevée des criminels en col blanc et la représentativité réelle de ceux-ci (Lascoumes et Nagels, 2014, p. 20). De ce fait, plusieurs individus identifiés à ces types de comportements pourraient ne pas être qualifiés comme étant 'powerful', 'high status', ou encore 'respectable' (Shover et Hochstetler, 2006).

#### *Les limites définitionnelles en lien avec l'approche par le statut*

En lien avec les controverses que suscitent cet aspect de la définition de Sutherland (1949), des auteurs défendront que l'approche par le statut social, lorsque la criminalité en col blanc est abordée, restreint la portée des recherches et limite les critères d'inclusion aux populations que souhaite étudier le chercheur. Il y aurait, dans cette branche de la criminologie, des chercheurs qui revendiquent une certaine 'libéralisation' de la définition proposée par Sutherland (1949), et ainsi de délaisser, en quelque sorte, les positions sociales des criminels.

Dans ce sens, l'approche qu'énonce Edelhertz (1970)<sup>31</sup>, alors qu'il agissait à titre de procureur de la justice américaine et qu'il était notamment mandaté à la poursuite des fraudes, est plus inclusive. La définition qu'il émet convient à la fois aux crimes pouvant être commis par un individu en position de supériorité et ceux ne possédant pas nécessairement un statut social élevé. Par conséquent, c'est davantage la finalité et les motivations pécuniaires des délits qui se retrouvent au cœur de la proposition à l'étude des déviances et délinquances en col blanc.

Benson et Simpson (2009) soulignent, en premier lieu, ce point alors qu'ils énoncent une limite importante envers l'approche par le statut social. En effet, le problème réside dans l'utilisation du statut social comme étant un élément déterminant au crime. Toutefois, cette variable, le statut social, n'est pas explicative, considérant que celle-ci ne varie pas indépendamment des crimes (p.7).

À son tour, Shapiro (1990), ayant contribué à titre de chercheuse à l'étude sur les criminels en col blanc mené par l'Université de Yale (1991), défend que ce sont davantage les abus de confiance de la part des dirigeants qui devraient se retrouver au centre des réflexions, c'est-à-dire cette façon d'établir et d'exploiter les liens de confiance au sein d'une organisation. Selon l'auteure, le criminel en col blanc désigne « a person who manipulates norms of disclosure, disinterest, and role competence, categories » (p. 346). Ainsi, d'où le titre que fait paraître Shapiro en 1990 : 'Collaring the crime, not the criminal', le point de départ de cette expression réside dans l'intérêt porté au crime en soi et non à l'individu qui l'aurait commis.

D'autres auteurs relanceront les débats en soulevant qu'au moment où Sutherland (1949) émet la définition du « White-Collar crime » celle-ci n'est pas figée dans le temps, ainsi il n'existe toujours pas de définition légale entourant ce concept. Par conséquent, les prémisses laissent place à des discussions, à d'autres conceptualisations et à des requalifications (Zimring et Johnson, 2007). La proposition de Sutherland (1949) représente, à ce moment, un effort académique afin de nuancer ce lien prédominant dans la discipline criminologique existant entre

---

<sup>31</sup> « An illegal act or series of illegal acts committed by non-physical means and by concealment of guile to obtain money or property, to avoid the payment or loss of money or property, or to obtain business or personal advantages » (Edelhertz, 1970, p.3).



la pauvreté et le passage à l'acte des crimes. Cette définition du criminel en col blanc traçait davantage des lignes directrices servant à guider les travaux à venir.

Quoi qu'il en soit, la notion reliée au statut social ou à la respectabilité, comme faisant partie intégrante de la définition entourant les criminels en col blanc, ne fait pas consensus auprès de tous les chercheurs s'intéressant à ces types de délinquances. Il reste toutefois qu'encore aujourd'hui une majorité des études dans le domaine accorde une place importante au statut social des délinquants (Lascoumes et Nagels, 2014). Lorsqu'un chercheur intègre ces caractéristiques sociales, cela lui permet d'inscrire ses travaux en parallèle de ceux du père fondateur à l'étude des crimes en col blanc.

Ainsi, en référence aux pages précédentes et à celles qui suivront, les auteurs contemporains à l'étude des transgressions de la classe supérieure se regroupent principalement sous deux approches : « offender based approach »<sup>32</sup> et « offense based approach »<sup>33</sup>. La première catégorie s'apparente aux éléments exposés ci-haut. Rapidement, elle est centrée sur l'individu, ainsi « la position sociale des transgresseurs est une caractéristique essentielle de l'objet » (Nagels, 2016, p. 8). La seconde catégorie, l'approche centrée sur le délit, identifie les transgressions « à partir des caractéristiques liées à une catégorie d'actes (corruption, délit d'initiés, etc.) » (Nagels, 2016, p. 9). Toutefois, ce caractère hétérogène est à risque d'amener le chercheur à analyser des crimes pouvant être commis par l'ensemble de la société (Benson et Simpson, 2009, p.12). Afin de poursuivre, les paragraphes suivants portent sur des objets de débat entourant les définitions associées aux 'crimes', proprement dits, en col blanc.

### **1.5.2 Les incertitudes autour du concept 'crime' afin de décrire les conduites des criminels en col blanc**

Les travaux de Sutherland (1949 ; 1983) ont également été critiqués puisque celui-ci regroupe, dans un même ensemble, des conduites de nature différente, pouvant susciter des réactions pénales, administratives ou encore civiles (Lascoumes et Nagels, 2014). En fait, une majorité de criminologues se basent sur les notions du Code criminel, « qui est une loi

---

<sup>32</sup> Cette approche est défendue par des criminologues radicaux, notamment « Hillyard et Tombs, 2007 ; Reiman 1998 ; Snider 1990, 1997 » (Nagels, 2016, p. 8).

<sup>33</sup> À titre d'exemple, cette approche est défendue par Shapiro (1990).

s'appliquant à tous les citoyens » (Leman-Langlois, 2012, p. 100), afin de nommer les conduites qui seront considérées comme des crimes.

### *Le crime : une infraction légalement définie et reconnue par le système pénal*

Le premier à engager les débats est Tappan (1947), pour qui les travaux de Sutherland (1939) exposent d'importantes limites scientifiques. Dans ce sens, pour cet auteur, tout criminologue devrait se concentrer sur l'étude des transgressions listées dans les textes de loi et par le fait même sur les individus ayant été trouvés coupables « d'une infraction légalement définie » (Lascoumes et Nagels, 2014, p. 37). Dans ce sens, une vision non 'exclusivement pénale' des analyses serait teintée de jugements de valeur de la part du chercheur. « The only reasonable subject for criminological concern was the person who had been convicted in criminal court » (Tappan, 1947, p.100). Selon Tappan (1947), pour qu'il y ait un crime, cela requiert une qualification pénale. Ainsi, considérant les analyses de Sutherland (1939) et en vertu de la définition soutenue dans ce paragraphe, les comportements étant régulés par des agences de contrôle (administratives ou civiles) ne pourraient pas être considérés comme des 'crimes' à proprement dit, puisque l'auteur des actes n'est pas reconnu pénalement coupable.

Sutherland (1939) réfute cette critique de Tappan (1947), afin d'appuyer son point, il nomme comme exemple les infractions commises par les mineurs. Advenant que Tappan (1947) ait raison, les criminologues ne pourraient, dans aucun cas inclure dans leurs recherches les déviations et délinquances juvéniles, puisque même si celles-ci sont listées dans le Code pénal, ces infractions sont traitées par un système judiciaire spécialisé (Lascoumes et Nagels, 2014).

### *La définition durkheimienne*

Leman-Langlois (2012) reprend la discussion en invoquant le concept de 'crime' préalablement défini par Durkheim (1897), ce dernier présente deux définitions desquelles se succèdent la représentation du 'crime'. La première énonce qu'il s'agit de « tout acte allant à l'encontre des valeurs fondamentales de la société » (p. 101). Durkheim (1897), sociologue français de la fin du 19<sup>e</sup> siècle, avertit le lectorat que ces valeurs sont « différentes d'un endroit à l'autre, et à travers les époques » (Leman-Langlois, 2012, p.101). Les analyses de Durkheim

(1897) remontent à l'époque moderne et au Moyen-Âge, il remarque que les conduites nommées 'crimes' changent assez radicalement dans le temps, ainsi ce serait davantage la réprobation qui différerait d'un endroit à l'autre. À vrai dire, dans cette nouvelle définition du crime que défend Durkheim (1897), ce terme désignerait « tout comportement incriminé par le droit et qui menace son auteur d'une peine » (Robert, 2005, p. 4). Autrement dit, l'aspect commun à toutes les manifestations serait la finalité de l'incrimination, advenant qu'un comportement ne soit pas 'sanctionnable' par une peine, il ne peut être un crime. Encore une fois, les conduites repérées et dénoncées par Sutherland (1949), selon ces considérations, ne sont pas identifiables à des 'crimes'.

### *Le noyau dur de la criminalité*

D'autres chercheurs « ont cherché à isoler un 'noyau dur', un crime 'en soi', un 'vrai' crime » (Robert, 2005, p. 8). Ce 'noyau dur' de la criminalité serait le seul objet légitime d'étude, alors que les autres manifestations n'en faisant pas partie justifient un certain laxisme scientifique. Dans cette catégorie d'auteurs se retrouve Raymond Gassin (1998). Selon le juriste français, il est tout à fait adéquat d'utiliser le terme 'crime' puisque le 'vrai' crime « est universel et atemporel, c'est-à-dire qu'il est reconnaissable comme tel par tous, partout, à toutes les époques » (Robert, 2005, p. 41). Dans cette grande catégorisation de crime, il y aurait des conduites dont la réprobation, la dénonciation et les punitions sont stables. Le reste des comportements criminels qui ne s'attache pas à ce noyau du crime représente davantage une sorte de dentelle de la criminalité. Le caractère subjectif y étant attribuable change au cours des années et des époques. Gassin (1998) donne les exemples de l'avortement, du suicide et des consommations de drogues qui seraient criminalisés et décriminalisés au gré des positions politiques. Dans ce sens, ces conduites sont extérieures au noyau dur de la criminalité et il semblerait peu utile de les lister dans les codes légaux.

Cette façon de percevoir les comportements s'apparentant 'aux crimes' est plus restrictive que les définitions précédemment discutées. Les chercheurs partisans de ce modèle du 'noyau dur' identifient ou alors retiennent quelques critères qui définissent, à leur avis, le 'crime'. Dans le cas de Gassin (1998), il relève deux caractéristiques de conduites qui sont, selon lui, nécessairement attribuables aux crimes : la violence et la ruse. Il arrive notamment à cette

conclusion à la suite d'analyses des codes criminels et pénaux de plusieurs pays et ce, à différents moments historiques (Leman-Langlois, 2012). Pour Raffaele Garofalo, magistrat, juriste et criminologue italien du XIXe siècle, les agressions sont reconnues lorsqu'elles « portent atteinte à la pitié, et les vols parce qu'ils manifestent une absence de probité » (Robert, 2005, p. 8). Ces formules 'restrictives' ont toutefois reçu des critiques sévères à l'égard de ce concept de 'crime', ainsi il y aurait des 'facettes molles' au noyau (Leman-Langlois, 2012). Dans un premier temps, il semble que les crimes les plus graves ou dommageables ne figurent que rarement dans le noyau, « l'imprudence tue bien plus que l'homicide volontaire, la fraude fiscale coûte davantage que l'ensemble des vols » (Robert, 2005, p. 10). Dans un deuxième temps, dans cette quête à découvrir les valeurs communes au 'crime', le fait de qualifier ou disqualifier des conduites risque de biaiser celles qui sont à inclure dans ce noyau. Dans ce sens et à titre plus personnel, Jean-Paul Brodeur (1998) répondra à Gassin (1998) que même si l'on peut déduire que les crimes violents et jouant de ruse unissent tous les codes criminels, « on ne peut pas conclure, à l'inverse, que tous les actes violents ou rusés sont des crimes » (Leman-Langlois, 2012, p. 101). À Garofalo, Durkheim (1897) souligne le danger de la définition qu'il soutient : « Garofalo prétend parler du crime, et ce qu'il brandit, c'est sa morale à lui » (Robert, 2005, p. 8). Ces divers éléments remettent en doute la valeur du noyau dur de la criminologie.

Quoi qu'il en soit, la criminalité financière ou économique, a priori celle commise par la classe sociale supérieure semble ne s'être jamais inscrite dans le noyau dur de la criminalité, au contraire elle s'y glisse dans la dentelle.

### *La 'vraie' ou 'fausse' délinquance*

À titre complémentaire, des chercheurs s'avanceront sur des pistes de controverse en qualifiant les conduites que Sutherland (1949) observe comme étant 'artificielles'. Ce type de réflexion prend forme en s'appuyant, encore une fois, sur les transgressions considérées dans les ouvrages de droit. Selon certains auteurs, il serait vrai d'affirmer que les conduites les plus graves sont nécessairement listées dans les textes législatifs, ainsi puisqu'une majorité des transgressions associées aux crimes en col blanc ne sont pas reconnues pénalement, il s'agirait d'une preuve ultime que celles-ci sont moins dangereuses que d'autres types de crime

(Lascoumes et Nagels, 2014). Ce point remet en cause la gestion différentielle des systèmes juridiques vis-à-vis le degré de gravité des actes commis, à vrai dire est-ce que la majorité des conduites en col blanc sont traitées par le droit administratif ou civil puisqu'elles sont perçues comme étant moins dommageables ?

Ce point s'illustre notamment sous cette distinction de 'vraie' ou 'fausse' délinquance, des auteurs du courant ayant débattu afin de déterminer si les transgressions commises par la classe supérieure sont 'réelles' ou 'supposées'. Ainsi, il existerait une séparation entre les crimes de nature 'mala in se' et 'mala prohibita'. La première catégorie, 'mala in se' regroupe les transgressions « portant atteinte à ce qui relèverait d'une 'morale naturelle', d'inspiration en grande partie religieuse » (Lascoumes et Nagels, 2014, p. 35). Les 'crimes par nature' existeraient indépendamment des lois pénales, ils représentent les crimes contre l'honneur, le corps ou les biens<sup>34</sup>. Cette catégorie est communément identifiée comme étant la 'vraie' criminalité, celle qui semble être associée aux transgressions des classes inférieures. La deuxième catégorie ; les comportements 'mala prohibita', « dont l'incrimination serait conjoncturelle [vise] à discipliner une vie sociale mouvante, et ayant donc un caractère artificiel » (Wolfe, 1981)<sup>35</sup>. Les comportements 'mala prohibita' correspondent, dans le débat 'vrai' ou 'fausse' criminalité, aux faux crimes, la pénalisation des comportements aurait un caractère subjectif puisque celle-ci fluctue en fonction des situations politiques (Wolfe, 1981). Ainsi, les crimes de cette catégorie pourraient être perçus comme étant 'moins graves' et surtout associés aux déviances et délinquances en col blanc.

Sous ces diverses considérations, il semble que le courant criminologique ne soit pas arrivé à circonscrire les objets d'études sous une définition du 'crime' consensuelle. Ces difficultés pourraient provenir d'une discipline s'étant, lorsqu'elle apparaît à la fin du XIXe siècle, constituée « d'emblée en science du criminel, et non du crime » (Robert, 2005, p. 4).

---

<sup>34</sup> « La notion vient du Moyen-Âge et le 'mala in se' serait au départ lié à toutes les manifestations du démon et désignerait les transgressions que le souverain ne pourrait gracier [...] Même si aujourd'hui la notion est dépourvue de base légale, elle est parfois utilisée par les juges dans leurs arguments pour insister sur la gravité de certains faits et sur l'existence d'une volonté perverse » (Lascoumes et Nagels, 2014, p.35).

<sup>35</sup> « 'Mala prohibita' are wrong merely because they are punished by statute » (Wolfe, 1981).

Afin de faire le pont sur les prochaines notions qui seront abordées, Mc Barnet (1991) soutient à ces difficultés définitionnelles, qu'il est nécessaire d'outrepasser la terminologie, ainsi de « mettre l'emphasis non seulement sur le crime, mais sur le phénomène subtil d'évitement pénal » (Amicelle et Nagel, 2018, p. 8).

Bien que la notion 'd'illégalismes' ne soit pas employée explicitement dans les analyses de Mc Barnet (1991, 2006), celle-ci permet de dégager les limites terminologiques et d'aborder « dans leur ensemble les pratiques de jeu avec la loi et leur gestion » (Amicelle et Nagels, 2018, p. 8). De façon plus explicite, « le concept d'illégalismes permet d'appréhender dans son ensemble une véritable économie générale, structurée par des rapports de domination et d'inégalité sociales qui lui sont propres et qui sont loin d'être immuables » (Amicelle et Nagels, 2018, p. 8).

### **1.6 L'illégalisme comme solution conceptuelle**

Ainsi, des chercheurs choisiront de s'éloigner de ce débat entourant la terminologie 'crime' et analyseront les conduites des individus en invoquant le concept 'd'illégalismes'. Néanmoins, qu'il s'agisse d'un concept ayant une portée plus large que le terme 'crime' dont il est débattu ci-haut, l'illégalisme « n'est pas pour autant un concept fourre-tout » (Amicelle et Nagels, 2018, p. 5). Réfléchir en termes d'illégalisme, offre l'opportunité au chercheur de dépasser les présupposés lexicaux connexes à cette notion de 'crime' qui portent souvent à confusion dans la branche du savoir, c'est-à-dire les concepts d'illégalité et de déviance. D'une part, la pratique des illégalismes ne correspond pas à « passer de l'autre côté de la loi et de pratiquer l'illégalité » (Foucault, 2013, p. 149-150), il « contient la possibilité d'un respect ponctuel de la loi, en fonction des circonstances » (Salle, 2014, p.6). Dans ce sens, le respect des lois, a priori de la légalité, pourrait davantage être interprété comme étant une stratégie dans « ce jeu de l'illégalisme » (Foucault, 2013, p. 149-150). D'autre part, en dépit de la notion d'illégalité, l'illégalisme ne convient pas non plus à la définition d'une déviance, « [il] ne se réduit pas à la transgression et donc à la violation d'une norme » (Amicelle et Nagels, 2018, p. 5).

### **1.6.1 L'illégalisme : les définitions**

Alors que Michel Foucault (1975) « a pris soin d'indiquer à plusieurs reprises le type de groupes et de phénomènes sociaux susceptibles d'être rassemblés sous les expressions d'illégalismes de biens et de droits, il n'a pas pour autant défini le concept d'illégalisme en tant que tel » (Amicelle et Nagels, 2018, p. 3). Dès 1988, F. Acosta y apporte des précisions. Ce terme 'illégalisme' désignerait « tout acte qui contrevient aux lois ou à l'ensemble des prescriptions qui en découlent » (p. 7), autrement dit un comportement qui s'écarte de l'esprit ou de la lettre d'une loi (Amicelle et Nagels, 2018, p. 4). Par appui, Mc Barnet (1991) inscrit sur un continuum des conduites qui adhéreront, à des niveaux différents, aux textes de loi, rendant la qualification de ces comportements problématique (Mc Barnet, 1991, p. 324). Après quoi, Lascoumes (1996) présente « [l'] éventail des illégalismes », ainsi chez Foucault (1975) l'illégalisme ne représente pas précisément et uniquement un comportement, il s'agit d'un « ensemble [d'] activités de différenciation, de catégorisation, de hiérarchisation et de gestion sociale des conduites définies comme indisciplinées » (Lascoumes, 1996, p. 78-79). Au même titre que les traitements qui suivront, qu'ils soient d'ordre civils, pénaux ou administratifs, l'illégalisme et les réactions suscitées doivent être analysés dans un même ensemble (Spire, 2013, p. 12).

Bien que les conduites d'illégalismes se présentent sous un 'grand dégradé', parfois en respectant la lettre des lois et d'autres, en négligeant l'esprit, il existe entre l'illégalisme et le droit une relation étroite, marquée de stratégies de jeu, « un rapport délié » comme le souligne Grégory Salle (2014), aux lois. Alors que les chercheurs plutôt perplexes sont à risque de souligner « l'apparente [d'] hétérogénéité » (Amicelle et Nagels, 2018, p. 4) des conduites listées sous l'illégalisme, « celui-ci trouve sa cohérence interne non pas dans des types d'actes, mais dans une manière d'agir » (Amicelle et Nagels, 2018, p. 4). Autrement dit, celle-ci correspond à : « [l'] introduction du jeu, de la distance plus ou moins grande par rapport aux normes légales » (Salle, 2014, p. 5-6).

### **1.6.2 L'illégalisme : le rappel historique**

Rappelant le concept de voile pénal souligné sous le passage des notions introductives à la considération des déviances et délinquances en col blanc, Michel Foucault (1975) est l'un des

premiers auteurs à proposer la conceptualisation des conduites sous la distinction des ‘illégalismes de droits’ et des ‘illégalismes de biens’. D’une part, les ‘illégalismes de droits’, représentent les attaques contre le droit<sup>36</sup>, ils ne relèvent pas des préjudices contre la propriété matérielle, « ce qui est attaqué c’est moins les choses que le prélèvement sur elles » (Foucault, 2013, p. 145-147). D’autre part, les ‘illégalismes de biens’, rassemblent les crimes contre la propriété matérielle, autrement dit les vols<sup>37</sup> (Foucault, 2013, p. 145-147).

La codification des illégalismes de ‘biens’ ou de ‘droits’ « s’accompagne d’une gestion différentielle de ceux-ci » (Amicelle et Nagels, 2018, p. 10). En effet, dépendamment de la classe sociale et du type d’illégalisme dans laquelle s’inscrit la conduite, la finalité du traitement ne sera point le même. En tenant compte du contexte sociohistorique déjà exposé, il semble que l’attention des corps policiers est maintenue, en grande partie, envers les illégalismes de biens. À cette différence, les illégalismes de droits sont alors « la chasse gardée d’organisation ‘spéciales’, qu’il s’agisse des administrations fiscales, des autorités de marchés financiers, de renseignement financier, de la concurrence [...] » (Amicelle et Nagels, 2018, p. 5), ainsi ils bénéficieraient d’une attention sociale et pénale limitée.

Or, Fischer et Spire (2009) sont parvenus à démontrer que sous « l’avènement de l’État social et surtout son déclin » (Amicelle et Nagels, 2018, p. 10), une partie des illégalismes de droits pourrait s’être démocratisée, permettant ainsi aux classes populaires d’y participer. En effet, dans la société contemporaine, des programmes sociaux et des mécanismes de sécurité (l’assurance maladie-invalidité, l’assurance-chômage) ont été implantés afin de pallier les difficultés rencontrées par la classe populaire. Toutefois, ces mesures sont composées de « réglementations administratives (et pénales) » (Amicelle et Nagels, 2018, p. 11) ouvrant ainsi la porte à « des possibilités de jouer avec elles »<sup>38</sup> (Amicelle et Nagels, 2018, p. 11). Au déclin de l’État social, il est inadmissible que des citoyens bénéficient de droits sociaux, alors que ceux-ci y accèdent sous des mécanismes illégitimes (Nagels et Smeets 2009 ; Amicelle et Nagels, 2018).

---

<sup>36</sup> « La fraude, l’évasion fiscale, les opérations commerciales irrégulières » (Amicelle et Nagels, 2018, p. 2).

<sup>37</sup> « Vols, transferts violents de propriétés » (Fischer et Spire, 2009, p. 8).

<sup>38</sup> Référant notamment à la falsification ou à des demandes mensongères de la part des citoyens envers les programmes d’aide sociale ou encore de sécurité.



Amicelle et Bérard (2017) souligneront la nuance, bien que les illégalismes de droit se soient ‘progressivement démocratisés’, « [ils] restent largement mobilisés dans les classes dominantes, ce dont témoigne à souhait les nombreux scandales qui jalonnent l’actualité internationale » (Amicelle et Nagels, 2018, p. 12).

Comme il est précédemment défini, il existe deux grandes catégories d’illégalismes, ceux de biens<sup>39</sup> et ceux de droits<sup>40</sup>, s’intéressant particulièrement à ceux mobilisés par la classe supérieure, il existe dans cette catégorie de ‘droits’ plusieurs types d’illégalismes, et ce dépendamment du milieu professionnel dans lequel œuvre son auteur. Il peut s’agir d’illégalismes d’affaires, boursiers, environnementaux, etc., toutefois tenant compte du sujet de ce mémoire, il semble justifié de s’attarder davantage sur les illégalismes fiscaux.

### **1.6.3 L’illégalisme : l’exemple du fiscal**

Sutherland (1983) préconise l’étude et les analyses envers les délits des entreprises et de ceux qui les dirigent. En ce qui concerne le thème de la fraude fiscale, celui-ci « a très longtemps occupé une place relativement marginale dans les travaux sur la délinquance en col blanc » (Spire et Weidenfeld, 2016, p. 79).

Les illégalismes fiscaux regroupent une grande partie des fraudes financières, a priori, l’évasion fiscale. Le point de départ de ce type d’illégalisme de droits semble se développer autour d’une perception des taux d’imposition et des prélèvements sur les impôts comme étant déraisonnables : « trop d’impôt tuent l’impôt » (Spire, 2009, p. 144), « le fisc, ses excès et ses inquisitions, détestables poussent à se demander si [...] l’impôt abusif ne crée pas nécessairement le délit » (Godefroy et Lascoumes, 2010, p. 25), ces passages démontrent une certaine « défense idéologique de la fraude fiscale » (Garabiol et Gravet, 1988, p. 25). Sous une idéologie libérale, les illégalismes fiscaux ne sont pas perçus par tous, comme des activités aussi indésirables que pourraient l’être d’autres types d’illégalismes, ils seraient pour certains,

---

<sup>39</sup> Autrefois appelés : « illégalismes populaires, illégalismes ouvriers, illégalismes d’en bas » (Amicelle et Nagels, 2018, p. 4).

<sup>40</sup> Autrefois appelés : « illégalismes privilégiés, illégalismes bourgeois, illégalismes des classes dominantes, etc. » (Amicelle et Nagels, 2018, p. 4).

« perçus moins comme des usages abusifs du système financier que comme des réactions rationnelles d'individus et d'entreprises confrontés à des prélèvements excessifs » (Amicelle, 2013, p. 6).

À vrai dire, dans une enquête française concernant le civisme fiscal, Spire (2009) remarque deux formes d'indiscipline reliées au fisc. « L'erreur qui renvoie au cas où le contribuable est présumé 'de bonne foi', et la 'fraude' qui désigne tout comportement illégal accompli sciemment par le contribuable » (p. 145). Toutefois, il semble que la nuance entre les deux types de comportements n'est pas 'explicitement définie'. Dans un même ordre d'idées, Mc Barnett (1991) démontre, suite à des études empiriques sur des conduites financièrement discutables de la part d'individus et d'entreprises américaines, comment ceux-ci négocient de façon récurrente avec les frontières de la légalité, et ce dans le but d'éviter l'imposition fiscale (Amicelle, 2014, p. 73). À son tour Angeletti (2017), sous l'étude du Libor case (2012)<sup>41</sup>, souligne comment les professionnels de la finance modulent des discours sous trois différents niveaux de justification. Dépendamment de la place de l'individu dans la sphère financière, l'interprétation des règles peut rapidement se déplacer d'une loi stricte, ne laissant aucune place aux jugements à une règle laxisme, voire même inexistante.

#### *L'illégalisme fiscal : la mobilisation en référence aux ressources financières*

En reprenant en détail l'étude menée par Spire (2009), celle-ci note trois différents paramètres qui feront varier la gestion des illégalismes fiscaux. Le premier est fonction du type d'impôt établi et déclaré. Dans l'étude en question deux déclarations d'impôt sont considérées : l'impôt sur le revenu (IR) et l'impôt sur la fortune (ISF). Ces deux types d'imposition s'adressent à des contribuables provenant de classe sociale différente. L'impôt sur le revenu s'applique à l'ensemble des citoyens salariés et imposables, alors que celui sur la fortune s'adresse à des ménages possédant un patrimoine supérieur au seuil préétabli. Par conséquent, en fonction de leurs moyens financiers, les citoyens peuvent profiter d'un ou des illégalismes

---

<sup>41</sup> Le scandale (2012) porte sur le taux interbancaire offert à Londres, celui-ci permet aux banques de se prêter de l'argent afin de financer leurs activités. Le taux est calculé en fonction des capacités d'emprunt (une cote). Le scandale 'Libor case' met à jour le nom des banques qui ont fausement influencé leur cote, par le fait même leur capacité d'emprunt, risquant des distorsions importantes dans le marché banquier (Bloch, 2017).

fiscaux. Cette idée de ‘démocratisation’ semble s’illustrer sous les diverses mobilisations possibles face à l’illégalisme fiscal. À vrai dire, l’impôt de type IR se retrouve dans l’ensemble des déclarations fiscales, il serait à noter qu’une majorité des contribuables de la classe moyenne et inférieure peuvent mobiliser ce type d’illégalisme, conséquemment éviter des impositions sur le revenu. Concernant l’autre cas de figure, l’impôt de type ISF, celui-ci diffère du précédent cas exposé. Ce type d’imposition s’adresse à un segment restreint de la société, les individus imposés sur la fortune possèdent des ressources financières importantes. Ainsi pour pratiquer le type d’illégalisme en lien avec ISF, un certain seuil financier doit être atteint. « La procédure déclarative prend donc un sens tout à fait différent selon le statut social du contribuable et les possibilités de recoupement dont dispose l’agent de contrôle » (Spire, 2009, p. 149).

Reprenant cette notion de stratégie de ‘jeu’ vis-à-vis la loi, il existe plusieurs stratagèmes permettant aux contribuables aisés de ne pas outrepasser le seuil d’imposition sur la fortune. Fixé à 770 000 euros en France, des moyens d’évitement et d’optimisation se situeraient en amont afin de ne pas franchir la barrière fiscale. Dans ce sens, l’évasion fiscale, notamment via les paradis fiscaux, permet de transférer des sommes d’argent à l’étranger et éviter les taux d’imposition du pays dont est résident le propriétaire. « Le patrimoine des plus fortunés se compose majoritairement de valeurs mobilières qui sont par nature beaucoup plus faciles à dissimuler que les biens immobiliers (l’immatérialité rend beaucoup plus facile les délocalisations) » (Spire, 2009, p. 150). Par conséquent, le travail des agents de contrôle est plus ardu, notamment lorsque les contribuables se situent à la limite du seuil. Du moment où la stratégie de jeu fonctionne, le contribuable, par le transfert de sommes à l’étranger, parvient à éviter totalement, ou en partie l’imposition sur la fortune.

### *L’illégalisme fiscal : les modes de repérage et la gestion différentielle*

La deuxième différence se situe au niveau des modes de repérage des illégalismes. Dès le début des années 1980, le contrôle fiscal s’est déplacé du calcul « ‘à la gomme et au crayon’ à des possibilités de surveillance démultipliées par l’informatisation des fichiers » (Spire, 2009, p. 151). Ce changement dans les vérifications fiscales a permis un traitement de masse des déclarations des contribuables en ce qui a trait à l’impôt sur le revenu. Or, concernant l’impôt de solidarité sur la fortune, il semble que les agents de contrôle « ne sont jamais sûrs de connaître

tous les biens détenus par un contribuable. Cette impossibilité de connaître avec précision l'étendue des patrimoines les contraint à privilégier une gestion conciliante des illégalismes redevables à l'ISF » (Spire, 2009, p. 152). Les fraudes fiscales commises par les classes populaires, a priori la 'fraude sociale', sont des comportements plus identifiables, notamment en raison des rapprochements informatiques, et surtout la nécessité des ressources humaines, les contrôleurs, et financières moins importantes. Inversement, l'analyse et le repérage des investissements à l'étranger engendrent des limites importantes<sup>42</sup>.

Finalement, le troisième point varie en fonction de la gestion différentielle qui sera réservée aux transgressions de nature fiscale. Spire (2009) note qu'il existe « de multiples façons d'appliquer la loi ou de l'adapter aux multiples cas particuliers » (p.84). Dépendamment des facteurs exposés ci-haut, le contribuable peut bénéficier d'un accord négocié ou alors de pénalités. Les contrôleurs possèdent un pouvoir discrétionnaire à l'application 'négociée' des mesures, celles-ci différeront en fonction de la nature choisie, soit la dissuasion par l'application des sanctions pénales ou une dimension plutôt pédagogique alors que les modes informels de négociation seront privilégiés (Spire, 2009). Le mode de gestion des illégalismes fiscaux serait propice à une variation en fonction de la position sociale du contribuable dans la société. Alors que dans les milieux plus défavorisés l'empathie, les attitudes pédagogiques et les sanctions sont soulignées, Spire (2009) note qu'à défaut, concernant les redressements d'impôt sur la fortune, « la nécessité de la négociation s'impose » (p. 163). La différence d'application pourrait également être attribuable à la présence d'intermédiaires du droit (avocats, experts comptables ou conseillers fiscalistes), ces alliés de circonstance auxquels ont accès les citoyens fortunés (Spire 2009 ; Amicelle, 2014).

---

<sup>42</sup> Spire (2009) donne l'exemple de l'exil fiscal. « La convention fiscale bilatérale liant la France et la Belgique ne permet pas aux fonctionnaires français d'enquêter sur l'existence de comptes bancaires en Belgique. Or, comme les cessions de plus-values mobilières ne sont pas taxables en Belgique, certains contribuables fortunés du centre A (situé à la proximité de la frontière) déclarent y élire un domicile pour échapper à un prélèvement à hauteur de 27 % en France. Au bout de trois ans, ils peuvent ensuite revenir dans l'Hexagone en ayant échappé à l'impôt sans pouvoir être inquiétés, puisqu'ils bénéficient de la prescription triennale » (p. 157).

### *L'illégalisme fiscal : les difficultés à la régulation et à la gestion*

Les contrôles seraient davantage produits et conduits en fonction d'un calcul des coûts et des avantages pour les administrations, autrement dit la rentabilité, perdant de ce fait l'aspect 'moral' de l'arbitrage (Spire, 2009, Spire et Weidenfeld, 2016).

À leur étude sur la tolérance des juges à l'égard de la fraude fiscale, Spire et Weidenfeld (2016)<sup>43</sup> remarquent une dissonance entre les principes de lutte contre l'évasion fiscale mis de l'avant par les institutions pénales et les moyens utilisés, autrement dit les sanctions et les pénalisations qui sont réellement appliquées. L'écart entre l'attitude revendiquée et l'attitude mise en pratique produit « une tolérance, en partie inconsciente des acteurs qui en sont chargés [de les réguler] » (Spire et Weidenfeld, 2016, p. 80). L'impunité fiscale varierait moins en fonction du nombre de poursuites, alors que « la plupart des contribuables poursuivis sont en effet condamnés » (p. 81), elle se retrouve davantage au niveau de la sévérité des peines. Les sanctions semblent être plus clémentes, car les agences de contrôle seraient plus réservées à appréhender la nature de ces comportements comme un 'vrai' délit.

Au même titre, l'argument de lutte contre l'évasion fiscale intervient avec celui du secret bancaire qui permet de restreindre la visibilité des transactions et des conduites fiscales, alors que ce dernier semble prévaloir « sur la lutte contre les grands trafiquants » (Amicelle, 2013, p. 8). Les obligations d'annonce lors de la création de comptes à l'offshore contreviennent avec les principes professionnels des banquiers, des banques et des avocats, ainsi les transactions financières sont tenues confidentielles à divers niveaux d'opacité (Godefroy et Lascoumes, 2010, p. 27).

Bien que la majorité des études présentées en lien avec la fraude fiscale se basent sur des cas français, les difficultés et certaines réticences à condamner les déviances et délinquances financières des individus de la classe supérieure, a priori possédant un statut social élevé s'observent dans d'autres pays et ce, depuis bien longtemps (Amicelle et Nagels, 2018). Comme

---

<sup>43</sup> En fonction du nombre de poursuites et des sanctions. Il s'agit d'une « recherche menée de 2012 à 2014 auprès de l'ensemble des acteurs impliqués dans la répression de la fraude fiscale en France » (Spire et Weidenfeld, 2016, p. 82). Les entretiens ont été conduits avec des agents de l'administration fiscale (les magistrats, les procureurs, etc.).

mentionné précédemment, un exemple concret de l'ampleur que peuvent prendre les mobilisations d'illégalismes fiscaux s'illustre dans la lignée des montages financiers à l'offshore, ainsi la présence de paradis fiscaux semble s'observer dans une majorité de territoires. Les prochains paragraphes aborderont plus en détail ces centres offshores qui permettent le transfert de capitaux à l'étranger.

## **1.7 Les paradis fiscaux**

L'intérêt à l'étude des paradis fiscaux est souligné sous l'ambiguïté de leur rôle joué dans la mondialisation, alors que sous une idéologie néolibérale, la promotion de la finance 'offshore' est défendue, et soutient par le fait même ce mouvement de globalisation<sup>44</sup>. En fait, les « pratiques de dissimulation fiscales ne doivent pas être appréhendées comme des déviances individuelles, locales et ponctuelles aux marges du capitalisme actuel » (Amicelle et Bérard, 2017, p. 3). À vrai dire, « les places offshores sont structurellement liées au fonctionnement du commerce de la finance internationale » (Lascoumes et Godefroy, 2004, p. 17). Avant d'aborder plus en détail le processus de stigmatisation entourant ces endroits, il convient de revenir sur quelques subtilités lexicales soulignant des ambivalences en regard à la qualification juridique de ces conduites (Amicelle, 2013, p. 4).

### **1.7.1 Les paradis fiscaux : les critères définitionnels et le vocabulaire fiscal**

Bien que l'appellation 'paradis fiscal', tirée de l'expression anglophone 'tax haven', soit communément utilisée depuis les années 1950, il ne semble pas y avoir de définition consensuelle quant à la conceptualisation de ces endroits et encore moins un test pratique permettant l'identification d'un territoire comme étant une place offshore (Chavagneux et al., 2010, p.17). Suite aux lectures sur ce thème, deux critères semblent toutefois être redondants à la considération de ce type d'endroit. Dans un premier temps, un territoire identifié 'paradis fiscal' possède l'autonomie de créer ses propres lois en matière fiscale et financière, et ce tout en ayant l'autorité sur les contrôles de régulation<sup>45</sup>. La seconde caractéristique souligne

---

<sup>44</sup> À titre de rappel, de ce point de vue les contournements des règles sont justifiés suite à des taxations excessives et les contraintes des grands pays (Godefroy et Lascoumes, 2004).

<sup>45</sup> Par exemple, depuis la fin du XIXe siècle, « la formation de zones d'imposition réduite dans les Îles anglo-normandes ou la suppression de l'imposition personnelle à Monaco. [...] Les États américains du New Jersey et du

l'environnement 'secret' et 'anonyme' qui permet aux propriétaires des comptes offshores que leur identité soit partiellement ou totalement inconnue (Chavagneux et al., 2010, p.17)<sup>46</sup>.

La dissimulation de sommes via un endroit sous-réglementé peut correspondre à un comportement motivé sous un désir de réduction de l'imposition. Il est à noter que les stratégies d'évitement fiscal peuvent prendre une forme légale ou illégale. Ainsi, les ambivalences résident quant à la possibilité de 'tracer' une limitation, sans zone grise, entre les jeux d'évitement (Amicelle, 2013 ; Chavagneux et al. 2010).

D'une part, l'optimisation fiscale est un type de contournement ou de détournement légal de l'impôt. Ici, le client 'respecte' l'esprit et la lettre de la loi<sup>47</sup>. D'autre part, concernant la fraude fiscale, elle correspond à une forme illicite, ne respectant ni l'esprit et la lettre de la loi<sup>48</sup>. Il s'agit d'un comportement criminalisé qui, dépendamment du territoire, représente un délit d'ordre civil ou pénal. Il semble que légalement, la distinction entre ces types de conduites est tranchée, l'une est légitime, l'autre non. Toutefois, en référence à la réalité des activités économiques, ce processus de qualification est plutôt confus (Chavagneux et al. 2010, p. 10)<sup>49</sup>. Dans ce sens, cela est davantage la zone grise, « synonyme de jeu constant d'interprétation » (Amicelle, 2013, p. 4) qui soulève des doutes quant au civisme fiscal. Par conséquent, les possibilités d'interprétation sont d'ailleurs « multipli[ées] en cas de transactions transfrontalières, ouvrant la possibilité de faire entrer en conflit les règles fiscales des États concernés » (Amicelle, 2013, p. 4). Afin d'accentuer davantage ce flou, Spire (2011) souligne

---

Delaware inventent l'hébergement de sociétés commerciales de façade, tandis que la Suisse se met à proposer des comptes bancaires numérotés » (Favarel-Garringues, Godefroy et Lascoumes, 2005, p. 103).

<sup>46</sup> À titre complémentaire, dans leur ouvrage axé exclusivement sur les paradis fiscaux les auteurs Chavagneux et Palan (2012) listent dix critères attribuables à ces destinations qui semblent faire consensus dans près de quatre-vingts territoires considérés comme tels (p.10).

<sup>47</sup> « They [ce type de contribuables] make full disclosure of all relevant information on all their tax claims and seek to pay the right amount of tax required by law at the right time and in the right place » (Chavagneux et al., 2010, p. 9).

<sup>48</sup> « It occurs when a taxpayer fails to declare all or part of his or her income or makes claim to offset an expense against taxable income that he or she did not incur or was not allowed to claim for tax purposes (Chavagneux et al., 2010, p. 9).

<sup>49</sup> Selon le vocabulaire fiscal anglophone, l'expression 'tax compliance' désigne les stratégies légales, autrement dit le 'tax planning', par lesquelles il est possible d'éviter une imposition sur l'ensemble des revenus. Les termes 'tax evasion' correspondent à des conduites illégales afin de réduire le montant d'impôt à payer. Finalement, entre les deux se retrouvent les comportements de type 'tax avoidance', il s'agit de la zone grise entre les conduites de nature légale et illégale (Chavagneux et al., 2010, p. 10).

« l'existence d'un continuum entre l'optimisation tolérée par les textes [de loi] de celle qui s'exerce en violant les règles » (p. 59).

Ce flou fiscal soulève l'intérêt d'analyser les conduites en termes d'illégalisme fiscal plutôt que de 'crime', considérant qu'une part des stratégies d'évitement ne s'inscrivent pas 'clairement' dans l'illégalité (Amicelle, 2014). À vrai dire, le terme illégalisme est davantage utilisé afin « de ne pas préjuger de l'intentionnalité de celui ou celle qui ne respecte pas la loi » (Spire, 2009, p. 146).

Les prochains paragraphes soulignent les différentes périodes clés à la considération des 'paradis fiscaux'. En retraçant ce contexte sociohistorique<sup>50</sup>, il est possible de saisir les différentes « ambiguïtés des réactions en cours » (Godefroy et Lascoumes, 2004, p. 9).

### **1.7.2 Le contexte historique et le processus de stigmatisation des endroits offshore**

Les territoires sous-réglementés existent depuis longtemps, selon des lieux, des époques et sous des tailles différentes<sup>51</sup>. La première tentative préventive remonte au début des années 1920, alors que la Société des Nations<sup>52</sup> alarme des préjudices que cause la présence d'endroits sous-régulés, notamment les risques à la fragilisation du système financier mondial<sup>53</sup> (Chavagneux et al., 2010). Des années 1945 à 1970, suite à la Seconde Guerre, ce sont les comportements d'évasion fiscale qui retiennent l'attention politique et sociale en raison des possibilités à « échapper aux prélèvements publics » (Godefroy et Lascoumes, 2004, p. 10). Au cours des années 1990 et davantage à l'aube de l'an 2000, l'association entre les 'paradis fiscaux' et les techniques fiscales illégales est quasi systématique, provoquant une réelle

---

<sup>50</sup> À ce point, voir également l'annexe III où se retrouve le tableau synthèse des cycles de l'attention politique envers les places offshore (Lascoumes et Godefroy, 2010).

<sup>51</sup> Dès l'époque de l'Empire Romain et chez les Grecs, il est possible de référer « à la dissimulation d'actifs financiers dans l'objectif de les faire échapper à l'impôt » (Doggart, 1997). Au Moyen-Âge, les prêteurs usaient de mécanismes de camouflage afin « de se faire payer des intérêts dans un environnement religieux qui ne le permettait pas » (Chavagneux et Palan, 2012, p. 27).

<sup>52</sup> La SDN (Société des Nations) était une organisation internationale, introduite en 1919 à la fin de la Première Guerre mondiale et dissoute en 1946. L'organisme avait pour but « de maintenir la paix au moyen de l'arbitrage des conflits internationaux. Elle est remplacée par l'Organisation des Nations Unies après la Deuxième Guerre mondiale » (Veatch, 2015).

<sup>53</sup> Il y a « émergence de la notion de 'havre fiscal', [elle] est ainsi concomitante à la mise en place de nouvelles politiques fiscales » (Godefroy et Lascoumes, 2010, p. 25).



médiatisation du sujet<sup>54</sup>. À ce même moment et presque de façon simultanée, l'OCDE<sup>55</sup>, le GAFI<sup>56</sup> et le FSF de Bâle<sup>57</sup> publient les listes 'noires' où figure le nom de territoires à considérer comme 'paradis fiscal'<sup>58</sup>. Les années suivantes s'ensuit une certaine « comédie des listes » (Lascoumes et Godefroy, 2004), alors que des places sous-régulées y entrent et d'autres en ressortent. Bien que cette mesure donne l'impression « d'une régulation possible » (Amicelle et Bérard, 2017, p. 12), la création de listes sépare, en quelque sorte, les 'bons' des 'méchants', les pays coopératifs et ceux appelant à une ingérence internationale<sup>59</sup>.

Depuis les événements du 11 septembre 2001, les paradis fiscaux sont, en raison des possibilités d'y blanchir de l'argent, également soupçonnés de complicité au financement d'activités terroristes. L'attention du FMI<sup>60</sup> et du GAFI est davantage tournée vers la « lutte contre le terrorisme et ses circuits de financement » (Godefroy et Lascoumes, 2010, p. 33).

La crise financière de 2008 et l'enchaînement de multiples scandales politico-financiers relancent le débat entourant la présence des centres sous-régulés et leur rôle joué dans la crise fiscale. Lors du G8/G20 de Londres en 2009, l'OCDE « fait de la lutte contre les paradis fiscaux sa priorité » (Godefroy et Lascoumes, 2010, p. 34), l'organisation publie un nouveau document de couleur blanc, gris et noir où sont listés trente-huit pays et territoires non signataires de l'échange d'information fiscale. La mesure de *blacklistage* semble toutefois soulever une limite

---

<sup>54</sup> « Le nombre d'articles de presse est multiplié par dix en 2000 et par vingt en 2001 » (Godefroy et Lascoumes, 2004, p. 12).

<sup>55</sup> Il s'agit d'une organisation internationale ayant comme objectifs : « la prospérité, l'égalité des chances et le bien-être pour tous » (OCDE). L'organisation travaille « en étroite collaboration avec les pouvoirs publics, les acteurs économiques et sociaux » (<https://www.oecd.org/fr/>).

<sup>56</sup> Organisme intergouvernemental, « les objectifs du GAFI sont l'élaboration des normes et la promotion de l'efficacité d'application de mesures législatives, réglementaires et opérationnelles en matière de lutte contre le blanchiment de capitaux, le financement du terrorisme et les autres menaces liées à l'intégrité du système financier international » (<https://www.fatf-gafi.org/fr/>).

<sup>57</sup> Le regroupement international est constitué d'autorités financières, d'organisations internationales et des pays membres du G7 et G20. À titre de mandat, « the FSB promotes international financial stability, work toward developing strong regulatory, supervisory and other financial sector policies » (<https://www.fsb.org>).

<sup>58</sup> « Via une stratégie de 'naming and shaming' » (Amicelle et Bérard, 2017, p. 12).

<sup>59</sup> Il s'agit du raisonnement et un des arguments majeurs des défenseurs de ces endroits pour répondre à la stigmatisation (Godefroy et Lascoumes, 2010).

<sup>60</sup> Il s'agit d'une organisation internationale qui regroupe 189 pays, son but est de « promouvoir la coopération monétaire internationale, garantir la stabilité financière, faciliter les échanges internationaux, contribuer à un niveau élevé d'emploi et à la stabilité économique » (<https://www.imf.org/external/french/index.htm>).

normative, alors qu'une majorité des places citées dans ce document y figurait déjà en 2000. Malgré des apparitions récurrentes et périodiques à l'agenda international, la question de ces centres sous-réglementés « n'a jamais constitué une politique de moralisation du capitalisme » (Fararel-Garrigues, Godefroy, Lascoumes, 2005, p. 106 ; Amicelle et Bérard, 2017).

La lutte contre les paradis fiscaux s'est davantage construite et accentuée en raison de l'usage suspectée de ces endroits à la « lutte contre les trafiquants de la drogue, puis contre le crime organisé » (Favarel-Garrigues, Godefroy, Lascoumes, 2005, p. 103). Autrement dit, les perceptions sociales envers les accusés de fraude fiscale se sont déplacées de 'malin de la fiscalité' dans les années 1945-1975 à, depuis les années 1990, un trafiquant ou un blanchisseur d'argent. Ce schème interprétatif s'est d'ailleurs réaffirmé en raison des événements terroristes des dernières années et des opérations à la détection d'argent sale que peut héberger ce type d'endroit (Favarel-Garrigues, Godefroy et Lascoumes, 2005, p. 105). Toutefois, la surreprésentation de ces associations, plus particulièrement dans la sphère publique, limite les connaissances et l'identification des autres types d'acteurs usant des endroits offshores sous-régulés. En effet, des acteurs politiques ou économiques légitimes « ont [également] intégré dans leur stratégie d'action l'usage des ressources offertes par ces lieux » (Godefroy et Lascoumes, 2004, p. 14).

### **1.7.3 Les utilisateurs des paradis fiscaux et l'intérêt des montages financiers offshores**

Il existe plusieurs 'clients' des paradis fiscaux, ceux-ci peuvent être regroupés sous trois grandes catégories : les organisations (banques<sup>61</sup> et multinationales<sup>62</sup>), les pays et les individus. En référence au thème du mémoire, un type d'utilisateur mérite d'être davantage souligné : les riches, a priori ces individus œuvrant dans la classe supérieure et dominante.

---

<sup>61</sup> L'utilisation des paradis fiscaux permet aux institutions bancaires de « faire fonctionner aussi bien les aspects licites que les aspects illicites de la globalisation financière » (Chavagneux et Palan, 2012, p. 61).

<sup>62</sup> Les montages financiers ainsi que la relocalisation de l'entreprise dans un paradis fiscal permettent aux firmes de « réduire leur imposition, mais aussi [...] d'échapper à des contraintes réglementaires ou dissimuler un niveau élevé d'endettement et présenter des comptes supposés sains » (Chavagneux et Palan, 2012, p. 56). Selon le principe de résidence, les organisations sont taxées à l'endroit où elles sont enregistrées, laissant « la porte à des stratégies de [re]localisation pour raisons fiscales » (Chavagneux et Palan, 2012, p. 56).

Les ‘individus fortunés’, ‘les élites’ et les ‘grandes fortunes’ sont tous des qualificatifs qui permettent l’identification d’une strate sociale spécifique ayant accès à ce type d’illégalisme fiscal. En effet, cette distinction entre les ressources financières et l’accès aux illégalismes de fiscaux a notamment été soulignée sous l’étude de Spire (2009)<sup>63</sup>, relevant une certaine démocratisation de ceux-ci<sup>64</sup>. Or, les montages financiers à l’offshore semblent être une forme plus mobilisée par les individus fortunés puisque ceux-ci possèdent les ressources monétaires afin de ‘jouer’ avec les frontières fiscales internationales. L’offre de services à l’offshore n’est qu’ainsi offerte qu’à un nombre limité d’individus (Chavagneux et al., 2010, p. 7). Dans ce sens, il serait possible de référer à un prix d’entrée ou alors à un critère de participation à l’évasion fiscale via les paradis fiscaux : posséder une somme d’argent importante.

Comme le souligne Spire (2011), « l’enrichissement des plus riches dépend en effet de leur capacité à ‘domestiquer’ l’impôt »<sup>65</sup> (Amicelle et Bérard, 2017, p. 3). En faisant partie prégnante de la société contemporaine, les paradis fiscaux influencent la structure réelle de la courbe des taux d’imposition, celle-ci renvoie à « la forme en cloche [...], les taux baissent à la fois en bas et en haut de la pyramide des revenus (Landais et al., 2011 ; Amicelle et Bérard, 2017). Dans ce sens, « la financiarisation croissante de l’économie<sup>66</sup> » (Van der Zwan, 2014 ; Aitken, 2011, Lanfley, 2008) se serait donc « accompagnée d’une concentration accrue des richesses au sommet de la pyramide des revenus et des patrimoines » (Amicelle et Bérard, 2017, p. 3). Depuis les années 1980, la présence des places offshores et notamment leurs utilisations par ces individus fortunés, a eu pour conséquence d’accentuer l’écart entre ceux-ci et les classes non possédantes (Duménil et Lévy, 2004). De façon plus concrète, « 80 % des richesses détenues

---

<sup>63</sup> « À chaque impôt, ses transgressions » (Spire, 2009).

<sup>64</sup> À titre de rappel, « we can find examples of people taking advantage of collective goods for private pleasure at every level of the society, of course, from the poorest to the richest » (Chavagneux et al., 2010, p. 7).

<sup>65</sup> Premièrement, il peut s’agir de devenir résident d’un autre pays ou territoire présentant des taux de taxation plus faibles. Selon le vocabulaire fiscal, l’expression « touristes permanents » désigne ces endroits spécialisés dans l’offre de résidences ‘temporaires’ permettant aux clients de se déplacer dans l’économie offshore (Maurer, 1998, p. 105). La deuxième stratégie est de créer une société à écran enregistrée dans un paradis fiscal. Sous cette méthode, le salaire des individus à haut revenu est versé à la société offshore, qui elle, à son tour, transférera « qu’une rémunération symbolique [rapatriée] dans le pays » (Chavagneux et Palan, 2012, p. 55). Le troisième stratagème consiste à générer davantage de revenus provenant des sociétés à l’offshore, cette dernière stratégie fait davantage intervenir les notions de prête-noms, d’opacité et du secret bancaire puisque sous les différents montages financiers, il semble impossible d’identifier le ‘réel’ propriétaire des entreprises.

<sup>66</sup> Il s’agit d’un processus s’inscrivant dans l’histoire du capitalisme, l’économie étant de plus en plus centrée sur la finance.

dans les paradis fiscaux le sont par les 0,1 % les plus riches » (Alstadsaeter et al., 2007 ; Amicelle et Bérard, 2017, p. 3).

Exposant ce cas de figure, c'est-à-dire des fuites de capitaux via un 'paradis fiscal', l'épisode des 'Panama papers' (avril 2016) révèle des conduites fiscales compromettantes de la part d'élites.

#### **1.7.4 Les 'Panama papers' (avril 2016)**

En date du 3 avril 2016, il y a éclatement des premières révélations des 'Panama papers' causées par une fuite d'informations (11,2 millions de fichiers) de la firme Mossack Fonseca<sup>67</sup>, un cabinet expert dans la domiciliation de sociétés offshores, ainsi des conduites d'évasion fiscale via le territoire panamien ont été mises à jour. Les 'Panama papers' listent plus de 214 000 sociétés offshores créées entre 1977 et 2015, en plus d'exposer les actionnaires et propriétaires des compagnies à écrans. « Émanant d'un collectif de journalistes (*The International Consortium of Investigative Journalists – ICIJ*), ces révélations ont donné le signal de départ au scandale » (Amicelle et Bérard, 2017, p. 1).

Au pic de l'épisode des 'Panama papers' (2016), notamment au cours des premières semaines suivant les révélations, l'espace public de plus de 60 pays est marqué par l'identification d'individus possédant, étant bénéficiaires ou ayant joué un rôle dans une compagnie domiciliée au Panama. En chiffre, les 'Panama papers' représentent plus de 202 pays et territoires listés, 511 banques ayant des rapports directs avec la firme panamienne, 15 500 entreprises, près de 14 200 individus, notamment 140 politiciens dans plus de 50 pays, dont 15 hauts responsables politiques<sup>68</sup> (voir les tableaux synthèses réalisés en annexe I). Au déroulement des 'Panama papers', plus de 150 enquêtes et audits ont été conduits « dans 79 pays avec plus de 6 500 personnes mises sous enquête » (Amicelle et Bérard, 2017, p. 2).

---

<sup>67</sup> L'entreprise résulte de la fusion entre l'avocat J. Mossack et R. Fonseca. Celle-ci est notamment en cause dans d'autres révélations, ayant notamment joué un rôle dans le blanchiment d'argent et l'évasion fiscale. La firme possédait alors près de 48 bureaux et elle est toujours spécialisée dans les services fiduciaires, le droit commercial international et les conseils de placement (<https://www.icij.org/investigations/panama-papers/>).

<sup>68</sup> Damgé et Baruch (7 avril 2016).

Au moment post-scandale, le collectif de journalistes demeure toujours actif, il maintient ses activités quant à la découverte et à l'exposition d'informations en lien avec les 'Panama papers'. Toutefois, les dernières publications sur le site abordent davantage l'avancement des poursuites, les politiques fiscales mises en place ou alors les sommes recouvertes suite à l'exposition des montages illégaux.

### *Les motivations à l'étude des 'Panama papers'*

Alors que l'épisode des 'Panama papers' (2016) date maintenant de quelques années, les révélations s'inscrivent dans la séquence des scandales politico-financiers et « dans l'histoire du traitement des élites délinquantes » (Lascoumes et Nagels, 2014 ; Amicelle et Bérard, 2017, p. 2). L'intérêt à l'analyse du cas des 'Panama papers', outre la considération de l'envergure internationale des révélations de nature économique et financière, est qu'il expose les comportements fiscaux compromettants d'acteurs politiques légitimes. Autrement dit, l'épisode ne traite pas de la propension à échapper à l'impôt de la part de la classe moyenne ou inférieure. Les 'Panama papers' s'inscrivent en concomitance aux notions connues à l'étude des crimes en col blanc (White-Collar crime) : la classe supérieure participe également à des comportements transgressifs, les modes d'opération sont peu visibles, un nombre limité d'individus s'estiment victime, alors que ces conduites causent des préjudices réels et importants (Hill, 1872 ; Bonger, 1905 ; Ross, 1907 ; Morris, 1935 ; Sutherland, 1939 ; Foucault, 1975 ; Acosta, 1988 ; McBarnet, 1991 ; Amicelle, 2014, et autres).

## **Chapitre 2 : la problématique**

Le chapitre de la recension aborde des éléments importants à la considération des études entourant les déviances et délinquances des individus œuvrant dans la classe supérieure de la société. Dès le XIXe siècle, en référence aux écrits de E. Ferri (1893), celui-ci différencie les classes sociales et relève la propension que chacune entretient envers les transgressions. Les distinctions sont tranchées : la couche sociale la plus élevée est « organiquement honnête » (Ferri, 1893, p.199-200), alors que la classe inférieure se compose d'individus sans éducation et morale qui, s'inscrivant dans les luttes pour leur survie, sont enclins à commettre des crimes. À titre complémentaire et portant ses analyses sur ce même moment historique, M. Foucault (1975) dépeint une triple différenciation entre les strates sociales. À titre de rappel, la refonte judiciaire recouvre une opposition entre les intérêts de classes (la classe populaire et la classe supérieure), une qualification différente des conduites (allant d'une catégorisation pénale nette à non-exclusivement pénale) et un traitement différentiel lors d'accusation (d'un côté, le cheminement 'traditionnel' : procès, prison et publicisation, alors que de l'autre côté : juridictions spéciales et discrétion) (Amicelle, 2013, p. 73). Respectivement, ces voiles de nature sociale et pénale contribuent à dissimuler les comportements compromettants de la classe supérieure, alors que le statut social des acteurs influence également la qualification et le traitement des conduites desquelles se saisit le système judiciaire.

En référence à la présentation de ce contexte sociohistorique, les analyses de ces auteurs permettent de comprendre en filigrane les raisons pour lesquelles ce type de transgressions, les crimes commis par la classe supérieure, ont été historiquement voilés ou tolérés. Ainsi, il a fallu attendre un certain moment avant que les déviances et délinquances de la classe supérieure soulèvent des doutes moraux et des réactions d'ampleur. En fait, alors que des précurseurs ont porté l'attention sur les conduites dommageables de cette strate sociale, ce sont davantage les écrits de Sutherland (1939) qui ont suscité un émoi et un intérêt à la considération scientifique des crimes en col blanc (White-Collar crime). Les différentes informations présentées dans la recension des écrits quant à la place des analyses entourant les crimes en col blanc permettent d'appuyer cette affirmation. Bien que depuis le XXe siècle les publications sous ce thème se sont amplifiées, la présence semble toujours être limitée dans la discipline en comparaison à

d'autres sujets de recherche<sup>69</sup> (Lynch, et al., 2004 ; Shichor, 2009). Tenant compte de cette place occupée par les études portant sur les crimes en col blanc en criminologie, celle-ci représente en quelque sorte le point de départ du présent projet de recherche, autrement dit la contribution vise à réaffirmer l'importance des analyses et des conceptualisations envers ces type d'actes et d'acteurs sociaux.

Les différents obstacles précédemment énumérés, notamment les influences politiques et professionnelles, les difficultés d'accès, dont le caractère fermé des milieux dans lesquels œuvrent les individus de la classe supérieure, en plus de l'inversion du rapport de pouvoir entre le chercheur et la population étudiée<sup>70</sup> offrent des schèmes explicatifs aux intérêts relatifs que suscite ce champ de recherche. Par conséquent, une part notable des savoirs entourant les crimes en col blanc sont basés sur des études de cas ou des scandales. Ainsi, les écrits du mémoire s'appuient sur la couverture médiatique importante provoquée suite aux révélations des 'Panama papers'. De multiples articles de presse couvrant cet épisode portent sur des figures politiques de premier plan ayant participé à des montages financiers offshores compromettants.

S'intéressant particulièrement à la nature de ces révélations et des acteurs sociaux impliqués, la problématique de ce mémoire s'est davantage construite en faisant intervenir différentes ambivalences conceptuelles que suscite la définition de crimes en col blanc (White-collar crime) de Sutherland (1939)<sup>71</sup>.

Les objets de controverses semblent se structurer autour de deux pôles. Dans un premier temps, ils réfèrent aux critères de la respectabilité et du statut social élevé que doit posséder le déviant ou délinquant en col blanc. Bien que la valeur des positions sociales soit critiquée, ces traits sociaux, en référence aux acteurs listés dans les 'Panama papers', permettent de mieux

---

<sup>69</sup>Les auteurs donnent les exemples de la « délinquance juvénile, les drogues, les délinquances sexuelles, le terrorisme, les victimes » (Nagels, 2016).

<sup>70</sup> Ce point a été discuté dans les écrits de la recension, la criminologie s'est davantage développée sous l'étude des crimes commis par la classe inférieure. Dans ce cas, le chercheur possède un statut social et économique plus important que la population sur laquelle portent les analyses. Concernant les criminels en col blanc, les recherches ciblant les individus qui se positionnent sur les échelons les plus élevés de la société, interfère avec les études plus 'traditionnelles' en criminologie.

<sup>71</sup> À titre de rappel, il s'agit d'un crime « committed by a person of respectability and high social status in the course of his occupation » (Sutherland, 1969, p. 1).



circonscrire la population à l'étude. La focalisation sur les comportements compromettants des détenteurs du pouvoir économique et politique se rattache à la notion 'd'élite délinquante'<sup>72</sup> défendue dans l'ouvrage de Lascoumes et Nagels (2014).

De surcroît, l'importance accordée à la valeur du statut social dans ce mémoire permet de problématiser la relation singulière que la strate supérieure entretient avec la légalité et surtout l'illégalité. Ce rapport délié et spécifique aux normes (Salle, 2014 ; Amicelle et Nagels, 2018) souligne les capacités des élites à tenir à distance ou alors résister à la stigmatisation (Mills, 1969).

Dans un deuxième temps, les ambiguïtés soulevées par la définition des crimes en col blanc de Sutherland (1939) portent sur l'utilisation de la terminologie 'crime' afin de qualifier des comportements de nature différente (civile, administrative) qui peuvent s'inscrire en marge de la pénalité (Amicelle et Nagels, 2018). Dans ce sens, les écrits de ce document s'éloignent du débat entourant les conduites préjudiciables à inclure sous le vocable 'crime'. L'intérêt à analyser les comportements reprochés en termes d'illégalismes est souligné, considérant que les conduites fiscales révélées par les 'Panama papers' ne s'inscrivent pas clairement, au regard des informations disponibles, dans l'illégalité.

Bien que les illégalismes fiscaux soient plus accessibles à l'ensemble des classes sociales, l'évasion fiscale via les paradis fiscaux est toutefois un type d'illégalisme mobilisé par les individus de la classe supérieure puisque ceux-ci possèdent notamment les ressources financières afin de 'jouer' avec les frontières fiscales internationales. Les montages financiers à l'offshore représentent une forme stratégique de domestication de l'impôt, alors qu'un nombre limité d'individus peuvent y avoir recours (Spire, 2009 ; Chavagneux et al., 2010 ; Spire, 2012).

Afin de rattacher les éléments exposés ci-haut, la considération des acteurs sociaux identifiés sous le concept 'd'élite délinquante' et le jeu d'évitement, la propension à échapper à l'impôt via les paradis fiscaux, les révélations sous les 'Panama papers' apparaissent comme étant un objet d'étude pertinent et justifié. Le point de mire à l'exposition de ces conduites fiscales

---

<sup>72</sup> Voir à ce sujet la Sociologie des élites (Sutherland, 1949 ; Acosta, 1988 ; Lascoumes et Nagels, 2014, Amicelle, 2014). Le terme 'élite' désigne ces personnes « élues, choisies, éminentes, distinguées » (Busino, 1992).

compromettantes de la part d'acteurs politiques légitimes réside sous le « jeu constant d'interprétation » (Amicelle, 2013, p. 4). Les comportements exposés se glissent dans une zone grise de la fiscalité, alors qu'il est difficile pour le public et les autorités de tracer une ligne entre les stratégies d'évitement légales et illégales (Spire, 2009, 2012 ; Amicelle, 2013).

Les révélations des 'Panama papers' ont suscité des réactions sociales différentes et à des niveaux d'intensité variés. La présente problématique s'interroge à savoir pourquoi les 'Panama papers' ont pris dans des pays, en référence à la couverture médiatique importante provoquée, alors qu'à d'autres endroits, ces annonces ont été davantage passées sous silence. Dans quelle mesure des révélations publiques massives donnent lieu à un scandale, à une affaire ou alors à un non-scandale et comment saisir les variations nationales ?

Afin de rendre compte de ces finalités possibles de la dénonciation publique, les écrits du présent mémoire ciblent trois acteurs politiques, de pays différents qui ont été mis en cause à la suite des révélations des 'Panama papers'. Il s'agit du cas de Malcom Turnbull, alors premier ministre de l'Australie, David Cameron, alors premier ministre britannique et Sigmundur David Gunnlaugsson, à son tour, premier ministre de l'Islande au moment des révélations. Sous la forme d'études de cas, les écrits visent à « dégager deux niveaux d'analyses » (Amicelle et Bérard, 2017, p. 4). Dans un premier temps, détailler et distinguer les couvertures médiatiques ayant pris forme dans la presse écrite, et ce respectivement dans les pays ciblés. Autrement dit, de quelle façon les médias écrits ont rapporté les révélations touchant les figures politiques, de même que les réactions sociales auxquelles a donné lieu l'exposition de conduites fiscales compromettantes. Dans un deuxième temps, discerner la manière dont les individus nommés ont défendu leur l'utilisation de comptes offshore.

Ainsi, les écrits du mémoire s'inscrivent dans la lignée des études portant sur « la résistance du stigmat des élites délinquantes » (Lascoumes, 2013 ; Amicelle et Bérard, 2017). En s'intéressant aux révélations des 'Panama papers', les analyses du mémoire font intervenir les concepts de rituels de dégradation (Benson, 1985) et de restauration (Lascoumes, 2013), les différentes techniques de neutralisation (Sykes et Matza, 1957 ; Pershing, 2012 ; Stadler et Benson, 2012) ainsi que les discours défensifs (Amicelle et Bérard, 2017) auxquels ont accès ces individus afin de protéger leur image politique et publique.

Pour faire suite à la présente problématique du projet, le chapitre suivant porte sur le cadre théorique. Ces différents postulats de base et de référence ont notamment circonscrit l'avènement et la conduite de la recherche. Le cadre théorique, c'est-à-dire la sociologie du scandale, est concomitant à l'objet de la problématique.

## **Chapitre 3 : le cadre théorique**

Ce chapitre du mémoire aborde les postulats théoriques ayant permis d'étudier l'avènement et les répercussions de la dénonciation publique d'une conduite. Les informations se rapportant au cadre théorique de la sociologie du scandale sont présentées en trois temps. Premièrement, les technicités c'est-à-dire les déterminants et les fonctions attribuables à l'épisode scandaleux sont exposées. Deuxièmement, les significations ou le destin que peut prendre la forme d'une dénonciation publique. Troisièmement, les écrits démontrent de quelle manière le choix de la méthodologie s'inscrit en complémentarité avec le cadre théorique de la sociologie des scandales.

### *Les éléments de la sociologie pragmatique*

Avant de porter l'attention sur la sociologie du scandale et les prémisses qu'elle défend, il convient de souligner le courant sous lequel ce cadre théorique puise ses influences. La sociologie pragmatique, également reconnue sous le nom de la 'sociologie des épreuves', regroupe différentes techniques méthodologiques et des attitudes empiriques à la conduite d'enquêtes<sup>73</sup> en sciences sociales (Bathe et al., 2013, p. 175). Le « style » pragmatique fait référence à un comportement d'analyse, « de raisonnement et de restitution » (Bathe et al., 2013, p. 176). En parallèle à ce courant de la sociologie pragmatique, il semble justifié d'aborder plus en détail le cadre théorique considérant le scandale comme étant une épreuve sociale.

## **3.1 La sociologie du scandale**

Il existe aujourd'hui un éventail de recherches sur les scandales. Davantage présentés sous la forme d'étude de cas, ces travaux proviennent de la criminologie, de la sociologie, de la science politique, etc. (De Blic et Lemieux, 2005). Couplé à des bases empiriques suffisantes, ce cadre théorique permet de circonscrire et encadrer les analyses entourant l'objet d'étude qu'est le 'scandale', de façon plus générale, la dénonciation publique.

### **3.1.1 La sociologie du scandale et les éléments conceptuels**

À quoi fait-on référence lorsqu'un événement social est nommé 'scandale' ? Ce terme, faisant partie du langage courant, est employé depuis des siècles, et cela dans diverses sociétés, or, des usages imprécis de ce terme peuvent mener à une confusion définitionnelle. Il convient

---

<sup>73</sup> À titre d'exemple, « collecter les données et explorer les terrains » (Bathe, et al., 2013, p. 175).

de citer la définition à laquelle les auteurs de la sociologie du scandale réfèrent lorsqu'ils utilisent le vocable 'scandale'. Il s'agit « d'une contradiction devenue publique et visible de tous : c'est un fait public, troublant et contradictoire qui met un obstacle à la croyance collective, et qui sème par là même la dissension » (De Blic et Lemieux, 2005, p. 14-15).

Sous les différentes influences théoriques abordées, le scandale est considéré comme étant un « objet d'étude à part entière » (De Blic et Lemieux, 2005, p. 11). Il représente un moment de transformation sociale ou encore « ces moments effervescentiels » auxquels fait allusion Durkheim (1894 ; 1897)<sup>74</sup>. Sous la citation de De Blic et Lemieux (2005), « il [le scandale] conduit à des repositionnements, à une redistribution des cartes institutionnelles, voire à des remises en cause brutale des rapports institués. Il donne lieu, souvent à des refontes organisationnelles, à la production de nouveaux dispositifs légaux, à la validation collective de pratiques inédites » (p. 12 ; Gluckman, 1963). Mouvementé et dynamique, l'issue du scandale reste indéterminée, ainsi ce dernier ne peut s'inscrire sous la forme d'un récit linéaire. En vertu de ce moment de réversibilité, il est accordé au scandale la notion d'épreuve sociale, celui-ci « ne laisse jamais les choses en l'état » (De Blic et Lemieux, 2005, p. 12 ; Boltanski et Chiapello, 1999).

### *Les fonctions du scandale*

En référence à la prémisse sous laquelle l'événement scandaleux est considéré comme étant 'normal' et faisant partie intégrante des sociétés, cette notion de normalité encourage les chercheurs à attribuer des fonctions aux scandales (Dampierre, 1954 ; Gluckman, 1963 ; De Blic et Lemieux, 2005). Dans un premier temps, la dénonciation publique peut être interprétée comme une forme de compétition sociale, autrement dit les divers jugements sociaux, à la suite des révélations, influenceront la « sélection des leaders » (Gluckman, 1963, p. 307) et notamment la notoriété statutaire qu'ils défendent. Dans un second temps, le scandale possède une fonction de contrôle social, au sens où le non-respect des normes engage la peur d'être soi-même le sujet de la dénonciation publique. Rappelant le concept d'*outsider* de Becker (1985), le scandale détient la fonction d'exclusion sociale lorsque des normes sont attaquées (Gluckman,

---

<sup>74</sup> Au même titre que le crime et le suicide étudié chez Durkheim, « le scandale est à concevoir comme un moment 'normal' de la vie sociale » (De Blic et Lemieux, 2005, p. 10).

1963, p. 310). Dans un troisième temps, le scandale risque de menacer la cohésion sociale d'une communauté, et cela en tenant compte que « des valeurs socialement reconnues ne sont, ni absolues, ni respectées par tous, à un égal degré » (Dampierre, 1954, p. 335). Ainsi, le scandale semble venir renforcer ou redessiner les valeurs de la société (De Blic et Lemieux, 2005 ; Boltanski et Claverie, 2007).

### *L'épreuve sociale et les valeurs transgressées*

Dampierre (1954) est l'un des premiers auteurs à proposer l'étude de la dénonciation sociale comme étant un « test de valeurs transgressées ». Il énonce qu'à la suite de cette épreuve de l'attachement aux normes « quelque chose aura changé » (De Blic et Lemieux, 2005, p. 12). Ce test, c'est-à-dire le jugement collectif envers les valeurs enfreintes sous les actes scandalisés, permet à la société de déterminer si ces mêmes valeurs sont devenues ou non indifférentes à la vie sociale (Dampierre, 1954 ; Gluckman, 1963 ; De Blic et Lemieux, 2005).

Les auteurs Boltanski et Claverie (2007) défendent l'idée qu'il existe à l'intérieur d'une société donnée et à un moment donné, « une compétence morale implicite » (p.413) permettant aux membres de déterminer le « sens commun du juste et de l'injuste » (p.413). Lorsqu'une dénonciation expose des comportements attaquant des valeurs établies dans la société, la compétence morale tend à basculer vers un sentiment d'injustice, alors que des individus ou un groupe enfreignent les normes et les lois socialement attendues. Il peut donc s'opérer dans la communauté un « travail [de] la dénonciation publique des injustices » (Boltanski et Claverie, 2007, p.425). Ces auteurs notent également que l'indignation collective, auparavant motivée par sous un sentiment commun d'injustice, « constitue un puissant moteur de mobilisation » (Boltanski et Claverie, 2007, p.425). À l'opposé, dans le cas où une dénonciation publique lève le voile sur un acte, mais ne suscite pas ce ressenti d'injustice, l'investissement des mobilisations semble être limité (Boltanski et Claverie, 2007, p.425).

À vrai dire, l'attachement aux valeurs transgressées ainsi que le niveau commun d'indignation influenceront à savoir pourquoi une révélation publique peut prendre ou ne pas prendre dans une société. Outre ces éléments, il est également possible d'identifier des conditions nécessaires

à l'investissement du scandale dans une société. Les dimensions exposées ci-dessous doivent être interprétées et considérées conjointement (De Blic et Lemieux, 2005).

### *Les conditions à l'étude de la contradiction publique*

Les auteurs de la sociologie du scandale décrivent des conditions à l'identification du passage d'un événement public vers la scandalisation d'un acte. Ces différents déterminants ont pour but de rendre la démarche de recherche scientifique et rigoureuse. Dans un premier temps, il doit y avoir un public pour « relever une contradiction et la dénoncer » (De Blic et Lemieux, 2005, p. 15). À vrai dire, sans public, il ne peut y avoir de scandale (Dampierre, 1954 ; De Blic et Lemieux, 2005 ; Boltanski et Claverie, 2007).

Dans un deuxième temps, afin que l'éclatement d'un scandale soit marqué, cela « suppose avant tout une désapprobation visible de la part du public » (Thompson, 2000, p. 20). Les auteurs De Blic et Lemieux (2005) souligneront qu'au delà de l'effet 'désapprobateur', le public ou un membre de celui-ci doit « exprimer publiquement sa désapprobation » (p. 13). À son tour, Thompson (2000) qualifie le scandale comme étant un « acte de langage », au sens où celui-ci peut s'investir socialement lorsque « les révélations sont articulées en public » (Thompson, 2000, p. 20). Sans réponse de la part d'un ensemble d'individus, il ne peut y avoir un scandale (Thompson, 2000 ; De Blic et Lemieux, 2005).

### *Les enjeux à la qualification de la conduite*

Sous les propositions d'auteurs du courant, une attention est accordée aux réactions sociales suscitées par la dénonciation publique d'une conduite ou d'un événement. La gravité d'un acte rendu public serait jugée en fonction de la « signification [donnée] à la faute dénoncée » (De Blic et Lemieux, 2005, p.16 ; Garrigou, 1993). Au même titre que l'énonce Becker (1985) à son étude sur la déviance, « le caractère déviant ou non d'un acte dépend de la manière dont les autres réagissent » (p. 35). Sous ce constat, il serait ainsi possible d'affirmer que toute violation d'une norme, bien qu'elle soit affichée sur la scène publique, ne peut s'investir d'une manière certaine sous la forme d'un scandale (Garrigou, 1993 ; De Blic et Lemieux, 2005). Le jugement collectif indéterminé réfute le calcul de proportionnalité qui



pourrait s'exercer entre le niveau de préjudices constaté et l'ampleur possible du scandale (Garrigou, 1993 ; De Blic et Lemieux, 2005, p. 16).

En reprenant les propos de Boltanski (1993), une dénonciation publique se présente comme étant une « proposition d'engagement à l'indignation collective » (p. 215-219 ; De Blic et Lemieux, 2005 ; Boltanski et Claverie, 2007). Il revient au public, par les réactions sociales, de déterminer « si le scandale dénoncé en est 'réellement' un ou non » (De Blic et Lemieux, 2005, p. 16).

Afin de rappeler les éléments mentionnés ci-haut, appréhender le scandale comme étant un test de « valeurs transgressées », Dampierre (1984) circonscrit le moment incertain où les membres de la société « testent leur adhésion aux valeurs transgressées. Ce sont eux qui vont mettre à l'épreuve leur sens du juste et de l'injuste » (De Blic et Lemieux, 2005, p. 16). En référence à ce verdict, il est possible d'identifier trois destins à la dénonciation publique d'une conduite (De Blic et Lemieux, 2005 ; Boltanski et Claverie, 2007).

### **3.2 Les significations ou les destins du scandale**

De Blic et Lemieux (2005), en s'inspirant de propositions énoncées par E. Claverie, identifient une première signification : le 'scandale avéré'. Ce destin est caractérisé par une réponse unanime de la part du public. Autrement dit la faute est collectivement reconnue et l'individu, le groupe ou l'institution faisant l'objet des révélations doit être 'châtié'. Cette notion d'unanimité est non négligeable, car aucune personne ne se présente sur la scène publique afin de défendre l'accusé face aux actes reprochés (De Blic et Lemieux, 2005). Lorsqu'un scandale prend la forme 'avérée', la valeur qui a été transgressée, bien que réaffirmée, est toujours considérée comme étant déterminante à la vie sociale (Boltanski et Claverie, 2007, p.398).

Deuxièmement, il se retrouve à l'opposé sur le schème des destins le 'non-scandale'. Celui-ci se distingue par une « relativisation généralisée de la faute dénoncée » (De Blic et Lemieux, 2005, p.17). En d'autres mots, le scandale ne prend pas dans l'espace social, le public ne semble pas démontrer un sentiment d'indignation, alors que le test de l'attachement à la valeur non respectée laisse présager un détachement.

Comme il est souligné, les significations du ‘scandale avéré’ et du ‘non-scandale’ représentent les pôles, au milieu desquels se situe le troisième destin, soit ‘l’affaire’. Il est à noter que cette forme n’est envisageable que lorsqu’un scandale a préalablement éclaté. (De Blic et Lemieux, 2005 ; Boltanski et Claverie, 2007 ; Lemieux, 2007). À ce point, Lemieux (2007) affirme que « tout scandale est analysable comme la séquence d’ouverture d’une affaire, et cela quand bien même s’il ne donne pas lieu, effectivement, à une affaire » (p.369). La forme ‘affaire’ s’identifie à la suite d’un retournement d’accusations vers le dénonciateur. Le concept d’unanimité qualifiant le ‘scandale avéré’ laisse maintenant place à une division de « deux camps, le camp des accusateurs de l’accusé et celui des accusateurs de l’accusation qui le frappe » (De Blic et Lemieux, 2005, p.17 ; Lemieux, 2007, p.369). Les échanges argumentaires et les prises de position rendent la forme ‘affaire’ « particulièrement agitée et réversible » (De Blic et Lemieux, 2005, p.17).

L’opacité de la limite située entre les deux camps joue un rôle important sur l’ampleur d’une ‘affaire’. Dans le cas où la délimitation est nette, c’est-à-dire que les membres du public ont arrêté leur choix concernant la partie à défendre, cela a pour conséquence de restreindre la portée de l’affaire, car « les opinions se [trouvent] immédiatement polarisées » (Boltanski et Claverie, 2007, p.424). Or, lorsqu’une part considérable de la population est dans l’incertitude à savoir quel camp choisir, ‘l’affaire’ est susceptible de s’amplifier, et ce en référence au climat de tension et d’instabilité (Boltanski et Claverie, 2007).

Malgré la réversibilité de cette signification, les auteurs Boltanski et Claverie (2007) sont parvenus à déceler des similarités redondantes entre les différentes ‘affaires’. Ces moments de transformations se présentent sous « des accusations, des justifications, des critiques, le déroulement de preuves, le développement d’une pluralité de récits incompatibles, le dévoilement de motifs cachés et bas, un effort de montée en généralité, un appel au jugement de l’opinion publique, une quête fébrile de soutiens et d’appuis pour faire connaître et pour dévoiler ‘aux yeux de tous’ l’injustice dont une personne – individuelle ou collective – a été victime » (p.404). Les variables énumérées sous-entendent qu’il existe des ‘manœuvres’ stratégiques qui feront « grandir, grossir » ou « dégonfler, étouffer » une ‘affaire’ (Boltanski, 1990 ; Lascoumes, 2016).

### *Les pistes de recherche en référence aux destins possibles*

Sous les éventuelles finalités de la dénonciation publique : le ‘scandale avéré’, le ‘non-scandale’ et ‘l’affaire’, il est possible de joindre plusieurs « programmes de recherche » (De Bic et Lemieux, 2005, p. 19). Une première piste des analyses pourrait se concentrer sur le moment de la transformation du scandale vers l’affaire, c’est-à-dire le passage de l’unanimité collective à la division sociale (De Bic et Lemieux, 2005). Dans un deuxième temps, il est pertinent de s’interroger à savoir pourquoi « des scandales ne se transforment pas en affaires » (De Bic et Lemieux, 2005, p. 20). Une troisième orientation analytique consiste à enquêter sur les déterminants faisant qu’une dénonciation publique ne prend pas, autrement dit, qu’elle ne s’investit pas sous la forme du scandale (De Bic et Lemieux, 2005, p. 20).

### *Les formes idéales des destins du scandale*

Cela dit, les auteurs partisans de la sociologie du scandale avertissent du schéma ‘idéaltypique’ décrivant les destins du scandale. Lorsque considéré comme objets d’étude, le chercheur doit être conscient que « ces formes [l’affaire et le scandale,] ne se rencontrent jamais aussi ‘purement’ » (De Bic et Lemieux, 2005, p.20). Les significations s’inscrivent davantage sur un continuum permettant l’étude des récits de la dénonciation publique, ainsi la direction que prend ou ne prend pas un destin peut être interprétée comme un indicateur de la tension sociale ou un opérateur de changements (Boltanski et Claverie, 2007).

### *La dénonciation publique touchant les individus haut placés et respectés*

Sous le chapitre abordant les conceptualisations du scandale et de l’affaire, Boltanski et Claverie (2007) notent que « la dénonciation du scandale trouve son plein accomplissement quand celui qui est tenu responsable de l’abus est un personnage d’une certaine importance sociale » (p. 421). Les auteurs défendent que la société, en général, « ne s’étonne pas » (Boltanski et Claverie, 2007, p.421) lorsqu’une transgression est commise par un membre des classes prolétaires, de même qu’elle alloue les tâches de la dénonciation et de la punition aux membres de la couche supérieure (Boltanski et Claverie, 2007, p.421). À l’opposé, dans les cas où ce sont des individus de la strate supérieure qui ont engagé l’acte reproché, les réactions sociales se façonnent différemment dans l’espace social. Un premier levier de l’indignation

collective peut renvoyer à l'impunité accordée à ces individus, et cela en raison au statut social important qu'ils possèdent (Boltanski et Claverie, 2007). Deuxièmement, lorsque des responsables du pouvoir économique et politique transgressent, un climat de tension risque d'être davantage ressenti, car leurs actions « mettent en péril l'ordre moral et social dans son ensemble » (Boltanski et Claverie, 2007, p.421).

Bien qu'une dénonciation publique puisse lever le voile sur des conduites compromettantes ou illégales d'individus des classes sociales, rappelant un déterminant de l'investissement du scandale, un public doit être disponible afin de recevoir et interpréter les faits. Or, une variante substantielle pouvant être ajoutée à cette condition est la taille du public. Comme l'énonce Dampierre (1954), « l'extension du scandale semble dépendre de la taille de son public » (p.332). À l'instant où un scandale est 'médiatisé', cela peut expliquer pourquoi ce dernier, auparavant local, atteint maintenant une plateforme internationale. Les paragraphes suivants soulignent « la force déstabilisatrice » que possèdent les médias, et a priori tout instrument de communication, dans les sociétés modernes (De Blic et Lemieux, 2005, p. 32).

### **3.3 Les médias et le rôle joué lors de la dénonciation publique**

À la comparaison des sociétés 'prémédiatiques'<sup>75</sup>, les plateformes de communication<sup>76</sup> ont modifié « les conditions de production » (De Blic et Lemieux, 2005, p. 34) et la visibilité des scandales. Il est toutefois important de préciser que les journalistes « ne sont pas les découvreurs des transgressions qu'ils portent à la connaissance de leur public »<sup>77</sup> (De Blic et Lemieux, 2005, p. 34 ; Schlesinger, 1992). Sur ce point, Thompson (2005) indique la pertinence d'aborder la présence médiatique des scandales contemporains comme étant des « climats de désapprobation » (p.76). Les tensions sont créées par « l'accumulation des 'unes' des journaux, par l'émission de jugements négatifs dans la presse, ou par la production de caricatures » (De Blic et Lemieux, p. 33).

---

<sup>75</sup> Les auteurs défendent, bien que présents à ces moments historiques, les scandales ou les 'affaires' étaient, toutefois 'localisés' ou limités à un nombre d'individus (Thompson, 2005 ; De Blic et Lemieux, 2005). Avec l'arrivée de l'imprimerie (XVe et XVIe en Europe), plus d'individus ont eu accès aux nouvelles (Thompson, 2005).

<sup>76</sup> La presse écrite, l'Internet ou la télévision.

<sup>77</sup> Ce point est notamment important pour ne pas tomber dans une approche 'médiacentrisme' du scandale (Thompson, 2005 ; De Blic et Lemieux, 2005).

### *La visibilité médiatique et l'interaction sociale*

Dans un même ordre d'idées, il est pertinent de souligner la composante interactionnelle pouvant être rattachée aux médias (Thompson 1995 ; 2005). Les nouvelles sont transmises de façon instantanée, les informations sont denses, alors qu'un nombre indéfini d'individus ont accès à l'information (De Blic et Lemieux, 2005, p.33 ; Thompson, 1995, 2005).

Thompson (2005) porte l'attention sur les transformations suscitées par la présence des formes médiatisées de communication sur la représentation publique des dirigeants politiques et économiques. Il est d'avis que les médias accentuent la vitrine de publicisation envers ces individus, les actions entreprises, de même que les propos qu'ils ont tenus et rendus public. (Thompson, 1995, 2005 ; Curtice, 2011).

Il est possible d'enquêter sur les réponses publiques en tenant compte du contenu des discours rapportés par les médias. Ciblant trois responsables politiques mis en cause à la suite des révélations des 'Panama papers', les analyses s'inscrivent en complémentarité avec le cadre théorique de la sociologie du scandale et des destins possibles.

## **Chapitre 4 : la méthodologie**

Le présent chapitre se consacre à la méthodologie de la recherche. Il est possible de référer aux justifications à l'emploi de la méthode dans les sous-sections suivantes. Le chapitre expose également le processus de la collecte de données et les stratégies d'analyse, alors que les limites du projet concluent les présents écrits.

#### **4.1 La méthodologie : l'analyse de contenu**

Bien que quelque peu abordée dans les pages précédentes, la méthode employée est l'analyse de contenu. Tenant compte de l'objectif de la recherche et la source des données, cette démarche apparaît justifiée et pertinente. Afin de rendre la section uniforme, il est légitime de soulever la subtilité lexicale relevant des expressions de « l'analyse du contenu » et « l'analyse de contenu ». Dans un premier temps, l'analyse du contenu renvoie à « l'ensemble des éléments d'une représentation sociale » (Flament, 2003, p. 225), c'est-à-dire les opinions, les attitudes, etc. (Bardin, 2013). Dans un deuxième temps, l'analyse de contenu réfère aux méthodes par lesquelles le chercheur accède et examine ces composantes (Bardin, 2013).

Avant toute chose, « l'objet de l'analyse de contenu est la communication » (Cellard, 1997 ; Negura, 2006). Ce point permet de faire le pont avec la composante interactionnelle que joint Thompson (1995 ; 2005) ainsi que d'autres auteurs aux médias et parallèlement, à la présence de révélations dans la sphère médiatique. Ainsi, les médias « fournissent le matériel pour alimenter la communication sociale » (Negura, 2006, p. 3), et cela entre la production d'une nouvelle (émetteur) et la réception dans le public (récepteur).

Dans ce sens, l'analyse de contenu correspond à « un ensemble de techniques d'analyse des communications visant, par des procédures systématiques et objectives de description du contenu des énoncés, à obtenir des indicateurs (quantitatif ou non) permettant l'inférence de connaissances relatives aux conditions de production/réception (variables inférées) de ces énoncés » (Bardin, 2013, p. 43, Landry 1997).

Ainsi, « le support de l'analyse de contenu est le discours produit dans le processus de communication » (Bardin, 2013, p. 45). Les écrits ou alors les messages formant un discours représentent des indicateurs permettant de donner un sens au contenu (Doise et Clémence, 1992).

#### **4.1.1 Les justifications de la méthodologie : le contenu et les discours écrits**

Les documents écrits sont une source de données offrant un support significatif aux études entourant la compréhension et la documentation d'une représentation sociale (Cellard, 1996 ; Franzosi, 1998 ; Price 2012). À vrai dire, il est possible de retracer les documents ayant été publiés sous une forme écrite et soulignant la possibilité d'interpréter le contenu des discours (Stoop, 2011 ; Schulz, 2012). La méthode de la recherche englobe deux processus analytiques reliés aux discours, soit la production et l'évolution de celui-ci (Peelo et Shothill, 2012 ; Chamberlain, 2014 ; Neuendorf, 2017).

##### *La production des discours*

Il est possible de faire des liens entre le discours et l'extérieur, « entre les rapports de forces et les rapports de sens, entre les conditions de production et les processus de production » (Bardin, 1977, p. 45 ; Negura, 2006). L'analyse de contenu permet de s'interroger sur les motivations politiques, sociales et économiques à la publication d'un texte (Curtice et al. 2011). Comme l'affirment les auteurs Levi (2006) et Prince (2012), la méthodologie permet d'intégrer dans un corpus, à la fois, des discours écrits 'top-down', qui partant des individus des classes supérieures s'adressent aux citoyens. Et à l'inverse, des messages 'bottom-up' qui, inspirés par l'opinion des classes prolétaires, ont pour but de rejoindre l'auditoire supérieur.

##### *L'évolution des discours*

En plus de la création du discours, le contenu du document écrit permet l'étude d'un phénomène social 'actuel' et 'passé'. Dès la publication d'un document, il est possible de rattacher l'ancrage de ce dernier à un moment précis (Soulet, 1994). L'analyse du contenu intègre une valeur historique offrant la possibilité au chercheur de reconstituer un événement social, identifier les acteurs et les témoins de la scène (Fines, 2010 ; Peelo et Shothill, 2012 ; Chamberlain, 2014). La variable de la temporalité permet de suivre le processus d'évolution dans le temps, les mutations et les mouvements d'oscillation entre les opinions, les thèmes ou encore les positions sociales (victime, accusé, tripartie) (Neuendorf, 2017). En lien avec le projet de recherche, la couverture médiatique d'un événement et les discours produits correspondent à un « processus dynamique, d'où l'intérêt de recourir à une méthodologie qui permette de suivre l'évolution de la qualification des conduites à l'étude » (Fines, 2010, p. 170).



### *La description de la source des données*

Les médias écrits sont une source d'information importante par laquelle les citoyens accèdent aux nouvelles (Fines, 2010 ; Curtice et al. 2011 ; Price 2012). La disponibilité et la quantité de données médiatiques sont des facteurs non négligeables pour le choix de la source (Glaser et Strauss, 1976 ; Fines, 2010). À ce point, des auteurs soulignent l'unicité et la spécificité des informations rapportées dans les médias, alors que des informations ne pourraient être collectées sous un autre moyen par un chercheur (Klober, 1975 ; Thompson, 2000 ; Levi, 2006 ; Fines, 2010). En lien avec les registres discursifs, les médias ont une fonction narrative, ils exposent les « dialogues, débats, messages, prises de position, contrepropositions, commentaires et actions qui permettent de saisir et expliquer certains phénomènes sociaux » (Fines, 2010, p. 174 ; Thompson, 2000 ; Williams, 2008).

À la lumière de ces éléments, un corpus d'articles de la 'presse écrite' a été constitué et analysé. Ainsi, les données collectées sont des publications de journaux, parutions périodiques, communiqués de presse, commentaires ou citations. Les éléments constituant le corpus ont été recueillis sur les sites Internet officiels de journaux, les plateformes numériques ayant été privilégiées aux versions imprimées des articles. Ce choix renvoie également à la disponibilité des articles. Les sous-sections à venir exposent en détail le cheminement lié à la création de la banque de données.

## **4.2 Le déroulement de la collecte des données**

Dans le but de compléter ce projet, la collecte de données s'est développée en deux temps. Une première étape fait référence aux recherches exploratoires, alors que la seconde concerne la recherche principale du projet. Dans le but de défendre la robustesse et la pertinence du projet, il semble légitime de documenter en détail le déroulement des recherches (Roulston et Shelton, 2015 ; Neuendorf, 2017).

### **4.2.1 Les recherches exploratoires : les deux temps**

La première étape du projet est composée de deux sous-recherches. Ces enquêtes de nature exploratoire sont nécessaires à la familiarisation du sujet et celles-ci ont permis d'affiner

la formulation et l'orientation des questionnements pour la collecte de données subséquentes (Negura, 2006 ; Schulz, 2012).

### *Les stratégies de la collecte de données : les recherches exploratoires*

Lors des recherches exploratoires, la principale stratégie de collecte des informations fut la division de l'épisode des 'Panama papers' sous des séquences. Les données ont été recueillies sous la période du 3 avril au 30 septembre 2016, soit un espace-temps d'environ six mois. La stratégie séquentielle avait pour but de cibler les premières révélations et saisir les dernières informations disponibles dans la vitrine considérée. Il est important de noter que ces deux enquêtes ont été réalisées à l'aide de la plateforme Eureka.cc<sup>78</sup> et des paramètres de recherche ont été employés à cet effet.

### *La première étape de la collecte de données : l'exploration # 1*

Ayant une portée générale, la première clé de recherche employée sur la plateforme Eureka.cc peut se lire comme suit : « TIT\_HEAD= "Panama papers"& LEAD= "Panama papers"& LEAD= "Panama leak"& TIT\_HEAD= "Panama leak" »<sup>79</sup>. De plus, des paramètres de recherche ont été spécifiés afin de rendre l'enquête efficace, tenant compte que celle-ci s'effectue dans l'ensemble des sources de la presse disponibles sur la plateforme. Voici la spécification des critères :

1. **La langue**<sup>80</sup> : des articles de la presse écrite en français ou en anglais ;
2. La couverture géographique : une envergure internationale ou nationale était visée ;
3. Aucune spécificité n'a été soulignée concernant la périodicité des parutions ;
4. Les domaines couverts : droit, économie, politique et gouvernement ou alors les sciences sociales et humaines ;

---

<sup>78</sup> Eureka.cc représente une « base de données multidisciplinaire donnant accès à des revues et des journaux d'actualité du monde entier en texte intégral ainsi qu'à des fils de presse, retranscriptions d'émission de télé et de radio, site Web d'actualité, tweets politiques et blogue (Université de Montréal : *plateforme Eureka.cc*).

<sup>79</sup> La formule renvoie à la présence des mots-clés 'Panama papers' ou 'Panama leak' dans le titre ou l'introduction de l'article de la presse.

<sup>80</sup> Pour plus d'informations, voir la limite linguistique du chercheur au point 4.4 du chapitre.

Ce qui a mené à plus de 486 références journalistiques pour un total de 2 272 articles publiés sur les ‘Panama papers’ entre le 3 avril et le 30 septembre 2016. Les informations inscrites dans le tableau 1 rendent compte de la collecte.

### *La première étape de la collecte de données : l’exploration # 2*

Sous la masse d’informations, la stratégie de recherche fut adaptée afin d’orienter la collecte de données sur différentes thématiques (révélations, accusations, répercussions, etc.), des acteurs individuels impliqués lors des révélations (voir le tableau résumé à l’annexe II concernant les responsables politiques), des institutions financières (HSBC, la Société Générale, etc.) et des pays ou des organisations (Panama, Royaume-Uni, Islande, l’OCDE, etc.) (Amicelle et Bérard, 2017, p. 5). Pour la seconde exploration, une sélection temporaire de journaux a été effectuée.

Les sources de la presse écrite ont été sélectionnées selon les critères suivants :

1. **La langue** : une référence en français ou en anglais ;
2. Le nombre de tirages du journal ;
3. **La notoriété de la référence écrite** <sup>81</sup>;
4. Il est nécessaire que le journal soit disponible sur la plateforme Eureka.cc ;

Un corpus de cinquante journaux<sup>82</sup> a été formé. Le but étant que ce dernier soit représentatif de la presse écrite, tout en limitant les sources non pertinentes. Une attention particulière a été portée afin d’inclure des journaux de pays ou régions d’où proviennent les individus cités sous les ‘Panama papers’ (Chine, Australie, Islande, Argentine, Arabie Saoudite, etc.). Toujours effectuée sous la plateforme Eureka.cc, la formule de recherche étant : « TIT\_HEAD= "Panama papers"& LEAD= "Panama papers"& LEAD= "Panama leak"& TIT\_HEAD= "Panama leak" »<sup>83</sup>. Un total de 1 137 articles publiés sous les ‘Panama papers’ entre le 3 avril et le 30

---

<sup>81</sup> Il est possible de consulter des sites ou des documents listant les journaux de renom de la scène médiatique internationale.

<sup>82</sup> Afin d’alléger la lecture, ce corpus a été inséré à l’annexe IV du mémoire.

<sup>83</sup> Comme mentionné sous l’exploration numéro un, la formule renvoi à la présence des mots-clés ‘Panama papers’ ou ‘Panama leak’ dans le titre ou l’introduction de l’article de la presse.

septembre 2016 ont pu être recueillis. Les informations inscrites dans le tableau 2 rendent compte de la collecte.

**Tableau I. La collecte de données (recherche exploratoire 1)**

Périodes de temps observées	Résultats quantitatifs/nombre de publications (articles, communiqués et fils de presse, presse web et blogue)
<b>Réactions à chaud</b>	
La première semaine : 3 avril au 9 avril 2016	845
La deuxième semaine : 10 avril au 16 avril 2016	462
La troisième semaine : 17 avril au 23 avril 2016	136
La quatrième semaine : 24 avril au 30 avril 2016	86
<b>Total pour le mois d'avril</b>	<b>1 529</b>
Au cours du mois de mai 2016	395
Au cours du mois de juin 2016	145
Au cours du mois de juillet 2016	89
Au cours du mois d'août 2016	44
Au cours du mois de septembre 2016	70
Nombre total de parutions Entre le 3 avril et le 30 septembre 2016	<b>2 272</b> (67,3 % des parutions ont été publiées au cours du mois d'avril)

**Tableau II. La collecte de données (recherche exploratoire 2)**

Périodes de temps observées	Résultats quantitatifs/nombre de publications (articles, communiqués et fils de presse, presse web et blogue)
<b>Réactions à chaud</b>	
La première semaine : 3 avril au 9 avril 2016	563
La deuxième semaine : 10 avril au 16 avril 2016	234
La troisième semaine : 17 avril au 23 avril 2016	59
La quatrième semaine : 24 avril au 30 avril 2016	43
<b>Total pour le mois d'avril</b>	<b>899</b>
Au cours du mois de mai 2016	128
Au cours du mois de juin 2016	58
Au cours du mois de juillet 2016	21
Au cours du mois d'août 2016	7
Au cours du mois de septembre 2016	24
Nombre total de parutions Entre le 3 avril et le 30 septembre 2016	<b>1 137</b> (79,1 % des parutions ont été publiés au cours du mois d'avril)

### *Les constats exploratoires*

D'ordre quantitatif, sous les explorations séquentielles il a été possible de suivre l'évolution du nombre d'articles publiés et souligner les moments forts suite aux révélations des 'Panama papers' (Thompson, 2005 ; Lascoumes, 2016). Les jours suivant les divulgations, soit

la période du 3 au 9 avril 2016, ceux-ci marquent de façon importante la couverture de la presse écrite comprise dans les échantillons provisoires, soit environ 43,35 % (37,2 % pour l'exploration #1 et 49,5 % pour l'exploration #2) de ceux-ci. L'une des motivations à la présentation de ces résultats quantitatifs est la possibilité de réaffirmer les moments forts lors de la collecte de données officielles du projet.

Concernant les données qualitatives, il a été possible de repérer l'apparition récurrente de noms mis en cause dans les 'Panama papers' et différents registres discursifs lors de l'épisode médiatique.

En somme, lors de cette étape préalable à la recherche principale, il a été possible « d'opérationnaliser et synthétiser les idées de départ afin d'aboutir à un plan d'analyse » (Bardin, 1997, p. 29), dans le cas échéant la tenue des trois études de cas. Des indices d'ordre qualitatif et quantitatif ont fait surface, engageant la pertinence « du découpage du corpus en unités comparables et de catégorisation pour l'analyse thématique » (Tesch, 1990 ; Savoie-Zajc, 2000). À la suite de ces bilans, la deuxième étape de ce projet a été entreprise : la recherche principale.

#### **4.2.2 La recherche principale**

Afin de poursuivre la collecte de données, les enquêtes ont été orientées afin de cibler des responsables économiques et politiques impliqués sous les révélations des 'Panama papers'. À titre de rappel, il s'agit du cas de Sigmundur David Gunnlaugsson (Islande), David Cameron (Royaume-Uni) et Malcolm Turnbull (Australie). Ces recherches distinctes se sont efforcées de mettre en relation les liens théoriques rappelant les destins possibles de la dénonciation publique. Les sous-sections à venir exposent le processus de sélection des sources journalistiques et la création du corpus d'articles de la presse écrite pour les analyses.

### *La sélection des journaux*

Il est possible de lire dans la littérature une critique rappelant les influences politiques et économiques derrière la publication de journaux (Parsons, 1989 ; Gamson et al., 1992 ; Fiske, 1994 ; Williams, 2008). Afin de respecter une forme de pluralité, les références de presse intégrées dans le corpus se situent à des endroits différents sur le spectre des orientations et des positions politiques. Dans le but de suivre le déroulement de la couverture et des récits médiatiques, une attention a été portée afin d'inclure des journaux dont les publications sont quotidiennes (Williams, 2008).

Comme il est mentionné ci-haut, les enquêtes ont été réalisées respectivement sur les sites Internet de journaux tirant leur origine de pays d'où s'affairent les personnalités listées dans les 'Panama papers' et ciblées dans ce projet. Pour l'Islande les sources sélectionnées<sup>84</sup> sont : *Iceland Monitor* (1), *IceNews* (2) et *Iceland Review* (3). Dans le cas du Royaume-Uni, il s'agit des journaux : *Financial Times* (1), *The Daily Mail* (2), *The Economist* (3), *The Guardian* (4) et *The Times* (5). Finalement, pour l'Australie : *Green Left Weekly* (1), *Herald Sun* (2), *The Age* (3), *The Australian* (4) et *The Australian Financial Review* (5). Le corpus contient treize références de la presse écrite, pour plus d'information sur celles-ci, il est possible de se référer au tableau 3.

---

<sup>84</sup> Il est possible de se référer aux limites (4.4 du chapitre) pour ce cas.

**Tableau III. Les informations concernant les journaux du corpus**

Nom de la source	L'orientation et la position politique	Couverture géographique, domaine	Langue
<b><u>Les journaux de l'Islande</u></b>			
1. <i>Iceland Monitor</i> (www.icelandmonitor.mbl.is/news/)	Il est l'un des sites Internet les plus consultés par les Islandais. « The focus is on domestic news with good coverage of foreign news, business news, weather, sports, entertainment and lifestyle <sup>85</sup> . Le journal ne s'identifie pas à une position politique.	Site Internet	Anglais
2. <i>IceNews</i> (www.icenews.is)	Il s'agit d'une plateforme Internet indépendante de nouvelles, « IceNews publishes articles on current events, politics, entertainment, culture, travel and forthcoming events in Scandinavia and around Northern Europe ». <sup>86</sup>	Site Internet	Anglais
3. <i>Iceland Review</i> (depuis 1963) (www.icelandreview.com)	Il s'agit d'une presse d'information générale. « <i>Iceland Review</i> includes features on Iceland's culture, society, politics and business. » <sup>87</sup>	Trimestriel, régionale, domaines de la politique, culture islandaise et problèmes sociaux	Anglais
<b><u>Les journaux du Royaume-Uni</u></b>			
1. <i>Financial Times</i> (Londres, depuis 1888) (www.ft.com)	Le journal a une orientation 'libérale-économique', au sens où ses prises de position sont parallèles aux intérêts de la bourse et la finance. Il se positionne près du Parti conservateur britannique. <sup>88</sup> <i>Financial Times</i> est reconnu pour son journalisme d'enquête et la couverture nationale ainsi qu'internationale. Le journal rejoint environ 1,6 million de lecteurs, dans plus de 24 villes.	Quotidien international, domaines de la finance et la gestion assurance	Anglais
2. <i>The Daily Mail</i> (Londres, depuis 1896) (www.dailymail.co.uk/home/index.html)	Il s'agirait du « Britain's <u>most right-wing</u> newspaper ». <sup>89</sup> Au sens où il est anti-immigration, anti-avortement, etc. Ainsi, 80 % des	Quotidien national, domaine généraliste	Anglais

<sup>85</sup> Repéré sur le site Internet de la référence : <https://icelandmonitor.mbl.is/news/about/>

<sup>86</sup> Repéré sur le site Internet de la référence : <https://www.icenews.is/about/#axzz4nlbAwOJX>

<sup>87</sup> Repéré sur le site Internet de la référence : <https://www.icelandreview.com/about-us/>

<sup>88</sup> À propos du Financial Times : <https://aboutus.ft.com/en-gb/>

<sup>89</sup> <https://yougov.co.uk/topics/politics/articles-reports/2017/03/07/how-left-or-right-wing-are-uks-newspapers>

Nom de la source	L'orientation et la position politique	Couverture géographique, domaine	Langue
	lecteurs considèrent le journal comme étant de <u>centre droit/populiste</u> . La ligne directrice est plutôt conservatrice <sup>90</sup> .		
3. <i>The Economist</i> (Londres, depuis 1843) (www.economist.com)	Le journal s'auto-définit comme ayant une ligne éditoriale de <u>centre progressisme</u> . Il est notamment reconnu pour s'adresser à des lecteurs éduqués <sup>91</sup> . <i>The Economist</i> défend une doctrine libéralisme économique, ainsi il est favorable à la mondialisation, à la légalisation de drogues et au libre-échange <sup>92</sup> .	Quotidien international, domaine économie	Anglais
4. <i>The Guardian</i> (Londres, depuis 1821) (www.theguardian.com/us)	Le journal a une position de <u>centre gauche</u> , progressif, référant à une orientation 'sociale-libéralisme'. La ligne éditoriale est plus travailliste, il est réputé être un journal pour les « intellos de gauche » <sup>93</sup> . <i>The Guardian</i> représente le « Britain's <u>most left-wing newspaper</u> » <sup>94</sup> .	Quotidien national, domaine généraliste	Anglais
5. <i>The Times</i> (Londres, depuis 1785) (www.thetimes.co.uk)	Le journal a une position de <u>centre droit</u> , tout en défendant l'idée d'une coalition avec les libéraux démocrates. <i>The Times</i> se positionne près des conservateurs. <sup>95</sup> Les lecteurs de ce journal sont davantage des électeurs de <u>centre</u> ou « <u>fairly right-wing</u> » (28 % dans les deux cas). <sup>96</sup>	Quotidien national, domaine généraliste	Anglais

<sup>90</sup> [http://www.humantruth.info/uk\\_newspapers\\_comparison.html](http://www.humantruth.info/uk_newspapers_comparison.html)

<sup>91</sup> <https://www.monde-diplomatique.fr/2012/08/ZEVIN/48061>

<sup>92</sup> Repéré sur le site Internet de la référence : <https://www.economist.com/the-economist-explains/2013/09/02/is-the-economist-left-or-right-wing>

<sup>93</sup> Repéré sur le site Internet de la référence : <https://www.theguardian.com/about>

<sup>94</sup> <https://yougov.co.uk/topics/politics/articles-reports/2017/03/07/how-left-or-right-wing-are-uks-newspapers>

<sup>95</sup> [http://www.humantruth.info/uk\\_newspapers\\_comparison.html](http://www.humantruth.info/uk_newspapers_comparison.html)

<sup>96</sup> <https://yougov.co.uk/topics/politics/articles-reports/2017/03/07/how-left-or-right-wing-are-uks-newspapers>



Nom de la source	L'orientation et la position politique	Couverture géographique, domaine	Langue
<b><u>Les journaux de l'Australie</u></b>			
1. <i>Green Left Weekly</i> (depuis 1991) (www.greenleft.org.au)	Il s'agit du journal officiel du <i>Democratic socialiste Party</i> en Australie. Un journal de la <u>gauche radicale</u> revendiquant la lutte quotidienne des travailleurs contre la classe dirigeante.	Hebdomadaire régional, domaine généraliste	Anglais
2. <i>Herald Sun</i> (Melbourne, depuis, 1990) (www.heraldsun.com.au)	Ayant une position de <u>centre gauche</u> , le journal publie davantage des éditoriaux sous une vision conservatrice. <i>Herald Sun</i> est le journal distribuant le plus de tirages en Australie, il rejoint près de 4,3 millions de personnes <sup>97</sup> .	Quotidien national, domaine généraliste	Anglais
3. <i>The Age</i> (Melbourne, depuis 1854) (www.theage.com.au)	Ayant une orientation de <u>centre</u> , le journal appuie des positions sociales-démocrates ainsi que des mesures pro-libre-échanges. <i>The Age</i> a plutôt une position libérale sur les questions sociales. Son principal concurrent étant le <i>Herald Sun</i> , à Melbourne <sup>98</sup> .	Quotidien national, domaine généraliste	Anglais
4. <i>The Australian</i> (Sydney, depuis 1964) (www.theaustralian.com.au)	Ayant une <u>approche plus libérale</u> sur les questions sociales. Le journal prend position en faveur de politiques favorisant le libre-échange et l'économie de marché.	Quotidien national, domaine généraliste	Anglais
5. <i>The Australian Financial Review</i> (Sydney, depuis 1951) (www.afr.com)	Appuyant le rationalisme économique, sous une ligne éditoriale soulignant la dérégulation, la privatisation et la libéralisation du commerce <sup>99</sup> .	Quotidien national, domaine économique	Anglais

<sup>97</sup> Repéré sur le site Internet de la référence : <https://www.heraldsun.com.au/help/about>

<sup>98</sup> Repéré sur le site Internet de la référence : <https://mediabiasfactcheck.com/the-age-australia/>

<sup>99</sup> Repéré sur le site Internet de la référence : <https://www.afr.com/about-us>

### *Les stratégies de la collecte de données : la recherche officielle*

Tout comme les recherches exploratoires, certains paramètres ont été utilisés afin de mener des enquêtes uniformes et efficaces sur les sites Internet respectifs.

1. **La temporalité** : les données ont été collectées entre les dates du 3 avril et du 30 septembre 2016, soit environ six mois ;
2. **La langue** : seulement des documents écrits en français et en anglais ont pu être inclus dans le corpus ;
3. **Les mots-clés** : « Panama papers » et « Panama leak » ont été les mots-clés utilisés sur les plateformes respectives. Également, l'emploi de la clé de recherche « Panama papers AND Sigmundur David Gunnlaugsson » dans les références islandaises, « Panama papers AND David Cameron » dans les références britanniques et « Panama papers AND Malcolm Turnbull » dans les références australiennes ;

Il est également pertinent de mentionner que les journaux *The Guardian* et *Financial Times* possèdent un dossier spécial sur les révélations des 'Panama papers', nommé « Panama papers leak ». Ces recueils d'articles ont accompagné le processus de la collecte des données.

### *La présentation des résultats : le tableau récapitulatif et les données détaillées*

L'ensemble des valeurs collectées sont disponibles dans les tableaux 4 (le récapitulatif) et 5 (la banque de données détaillée). La banque de données contient un total de 671 documents de la presse écrite. Séparément, pour le cas de l'Islande : 84, le Royaume-Uni : 381 et pour l'Australie : 206.

**Tableau IV. Le récapitulatif des articles de la presse écrite collectés**

Les pays	Périodes de temps observées (2016)										
	Le nombre de publications										
	Avril (semaine)					Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Total
	1	2	3	4	Total						
Islande	33	5	5	8	51	13	3	2	6	9	84
Royaume-Uni	217	86	16	12	331	28	7	5	6	4	381
Australie	84	36	16	4	140	38	14	6	2	6	206
<b>Totaux</b>	<b>334</b>	<b>127</b>	<b>37</b>	<b>24</b>	<b>522</b>	<b>79</b>	<b>24</b>	<b>13</b>	<b>14</b>	<b>19</b>	<b>671</b>

**Tableau V. La banque de données détaillée (les articles de presse)**

Les périodes de temps observées	Les noms des sources de presse écrite/sites Internet (cas de l'Islande)	Nombre de documents abordant les 'Panama papers'
<b><u>Les articles de la presse islandaise</u></b>		
<b>3 avril au 9 avril 2016</b> (première semaine suite aux révélations des 'Panama papers')	Iceland review	12
	IceNews – News for the Nordics	5
	Iceland monitor	16
	<b>Sous total</b>	<b>33</b>
<b>10 avril au 16 avril 2016</b> (deuxième semaine suite aux révélations des 'Panama papers')	Iceland review	3
	IceNews – News for the Nordics	0
	Iceland monitor	2
	<b>Sous total</b>	<b>5</b>
<b>17 avril au 23 avril 2016</b> (troisième semaine suite aux révélations des 'Panama papers')	Iceland review	1
	IceNews – News for the Nordics	1
	Iceland monitor	3
	<b>Sous total</b>	<b>5</b>
<b>24 avril au 30 avril 2016</b> (quatrième semaine suite aux révélations des 'Panama papers')	Iceland review	2
	IceNews – News for the Nordics	2
	Iceland monitor	4
	<b>Sous total</b>	<b>8</b>
	<b>Total pour le mois d'avril</b>	<b>51</b>
<b>Mois de mai 2016</b>	Iceland review	7
	IceNews – News for the Nordics	4
	Iceland monitor	2
	<b>Sous total pour le mois de mai</b>	<b>13</b>
<b>Mois de juin 2016</b>	Iceland review	0
	IceNews – News for the Nordics	1
	Iceland monitor	2
	<b>Sous total pour le mois de juin</b>	<b>3</b>
<b>Mois de juillet 2016</b>	Iceland review	1
	IceNews – News for the Nordics	0
	Iceland monitor	1
	<b>Sous total pour le mois de juillet</b>	<b>2</b>

<b>Mois d'août 2016</b>	Iceland review	2
	IceNews – News for the Nordics	1
	Iceland monitor	3
	<b>Sous total pour le mois d'août</b>	<b>6</b>
<b>Mois de septembre 2016</b>	Iceland review	5
	IceNews – News for the Nordics	1
	Iceland monitor	3
	<b>Sous total pour le septembre</b>	<b>9</b>
<b>Total des articles <u>de la presse écrite islandaise</u></b>		<b>84</b>
<b><u>Les articles de la presse britannique</u></b>		
<b>3 avril au 9 avril 2016</b> (première semaine suite aux révélations des 'Panama papers')	Financial Times	45
	The Daily Mail	75
	The Economist	7
	The Guardian	89
	The Times	1
	<b>Sous total</b>	<b>217</b>
<b>10 avril au 16 avril 2016</b> (deuxième semaine suite aux révélations des 'Panama papers')	Financial Times	21
	The Daily Mail	34
	The Economist	5
	The Guardian	24
	The Times	2
	<b>Sous total</b>	<b>86</b>
<b>17 avril au 23 avril 2016</b> (troisième semaine suite aux révélations des 'Panama papers')	Financial Times	3
	The Daily Mail	11
	The Economist	0
	The Guardian	1
	The Times	1
	<b>Sous total</b>	<b>16</b>
<b>24 avril au 30 avril 2016</b> (quatrième semaine suite aux révélations des 'Panama papers')	Financial Times	3
	The Daily Mail	4
	The Economist	2
	The Guardian	1
	The Times	2
	<b>Sous total</b>	<b>12</b>

	<b>Total pour le mois d'avril</b>	<b>331</b>
<b>Mois de mai 2016</b>	Financial Times	5
	The Daily Mail	13
	The Economist	2
	The Guardian	6
	The Times	2
	<b>Sous total pour le mois de mai</b>	<b>28</b>
<b>Mois de juin 2016</b>	Financial Times	4
	The Daily Mail	0
	The Economist	1
	The Guardian	0
	The Times	2
	<b>Sous total pour le mois de juin</b>	<b>7</b>
<b>Mois de juillet 2016</b>	Financial Times	2
	The Daily Mail	0
	The Economist	0
	The Guardian	2
	The Times	1
	<b>Sous total pour le mois de juillet</b>	<b>5</b>
<b>Mois d'août 2016</b>	Financial Times	3
	The Daily Mail	1
	The Economist	0
	The Guardian	0
	The Times	2
	<b>Sous total pour le mois d'août</b>	<b>6</b>
<b>Mois de septembre 2016</b>	Financial Times	0
	The Daily Mail	0
	The Economist	1
	The Guardian	2
	The Times	1
	<b>Sous total pour le septembre</b>	<b>4</b>
<b>Total des articles <u>de la presse écrite britannique</u></b>		<b>381</b>
<b><u>Les articles de la presse australienne</u></b>		
<b>3 avril au 9 avril 2016</b> (première semaine suite aux révélations des 'Panama papers')	Green Left Weekly	4
	Herald Sun	18
	The Age	29

	The Australian	13
	The Australian Financial	20
	<b>Sous total</b>	<b>84</b>
<b>10 avril au 16 avril 2016</b> (deuxième semaine suite aux révélations des ‘Panama papers’)	Green Left Weekly	4
	Herald Sun	3
	The Age	11
	The Australian	3
	The Australian Financial	15
	<b>Sous total</b>	<b>36</b>
<b>17 avril au 23 avril 2016</b> (troisième semaine suite aux révélations des ‘Panama papers’)	Green Left Weekly	3
	Herald Sun	0
	The Age	4
	The Australian	3
	The Australian Financial	6
	<b>Sous total</b>	<b>16</b>
<b>24 avril au 30 avril 2016</b> (quatrième semaine suite aux révélations des ‘Panama papers’)	Green Left Weekly	0
	Herald Sun	0
	The Age	1
	The Australian	1
	The Australian Financial	2
	<b>Sous total</b>	<b>4</b>
	<b>Total pour le mois d’avril</b>	<b>140</b>
<b>Mois de mai 2016</b>	Green Left Weekly	2
	Herald Sun	5
	The Age	9
	The Australian	7
	The Australian Financial	15
	<b>Sous total pour le mois de mai</b>	<b>38</b>
<b>Mois de juin 2016</b>	Green Left Weekly	1
	Herald Sun	0
	The Age	5
	The Australian	2
	The Australian Financial	6
	<b>Sous total pour le mois de juin</b>	<b>14</b>
<b>Mois de juillet 2016</b>	Green Left Weekly	1
	Herald Sun	0

	The Age	3
	The Australian	0
	The Australian Financial	2
	<b>Sous total pour le mois de juillet</b>	<b>6</b>
<b>Mois d'août 2016</b>	Green Left Weekly	0
	Herald Sun	0
	The Age	0
	The Australian	0
	The Australian Financial	2
	<b>Sous total pour le mois d'août</b>	<b>2</b>
<b>Mois de septembre 2016</b>	Green Left Weekly	1
	Herald Sun	0
	The Age	4
	The Australian	0
	The Australian Financial	1
	<b>Sous total pour le septembre</b>	<b>6</b>
<b>Total des articles <u>de la presse écrite australienne</u></b>		<b>206</b>
<b>Total des articles constituant le <u>corpus</u></b>		<b>671</b>

### *Les stratégies d'analyse et la sélection des données constituant le corpus*

Les résultats ont été filtrés manuellement par l'auteur du mémoire. À vrai dire, après avoir pris connaissance des 671 articles présents dans la banque de données, des stratégies ont été déployées afin de rendre les analyses efficientes. Ainsi, dans le but « d'appliquer au corpus de données des traitements autorisant l'accès à une signification répondant à la problématique, mais ne dénaturant pas le contenu initial » (Robert et Bouillaguet, 1997, p. 30), deux stratégies clés ont été mobilisées : la catégorisation des articles<sup>100</sup> et l'attribution d'unités de codage<sup>101</sup>.

Tout d'abord, une grille de lecture<sup>102</sup> a été appliquée à chacun des articles afin de faire ressortir la tonalité des écrits et les acteurs en cause. L'identification et les définitions des thèmes (la classification/catégorisation) se sont développées en concomitance à la lecture des articles, autrement dit aucune catégorie n'a été préétablie afin d'éviter l'inclusion de présupposé lors de la classification des textes. D'une façon brève, les titres de la catégorisation vont comme suit<sup>103</sup> : premièrement les textes de nature générale, c'est-à-dire abordant les révélations des 'Panama papers' sous un angle explicatif ont été regroupés ensemble. La deuxième catégorie renvoi aux articles entourant la firme d'avocats Mossack Fonseca. Troisièmement, les documents abordant les institutions financières. Quatrièmement, les organisations internationales et nationales ou autres et les implications à la lutte contre l'évasion fiscale (OCDE, L'Union européenne, etc.). Cinquièmement, les publications abordant les pays (Panama, France, etc.). Sixièmement, les textes portant sur des individus impliqués à la suite des révélations sont regroupés dans une même catégorie.

---

<sup>100</sup> La catégorisation renvoie à la création de rubriques « rassemblant des éléments ayant des caractères communs sous un titre générique [...]. Il s'agit de la classification d'éléments constitutifs d'un ensemble par différenciation, puis regroupement par genre (analogie) d'après des critères définis, voulant représenter des données brutes » (Bardin 1977).

<sup>101</sup> Le codage, quant à lui consiste à « appliquer les catégories au corpus [...] des segments déterminés de contenu que le chercheur a décidé de retenir pour le faire entrer dans la grille d'analyse » (Robert et Bouillaguet, 1997, p. 30; Walin, 2007). Le codage des articles permet également la quantification et la numération des composantes pertinentes afin de soutenir les analyses.

<sup>102</sup> Le gabarit de cette grille de lecture ainsi que des exemples de la composition ont été insérés à l'annexe VI. La grille de lecture a permis de déterminer le but ou l'objectif lors de la familiarisation au sujet; situer les articles dans leur contexte; cibler l'essentiel du contenu des écrits; identifier diverses composantes (acteurs, périodisation, citations pertinentes, etc.). La grille de lecture est notamment plus descriptive qu'analytique, toutefois préalable à la grille nommée 'analyse'.

<sup>103</sup> Il est possible de référer à une description plus complète des définitions des catégories à l'annexe V.



Souhaitant avoir recours à un outil visuel au déroulement des révélations, et cela pour chacun des pays ciblés, les titres des publications écrites ont été listés chronologiquement dans des documents séparés pour les trois cas (Islande, le Royaume-Uni et l'Australie). Les 'unes' ont été énumérées afin d'illustrer le lien avec la conceptualisation du 'climat de désapprobation' que souligne Thompson (1995 ; 2005)<sup>104</sup> dans son étude sur la dénonciation publique dans la couverture médiatique. Les titres de la presse écrite offrent une visualisation primaire à la reconstitution des destins analysés, parallèlement le listage a servi à la comparaison des cas. Lorsque des articles ont paru la même journée, des spécifications ont orienté la présentation listée de ceux-ci.

Le document contenant les listes des parutions a d'abord été créé à l'aide du tableur Microsoft Excel, par la suite les informations ont été extraites afin de présenter des segments dans le présent mémoire (voir l'annexe VII). Il comprend les informations suivantes : la numérotation des articles, la date de parution, le nom de la référence, le titre de l'article (la 'une'), le lien Internet afin d'accéder au texte et le code de la classification (allant du chiffre un à six). Ce point amène à la seconde unité d'analyse, soit le codage des articles sous les thématiques mentionnées ci-dessus.

Lors des activités de codage, le logiciel d'analyse de données qualitatives *NVivo 7* a été utilisé. Les paramètres et fonctionnalités de cet outil ont notamment permis, sous l'attribution de codes aux articles, la structuration et l'organisation de la banque de données. Il a été possible d'observer la récurrence de certaines catégories de codes, l'identification de moments et acteurs clés, la manipulation d'extraits, en plus d'établir différents liens entre des enjeux.

Une technique subséquente fut utilisée, celle-ci renvoie à la segmentation ou l'organisation temporelle des articles sous les 'Panama papers'. Comme il y a eu éclatement des révélations en date du 3 avril 2016, les semaines suivantes ont été analysées séparément pour relever 'les réactions à chaud', soit du 3 au 9 avril 2016, du 10 au 16 avril 2016, du 17 au 23 avril 2016 et du 24 au 30 avril 2016. Ensuite, les périodes ont été étalées mensuellement : mai, juin, juillet,

---

<sup>104</sup> À titre de rappel, il s'agit de « l'accumulation des 'unes' des journaux, par l'émission de jugements négatifs dans la presse, ou par la production de caricatures » (De Blic et Lemieux, p. 33).

août et septembre, toujours dans le but de suivre l'évolution de l'évènement social et repérer les moments clés.

L'ensemble des textes de presse écrite collectés lors de la recherche principale ont été inclus dans le corpus puisque, bien que ceux-ci ne ciblent pas directement les responsables politiques et économiques d'où sont orientées les études de cas, ils sont pertinents à l'analyse de la couverture médiatique des 'Panama papers'. Or, les unités de classification ou de codage ont permis le décompte de documents abordant plus spécifiquement l'élu dans le pays concerné. Le tableau suivant contient ces informations.

**Tableau VI. Les documents écrits abordant plus spécifiquement les responsables politiques et économiques ciblés**

Les pays	Périodes de temps observées (2016)										
	Le nombre de publications										
	Avril (semaine)					Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Total
	1	2	3	4	Total						
Islande ; <b>Sigmundur David Gunnlaugsson</b>	25	4	1	0	30	5	3	1	5	7	51
Royaume-Uni ; <b>David Cameron</b>	83	47	4	0	134	6	1	0	0	0	141
Australie ; <b>Malcom Turnbull</b>	7	2	3	0	12	15	6	0	0	0	33
<b>Totaux</b>	115	53	8	0	176	26	10	1	5	7	225

À la suite de ce tri, il est possible d'isoler 225 textes du corpus, alors que ces révélations ciblent davantage les représentants de l'Islande (51 textes sous le codage 6.1), le Royaume-Uni (141 textes sous le codage 6.2) et l'Australie (33 textes sous le codage 6.3).

#### *Le traitement et l'interprétation des données : les grilles d'analyses*

Comme il est précédemment mentionné, concernant les analyses de contenu, les documents écrits composant le corpus ont été lus et analysés par l'auteur du présent mémoire. Dans un premier temps, les cas ciblés (Islande, Royaume-Uni et l'Australie) ont été interprétés séparément, alors que dans un second lieu, des liens ont été faits entre les différents récits.

À cette étape, notamment à la suite de la collecte de données et la sollicitation de stratégies d'analyse, intervient le traitement et l'interprétation des informations recueillies. Autrement dit,

cela « consiste à prendre appui sur les éléments mis au jour par la catégorisation pour fonder une lecture significative, originale et objective du corpus étudié » (Robert et Bouillaguet, 1997, p. 31). Il a été possible de produire des opérations statistiques simples : des pourcentages, des ratios, en plus de construire des tableaux de résultats et des figures. Ces différents éléments sont mis en relief dans le chapitre des analyses.

Dans le but de rendre compte du déroulement des révélations des ‘Panama papers’, les écrits de la section des analyses s’articulent autour « d’une série de citations choisies pour leur caractère représentatif » (Amicelle et Bérard, 2017, p. 5) des contenus et des discours dans les textes, ceux-ci ayant été préalablement traités lors de la collecte des données.

Afin d’évaluer la fécondité et la valeur des hypothèses formulées<sup>105</sup>, des grilles d’analyses ont été construites. Celles-ci exposent les points de mire des trois études de cas, notamment soutenus par la lecture des articles de presse écrite ainsi que par les stratégies d’interprétation de différents discours tenus. Une première grille se voulant plus descriptive<sup>106</sup>, aborde en détail les spécificités des études de cas : l’Islande, le Royaume-Uni et l’Australie. Concernant la seconde, celle-ci vise à comparer des éléments entre les différents récits médiatiques mettant en cause les acteurs politiques d’où sont orientées les analyses. Cette même grille permet de faire des rapprochements et des distinctions entre le cas de Sigmundur David Gunnlaugsson (Islande), David Cameron (Royaume-Uni) et Malcolm Turnbull (Australie), ceux-ci mis en cause sous les révélations des ‘Panama papers’. Afin de limiter la densité de ce chapitre méthodologique, seulement la grille ayant servi à la comparaison des cas a été incluse dans le mémoire (voir les pages suivantes). Il est à noter que la grille ‘comparative’ (la seconde) reprend une majorité d’éléments présents dans celle de nature plus ‘descriptive’ (la première), toutefois l’organisation des données est plus pertinente pour distinguer et lier des valeurs entre les études de cas. Ces

---

<sup>105</sup> Il s’agit de la mise en relation des destins possibles de la dénonciation publique et des récits de trois acteurs politiques impliqués dans les révélations des ‘Panama papers’.

<sup>106</sup> Concernant la grille d’analyse, celle-ci a permis « d’examiner différentes dimensions d’une même problématique, révéler des forces, des lacunes, des contradictions ou des incohérences » (Seignour, 2011). Cette grille, se voulant approfondie, a pour but de révéler « les champs sémantiques, les modes d’argumentation et de légitimation, la structuration ou le système d’énonciation, autrement dit la façon dont l’émetteur s’implique dans sa production et y implique le(s) destinataire(s) » (Garric et al., 2006 ; Seignour, 2009).

éléments de comparaison sont davantage mobilisés dans le chapitre de la discussion, celui-ci étant réservé à la comparaison des cas.

## La grille d'analyse comparative

<u>Les éléments comparatifs</u>	<u>Les études de cas</u>		
	<b>1. L'Islande</b> Sigmundur David Gunnlaugsson	<b>2. Le Royaume-Uni</b> David Cameron	<b>3. L'Australie</b> Malcolm Turnbull
<b>Les éléments spécifiques</b>			
<p><b>A) Les caractéristiques de la couverture médiatique.</b> Est-ce que l'attention envers l'acteur politique ciblé est maintenue dans l'ensemble de la fenêtre temporelle analysée ?</p> <p>Une attention cyclique, de gradation, ou allant vers une dégradation.</p>	<p>Le pourcentage de la couverture médiatique axée sur l'élu représente <b>60,7 %</b> (51 sur un total de 84 documents) des publications islandaises abordant les 'Panama papers'. Le corpus islandais est composé de <b>84 documents</b>, dont <b>51 abordent explicitement les conduites de l'ancien premier ministre islandais</b>.</p> <p>Concernant les textes codés 6.1 (51 textes), <b>49,0 % sont parus dès la première semaine</b> (3 au 9 avril 2016). Le mois d'avril 2016 représente près de 59,0 % des articles publiés (30 sur un total de 51 documents).</p> <p>Le nombre de parutions <b>décroît</b> suivant l'avancement du mois d'avril 2016, pour ensuite <b>reprendre</b> quelque peu lors des mois de mai (9,8 %), août (9,8) et septembre (13,7 %) 2016. Le niveau d'attention plutôt variable en intensité est concomitant aux diverses stratégies mobilisées par l'ancien premier ministre (prises de parole, partage des états financiers ; mai 2016).</p> <p>Alors que l'étude de cas se termine lors d'une campagne électorale (septembre 2016).</p>	<p>Le pourcentage de la couverture médiatique axée sur l'élu représente <b>37,0 %</b> (141 sur un total de 381 documents) des publications britanniques abordant les 'Panama papers'. Le corpus britannique est composé de 381 articles, dont 141 abordent <b>explicitement les conduites de l'ancien premier ministre britannique</b>.</p> <p>Concernant les textes codés 6.2 (141 textes), <b>58,7 % sont parus dès la première semaine</b> (3 au 9 avril 2016). Le mois d'avril 2016 représente 95,0 % des articles publiés (134 sur un total de 141 textes).</p> <p>Bien que <b>mouvementées lors du mois d'avril 2016</b> (95,0 %), pour ce cas les publications de la presse écrite citant l'ancien PM vont davantage <b>vers un décroissement</b>. Sous plusieurs mois (juillet, août et septembre 2016), aucun texte ciblant explicitement M. Cameron n'a été dénoté ; la valeur 0 % est attribuée à ces moments. À l'opposé, les premières semaines du mois d'avril 2016 (du 3 au 16 avril) semblent plus réversibles alors qu'une part importante des prises de position, des échanges entre acteurs et des stratégies défensives ont été mobilisées impactant les enjeux à la qualification des conduites.</p> <p>Alors que l'étude de cas se termine à la suite du vote sur le référendum déterminant l'appartenance du Royaume-Uni à l'Union européenne (UE).</p>	<p>Le pourcentage de la couverture médiatique axée sur l'élu représente <b>16,0 %</b> (33 sur un total de 206 documents) des publications australiennes abordant les 'Panama papers'. Le corpus australien est composé de 206 textes, dont 33 abordent <b>explicitement les conduites de l'ancien premier ministre australien</b>.</p> <p>Concernant les textes codés 6.3 (33 textes), <b>45,5 % sont parus au cours du mois de mai 2016</b>. Ainsi, il a fallu attendre un certain moment avant que des conduites soient problématisées ou rationalisées. Conjointement, les premiers écrits abordant M. Turnbull dans les 'Panama papers' peuvent se lire en date du 11 mai 2016.</p> <p>À l'étude de ce cas, l'attention médiatique semble être <b>'cyclique'</b>. Toujours sous le code 6.3, 7 textes sont publiés la première semaine du mois d'avril 2016. Ensuite, l'attention est peu soutenue concernant le reste du mois d'avril 2016. Puis 15 textes sont publiés au mois de mai 2016, 6 pour le mois de juin. Ces deux mois représentent <b>63,6 %</b> de la couverture. Il n'y a aucun texte repéré pour les mois de juillet, août et septembre 2016.</p> <p>L'étude du cas australien, c'est-à-dire les impacts des révélations fiscales m'étant en cause l'ancien PM, s'effectue au même moment où la campagne électorale et les élections ont lieu en Australie</p>

<u>Les éléments comparatifs</u>	<u>Les études de cas</u>		
	<b>1. L'Islande</b> Sigmundur David Gunnlaugsson	<b>2. Le Royaume-Uni</b> David Cameron	<b>3. L'Australie</b> Malcolm Turnbull
	Bien que l'attention médiatique envers Sigmundur David Gunnlaugsson soit décroissante et variable suivant la première semaine du mois d'avril 2016, <b>celle-ci est maintenue dans l'ensemble de la période observée dans le corpus islandais.</b>	L'attention médiatique envers David Cameron est plus qu'importante et déterminante lors du mois d'avril 2016, <b>celle-ci n'est pas maintenue dans l'ensemble de la période observée dans le corpus britannique.</b> À titre de rappel, les mois de juillet, août et septembre 2016 ont une valeur nulle.	(2016). À la comparaison du cas de l'Islande, cette élection s'inscrit à la fin du mandat politique. En Islande, la demande électorale semble être concomitante aux révélations des 'Panama papers'.  Pour ce cas, il serait possible d'affirmer que l'attention médiatique est plus importante lors du mois de <b>mai 2016 : entre le 11 et le 15 mai 2016.</b> À la comparaison des deux autres cas, les premières semaines suivant les révélations ne sont pas les plus réactives. Concernant M. Turnbull, l'attention <b>n'est pas maintenue dans l'ensemble de la période observée dans le corpus australien.</b>
Les éléments se rapportant à la sociologie du scandale			
<b>B) Les moments-clés</b> (en référence aux valeurs quantitatives et qualitatives).  1. Les comportements reprochés/problématisés ;  2. Le nombre d'articles publiés (codés respectivement : 6,1, 6,2, 6,3 sur la valeur quantitative des corpus isolés) ;  3. La valeur des discours partagée (argumentatif, défensif, offensif) ;	Prenant place lors de la <b>première semaine du mois d'avril 2016</b> , dès l'exposition des informations fiscales.  <b>La possession du compte offshore à son nom ainsi que celui de sa conjointe.</b> Il lui est reproché la non-déclaration des intérêts politiques et économiques de ses comptes (rappelant le double rôle joué).  En référence aux valeurs quantitatives, les moments-clés à la publication des articles de la presse écrite islandaise sont du <b>3 au 9 avril 2016.</b>  Une majorité des discours, de la part de l'élu mis en cause et des opposants, ont pris place au cours de la première semaine du mois d'avril 2016.	Prenant place lors des <b>premières semaines du mois d'avril 2016</b> , ces moments sont marqués par une division sociale : il y a des prises de défense et des reproches/problématisations sont formulés envers M. Cameron et les conduites fiscales de la famille Cameron.  Deux éléments sont particulièrement problématisés : 1. La relation liant David Cameron aux bénéfices pouvant avoir été générés par <b>la compagnie offshore de son père</b> (la provenance de l'argent). 2. <b>L'héritage reçu</b> à la mort de son père.  En référence aux valeurs quantitatives, les moments-clés à la publication des articles de la presse écrite britannique sont du <b>3 au 16 avril 2016.</b> Ainsi, il semble y avoir deux vagues d'articles (semaine numéro 1 et 2 du mois d'avril 2016).  Les discours inculpant et défendant M. Cameron sont formulés par divers acteurs de la sphère sociale et politique. Un échange marquant est observé entre M. Cameron et M. Corbyn (membre de l'opposition).	Prenant place lors du mois de <b>mai 2016</b> , environ un mois après les révélations. Ce mois est caractérisé par un taux de publications ciblées plus important. Il semble que des conduites soient problématisées, toutefois une relativisation vient peser sur la valeur des reproches/questionnements.  La position occupée par M. Turnbull dans les années 1990, soit à titre de <b>codirecteur</b> de la compagnie Star Technology Systems Limited, est problématisée et ciblée. M. Turnbull démissionne de ce rôle en 1995.  En référence aux valeurs quantitatives, les moments-clés à la publication des articles de la presse écrite australienne oscillent au cours du mois de <b>mai 2016, particulièrement entre le 11 et 15 mai 2016.</b>  Avant les moments identifiés comme 'clés' à l'étude de ce cas, l'ancien PM a tenu des discours publics, toutefois ceux-ci ne portaient pas sur son implication dans les 'Panama papers'

<u>Les éléments comparatifs</u>	<u>Les études de cas</u>		
	<b>1. L'Islande</b> Sigmundur David Gunnlaugsson	<b>2. Le Royaume-Uni</b> David Cameron	<b>3. L'Australie</b> Malcolm Turnbull
En référence aux réactions sociales rapportées dans la presse écrite, ces moments soulignent l'engagement ou non à <b>l'indignation sociale</b> suite aux comportements reprochés.	<p>Dès le 4 avril 2016, des écrits de la presse islandaise problématissent l'implication directe de M. David Gunnlaugsson.</p> <p>La première prise de parole par l'ancien PM est rapportée <b>le 4 avril 2016</b>.</p> <p>Une <b>indignation sociale</b> semble s'observer dès les premiers jours (manifestations sociales, fortes critiques des partis politiques opposants, les demandes de démission).</p>	<p>Dès le 3 avril 2016, des écrits de la presse britannique problématissent l'implication indirecte (via Ian Cameron, le père) de David Cameron dans les 'Panama papers'.</p> <p><b>Le 5 avril 2016</b>, M. Cameron fait une première apparition dans le public lors d'un déplacement politique.</p> <p>L'engagement à l'indignation sociale <b>oscille entre les prises de défense et les critiques formés</b> dans l'espace public et politique, impactant par le fait même la durée du moment d'incertitudes (voir la case ci-dessous). Ces moments sont réversibles et déterminants à la qualification sociale des révélations.</p>	<p><b>Vers le 11 mai 2016</b>, de premiers écrits problématissent l'apparition de M. Turnbull dans les révélations des 'Panama papers'. À ce même moment, l'ancien PM partage de courtes prises de paroles.</p> <p>Un engagement à l'indignation sociale peut être noté. Toutefois, la masse des écrits et des prises de position appelant à la <b>relativisation de la faute semble se faire plus prégnante</b>. Ainsi, l'indignation sociale ne semble pas être maintenue dans l'ensemble de la vitrine temporelle observée.</p>
<u><b>C) Les moments d'incertitudes</b></u> à la qualification des comportements dévoilés et reprochés.	<p><b>Bien que bref</b>, ces moments peuvent être identifiés dès <b>les premiers jours</b> suivant la publication des 'Panama papers', soit la première semaine du mois d'avril 2016. Les sources islandaises problématissent les comportements dévoilés.</p>	<p>Le moment rempli d'incertitudes prend place sur un espace-temps d'environ <b>deux semaines</b>, suivant de peu les premières révélations (<b>les premières semaines du mois d'avril 2016</b>).</p> <p><u>Une première vague</u> d'articles problématise davantage l'apparition de la famille Cameron, par liaison David Cameron, dans les 'Panama papers'.</p> <p><u>Une deuxième vague</u> viendrait rationaliser/justifier les conduites fiscales, bien que discutables, elles mobilisent des stratégies légales d'évitement fiscal.</p> <p>Le poids des différentes positions semble être assez équivalent.</p>	<p>Le moment d'incertitudes semble s'opérer environ un mois après les révélations (contrairement au cas précédent). À vrai dire, <b>entre le 11 et le 15 mai 2016</b>, la presse australienne se montre particulièrement réactive à ce moment.</p> <p>Il semble y avoir <u>deux vagues d'articles</u>. Une première, soit 7 textes, lors de la première semaine d'avril 2016. Ces articles ne mettent pas en cause les conduites de l'ancien PM, il s'agit davantage des prises de position et des discours tenus par M. Turnbull concernant l'implication de citoyens australiens dans les listes, encore le rôle joué par les banques dans la finance offshore.</p> <p>Une deuxième vague est relevée lors du <b>mois de mai 2016 (entre le 11 et le 15 mai 2016 ; environ 15 textes)</b>, alors que des premières publications problématissant les conduites de l'ancien PM <b>en lien avec les 'Panama papers'</b>. Dans cette même vague, <u>deux registres sont observés</u> : 1) des textes reprochent les comportements mis à jour. 2) il semble toutefois qu'une masse plus importante de</p>

<u>Les éléments comparatifs</u>	<u>Les études de cas</u>		
	1. L'Islande Sigmundur David Gunnlaugsson	2. Le Royaume-Uni David Cameron	3. L'Australie Malcolm Turnbull
1. Quand prennent-ils place sous le cadre temporel observé (entre le 3 avril et 30 septembre 2016) ?;	Entre le <b>4 et 6 avril 2016</b> (représentant 49,0 % des publications entourant M. David Gunnlaugsson) ; il est possible de référer aux données quantitatives et qualitatives pour cette affirmation.	Ici, le moment d'incertitudes semble s'étendre sur un laps de temps plus long soit du <b>3 au 16 avril 2016</b> (représentant respectivement 58,7 % et 33,3 % [92,2 %] des publications entourant M. Cameron) ; il est possible de référer aux données quantitatives et qualitatives pour cette affirmation.	textes soulèvent des éléments cherchant à relativiser la faute auparavant dénoncée.  <b>Entre le 11 et le 15 mai 2016.</b> À titre de rappel, le mois de mai 2016 représente <b>45,5 %</b> des articles dans le corpus ; il est possible de référer aux données quantitatives et qualitatives pour cette affirmation.
2. Qui sont les principaux acteurs sollicités lors de la qualification des conduites ?;	Les membres-électeurs de la société (les manifestations), les membres des partis politiques opposants (demande d'une motion de censure) et de son propre parti.  <b>Tous semblent soulever une désapprobation des conduites</b> alléguées et remettent en cause la légitimité de M. David Gunnlaugsson à titre de premier ministre.	Plus particulièrement, les membres-électeurs de la société et les collègues/opposants politiques (rappelant les deux vagues).  Des citoyens-électeurs et des membres de l'opposition politique <b>reprochent et dénoncent</b> les conduites de M. Cameron. Plus observé lors de la première vague d'articles (1 <sup>ère</sup> semaine ; 3 au 9 avril 2016).  Des citoyens-électeurs et des membres du parti conservateur <b>défendent</b> les conduites de M. Cameron. Plus observé lors de la deuxième vague d'articles (2 <sup>e</sup> semaine ; 10 au 16 avril 2016).	Plus particulièrement, les membres-électeurs de la société et les collègues/opposants politiques.  Des citoyens-électeurs ainsi que des membres de l'opposition <b>questionnent l'ancien PM et problématissent les rôles joués</b> dans la finance offshore.  Des citoyens-électeurs ainsi que des membres de la coalition se <b>positionnent publiquement à la défense</b> de l'ancien premier ministre.
3. Le test à la valeur transgressée (Dampierre, 1954 ; l'épreuve sociale). Quels sont les liens possibles à faire avec <b>l'attachement aux normes</b> ? En résulte-t-il d'une indifférence ou une réaffirmation ? (il est possible de faire des liens avec la nature de la qualification de la conduite) ;	Le test à la valeur transgressée semble être <b>positif</b> (ce point peut être mis en relation avec le contexte politique et social marqué depuis la crise de 2008 en Islande, voir la case sur les contextes nationaux).  Les citoyens islandais ne sont pas indifférents à la transgression de la valeur. L'attachement aux normes serait important.  Ces valeurs pourraient être qualifiées de <b>'révélatrices'</b> du climat de tension ressenti à ce moment en Islande.	Le test à la valeur transgressée semble être <b>positif</b> , toutefois des appels à la rationalisation et à la défense (division sociale) soulignent les subtilités faisant que ces conduites fiscales (diminution du fardeau d'imposition, les stratégies d'évitement sur un montant reçu en héritage) sont légales.  Les citoyens britanniques ne sont pas indifférents face aux valeurs problématisées. Or, le fait que celles-ci soient légales, du moins s'inscrivent dans une zone grise face au respect de l'esprit de la loi, limitent la portée de l'indignation. Les différentes vagues d'articles peuvent offrir des schèmes explicatifs entre <b>le climat de désapprobation</b> , alors	Le test à la valeur transgressée semble être <b>positif</b> . Il est possible de repérer un climat de mécontentement dans l'espace public en réponse à l'implication de l'ancien PM dans les 'Panama papers'.  Les citoyens australiens ne sont pas indifférents face aux valeurs problématisées. Toutefois, en raison de <b>la masse plus importante de textes relativisant la faute</b> , préalablement formulée, il semble que le climat de mécontentement s'estompe au fil du mois de mai 2016.



<u>Les éléments comparatifs</u>	<u>Les études de cas</u>		
	1. L'Islande Sigmundur David Gunnlaugsson	2. Le Royaume-Uni David Cameron	3. L'Australie Malcolm Turnbull
		que dans un second temps, les faits reprochés sont <b>d'avantage rationalisés ou justifiés.</b>	<b>L'implication sociale et politique ainsi que les divers mandats réalisés par M. Turnbull</b> en Australie pourraient avoir encouragé les réponses soutenues de la rationalisation.
Les enjeux à la qualification des conduites			
<p><b><u>D) La nature des accusations</u></b> (abus de confiance, bris éthique, conflit d'intérêts, abus de pouvoir, etc.).</p> <p><b>Les accusations sont-elles civiles ou pénales ?</b> Est-ce que les acteurs politiques ont été poursuivis ou font-ils l'objet d'enquêtes ? Autrement, est-ce que les comportements sont officiellement qualifiés (illégalismes, déviants, délinquants) ?</p>	<p><b>Une faute, du moins de nature éthique</b> reliée à un conflit d'intérêts lors de son entrée en politique semble être collectivement reconnue, notamment la non-déclaration des intérêts économiques et politiques.</p> <p>Il y a un <b>chevauchement</b> entre l'implication offshore (2009) et la position politique occupée (2009 à 2016) ; reproches de conflits d'intérêt et d'éthique.</p> <p>L'ancien premier ministre a joué un double rôle : il s'oppose au remboursement des créanciers internationaux et il a également agi à titre de créancier via sa compagnie offshore.</p> <p><b>Aucune poursuite</b> : les autorités fiscales de l'Islande énoncent un jugement de non-fondement envers les doutes publics soutenus d'évasion fiscale (lors de la semaine 2 du mois d'avril 2016). Toutefois, le 'verdict' ne semble pas avoir empêché les ressentis d'indignation de subsister dans le territoire islandais. Les demandes de démission sont toujours maintenues.</p> <p>Ainsi, <b>M. David Gunnlaugsson n'a pas été formellement accusé ou reconnu coupable d'une faute civile ou pénale.</b></p>	<p><b>Une faute, du moins éthique et un manque de transparence envers les finances de la famille Cameron.</b> Cela entre le moment où M. Cameron entre en poste de PM et la vente de ses parts de la compagnie offshore de son père.</p> <p>Il y a un <b>chevauchement</b> entre l'implication offshore (bénéficiaire de 1970 à 2000 ; héritage en 2010) et la position politique occupée (2010 à 2016) ; reproches de conflits d'intérêt et d'éthique.</p> <p>En date du 6 et 7 avril 2016, le bureau de la taxation britannique HMRC <b>se saisit des informations</b> partagées par le consortium <i>ICIJ</i>. Ces renseignements seront examinés au cours des prochains jours.</p> <p>Le 21 avril 2016, la <i>standards commissioner</i> <b>rejette</b> la plainte contre M. Cameron.</p> <p>Suite à quoi, <b>M. Cameron n'a pas été formellement accusé ou reconnu coupable d'une faute civile ou pénale.</b></p>	<p><b>Des doutes éthiques</b> reliés au rôle joué à titre de codirecteur par M. Turnbull.</p> <p>Pour ce cas, il semble que le <b>non-chevauchement</b> entre l'implication offshore de M. Turnbull (1990 à 1995) et l'occupation des fonctions politiques (à partir de 2007) ait limité les réactions sociales. L'éthique de travail de l'ancien président australien semble être moins attaquée que celle des autres élus ciblés.</p> <p>Au terme des mois analysés, aucune intention d'enquête n'a été soulevée par les autorités fiscales de l'Australie (ATO et AUSTRAC) afin d'étudier les finances de M. Turnbull. <b>Aucune poursuite.</b></p> <p>Ainsi, M. Turnbull <b>n'a pas été formellement accusé ou reconnu coupable d'une faute civile ou pénale.</b></p>

<u>Les éléments comparatifs</u>	<u>Les études de cas</u>		
	<b>1. L'Islande</b> Sigmundur David Gunnlaugsson	<b>2. Le Royaume-Uni</b> David Cameron	<b>3. L'Australie</b> Malcolm Turnbull
<p>1. À quel moment sous l'avènement des 'Panama papers' (début, milieu, fin ; 3 avril au 30 septembre 2016) les conduites reprochées sont-elles <b>socialement qualifiées</b>, cela de façon plus officielle.</p> <p>2. Quel est le <b>niveau d'implication</b> de l'acteur politique ciblé et cité dans les 'Panama papers' (nommé directement, indirectement, propriétaire de comptes, bénéficiaires, etc.) ? Conjointement, quelle est la <b>durée de cette implication</b> ?</p>	<p>Il semble que <b>dès les premières révélations</b> l'opinion publique est tranchée, des valeurs importantes ont été brimées (début).</p> <p>L'ancien premier ministre est impliqué <b>directement</b> dans les 'Panama papers', son nom ainsi que celui de sa femme sont cités dans les listes.</p> <p><b>Entre 2007 et 2009 (2 ans)</b>, il a été copropriétaire et bénéficiaire de la compagnie offshore Wintris Inc.</p> <p>Ici, le moment problématisé renvoie davantage au conflit d'intérêts politiques et économiques entre la vente de ses parts de la compagnie à sa femme (fin de l'année 2009) tout juste avant son entrée dans la vie politique islandaise (lors de l'année 2009 également).</p>	<p>À titre de rappel, les semaines <b>1 et 2 du mois d'avril 2016</b> sont déterminantes. L'opinion publique n'est pas tranchée, bien que les valeurs transgressées ne soient pas indifférentes. Les rationalisations et les prises de défense encouragent une division sociale. Or, la frontière entre les deux camps ne semble pas être opaque, cela en référence à certaines valeurs des discours partagées.</p> <p>L'ancien PM britannique est impliqué de façon plutôt <b>indirecte</b> dans les révélations des 'Panama papers'. Il s'agit davantage du lien entre ce dernier et son père qui se retrouve problématisé, car Ian Cameron est cité dans les 'Panama papers'.</p> <p><b>Entre 1997 et 2010 (13 ans)</b>, David Cameron a détenu des parts dans la compagnie offshore de son père (à titre de bénéficiaire).</p> <p><b>En 2010</b>, à la mort de Ian Cameron, l'ancien PM reçoit l'héritage. La provenance de l'argent se retrouve plus problématisée. David Cameron est perçu comme n'ayant aucun pouvoir sur les sommes reçues (Amicelle et Bérard, 2017).</p> <p>Le fonds a été créé en <b>1980</b> par Ian Cameron. Lors des révélations celui-ci était toujours actif, ainsi pendant <b>près de 36 ans des sommes imposables auraient pu être évitées ou limitées</b>. La provenance de l'argent est également soulevée dans l'héritage reçu.</p>	<p>À titre de rappel, les enjeux à la qualification des conduites révélées prennent place au cours du <b>mois de mai 2016</b>. Également marqué par une division sociale, toutefois le poids de la position défendant M. Turnbull semble se faire plus important dans les écrits.</p> <p>Pour ce cas, il est possible d'identifier <b>trois niveaux d'implication</b> :</p> <p>1. Entre 1990 et 1995, M. Turnbull est identifié comme étant <b>codirecteur</b> de la compagnie offshore Star Technology Systems Limited (direct).</p> <p>2. Le lien entre les compagnies Star Technology Systems Limited et Star Mining Corporation NL. Autrement dit, la compagnie offshore pour laquelle l'ancien premier ministre était codirecteur aurait été <b>enregistrée comme une filiale de Star Mining Corporation NL</b>, cette dernière ayant un lien avec la firme Mossack Fonseca (indirect).</p> <p>3. La compagnie <b>Star Technology Systems Limited</b> est soupçonnée d'avoir offert des donations financières à des politiciens et/ou des partis politiques russes (indirect).</p> <p>Au cours de ces 5 années, M. Turnbull a été impliqué <b>directement (à titre de codirecteur) et indirectement à des conduites fiscales offshores (via la filiale mère)</b>.</p>
<b>E) Les enjeux 'statutaires' des acteurs politiques ciblés.</b>	À titre de rappel, M. David Gunnlaugsson possédait, à ce moment, trois titres politiques. Celui de premier ministre de l'Islande, président et député du Progressive Party.	À titre de rappel, M. Cameron possédait, à ce moment, <b>le titre politique</b> de premier ministre britannique.	À titre de rappel, M. Turnbull possédait, à ce moment, <b>le titre politique</b> de premier ministre de l'Australie.

<u>Les éléments comparatifs</u>	<u>Les études de cas</u>		
	1. L'Islande Sigmundur David Gunnlaugsson	2. Le Royaume-Uni David Cameron	3. L'Australie Malcolm Turnbull
1. Les techniques de neutralisation ou les arguments défensifs mobilisés afin de limiter l'apposition d'un stigmat dépréciatif (préserver l'opinion publique favorable de l' élu). En somme, <b>les éléments liés aux études sur les élites déviantes et délinquantes</b> .	1. L'argument soulevant <b>les technicités fiscales</b> reliées à la création, l'utilisation et la déclaration et la vente des comptes à l'offshore.  2. <b>La carte de la transparence fiscale</b> ; publication des informations fiscales.  3. <b>Le silence</b> .	1. Lorsqu'il avoue à demi-mot les comportements fiscaux, M. Cameron tente <b>la carte de la transparence fiscale</b> (allant du 'no comment au demi-aveux'). Il publie ses états financiers vers le 10 avril 2016.  2. L'inscription des comportements ayant pris place <b>dans le passé</b> . David Cameron défend que la culture et les normes fiscales aient changé depuis la création du compte par son père en 1980 ( <b>l'illégalisme hérité</b> ).  3. <b>Le retour des accusations</b> (vers un membre de l'opposition, M. Corbyn)	1. M. Turnbull fait lui-même intervenir les arguments de <b>la récurrence et l'aspect commun</b> de la création ainsi que l'utilisation de compte offshore ( <b>finance offshore ; euphémisation des conduites</b> ).  2. Il y a déplacement des accusations vers le rôle joué par les banques, cela dès les révélations.
2. L'évaluation de l' <b>efficacité</b> des techniques et/ou stratégies mobilisées ;	Les techniques mobilisées par l'ancien PM semblent s'être avérées <b>peu efficaces</b> , alors que les sondages affichent une diminution de la confiance envers The Progressive Party ainsi qu'une montée de la popularité du parti d'opposition : The Pirate Party.	L'efficacité des stratégies ou techniques mobilisées par l'ancien PM mérite <b>d'être soulignée</b> . Celles-ci ont pu inciter d'autres acteurs politiques et sociaux à venir défendre, du moins rectifier et modérer les accusations déposées contre David Cameron. Bien que l'appel à la division sociale ait été fructueux, la frontière entre les prises de position semble ne pas être opaque, les propos tenus sont variables, bien que distinctifs et de poids assez semblables.	Bien que l'appel à la division sociale semble avoir manqué certains moments à l'étude de la couverture médiatique pour ce cas, celle-ci ne s'est pas opérationnalisée sous les mêmes conditions que celle ayant pris place au Royaume-Uni. Autrement dit, <b>la division sociale pour ce cas pourrait avoir été plus effacée</b> alors que le poids des prises de défense ou la relativisation est plus notable que les critiques ou les interrogations péjoratives persistantes.  L'inégalité des prises de position, <b>plutôt favorable pour M. Turnbull</b> , risque d'avoir été influencée par les stratégies et les discours mobilisés par l'ancien PM.
3. <b>La tonalité des discours</b> tenus par l' élu.	1. <b>La négation (défensif)</b> ; dès les premiers jours (entre le 3 et 5 avril 2016), il nie ses responsabilités et la faute reprochée.  2. <b>L'atteinte à la vie privée (offensif)</b> ; il déplore le 'business matter' (toujours au cours du mois de	1. Au début : M. Cameron tient <b>des discours et des propos vagues et prudents</b> . En référence à son discours du 5 avril 2016, il passe sous silence plusieurs aspects de ses finances (liens avec ses enfants et sa femme, etc.), aucune conduite fiscale des années précédentes n'est abordée (le compte de son père ouvert en 1980). Cette première tonalité	1. Dans un premier temps, lors du mois d'avril 2016, à la suite des révélations, M. Turnbull adopte un discours soutenant <b>la transparence fiscale et annonce un budget subséquent</b> afin d'améliorer la détection et la répression de l'évasion fiscale.

<u>Les éléments comparatifs</u>	<u>Les études de cas</u>		
	<b>1. L'Islande</b> Sigmundur David Gunnlaugsson	<b>2. Le Royaume-Uni</b> David Cameron	<b>3. L'Australie</b> Malcolm Turnbull
	mai 2016). Or, il publie ses états financiers au mois de mai 2016 (argument défensif).	regroupe : le 'no comment' et le 'businnes matter' (l'atteinte à la vie privée ; davantage <b>offensif</b> ). Il y a <u>un changement de discours</u> , voir le point 2.  2. Puis, le 7 avril 2016, <b>il avoue à 'demi-mot'</b> , avoir été bénéficiaire du fonds fiduciaire mis en place par son père.  3. Ensuite, M. Cameron se démarque sous des discours qui soutiennent <b>la transparence fiscale et financière</b> .	2. Dans un deuxième temps, l'ancien PM adopte un discours <b>de négation (but défensif)</b> . M. Turnbull nie, non pas le rôle qu'il aurait occupé dans la compagnie offshore en 1990, mais le fait que la création de la compagnie soit <b>rattachée à une conduite fiscale illégale. Il défend sa conformité fiscale personnelle et celle de la compagnie offshore</b> .
<b><u>F) Les prises de position</u></b>	Ici, les positions sociales semblent davantage s'orienter vers l'unanimité collective.	La division sociale pourrait avoir entremêlée <b>les mécanismes de dégradation de l'image et l'euphémisation des conduites</b> (Garfinkel, 1956).	La division sociale, plutôt inégale, pourrait avoir été influencée par le poids des prises de défense et l'implication personnelle et politique sous plusieurs mandats de l'ancien PM.
1. Les individus ou autres acteurs s'étant <b>attaqués à l'élu</b> ;	Les citoyens-électeurs islandais, les partis politiques de l'opposition. <b>Cet aspect est plus notable</b> que les prises de défense qui auraient pu s'organiser dans l'espace public. Le premier ministre est la cible des attaques dénonçant :  1. Un manque ou une faute éthique ; 2. Un manque de transparence ; 3. Un conflit d'intérêts économiques et politiques ;	Concernant <b>les critiques et les attaques</b> envers M. Cameron, celles-ci ont été formulées par des citoyens-électeurs et par des membres du parti de l'opposition (Parti Travailliste). Ce qui est notamment reproché par ceux-ci à l'ancien PM peut être regroupé sous les points : <b>le manque de transparence</b> ; conjointement <b>'pays the media'</b> brimant la confiance des citoyens ; <b>les conflits d'intérêts économiques et politiques</b> en référence à son titre politique. Ces prises de position sont plus imposantes lors de la première semaine du mois d'avril 2016 ( <b>du 3 au 9 avril 2016</b> ).	D'une part, des citoyens-électeurs ainsi que des membres de l'opposition adressent des questions et des critiques envers M. Turnbull. Ces publications sont formulées <b>moins comme des attaques</b> , mais plutôt comme des demandes de réponse aux questions, jusqu'à présent non adressées ( <b>des demandes de clarification</b> ).
2. Les individus ou autres acteurs ayant pris <b>la défense de l'élu</b> ;	<b>Il y a aucune prise de défense</b> , ni par les membres de son mouvement politique ni par des citoyens-électeurs. Il n'y a aucune contre-accusation.	Concernant <b>les positions de défense</b> , celles-ci sont plus marquées lors de la seconde semaine du mois d'avril 2016 ( <b>entre le 10 et 16 avril 2016</b> ). Faisant suite aux révélations fiscales et des reproches, les écrits publiés à ce moment <b>rectifient et modèrent les critiques</b> envers M. Cameron. L'unanimité envers la qualification des conduites de M. Cameron, qui semble être présente lors de la première semaine, laisse davantage place à une division sociale.	D'autre part, le public et des membres de la coalition viendront <b>prendre la défense ou relativiser</b> l'implication de l'ancien premier ministre dans les 'Panama papers'. Ceux-ci font intervenir les composantes suivantes :  1. Une certaine <b>présomption d'innocence</b> , M. Turnbull n'a pas été trouvé coupable officiellement d'une faute judiciaire ;

<u>Les éléments comparatifs</u>	<u>Les études de cas</u>		
	1. L'Islande Sigmundur David Gunnlaugsson	2. Le Royaume-Uni David Cameron	3. L'Australie Malcolm Turnbull
3. Les rapports de pouvoir pouvant s'observer dans les écrits des corpus ;	<p>1. Il y a une première <b>tentative de dissolution</b> de la part du parti opposant le 5 avril 2016 envers le Progressive Party (non fructueuse). Toutefois, la crédibilité du parti en fonction est à risque. M. David Gunnlaugsson <u>n'est plus le premier ministre</u> de l'Islande.</p> <p>2. La crédibilité du Progressive Party étant affectée, l'ancien PM <b>perd la majorité dans son parti</b>, M. David Gunnlaugsson <u>n'est plus président du Progressive Party</u> (septembre 2016).</p>	<p>Les défenses soulevées par des citoyens-électeurs et des membres du parti conservateur mobilisent :</p> <p>1. La <b>légalité</b> des conduites fiscales (la vente et la taxe de succession) ;</p> <p>2. La <b>minimisation des conduites</b> (l'aspect commun de ces comportements) ;</p> <p>3. La <b>rationalisation</b> de ces mêmes conduites ;</p> <p>Deux éléments méritent d'être soulevés :</p> <p>1. <b>Les demandes de démission</b> s'opérant dans les écrits de la presse lors de la première semaine du mois d'avril 2016.</p> <p>2. <b>L'échange argumentaire</b> important entre M. Cameron et la figure du parti de l'opposition M. Corbyn (Parti Travailleiste). L'argumentation a marqué les écrits entre le 10 et le 16 avril 2016. Après que chacun ait partagé ses états financiers, plusieurs remarques venant des deux côtés visent à discréditer la valeur des documents et le statut de l'autre.</p>	<p>2. <b>Le renvoi des conduites dans le passé</b> (2016 vers 1990) ;</p> <p>3. La <b>minimisation/euphémisation des conduites</b> (la récurrence et l'aspect commun de la finance offshore) ;</p> <p>4. La <b>rationalité</b> derrière ces conduites offshores (réponse normale/rationnelle face aux incitations économiques) ;</p> <p>5. Bien que controversée, la défense d'un recours légal et légitime aux firmes spécialisées dans la domiciliation offshore.</p> <p>Il semble que la qualification des conduites liant M. Turnbull à la finance offshore varie entre des <b>questionnements subsistants et des discours défensifs</b>. Toutefois, en référence au ratio entre les positions, il semble possible de relever une certaine relativisation de la faute envers M. Turnbull.</p> <p>L'espace public <b>n'est pas marqué</b> par des demandes de démission adressées à l'ancien premier ministre ou à son gouvernement, des manifestations n'ont pas pris place afin d'exprimer ce qui pourrait ressembler à un sentiment d'indignation sociale.</p>
<p><u>G) Les contextes respectifs</u> (Islande, Royaume-Uni et Australie) :</p> <p>Les caractéristiques sociales et politiques des pays étudiés.</p>	<p><b>Le contexte politique et économique suite à la crise de 2008.</b> Depuis cela, le climat et les échanges entre les strates sociales sont plus tendus, étant illustrés par les manifestations citoyennes. Des comportements d'élites économiques et politiques ont été associés à des manquements graves.</p>	<p>Trois éléments liés au contexte britannique peuvent être soulevés :</p> <p>1. En 2013, David Cameron <b>intervient face à l'UE</b> dans l'initiative à rendre public le nom réel des propriétaires de fiducies, trusts ou de comptes offshores. Plusieurs écrits de la presse mettront en relation ces deux événements - l'opposition au partage d'informations liées à la finance offshore et la</p>	<p>Deux éléments liés au contexte australien peuvent être soulevés :</p> <p>1. Il y a présence <b>d'un double soupçon</b>, il ne s'agit pas de la première fois où M. Turnbull se retrouve mêlé à des controverses fiscales ou financières (2016).</p>

<u>Les éléments comparatifs</u>	<u>Les études de cas</u>		
	<b>1. L'Islande</b> Sigmundur David Gunnlaugsson	<b>2. Le Royaume-Uni</b> David Cameron	<b>3. L'Australie</b> Malcolm Turnbull
	<p>Ajouté à l'intolérance sociale plus relevée depuis 2008, le ressenti d'indignation envers M. David Gunnlaugsson semble être plus marqué.</p> <p>Les partis de l'opposition désignent The Progressive Party comme étant 'The Panama parties'. L'étiquette renvoie aux nombreuses figures politiques en poste nommées dans les 'Panama papers'.</p>	<p>mise à jour du nom de son père dans les 'Panama papers'.</p> <p>2. Il y a présence <b>d'un double soupçon</b>, notamment en 2012 et 2016, les 'Panama papers' rappellent des soupçons précédemment formulés concernant les activités offshores de la famille Cameron.</p> <p>3. <b>Le Brexit.</b> À vrai dire, les révélations des 'Panama Papers' ont éclaté quelques mois avant la tenue du vote sur le référendum de la place du Royaume-Uni dans l'Union européenne. Rappelant que M. Cameron faisait, à ce moment, campagne contre le Brexit. Les 'Panama papers' pourraient avoir fragilisé la crédibilité et la position politique de M. Cameron (voir le point ci-dessous ; les transformations sociales).</p>	<p>2. Le contexte entourant <b>la campagne électorale</b> (2016). Au cours de la campagne, l'ancien premier ministre est questionné à nouveau sur les 'Panama papers', il maintient le même discours.</p> <p>Le 2 juillet 2016, le gouvernement de M. Turnbull remporte la majorité des voix électorales. Ainsi, l'attention médiatique liant M. Turnbull aux 'Panama papers' décroît de façon notable.</p>
<b>Les transformations en lien avec les destins de la dénonciation publique</b>			
<b>H) Les transformations sociales</b>			
1. Le avant	1. Avant les 'Panama papers', M. David Gunnlaugsson occupe les postes de : <b>premier ministre</b> de l'Islande, <b>président et député</b> du Progressive Party.	1. Avant les 'Panama papers', David Cameron était le <b>premier ministre</b> du Royaume-Uni, le vote du référendum sur la place dans l'UE étant prévu pour le 23 juin 2016.	1. Avant les 'Panama papers', M. Turnbull était le <b>premier ministre de l'Australie</b> .
2. Le après	<p>2. Suivant les révélations, il <b>démissionne à titre de PM</b> le 5 avril 2016, il choisit toutefois de conserver son mandat de député et son statut de président du parti.</p> <p>Au mois de septembre 2016, <b>il perd la majorité dans son parti</b>. Il ne reste qu'à M. David Gunnlaugsson le titre de député.</p> <p>Ici, il y a eu de nombreux repositionnements politiques : la tenue d'élection.</p>	<p>2. À la suite des révélations, M. Cameron démissionne de ses fonctions de PM, non pas en raison de la valeur et l'impact des accusations qui pourraient être reliées à son implication dans les 'Panama papers'. Il annonce la démission de ses fonctions présidentielles (juillet 2016) suite au résultat du vote. Or, les révélations de nature fiscale pourraient toutefois avoir fragilisé la position de M. Cameron.</p> <p>Il y a eu de nombreux repositionnements politiques, dont la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne.</p>	<p>2. Faisant suite aux révélations, <b>l'élue maintient son statut politique</b>, il remporte une majorité des votes lors de l'élection de 2016.</p> <p>M. Turnbull démissionne de son poste de premier ministre en 2018, lorsque son parti perd la majorité. La résignation s'effectue près de deux ans après les révélations des 'Panama papers'.</p>

<u>Les éléments comparatifs</u>	<u>Les études de cas</u>		
	1. L'Islande Sigmundur David Gunnlaugsson	2. Le Royaume-Uni David Cameron	3. L'Australie Malcolm Turnbull
<p><b><u>D) Les significations ou les destins de la dénonciation publique</u></b> (la forme 'scandale', 'affaire' ou 'non-scandale')</p>	<p>Le cas de M. David Gunnlaugsson s'apparente à la forme du '<b>scandale</b>'. Ce récit étudié n'est pas linéaire, bien qu'une indignation sociale forte soit observée dès les premiers jours après les 'Panama papers'. Il a été possible de relever des prises de position, des transformations sociales et des repositionnements politiques.</p> <p>Les divers éléments exposés dans la grille pourraient expliquer pourquoi les révélations ont pris dans le contexte islandais. La ou les valeurs transgressées semblent toujours déterminantes alors qu'il ne semble pas y avoir d'appel à la division sociale. À titre d'exemple, des acteurs venant prendre la défense de l'élu ciblé dans les révélations.</p> <p><b>La perte de deux titres politiques est non négligeable.</b> La réponse unanime du châtimement dans la forme du scandale, comme le nomme De Blic et Lemieux (2005), bien qu'aucune accusation pénale et civile n'ait été formulée, pourrait davantage référer à la délégitimation politique et statutaire de l'ancien premier ministre. Ici, le châtimement serait plus d'ordre social.</p> <p>Dans ce cas, l'ancien premier ministre était <b>directement</b> impliqué dans les 'Panama papers', son nom et celui de sa conjointe sont apparus.</p>	<p>Le cas de David Cameron s'apparente à la forme de '<b>l'affaire</b>'. En référence aux éléments notés à l'étude de ce cas ; les accusations, les justifications, les critiques, le déroulement de preuves, un appel au jugement de l'opinion publique, etc. (Boltanski et Claverie, 2007), il semble pertinent de lui joindre cette forme de destin.</p> <p>Les divers éléments exposés dans la grille pourraient expliquer pourquoi les révélations ont engagé une division sociale entre les accusations/attaques et les prises de défense. Conjointement, le fait que la frontière entre ces 'camps' ne soit pas opaque ajoute à l'ampleur et à la réversibilité importantes pour ce cas.</p> <p>Dans ce cas, l'ancien premier ministre était plus <b>indirectement</b> impliqué dans les révélations de nature fiscale. La liaison entre ce dernier et son père qui a soulevé des doutes éthiques et moraux en raison du titre politique occupé.</p>	<p>Le cas de Malcolm Turnbull s'apparente à la forme du '<b>non-scandale</b>'. Les auteurs de la sociologie du scandale distinguent la forme de la dénonciation publique du 'non-scandale' sous le critère d'une <b>relativisation généralisée de la faute</b>.</p> <p>Toutefois, en référence à l'étude du cas, il serait plus pertinent d'aborder la relativisation sous le qualificatif de '<b>marqué</b>'. Il y aurait une <b>différence notamment entre le ratio des prises de position venant critiquer/questionner les conduites</b> de M. Turnbull et de l'autre côté, celles venant <b>défendre/relativiser</b> ces mêmes conduites.</p> <p>Ainsi, les divers éléments exposés dans la grille pourraient expliquer pourquoi une part importante des positions sociales se polarisent autour de la défense et la relativisation de la faute.</p> <p>Pour ce cas, les niveaux d'implication sont variés, allant d'un <b>lien direct et indirect</b> entre les révélations et l'apparition de l'ancien premier ministre dans les 'Panama papers'.</p>

### 4.3 Les limites du projet

Comme il n'existe pas de méthode de recherche sans faille, le présent projet contient des limites de nature empirique. Comme il a été précédemment souligné, la couverture médiatique impliquant les 'Panama papers' est importante. Toutefois, sous un espace-temps limité, les contraintes du mémoire et la quantité de données disponibles, il n'a pas été possible d'analyser toutes les informations relevant des 'Panama papers'. Afin de réaliser ce projet de recherche, les analyses ont été limitées à des personnages politiques, à des pays et à une vitrine temporelle.

Il intervient également la question de la disponibilité des listes exposant les noms des individus ayant participé à des montages offshores au Panama. Ce point peut représenter un obstacle au sens où le chercheur a dû s'en remettre aux sources médiatiques afin d'avoir accès à l'information.

Finalement, en référence aux restrictions linguistiques du chercheur, seulement des articles de la presse écrite en français et en anglais ont été inclus dans le corpus. Sous cette contrainte de langage, des difficultés supplémentaires ont été rencontrées à la cueillette d'articles dans les journaux en provenance de l'Islande. La langue officielle étant l'islandais, la disponibilité de périodiques en anglais est limitée. Ainsi des sites Internet de nouvelles (sans tirage papier) ont été inclus dans le corpus final afin de présenter une couverture médiatique des 'Panama papers' aussi large que possible dans ce pays. Toutefois, en termes de 'quantité', il n'a pas été possible de collecter une masse d'informations de même envergure que dans les autres études de cas. En référence aux recherches exploratoires effectuées à la première étape, celles-ci ont apporté un support complémentaire à l'analyse des révélations en Islande. Il s'agit d'une limite assumée par le chercheur.

Suite à la collecte, l'organisation et la mise en lumière des données présentées dans la section de la méthodologie, le chapitre suivant est réservé aux écrits analytiques et aux résultats de recherche.



## **Chapitre 5 : les analyses**

Le chapitre présente les résultats de l'analyse de contenu des articles collectés : avant tout d'ordre qualitative, l'analyse proposée mobilise également des valeurs quantitatives afin d'appuyer les interprétations. Une première sous-section du chapitre aborde les observations générales en lien avec la divulgation des listes de comptes offshore détenus par les élus politiques et économiques. Ensuite, les écrits portent sur les trois études de cas.

### *Les 'Panama papers' : le retour sur les observations générales*

Les 'Panama papers' ont marqué de façon considérable la couverture médiatique de la presse écrite, cela pendant la période de temps considérée allant du 3 avril au 30 septembre 2016. Comme exposé dans le chapitre de la méthodologie, il a été possible de collecter 671 documents écrits portant sur les révélations des 'Panama papers'. À titre de rappel, de façon séparée, les recherches menées sur les sites de références ont permis la collecte de 84 documents dans les sources islandaises, 381 textes dans les sources britanniques et 206 documents dans les sources australiennes. Mise en commun, les articles de la presse écrite composent ainsi le corpus totalisant 671 documents. De par les stratégies de classifications et de codages, il a été possible d'isoler 225 articles dont les thèmes/thématiques s'accroissent vers les élites politiques sur lesquelles les analyses du mémoire ont porté : le cas de l'Islande (Sigmundur David Gunnlaugsson) le Royaume-Uni (David Cameron) et l'Australie (Malcolm Turnbull).

Les valeurs quantitatives exposées dans les prochains paragraphes s'appuient sur les données provenant du corpus total (671 documents). Le tableau à suivre (7) est une variante de celui présenté dans le chapitre de la méthodologie et peut être utilisé comme un soutien visuel à la présentation quantitative des données, en plus d'appuyer la justification des informations rapportées dans le texte<sup>107</sup>.

---

<sup>107</sup> Les tableaux qui recueillent les données respectives des pays sont présentés plus loin dans les écrits du chapitre.

**Tableau VII. Le récapitulatif des articles de la presse écrite collectés (le rappel)**

Les pays	Périodes de temps observées (2016)										
	Le nombre de publications										
	Avril (semaine)					Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Total
	1	2	3	4	Total						
L'Islande	33	5	5	8	51	13	3	2	6	9	84
% de la couverture de l'Islande (sur 84)	39,3	6	6	9,4	<b>60,7</b>	15,5	3,6	2,4	7,1	10,7	100
Le Royaume-Uni	217	86	16	12	331	28	7	5	6	4	381
% de la couverture R.-U. (sur 381)	57,0	22,5	4,2	3,2	<b>86,9</b>	7,3	1,8	1,3	1,6	1,1	100
L'Australie	84	36	16	4	140	38	14	6	2	6	206
% de la couverture de l'Australie (sur 206)	40,7	17,5	7,8	1,9	<b>67,9</b>	18,4	6,7	3	1	3	100
<b>Total du nombre d'articles (les 3 pays)</b>	<b>334</b>	<b>127</b>	<b>37</b>	<b>24</b>	<b>522</b>	<b>79</b>	<b>24</b>	<b>13</b>	<b>14</b>	<b>19</b>	<b>671</b>
<b>% de la couverture médiatique totale (sur 671 articles)</b>	<b>49,7</b>	<b>18,9</b>	<b>5,5</b>	<b>3,6</b>	<b>77,8</b>	<b>11,8</b>	<b>3,7</b>	<b>1,9</b>	<b>2</b>	<b>2,8</b>	<b>100</b>

Dans un premier temps, portant l'attention sur le temps chaud des 'Panama papers', soit la période du 3 au 9 avril 2016 (semaine 1 ; tableau 7), celle-ci est davantage marquée d'un dynamisme, alors que les premières révélations touchant les individus, les banques et la firme Mossack Fonseca font les titres de journaux. Les documents parus entre ces dates représentent 49,7 % des publications constituant le corpus (334 documents sur 671 ; tableau 7). Respectivement, ce moment correspond à 39,3 % (33 documents sur 84 ; tableau 7) des publications partagées par les références islandaises, 57,0 % (217 documents sur 381 ; tableau 7) par les références britanniques et 40,7 % (84 documents sur 206 ; tableau 7) par les références australiennes. À vrai dire, la première semaine du mois d'avril 2016 correspond à la publication de 334 articles en provenance des treize sources journalistiques confondues, sur une possibilité de 522 documents parus dans l'ensemble de ce mois, égalant à 64,0 % des parutions pour avril 2016.

Le moment à chaud des réactions face à la publication des 'Panama papers' désigne, pour reprendre les propos d'Amicelle et Bérard (2017), un moment « instantané qui force à l'explication simultanée des positions prises par les acteurs du champ de pouvoir ; des positions qui elles, s'inscrivent donc dans une plus longue durée » (p. 5).

Dans ce sens, les semaines suivantes, soit du 10 au 30 avril 2016 (semaines 2, 3 et 4 ; tableau 7) sont marquées par des dénonciations, des retournements d'accusation, des prises de position, etc. Bien que la proportion des articles parus entre le 10 et le 30 avril 2016 soit moindre en comparaison de la semaine précédente (du 3 au 9 avril 2016), ces textes exposent des discours de défense, de critique ou d'explication. Une majorité des acteurs en lien avec les 'Panama papers' se sont exprimés publiquement sous cette fenêtre de temps. En termes de chiffre, ces trois semaines du mois d'avril 2016 représentent 28,0 % du corpus total (127 +37 +24 : 188 publications sur 671 ; tableau 7). Saisi séparément, ce moment correspond à 36,0 % (188 documents sur 522 ; tableau 7) de la couverture médiatique publiée au cours du mois d'avril 2016.

L'ensemble du mois d'avril 2016 représente 77,8 % des textes collectés (522 documents sur 671 ; tableau 7). Séparément, pour le cas de l'Islande, le mois correspond à la valeur de 60,7 % des articles (51 documents sur 84), 86,9 % pour le cas du Royaume-Uni (331 documents sur 381) et 67,9 % pour le cas de l'Australie (140 documents sur 206).

Dans un deuxième temps, suivant l'évolution des parutions sous l'épisode médiatique des 'Panama papers', les articles collectés mensuellement dans les treize références permettent d'exposer les résultats suivants. À titre de rappel, 77,8 % du corpus est constitué de documents parus lors du mois d'avril 2016, 11,8 % en mai 2016, 3,7 % en juin 2016, 1,9 % en juillet 2016, 2 % en août 2016 et 2,8 % en septembre 2016. Ces pourcentages sont représentatifs du nombre et du rythme de parution allant en déclinant, cela au cours de la périodisation des analyses. Il est possible de se référer au tableau 7.

Sous les résultats présentés, il est possible de cibler le pic des révélations, référant à la période du 3 au 9 avril 2016. Subséquemment, le mois d'avril, dans sa globalité, représente un moment prééminent à la production et à l'évolution des discours. À la fin de la première semaine, l'attention médiatique entourant les 'Panama papers' décroît de façon continue au cours du mois d'avril 2016, également marquée lors des périodisations mensuelles suivantes (mai, juin, juillet, août, septembre 2016 ; tableau 7). L'identification du temps 'fort' des révélations dans la recherche principale réintègre, de façon concomitante, les constats exploratoires (à ce point, voir la section de la méthodologie).

Les sous-sections suivantes se concentrent sur les cas de Sigmundur David Gunnlaugsson (en Islande), de David Cameron (au Royaume-Uni) et de Malcolm Turnbull (en Australie). En référence à la spécification des récits, les valeurs quantitatives exposées ci-dessous ont été retirées des 225 documents isolés sous les stratégies de classification et de codage. Autrement dit, les valeurs proviennent respectivement de l'ensemble du corpus islandais (84), britannique (381) ou australien (206).

Dans un premier temps, la structure des analyses renvoie à une mise en contexte, c'est-à-dire un rappel des fonctions politiques occupées et la nature des révélations ciblant les élites politiques. Deuxièmement, les écrits retracent la couverture médiatique des analyses de contenu dans les articles de la presse (les moments-clés et d'incertitudes). Troisièmement, pour chacun des cas, une place est réservée à la présentation de liens théoriques. Ici à titre de rappel, les écrits s'inscrivent dans la lignée des études portant sur « la résistance du stigmate des élites délinquantes » (Lascoumes, 2013 ; Amicelle et Bérard, 2017).

### **5.1 L'étude de cas : Sigmundur David Gunnlaugsson - l'Islande**

Sigmundur David Gunnlaugsson, homme d'État islandais, a été président du parti politique Progressive Party<sup>108</sup> de 2009 à 2016. Il a été le premier ministre de l'Islande<sup>109</sup> entre le 23 mai 2013 et le 7 avril 2016.

#### *La nature des révélations touchant Sigmundur David Gunnlaugsson*

Selon les informations rapportées par le ICIJ, l'ex-premier ministre était copropriétaire, avec sa conjointe Anna Sigurlaug Palsdottir de Wintris Inc., d'une société gérée par le cabinet d'avocats Mossack Fonseca et domiciliée dans les Îles Vierges britanniques. À titre complémentaire, Wintris Inc. est intervenue comme actant créancier auprès des banques

---

<sup>108</sup> Il s'agit d'un parti de centre, The Progressive Party est le résultat de la fusion du « Parti des paysans » et le « Parti des paysans indépendants ».

<sup>109</sup> L'Islande est un pays politiquement stable : « l'État et le secteur privé interviennent de façon significative sur l'économie » (Université de Sherbrooke, 2019-2). En raison d'un nombre important de partis présents dans la vie politique, l'Islande est fréquemment qualifiée de multipartisme, c'est-à-dire que sous la forme d'une coalition, les gouvernements dirigent le pays. Concernant l'organisation des pouvoirs, les citoyens élisent un président, un premier ministre ; le régime politique est parlementaire.

islandaises lors de la crise financière de 2008. Les informations révélées sous les ‘Panama papers’ ciblent davantage le moment où M. Gunnlaugsson entre au poste de député en avril 2009, représentant le Progressive Party. Il aurait alors omis d’indiquer la possession du compte offshore dans sa déclaration de patrimoine. Vers la fin de l’année 2009, l’ancien premier ministre aurait vendu ses parts de la société (50 %) à sa conjointe pour la somme d’un dollar<sup>110</sup>.

« The prime minister of Iceland has been accused of hiding millions of dollars of investments in his country’s banks behind a secretive offshore company ». (Iceland Review, 4 avril 2016)

### **5.1.1 L’évolution de la couverture médiatique : les tonalités selon les séquences observées**

Les premières révélations entourant la possession d’un compte offshore par M. David Gunnlaugsson datent du 3 avril 2016, soit dès la publication des ‘Panama papers’. En termes de valeurs quantitatives, 51 documents sur un total de 84 textes partagés par les références islandaises soulignent de façon non négligeable l’implication de l’ancien premier ministre à des conduites associées à la finance offshore. Cela représente 60,7 % de la couverture médiatique des presses écrites consultées en Islande. Les parts restantes du pourcentage abordent la mise en cause d’autres figures politiques islandaises, dont le président de l’Islande ainsi que sa conjointe (Olafur Ragnar Grímsson; Dorrit Moussaieff) et le ministre des Finances de l’Islande (Benedikt Johannesson)<sup>111</sup>. Tous se sont fait reprocher de ne pas avoir déclaré publiquement les comptes et compagnies offshore.

Le tableau suivant (8) affiche les informations quantitatives reliées à M. David Gunnlaugsson, celles-ci ont été extraites du corpus de l’Islande (84) dans le but d’appuyer les écrits entourant la représentation médiatique de l’ élu.

---

<sup>110</sup> Chittum, R. et Kristjansson, J. et Obermayer, B. et Obermaier, F., *ICIJ*. (4 avril 2016).

<sup>111</sup> Iceland Review. (8 avril 2016).

**Tableau VIII. Retour sur l'attention médiatique des comportements de M. David Gunnlaugsson (Islande)**

L'Islande	Périodes de temps observées (2016)										
	L'attention médiatique										
	Avril (semaine)					Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Total
	1	2	3	4	Total						
% de la couverture axée sur l'élu	49,0	7,8	2	0	58,8	9,8	5,9	2	9,8	13,7	100
Les documents publiés par séquences (6.1)/le total de documents codés 6.1	25/51	4/51	1/51	0/51	30/51	5/51	3/51	1/51	5/51	7/51	51/51
% de la couverture axée sur l'élu	75,7	80	20	0	N/A	38,5	100	50	83,3	77,7	60,7
Les articles codés 6.1/les articles du corpus islandais (séquences)	25/33	4/5	1/5	0/8	30/51	5/13	3/3	1/2	5/6	7/9	51/84

*La couverture médiatique (les données quantitatives) : les premières semaines (avril 2016)*

Reprenant sur le cas de M. David Gunnlaugsson, les jours suivant la divulgation des informations, du 3 au 9 avril 2016 (semaine 1 ; tableau 8), 25 textes sur une possibilité de 33 (75,7 %) parutions dans la séquence portent sur les comportements reprochés de l'ancien élu politique.

Bien que le nombre de publications décroît dès la deuxième semaine (semaine 2 ; tableau 8) suite aux révélations, l'attention médiatique entourant M. David Gunnlaugsson semble toutefois majoritairement maintenue dans les écrits. À vrai dire, des cinq textes publiés lors de la deuxième semaine, quatre de ceux-ci abordent les conduites fiscales et les démêlés publics de l'ancien premier ministre. Pour la troisième et quatrième semaine (3 et 4 ; dans le tableau 8), les valeurs renvoient respectivement à un texte sur cinq ; et aucun texte sur huit.

S'appuyant sur les différents textes islandais ciblant l'élu, c'est-à-dire codés 6.1, il semble pertinent de souligner que sur ces 51 textes, près de la moitié ont été partagés entre le 3 et le 9 avril 2016 (semaine 1 ; tableau 8). Sous ces constats, il est possible de défendre que sur papier, la presse islandaise se soit montrée particulièrement réactive à ce moment-là. En somme, le mois d'avril 2016 correspond à la publication d'environ 59 % (30 documents codés 6.1 sur un total de 51 ; tableau 8) des parutions.

*La couverture médiatique (les données quantitatives) : les mois suivants (2016)*

Regroupés, les mois de mai, juin, juillet, août et septembre 2016 correspondent à 41,2 %, soit 21 articles ( $5 + 3 + 1 + 5 + 7 = 21/51$  ; tableau 8) sur une possibilité de 51, de la couverture médiatique entourant spécifiquement l'ancien premier ministre sur la période (sous le code 6.1). Dans le corpus total de l'Islande, ces mois correspondent à 39,3 % des parutions écrites, c'est-à-dire 33 ( $13 + 3 + 2 + 6 + 9 = 33/84$  ; tableau 8) textes sur 84. Il est possible d'affirmer que ces valeurs quantitatives sont moins imposantes que les données extraites à la semaine 'une' des 'Panama papers'.

*La couverture médiatique (les données quantitatives) : l'identification des 'moments-clés'*

En référence aux valeurs quantitatives présentées ci-dessus, soit le nombre de publications selon les périodicités observées, il est possible de défendre que la première semaine du mois d'avril (3 au 9 avril 2016) représente des moments-clés à l'étude du cas islandais. Par appui, un nombre considérable d'articles de la presse écrite ont paru à ce moment (3 au 9 avril 2016), ainsi il pourrait s'agir d'un espace-temps propice à la qualification des conduites dévoilées et mettant en cause l'ancien premier ministre de l'Islande. Comme le soulève Boltanski (1993), ces fortes réactions sociales semblent appuyer l'engagement à une indignation collective qui s'organise dans la société islandaise. Les informations qualitatives exposées ci-dessous peuvent être interprétées de façon concomitante, ces dernières semblent également soutenir cette même proposition.

*Les moments-clés (les données qualitatives) : du 3 au 9 avril 2016*

À titre de rappel, les premiers écrits ciblant M. David Gunnlaugsson peuvent se lire en date du 3 avril 2016. Au cours de cette première semaine du mois d'avril 2016, il est possible d'identifier des moments-clés liés à la dénonciation publique des comportements reprochés à Sigmundur David Gunnlaugsson. Tout d'abord, en date du 4 avril 2016, l'ancien premier ministre s'exprime publiquement. Il cherche à expliquer les raisons pour lesquelles son nom et celui de sa conjointe apparaissent dans les 'Panama papers'. Lors d'une entrevue télévisée avec le journaliste Sven Bergman, M. David Gunnlaugsson est interrogé sur la possession du compte offshore. Il s'avère être dans une situation inconfortable avec les informations exposées, au point de se retirer en plein milieu de l'entretien. Un nombre notable d'articles de la presse



problématisent les informations rapportées lors de l’entrevue, c’est-à-dire la possession d’un compte offshore, dont il n’aurait pas déclaré publiquement les intérêts politiques et économiques. Sous le malaise ressenti par l’ancien premier ministre, il tend à y avoir une montée des doutes et des critiques dans la société islandaise. Les propos tenus par l’ancien premier ministre peuvent se résumer à la citation ci-dessous :

« Myself ? No. Well, the Icelandic companies I have worked with had connections with offshore companies... but I can confirm I have never hidden any of my assets. [à propos de Wintris Inc., il énonce] « Well, it’s a company, if I recall correctly, which is associated with one company that I was on the board of... ». (Iceland Review, 4 avril 2016)

Bien que les explications rendues publiques soient brèves, M. David Gunnlaugsson ne laisse jamais sous-entendre qu’il aurait agi de façon non conforme aux lois fiscales islandaises. L’ancien premier ministre se défend en évoquant des technicités fiscales liées à la création, l’utilisation et la déclaration des comptes à l’offshore - « He nevertheless insists he did not have to declare his shares on the parliamentary register because Wintris was a holding company, not a ‘commercial company’ »<sup>112</sup>.

La citation suivante de M. David Gunnlaugsson, en faisant écho à la précédente, souligne le raisonnement naviguant entre l’illégalité et l’illégalisme : « asked if he had nevertheless breached the spirit of the disclosure rules, the prime minister [M. David Gunnlaugsson, à ce moment] declined to reply. He conceded this might be a case for tightening the rulebook »<sup>113</sup>.

À l’étude du cas de M. David Gunnlaugsson, le moment rempli d’incertitudes à la problématisation des conduites prenant forme dans la collectivité islandaise<sup>114</sup>, bien que bref, s’illustre par la nature et les motivations peu cohérentes et transparentes des finances offshores du couple. Il semble qu’en cette journée du 4 avril 2016, la prise de position dans l’espace public islandais soit statuée et tranchée.

« Social media in Iceland is on fire with angry Icelanders all set to take to Austurvöllur, the small park in front of the parliament building with pots and pans to protest the government ». (IceNews, 4 avril 2016)

---

<sup>112</sup> Iceland Monitor. (4 avril 2016).

<sup>113</sup> IceNews. (5 avril 2016).

<sup>114</sup> Se rapportant à la sociologie du scandale, ce moment est critique. Il serait révélateur ou un fort indicateur de la direction que prendra la finalité.

« Anger is mounting in Iceland after yesterday's revelations over Prime Minister Sigmundur David Gunnlaugsson and the Panama Papers. The Prime Minister had become the most 'famous Icelandic person' in history overnight for all the wrong reasons. Others said it was 'the fashion these days to have governments that betray their people' ». (Iceland Monitor, 4 avril 2016-b)

En cette journée du 4 avril 2016, deux événements ont occupé de façon significative la couverture médiatique de l'Islande. Dans un premier temps, les partis de l'opposition : The Pirate Party et The Social Democratic Alliance proposent un « vote of no confidence »<sup>115</sup> afin de marquer leur désapprobation des conduites alléguées et remettent en cause la légitimité du gouvernement en place.

« We will declare no confidence in the prime minister and his cabinet », Arni [head of the Social Democratic Alliance] stated. « There is unity in the group and solidarity. We want to do this right, since there are important steps ahead, important for the whole nation ». « The country's credibility is ruined, and one could say an ethical collapse occurred last night ». - Birgitta Jonsdottir [head of the Pirate Party]. (Iceland Review, 4 avril 2016-c)

Dans un second temps, l'espace public est caractérisé par des manifestations et des demandes de démission motivées sous un sentiment d'indignation des citoyens islandais. En fait, environ 23 000 personnes sont descendues dans les rues afin de protester et des milliers de signataires ont exigé la résignation de M. David Gunnlaugsson. Ces valeurs pourraient être qualifiées de 'révélatrices' du climat de tension ressenti à ce moment en Islande - « This was certainly one of the biggest political demonstration in Icelandic history »<sup>116</sup>.

Bien qu'à ce moment-là M. David Gunnlaugsson n'envisage pas officiellement de démissionner - « Prime minister Sigmundur Davíð Gunnlaugsson maintained today that he has no intention of resigning nor has he contemplated the possibility »<sup>117</sup> - les demandes collectives réclamant de nouvelles élections se font de plus en plus pressantes<sup>118</sup>. Les 'unes' des journaux

---

<sup>115</sup> Une motion de censure en français, il s'agit de l'initiative prise dans un contexte parlementaire qui permet, sous une majorité, d'illustrer la désapprobation des conduites de la part d'un responsable politique ou économique, cela allant jusqu'à ordonner la démission de ce dernier ou encore défier le gouvernement en place (Encyclopédie du parlementarisme québécois).

<sup>116</sup> Iceland Monitor. (4 avril 2016).

<sup>117</sup> IceNews. (6 avril 2016)

<sup>118</sup> À titre d'exemples de mécontentements, les manifestants ont lancé du yogourt skyr sur le parlement, un produit typiquement islandais, des œufs ou encore des crémiers ont créé une saveur de crème glacée 'Wintris' (le nom du compte offshore détenu par l'ancien président) décrite comme étant « sour with a dose of arrogance and we don't particularly recommend it » (Iceland Monitor, 4 avril 2016-d).

se caractérisent par la connotation péjorative unanimement associée aux conduites révélées. Il est possible de lire les titres suivants : « Elections Now - Icelanders fired up and ready to protest »<sup>119</sup>, « A government betraying its people »<sup>120</sup>, « This government must go ! »<sup>121</sup>, etc.

Le 5 avril 2016, M. David Gunnlaugsson annonce sa démission au titre de premier ministre, la nouvelle fait la première page des journaux islandais avec également un écho à une échelle internationale<sup>122</sup>. Or, n'œuvrant dès lors plus à titre de chef du gouvernement, il choisit toutefois de conserver son mandat de député et son statut de président du parti. Il n'en reste pas moins que les quelques jours suivants la publication des 'Panama papers', se sont d'ores et déjà soldés par la démission du chef du gouvernement.

Il est important de souligner que ces pressions à la démission provenaient des citoyens, des membres de l'opposition, mais également des ministres du Progressive Party, ceux-ci étant inquiets pour la crédibilité de leur mouvement politique.

« The progressive party in Akureyri issued a statement yesterday saying that due to a breach of confidence between him and the party he should resign. Akureyri is known to be a strong hold of the two parties in government, particularly the progressive party. The independent party of Akureyri issued a similar statement, saying the alliance between the independent party and the progressive party can no longer function as a ruling government ». (IceNews, 6 avril 2016)

La tentative de dissolution contre l'association politique en place s'est avérée peu efficace, The Progressive Party survit à la 'motion de censure'. M. Sigurour Ingi Johannsson, ministre issu de ce même parti, est nommé premier ministre par intérim et pour une durée indéterminée.

« It's good news he's resigned, yes. But we need far more drastic change. We're left with the same gang in charge ». (Iceland Monitor, 5 avril 2016)

« 'This is just one big scandal' », says one protester, 'I want a new government' ». (Iceland Monitor, 5 avril 2016)

Les jours suivants (le 8 avril 2016), les médias publient les résultats de sondages politiques, ceux-ci exposent une diminution de la confiance envers The Progressive Party ainsi qu'une

---

<sup>119</sup> IceNews. (4 avril 2016).

<sup>120</sup> Iceland Monitor. (4 avril 2016-c).

<sup>121</sup> Iceland Monitor. (5 avril 2016-b).

<sup>122</sup> Le Monde, Le Figaro, The New York Times, BBC News, Le Devoir, etc.

montée de la popularité du parti d'opposition The Pirate Party. Un pourcentage d'environ 7,9 % contre 43 %<sup>123</sup>, même à la suite du retrait politique de l'ancien premier ministre, environ 55 % des citoyens font 'très peu' confiance aux membres du Progressive Party. Sous ces résultats, des élections anticipées sont annoncées en automne 2016<sup>124</sup>.

Outre les conséquences politiques, la présence de Sigmundur David Gunnlaugsson et ses collègues dans les 'Panama papers' ont eu des incidences sociales et économiques, avec des compagnies islandaises ayant perdu près de trois pour cent de leur valeur<sup>125</sup>.

*Les moments-clés (les données qualitatives) : du 10 au 30 avril 2016*

Les autorités fiscales de l'Islande énoncent un jugement de non-fondement envers les doutes publics soutenus d'évasion fiscale. Toutefois, le 'verdict' ne semble pas avoir empêché les ressentis d'indignation de subsister dans le territoire islandais.

Au cours des autres semaines d'avril 2016, les demandes citoyennes et parlementaires s'accumulent afin que l'ancien premier ministre partage les informations financières de la compagnie offshore<sup>126</sup>.

Les écrits des semaines trois et quatre abordent de façon édifiante l'implication du président Olafur Ragnar Grímsson et de sa conjointe Dorrit Moussaieff, alors que ceux-ci sont également cités dans les révélations panaméennes. Les données quantitatives permettent d'appuyer la nature de ces révélations, alors qu'au total, un article sur 13 implique M. Davíð Gunnlaugsson.

---

<sup>123</sup> Iceland Monitor. (6 avril 2016).

<sup>124</sup> Iceland Review. (8 avril 2016).

<sup>125</sup> Iceland Monitor. (6 avril 2016-b).

<sup>126</sup> Ici, les opposants nomment à titre d'exemple, cette initiative de David Cameron.

*Les moments-clés (les données qualitatives) : les mois suivants*

À titre de rappel, l'ancien premier ministre démissionne en date du 5 avril 2016. Il publie le 11 mai 2016, dans une communication écrite, ses états financiers. Les documents rendus publics exposent le paiement de taxes depuis 2007. Or, suite aux analyses de spécialistes en renseignements financiers, ils ciblent la période entre 2007 et 2009, notamment reliée à l'entrée de M. Davíð Gunnlaugsson dans la vie politique islandaise. Au cours de ces deux années, les vérificateurs remarquent un manque d'informations fiscales. À ce point : « the question [à propos de cette période : 2007-2009] remains unanswered why the company was registered on Tortola »<sup>127</sup>.

En date du 5 juin 2016, M. David Gunnlaugsson s'adresse publiquement à ses concitoyens pour la première fois depuis l'annonce de sa démission. Cette prise de parole semble viser la reconstruction de son image publique, mais également la crédibilité du Progressive Party, dont il siège toujours à titre de député et de président. Suite à quoi, l'ancien premier ministre se fait reprocher d'avoir énoncé un discours 'scripté', alors que depuis les dernières semaines, ce dernier refuse de répondre aux questions et aux demandes d'entrevues substantielles en lien avec ses comportements fiscaux<sup>128</sup>.

Les tensions sociales et gouvernementales marquent, en date du 13 septembre 2016, la révocation de M. Davíð Gunnlaugsson de ses fonctions à titre de président du Progressive Party. Perdant la majorité dans le cabinet, il ne reste qu'à M. Davíð Gunnlaugsson le statut de député. Il est possible de lire ses réactions au moment même du verdict :

« Gunnlaugsson was reportedly disappointed at this 'unexpected' outcome but declined to comment further. He also declined to comment on whether he intended to continue working for the Progressive Party. When asked what the future held for him now, Gunnlaugsson replied according to Morgunbladid report: 'We'll just have to see' ». (IceNews, 13 septembre 2016)

L'étude du cas se conclut au moment où les Islandais s'appêtent à aller aux urnes le 29 octobre 2016. En référence au dernier sondage disponible sous la tendance électorale, les partis Pirates et Independents se partageront une majorité des votes anticipés. Bien que The Progressive Party

---

<sup>127</sup> Iceland Review. (11 mai 2016).

<sup>128</sup> IceNews. (5 juin 2016).

ait regagné certains votes, ce nombre n'est pas représentatif du taux partisan 'avant' les 'Panama papers'.

### 5.1.2 La place des liens théoriques

En retraçant la couverture médiatique des 'Panama papers' qui implique l'ancien premier ministre islandais, il est possible de mettre en lumière des éléments théoriques suivants : des tonalités de discours, des techniques de neutralisation, une cérémonie de dégradation, le contexte politique, etc.

#### *Le ton des discours et les techniques de neutralisation*

Dans un premier temps, il est possible d'identifier au moins deux registres discursifs dans lesquels M. Davíð Gunnlaugsson semble inscrire les tonalités de ses prises de parole à l'évolution des 'Panama papers'. Dès les premiers jours, il nie ses responsabilités et la faute reprochée.

« He maintains that nothing illegal has taken place, that he and his wife have always paid taxes of their assets in the tax haven abroad and that he wants nothing more than to continue to work for the government on the matters at hand ». (IceNews, 6 avril 2016)

L'ancien premier ministre ne semble pas être rejoint par les allégations de fraude ou de participation à l'évasion fiscale, cela même si les réponses sociales et politiques sont péjoratives et unanimes. Ce point peut être appuyé par la réaction lorsqu'il perd la majorité et est évincé de son parti : « Gunnlaugsson was reportedly disappointed at this 'unexpected' outcome but declined to comment further [...] »<sup>129</sup>.

Dans un deuxième temps, il est possible d'identifier un déplacement du registre des arguments. Lors des premières semaines, M. Davíð Gunnlaugsson accuse les médias d'atteinte à la vie privée (argument offensif), et il réplique en arguant que les demandes répétées à la divulgation de ses états financiers sont intrusives - « The prime minister and his wife then rushed out separate public statements in Icelandic condemning reporters' intrusions into their private business matters »<sup>130</sup>. Toutefois, lors du mois de mai 2016, celui-ci publie ses états financiers

---

<sup>129</sup> IceNews. (13 septembre 2016).

<sup>130</sup> IceNews. (5 juin 2016).

(argument défensif), une technique qui semble appeler à la démonstration de la transparence (Lascoumes et Nagels, 2014).

Autre registre défensif, M. David Gunnlaugsson fait intervenir les arguments de complexité fiscale entourant le compte offshore possédé : les opérations de vente (2007-2009) entre sa conjointe et lui, les investissements à l'étranger et le rôle joué par Wintris. Inc. dans la crise islandaise en 2008. Il est possible de croire que les différents tons des discours et les techniques mobilisées avaient comme but de tenir à distance ou tenter d'effacer la figure de 'fraudeur'/'déviant' (Sykes et Matza, 1954 ; Benson, 1985).

### *La cérémonie/rituel de dégradation*

Sous l'analyse du cas de M. David Gunnlaugsson, la semaine suivant la publication des 'Panama papers' a mené à la démission de l'ancien premier ministre. L'indignation persistante de la part du public islandais aurait engagé l'ancien premier ministre sous une cérémonie de dégradation statutaire (status degradation ceremony ; Garfinkel, 1956). Il est possible de relever trois temps à l'étude de la dégradation.

Le premier temps : les manifestations citoyennes en date du 4 avril 2016 et le 'vote of no confidence' ont fait pression dès le début pour que l'ancien premier ministre se retire de sa fonction politique. À ce moment, alors qu'il démissionne M. David Gunnlaugsson expose sa volonté de conserver ses autres postes : député et président du parti. Le deuxième temps : les semaines suivantes, les Islandais demandent la dissolution complète du Progressive Party, et il est à noter que M. David Gunnlaugsson n'est plus la figure publique du parti, mais il y reste associé. Le troisième temps : sous les fragilisations de la crédibilité de l'ancien élu et de son parti, il perd le vote de la majorité au sein de ce dernier, conséquemment il est alors remplacé par un autre ministre.

### *Le contexte politique et économique suite à la crise de 2008*

En 2008, l'Islande est marquée par la crise financière, causant la faillite de banques, l'augmentation d'inégalités sociales, etc. Au moment de désigner les responsables de l'évènement, l'attention est axée sur les comportements d'élites politiques et économiques, ceux-ci ont été associés à « de graves manquements politiques et techniques internes » (Cordier, 2017 p. 2 ; Ingmundarson, Urfalino et Erligsdottir, 2016). Sous cette affirmation, la responsabilité de la crise revient, non pas à un individu, mais davantage à une classe sociale. Depuis 2008, le climat et les échanges entre les strates sociales sont plus tendus, étant illustrés par les manifestations citoyennes quotidiennes devant le parlement islandais, l'endroit représentatif des 'élites' politiques et économiques.

« Icelanders have not forgotten the 2009-2011 protests, also referred to as the Kitchenware Revolution which occurred in the wake of the Icelandic financial crisis. There had been weekly protests since October 2008 against the Icelandic government's handling of the financial crisis. The protests intensified on 20 January 2009 with thousands of people showing up to protest on Austurvöllur ». (IceNews, 4 avril 2016)

À vrai dire, les révélations de corruption et les scandales politiques ont été nombreux en Islande avant les révélations des 'Panama papers'. Ainsi, un questionnement est soulevé : pourquoi les révélations entourant l'ancien premier ministre ont-elles pris des proportions significatives dans le territoire islandais, allant jusqu'à provoquer des changements politiques ? (Briquet. 2009, p. 285). Les révélations des 'Panama papers' réexposent les conduites compromettantes, toujours présentes, de figures respectées en Islande.

Différentes conditions semblent s'inscrire en concomitance avec le processus de délégitimation politique défendu par Briquet (2009), sous le présent cas, il pourrait s'agir de M. David Gunnlaugsson et du Progressive Party.

En fait, des conditions semblent être réunies : 1) les dysfonctionnements du système politique - depuis la crise de 2008, bien que le système économique et politique de l'Islande soit plus 'stable', il n'en reste pas moins que des conduites discutables persistent. Au terme des six moins



étudiés dans la recherche, six figures politiques islandaises ont démissionné après leur apparition dans les ‘Panama papers’<sup>131</sup>.

2) La mise à jour des manquements en période d’un climat favorable à une croisade morale - l’addition de révélations d’évasion fiscale via un paradis fiscal de la part de l’ancien premier ministre, membre de la classe supérieure, semble ajouter à l’intolérance sociale plus relevée depuis 2008. Ce qui pourrait également avoir ajouté au ressenti d’indignation, est que M. David Gunnlaugsson a fait campagne politique en 2009 en luttant « contre le remboursement des créanciers internationaux »<sup>132</sup>, or les ‘Panama papers’ exposent qu’il a également été créancier via le compte offshore Wintris Inc. Le double rôle lui a valu de fortes critiques entourant l’éthique de son travail.

« Gunnlaugsson was ‘very proud’ of his success resurrecting Iceland’s economy after the 2008 financial crisis, the statement said, and ‘especially proud of his government’s handling of... the creditors of the failed Icelandic banks ». (Iceland Monitor, 29 avril 2016)

3) La compétition politique - les opposants politiques ont présenté de forts discours contre l’évasion fiscale, des promesses politiques qui semblent être notamment recherchées par les citoyens-électeurs islandais. Les partis de l’opposition désignent The Progressive Party, dont était le premier ministre M. David Gunnlaugsson comme étant ‘The Panama parties’<sup>133</sup>. L’étiquette renvoie aux nombreuses figures politiques en poste nommées dans les ‘Panama papers’.

Ces conditions semblent avoir accompagné la disqualification statutaire de l’ancien premier ministre. Le moment d’incertitude lié à la qualification des conduites, dont il est mention aux pages précédentes, a été bref, la population répond de façon unanime : la démission. Cela peut s’appuyer par le contexte sociétal agité depuis 2008.

---

<sup>131</sup> IceNews. (29 avril 2016).

<sup>132</sup> Le Monde. (8 avril 2016).

<sup>133</sup> Iceland Monitor. (3 mai 2016).

### *La finalité de la dénonciation publique*

L'enchaînement des histoires de corruption, les scandales politiques, le contexte politique suite à la crise financière de 2008 et le taux d'inégalités sociales pourraient expliquer pourquoi les révélations ont 'pris' sur le territoire islandais. Les citoyens ont exprimé leur indignation, alors qu'ils semblent être maintenant impatients et intolérants face à ce type de déviances mettant en cause les responsables politiques et économiques.

Dans un même ordre d'idées, ces éléments pourraient également avoir freiné la division sociale, c'est-à-dire des échanges entre différentes positions sociales ou des prises de défense. L'engagement à l'indignation sociale semble être plus soutenu et marqué, ainsi le concept d'unanimité, qui est notamment possible d'observer sous ce cas d'étude, est non négligeable, celui-ci détermine le passage de la forme 'scandale' vers 'affaire'. Par conséquent, la valeur transgressée par l'acteur politique islandais, M. David Gunnlaugsson, serait toujours déterminante, particulièrement réaffirmée suite aux révélations des 'Panama papers'.

Tout au long des six mois sur lesquels portent les analyses, aucun individu, ni un autre élu politique, ni un citoyen-électeur ne s'est présenté sur la scène publique pour défendre les comportements reprochés à l'ancien premier ministre. Bien au contraire, la réponse sociale a tendu vers une position unanime avec des appels à la démission<sup>134</sup>. Ainsi il n'y a eu aucune contre-accusation envers les individus et les plateformes qui ont fait acte de dénonciation publique contre l'ancien premier ministre. À titre de rappel, Sigmundur David Gunnlaugsson a été jugé coupable d'une faute, au minimum, éthique reliée à un conflit d'intérêts lors de son entrée en politique, cela toujours en lien avec la non-déclaration publique de la compagnie Wintris Inc. Il n'a pas été jugé coupable à des accusations criminelle ou pénale.

« No one is saying he used his position as prime minister to help his offshore company, but the fact is you shouldn't leave yourself open to a conflict of interest. And not, should you keep it secret » – Ministre des Finances de l'Islande ; Steingrímur Sigfússon. (Iceland Review, 8 avril 2016)

---

<sup>134</sup> Non seulement envers M. David Gunnlaugsson, mais également toutes les figures politiques listées dans les 'Panama papers'.

À titre de rappel, la couverture médiatique qui cible l'ancien élu politique de l'Islande, M. David Gunnlaugsson, représente une part significative (60,7 %) de l'ensemble des articles collectés sur les sites de références islandaises. Comme De Blic et Lemieux (2005) défendent, la forme du 'scandale-avéré' est caractérisée par une réponse unanime à une demande de châtiment. Lors de cette étude de cas, bien qu'aucune accusation pénale et civile n'ait été formulée, ce 'châtiment' pourrait davantage référer à la délégitimation politique et statutaire de l'ancien premier ministre. Ici, il serait plus d'ordre social, alors que la perte de deux titres politiques est considérable.

Suite à la mobilisation de valeurs quantitatives et qualitatives, il est possible d'affirmer que la finalité de la dénonciation publique qui met en cause l'ancien premier ministre islandais s'apparente à la forme et aux conceptualisations du 'scandale-avéré' défendue par les auteurs de la sociologie du scandale (De Blic et Lemieux, 2005 ; Boltanski et Claverie, 2007).

## **5.2 L'étude de cas : David Cameron - le Royaume-Uni**

L'homme d'État britannique devient le chef du Parti conservateur<sup>135</sup> en 2005 et il a œuvré à titre de premier ministre du Royaume-Uni<sup>136</sup> entre la période du 11 mai 2010 au 13 juillet 2016. Auparavant formé d'une coalition 'Libéraux - Démocrates', son parti a obtenu la majorité absolue suite à l'élection générale de 2015. Au début de l'année 2016, M. Cameron fait campagne afin que le Royaume-Uni maintienne sa place à l'intérieur de l'Union européenne (UE). Le 23 juin 2016 a eu lieu le vote sur le référendum déterminant l'appartenance du Royaume-Uni à l'Union européenne (UE). Suite à ce dernier, les Britanniques ont voté à 51,9 % en faveur de la sortie de l'UE. La demande de retrait, mieux connu sous l'expression anglophone de 'Brexit'<sup>137</sup>, engagera alors la démission de David Cameron à la tête du gouvernement conservateur.

---

<sup>135</sup> Il s'agit d'un parti habituellement classé à la droite politique : idées conservatrices, libéralisme économique, etc. Depuis 2010, il est le parti le plus imposant de la vie politique du Royaume-Uni.

<sup>136</sup> Sous un régime défini 'monarchie constitutionnelle', le Royaume-Uni évolue sous une démocratie parlementaire (France Diplomatie, 2019). Le monarque, Elizabeth II, possède le titre de chef d'État, alors que le premier ministre est le chef du gouvernement. Oscillant entre l'élection d'un gouvernement conservateur et travailliste depuis 1920, le pouvoir exécutif s'exerce toujours 'au nom de la Reine' (Université de Sherbrooke, 2019-3). Le régime politique du Royaume-Uni est mieux connu sous le nom de 'Westminster', celui-ci tire son nom de la ville où siège le parlement britannique.

<sup>137</sup> L'expression Brexit renvoie à « British exit from the European Union » (République Française, 2019).

### *La nature des révélations touchant David Cameron*

Sous les révélations des ‘Panama papers’, David Cameron aurait tiré profit du fonds fiduciaire de son père Ian Cameron, le fonds étant géré par l’intermédiaire de la firme Mossack Fonseca. Sur une période de trente ans, aucun impôt n’aurait été payé sur le fonds. Entre 1997 à 2000, David Cameron a avoué avoir détenu des parts de Blairmore Holding Inc., ce même fonds appartenant en partie à son père. Au moment de devenir premier ministre en 2010, il aurait vendu ses parts pour la somme d’environ 23 500 £. À la mort du paternel, David Cameron aurait également reçu un héritage monétaire d’environ 300 000 £.

« Meanwhile, the release of the documents refocused attention on the role of Ian Cameron, the prime minister’s deceased father, who was a director of an offshore fund advised by the Panamanian law firm ». (Financial Times, 4 avril 2016)

#### **5.2.1 L’évolution de la couverture médiatique : les tonalités selon les séquences observées**

Les premiers écrits de la presse au sujet des ‘Panama papers’ ciblant M. Cameron et/ou son père datent du 3 avril 2016, soit dès le début des révélations internationales. En termes de valeurs quantitatives, il peut être pertinent de rappeler que 141 documents sur un total de 381 textes collectés dans les références britanniques lient de façon importante l’ancien premier ministre à des conduites associées à la finance offshore. La valeur correspond à 37,0 % de la couverture médiatique des sources au Royaume-Uni. Ce pourcentage ciblé, notamment associé à la variable 6.2, peut paraître moins significatif. D’après les observations, la couverture médiatique en provenance des références britanniques a été étendue à un ensemble d’acteurs listés à l’internationale : des célébrités, des banquiers, des élites politiques et économiques, etc.<sup>138</sup> Les activités de codage permettent d’appuyer ces constats ; un nombre plus important de codes, autre que celui attribué à M. Cameron (6.2), a servi lors du classement par thèmes du contenu. Or, il semble qu’une représentation de 37,0 % s’attardant à M. Cameron soit une valeur loin d’être négligeable.

---

<sup>138</sup> À la comparaison de la couverture médiatique islandaise. À ce point, voir la mise en commun des cas présentée dans la section « discussion ».

Le tableau ci-dessous (9) affiche les informations quantitatives reliées à M. Cameron, celles-ci ont été extraites du corpus du Royaume-Uni (381 documents) dans le but d'appuyer les écrits entourant la représentation médiatique de l' élu.

**Tableau IX. Retour sur l'attention médiatique des comportements de M. Cameron (Royaume-Uni)**

Le Royaume-Uni	Périodes de temps observées (2016)										
	L'attention médiatique										
	Avril (semaine)					Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Total
	1	2	3	4	Total						
% de la couverture axée sur l' élu	58,7	33,3	2,8	0	95,0	4,3	0,7	0	0	0	100
Les documents publiés par séquences (6.2)/le total de documents codés 6.2	83/141	47/141	4/141	0/141	134/141	6/141	1/141	0/141	0/141	0/141	141/141
% de la couverture axée sur l' élu	38,2	54,7	25	0	N/A	21,4	14,3	0	0	0	37,0
Les articles codés 6.2/les articles du corpus britannique (séquences)	83/217	47/86	4/16	0/12	134/331	6/28	1/7	0/5	0/6	0/4	141/381

*La couverture médiatique (les données quantitatives) : les premières semaines (avril 2016)*

Poursuivant sur le cas de M. Cameron, il semble y avoir deux vagues d'articles ; référant à la semaine numéro un et deux du mois d'avril 2016 (semaines 1 et 2 ; tableau 9). Premièrement, les jours suivant la divulgation des informations, c'est-à-dire du 3 au 9 avril 2016 (semaine 1 ; tableau 9), 83 textes sur une possibilité de 217 parutions dans la séquence (38,2 %) portent sur les comportements de l'ancien élu politique. Deuxièmement, au cours de la semaine suivante, du 10 au 16 avril 2016, plus de la moitié des documents parus entre ces dates s'attardent explicitement sur l'acteur social ciblé (47 documents sur un total de 86 ; 54,7 % ; tableau 9).

S'appuyant sur les différents textes britanniques ciblant l' élu, il semble pertinent de mettre en valeur que sur ces 141 documents, 134 ont été partagés entre le 3 et le 30 avril 2016, c'est-à-dire au mois d'avril 2016 (tableau 9). Le nombre de parutions fait référence à 95,0 % de l'ensemble de la couverture codée 6.2. Saisies séparément, les semaines un et deux correspondent à 92,2 % de ce même ratio (83 + 47 = 130/141 ; tableau 9). Sous ces constats, il

est possible de défendre que sur papier, la presse britannique se soit montrée réactive entre le 3 et 16 avril 2016.

Dès la troisième semaine d'avril 2016, il est possible d'observer une diminution du nombre d'articles publiés abordant M. Cameron. Ce décroissement est également présent lors de la quatrième semaine du même mois. Respectivement, les proportions renvoient à quatre documents sur la possibilité de seize ; et aucun texte sur douze.

#### *La couverture médiatique (les données quantitatives) : les mois suivants (2016)*

Sous les données rapportées dans le tableau 9, il est possible de cibler quatre temps où aucun article n'aborde explicitement les comportements financiers offshores de M. Cameron. Il s'agit de la semaine quatre du mois d'avril 2016 (semaine 4 ; tableau 9) et les mois de juillet, août et septembre 2016.

Il semble y avoir un court regain de textes codés sous la thématique 6.2 au mois de mai 2016. À vrai dire, six textes sur la possibilité de 28. Le décroissement marque de nouveau les mois suivants.

Regroupés sous l'unité de codage 6.2, les mois de mai et juin 2016 correspondent à sept articles ( $6 + 1 = 7/141$  ; tableau 9) sur un total de 141. Comparés au corpus total du Royaume-Uni (381 articles), les mois : mai, juin, juillet, août et septembre 2016 correspondent à environ 0,13 % ( $28 + 7 + 5 + 6 + 4 = 50/381$  ; tableau 9) des parutions écrites. Il est donc possible d'affirmer que ces valeurs quantitatives sont bien moins imposantes que les données extraites à la semaine un et deux des 'Panama papers'.

#### *La couverture médiatique (les données quantitatives) : l'identification des 'moments-clés'*

En référence aux valeurs quantitatives présentées ci-dessus, soit le nombre de publications selon les périodes observées, il est possible de défendre que les premières semaines du mois d'avril (3 au 16 avril 2016) représentent des moments-clés à l'étude du cas britannique. Autrement dit, un nombre considérable d'articles de la presse écrite ont paru à ces moments (3 au 16 avril 2016), il pourrait s'agir d'un espace-temps propice à la qualification des conduites dévoilées et mettant en cause l'ancien premier ministre du Royaume-Uni. La vitrine temporelle

semble plus mouvementée et réversible alors qu'une part importante des prises de position, des échanges entre acteurs et des stratégies défensives a été mobilisée impactant ces mêmes enjeux à la qualification des conduites qui impliquent M. Cameron. Pour ce cas, ces moments d'incertitudes offrent des pistes explicatives pertinentes à la division sociale qui caractérise particulièrement les écrits médiatiques envers les conduites de l'élu. Les informations qualitatives exposées ci-dessous peuvent être interprétées de façon concomitante, ces dernières semblent également soutenir cette même proposition.

*Les moments-clés (les données qualitatives) : du 3 au 9 avril 2016*

Au cours de la première semaine du mois d'avril 2016, il est possible d'identifier des moments-clés liés à la dénonciation publique des comportements reprochés à David Cameron ou, par association, Ian Cameron.

En date du 3 avril 2016, les 'Panama papers' amène l'espace public britannique à problématiser, à première vue, les intérêts financiers, les modes de fonctionnement et d'opération du fonds fiduciaire mis en place par Ian Cameron. Suite à quoi, des critiques sociales et politiques émergent au sujet de David Cameron, cela en raison du lien entre les deux figures, ces critiques semblant s'orienter vers deux pôles.

« Blaimore is shown to have been controlled using an obscure financial instrument known as bearer shares. These do not carry the name of the owner. [...] The Guardian has confirmed that in 30 years Blaimore has never paid a penny of tax in the UK on its profits ». (The Guardian, 4 avril 2016)

« The Panama papers [...], reveal the details of how Cameron Sr sheltered Blaimore's profits with a series of expensive and complicated arrangements ». (The Daily Mail, 4 avril 2016)

Une première vague de critiques adresse la relation liant David Cameron aux bénéfices pouvant avoir été générés par la compagnie offshore de son père et l'héritage reçu. Rappelant qu'il semblerait que Blaimore Holding n'a pas été soumis à l'impôt pendant près de 30 ans, des doutes sont soulevés en raison de la provenance de l'argent (offshore) et à ce qui pourrait s'apparenter à un manque de respect de la régulation et des lois fiscales entourant les bénéfices de la compagnie.

Une deuxième vague de critiques met en lumière une dissonance entre ces révélations et les discours politiques, à savoir la mise en priorité de la lutte contre l'évasion et l'évitement fiscale que défend Cameron depuis sa campagne de 2013 envers les conduites exposées sous les 'Panama papers'.

« After years of calling for tax transparency and attacking complex offshore tax arrangements as 'morally wrong', the Prime Minister has been shown to have personally benefited from exactly such a secretive offshore investment ». (The Guardian, 3 avril 2016).

Suite aux révélations des 'Panama papers', d'autres événements s'étant déroulés en 2013 refont surface ou sont alors mis en relation avec la nature des documents panamiens. En 2013, David Cameron intervient face à l'UE dans l'initiative à rendre public le nom réel des propriétaires de fiducies, trusts ou de comptes offshore. L'ancien premier adresse une communication au président du Conseil Européen dans laquelle ses écrits mobilisent l'argument de 'la vie privée' - « The prime minister said that trusts should not automatically be subject to the same transparency requirements as compagnies [...], This means that the solution for addressing the potential misuse of compagnies - such as central public registries – may well not be appropriate generally »<sup>139</sup>. Plusieurs écrits de la presse mettront en relation ces deux événements - l'opposition au partage d'informations liées à la finance offshore et la mise à jour du nom de son père dans les 'Panama papers' - et problématisent les liens qui peuvent en ressortir.

Bien qu'en date du 3 et 4 avril 2016, aucune allégation d'illégalité n'a été formulée envers Blaimore Holding et les activités financières, il semble que les révélations des 'Panama papers' ont affecté la crédibilité et la confiance des citoyens-électeurs envers le premier ministre. À vrai dire, les 'Panama papers' rappellent des soupçons précédemment formulés en 2012 concernant les activités offshore de la famille Cameron.

« The allegations had previously surfaced in 2012. Asked if Mr Cameron's still had any offshore interests, the prime minister's spokeswoman said this was a 'private matter' ». (Financial Times, 4 avril 2016)

En référence au doublement des soupçons (2012 et 2016), les écrits de la presse britannique peuvent se lire sous un ton réprobateur et de mécontentements au sujet des conduites fiscales du premier ministre et de son père. Dans un même sens, afin de soutenir une transparence et le droit

---

<sup>139</sup> The Guardian. (6 avril 2016).



des citoyens à la validité des états financiers, les membres de l'opposition, le Parti Travailliste (Jérémy Corbyn) en tête, émettent publiquement l'intention d'une demande d'investigation fiscale envers l'ancien premier ministre<sup>140</sup>.

Le bureau de la taxation britannique HMRC<sup>141</sup> (Her Majesty's Revenue and Customs) se saisit des informations partagées par le consortium *ICIJ* et énonce aux citoyens-électeurs que ces renseignements seront examinés au cours des prochains jours. L'organisation ne semble pas réfuter la possibilité d'une enquête judiciaire adressant les finances offshores de M. Cameron.

« We have asked the *ICIJ* to share the leaked data that they have obtained with us. We will closely examine this data and will act on it swiftly and appropriately - J. Granger, director general of enforcement and compliance at HM Revenue and Customs ». (The Daily Mail, 4 avril 2016-b)

Le 5 avril 2016 à Birmingham, M. Cameron fait une apparition dans le public lors d'un déplacement politique. Suite à quoi, il est interpellé par une source du SkyNews afin de répondre à des questions concernant les révélations des 'Panama papers'.

« Can you clarify for the records that you and your family have not derived any benefit in the past and will not in the future from the offshore Blairmore Holding fund mentioned in the 'Panama papers' ». (The Guardian, 5 avril 2016).

M. Cameron répond sous deux temps. Premièrement, comme le qualifient les textes parus, les propos qu'il émet sont vagues, l'ancien premier ministre reste évasif et prudent dans ses réponses. Il semblerait qu'il tente de détourner ou contourner les questions adressant les bénéfices obtenus ou les parts possédées dans la compagnie offshore de son père. M. Cameron exprime :

« The investigation we need first of all, is for HMRC, our tax authority, to use all the information that is coming out of Panama to make sure that everything is done; to make sure that companies and individuals are paying their taxes properly ». (Financial Times, 5 avril 2016)

Deuxièmement, lors de sa réponse subséquente deux points ont retenu l'attention du public britannique, et ces éléments pourraient avoir appelé à une re-problématisation des informations révélées sous les 'Panama papers'. M. Cameron affirme :

---

<sup>140</sup> The Guardian. (7 avril 2016).

<sup>141</sup> HMRC (Her Majesty's Revenue and Customs), il s'agit du département responsable de la collecte des taxes et du paiement de services que fournit l'État (les cotisations, la sécurité sociale) (Gov.uk, 2019).

« In terms of my financial affairs, I own no shares. I have a salary as prime minister and I have some saving. I have no shares, no offshore trusts, no offshore funds, nothing like that. And, so that, I think, is a very clear description ». (Financial Times, 5 avril 2016)

Un premier élément est souligné alors que M. Cameron ne porte aucun propos sur les finances en lien avec sa femme ou ses enfants, ou la possibilité qu'ils puissent être bénéficiaires d'un fonds offshore à leur tour. La question incluait, au préalable, la composante familiale. Un deuxième élément est souligné alors que M. Cameron ne fait aucune mention d'une participation à des conduites offshores dans un passé ou dans un futur, alors que le fonds fiduciaire créé par son père en 1980 est toujours actif.

Bien que M. Cameron répond à la question, la presse et une partie du public ne semblent pas être satisfaits des informations que ce dernier a renvoyées à l'auditoire - « Let's be blunt David Cameron didn't answer the question asked »<sup>142</sup>.

Toujours en date du 5 avril 2016, David Cameron se présente à une conférence de presse. Suite à l'évènement, il lui est reproché de ne pas avoir répondu de façon acceptable, de nouveau, aux interrogations posées et, également, d'avoir leurré en quelque sorte les médias (*plays the media*)<sup>143</sup>. En fait, Cameron n'aurait répondu que vaguement à deux ou trois questions, alors que les autres auraient été choisies de façon partisane - « The missing detail in every incomplete clarification worked like a cliff-hanger ending in a soap, leaving the audience hungry for the next episode »<sup>144</sup>.

À ce moment, les pressions à l'appel de transparence et des explications 'claires' semblent se faire pressantes et pesantes, notamment ajoutées à une double révélation de comportements offshores. Les demandes répétées pourraient laisser croire à une forme d'unanimité dans l'espace public, mais également par des attaques du parti opposé (le parti Travailliste).

---

<sup>142</sup> Financial Times. (5 avril 2016).

<sup>143</sup> The Guardian. (5 avril 2016).

<sup>144</sup> The Guardian. (5 avril 2016-b).

Jusqu'à présent, la principale ligne de défense de l'ancien premier ministre lorsque ses finances personnelles ou familiales sont abordées publiquement regroupe le 'no comment' et le 'private matter'.

« The prime minister must explain to the country 'exactly what's been going on' with his family's financial affairs in the wake of the Panama papers leaks and should be subjected to an investigation to determine whether tax has been avoided, Jeremy Corbyn said ». (The Guardian, 5 avril 2016-c)

« Well, it's a private matter in so far as it's a privately held interest. But it's not private matter if tax is not being paid... ». (The Daily Mail, 5 avril 2016)

En date du 7 avril 2016, M. Cameron participe à une entrevue télévisée sur la chaîne ITV, il avoue, à 'demi-mot', avoir été bénéficiaire du fonds fiduciaire mis en place par son père. Cette mise au point semble être motivée par un désir de mettre fin aux multiples demandes d'explications suite à l'apparition du nom de son père dans les 'Panama papers'.

Selon ses 'demi-aveux' David Cameron aurait possédé des parts de la compagnie Blaimore Holding entre 1997 et 2010. Or, l'année 2010 coïncide au moment où il devient le leader de l'opposition conservatrice. Ainsi, il semble que le recoupement entre ces événements accentue les doutes déjà présents, d'un manque d'éthique et de transparence. Lorsqu'il vend ses parts de la compagnie en 2010 (1), il avoue avoir payé l'impôt sur le revenu, mais non sur les gains en capital de la somme des 30 000 £<sup>145</sup>. Au public, M. Cameron justifie la motivation ayant amené à la vente 'très' discrète de ses parts : « because I didn't want anyone to say you have other agendas or vested interests »<sup>146</sup>.

David Cameron revient, dans une même mesure sur l'héritage monétaire (300 000 £) reçu suite à la mort de son père (2). Cameron cherche à se défendre - « I obviously can't point to the source of every bit of money and dad's not around for me to ask the questions now »<sup>147</sup>. En référence à la citation, l'ancien premier ministre se plaint d'être méconnaissant de l'ensemble des sources ou les conditions qui ont entouré l'argent hérité. À vrai dire, il ne nie pas la possibilité de

---

<sup>145</sup> The Daily Mail. (8 avril 2016).

<sup>146</sup> The Economist. (7 avril 2016).

<sup>147</sup> The Guardian. (7 avril 2016-b).

l'offshore - « He also conceded that some of the 300,000 £ left to him by Ian Cameron may have come from funds kept offshore »<sup>148</sup>.

Cette tentative à la transparence financière qualifiée de 'tardive' de M. Cameron semble avoir atténué que peu les pressions ou les mécontentements sociaux. Ainsi, à la fin de la première semaine, les positions sociales et politiques pourraient s'être davantage regroupées sous des valeurs associées à l'incrédulité ou l'incompréhension, notamment due aux changements de discours de M. Cameron (de 'no comment' au demi-aveux). À vrai dire, selon les résultats d'un sondage mené dans le public, 18 % sont d'avis que M. Cameron a été « open and honest about his tax affairs » et 56 % « he did not »<sup>149</sup>.

Jusqu'à présent, aucun écrit de la presse ne cite ou n'implique un acteur social ayant pris publiquement la défense de M. Cameron. Inversement, l'ancien premier ministre reçoit de premières demandes de démission de la part du public et des membres de l'opposition. Par conséquent, il semble que même si les conduites de M. Cameron n'ont pas été qualifiées officiellement par les autorités (HMRC), le moment d'incertitudes à la détermination des conduites pourrait laisser place à une qualification négative.

À vrai dire, l'ancien premier ministre reconnaît la semaine numéro un des 'Panama papers' comme étant difficile : « not been a great week [...] I know I should have handled this better, I know there are lesson to lean and I will learn them »<sup>150</sup>. M. Cameron avance l'intention, sous la mise en difficulté politique, de partager 'sous peu' ses états financiers.

#### *Les moments-clés (les données qualitatives) : du 10 au 16 avril 2016*

Au cours de cette deuxième semaine, trois différents moments méritent d'être soulevés :

1) L'ancien premier ministre réplique en énonçant deux nouvelles. Dans un premier temps, il affirme qu'à l'avenir aucun membre de sa famille, en s'incluant lui-même, ne va profiter de fonds offshore.

---

<sup>148</sup> The Daily Mail. (7 avril 2016).

<sup>149</sup> The Guardian. (8 avril 2016-b).

<sup>150</sup> The Financial Times. (8 avril 2016).

« ‘Rules have changed, culture has changed’, he said. ‘And I welcome that. I want to be as clear as I can about the past, about the present, about the future, because frankly, I don’t have anything to hide’ ». (Financial Times, 10 avril 2016)

Dans un deuxième temps, il partage ses états financiers, les informations rendues publiques s’échelonnent sur une période de six ans (2010 à 2016). Bien que la publication semble motivée sous une volonté défensive, c’est-à-dire de plaider une innocence à la suite de la mention de son père dans les ‘Panama papers’, certaines de ses données financières soulèvent toujours des doutes - « Did Cameron or his wife benefit from the Blaimore offshore trust or any other offshore trust before 2010 ?; Cameron said that in July 2010, after becoming prime minister, he sold shares that he jointly owned with his wife. What were these shares ? Were any investments in offshore trusts which avoided UK tax ? », etc<sup>151</sup>.

Le document financier partagé par M. Cameron révèle un autre type de comportement fiscal, bien que controversé, il correspond à des techniques d’évitement légales - « It revealed new details about his personal wealth and details that shows he stands to avoid a 70,000 £ inheritance tax bill following his father's death »<sup>152</sup>. L’impôt sur la succession (*inheritance tax*; IHT) peut atteindre 40 % des sommes héritées. Or, sous des mécanismes d’évitement, les sommes reçues peuvent ne pas s’être pliées à cette pression/imposition fiscale. L’élément plus problématisé dans les écrits de la presse renvoie à la cette capacité de domestiquer les types impôts par les individus d’une certaine classe sociale.

« Anger of middle-class savers as bill for ‘devious’ inheritance tax tops 4bn £. The sum rises because the very wealthy have so much more, year on year. [...] Trusts are a very British disease, great conveyors of privilege from one generation to the next ». (The Guardian, 7 avril 2016-c)

2) La division de l’unanimité. Il se dessine sous le cadre de la deuxième semaine, ce qui pourrait être perçu comme une division des camps, du moins l’unicité de l’espace public britannique ne semble plus aussi évidente. Des prises de position différentes viennent délimiter des pôles d’opinions. En fait, une première partie des acteurs politiques et du public maintiennent les discours réprobateurs, des demandes additionnelles d’explications et des démonstrations

---

<sup>151</sup> The Guardian. (10 avril 2016)

<sup>152</sup> The Daily Mail. (10 avril 2016).

protestantes à la démission (9 avril 2016). Ils reprochent à M. Cameron d'avoir « misleading the public » avant de passer aux aveux à 'demi-mot'.

« Richard Burdon, the shadow Treasury minister, said Cameron's admission showed a 'crisis of morals' at the heart of the Conservative government [...]. We can't let this crisis of morals at the heart of the Conservative government further undermine public trust in the office of prime minister ». (The Guardian, 8 avril 2016)

« Not paying tax may not be illegal, but it is immoral. It is a form of theft. The acceptance of a caste system whereby the likes of David Cameron and George Osborne rule us, and we are not allowed to question the finance of this elite has to stop ». (The Guardian, 10 avril 2016-b)

D'un autre côté, il semble que suite à la publication des états financiers de l'ancien premier ministre, d'autres acteurs sociaux et de la presse entrent en jeu. Les écrits adressant M. Cameron sont davantage présentés sous un ton 'modéré' appelant à une rectification des accusations. Au moins trois registres peuvent être identifiés. Un premier, bien que les révélations semblent 'controversées', c'est-à-dire la vente de ses parts de la compagnie offshore n'est pas illégale, cela dans la mesure où le fisc est tenu informé. Encore, concernant la taxe sur la succession, selon des mécanismes fiscaux légaux il peut être possible d'éviter une imposition totale ou partielle. Un deuxième renvoie à une minimisation des conduites. Plusieurs textes soulignent l'aspect commun de l'utilisation de fonds ou de comptes offshore. Conjointement, un troisième point renvoie à la rationalité derrière la finance offshore. Autrement dit, il pourrait s'agir d'une réponse 'normale' de la part du contribuable souhaitant limiter la pression fiscale du pays de résidence.

« Most manage their money in order to minimize tax, often with active assistance of revenue staff ». (Financial Times, 10 avril 2016)

« Ian, had something called a 'unit trust' fund, whereby a group of people pool their money (by buying shares, or units, of the total kitty) and use it to invest in a variety of securities, spreading the risk. [...] Millions of Britons use similar arrangements, albeit indirectly, through pension funds which invest in hedge funds prone to such practices. Nothing that has emerged suggests that the prime minister's family broke any rules. [...] This practice, like the unit-trust investment, is unremarkable and involves no rule-breaking. In other words the Camerons responded normally to the signals sent by the tax system ». (The Economist, 10 avril 2016)

Une composante pourrait toutefois relier les deux prises de position. En référence au double rôle que possède Cameron : le titre de contribuable/citoyen et le titre de figure politique, les attentes

sociales sont changeantes. Aucune loi fiscale ne semble avoir été ‘enfreinte’ sous les responsabilités et devoirs du ‘contribuable/citoyen’. À vrai dire, la conformité des déclarations fiscales à l’autorité respective. Toutefois, il semble que David Cameron, à titre de premier ministre, ne se soit pas montré transparent envers ses concitoyens comme l’exigerait cette position sociale élevée. Également, il est soulevé dans la presse que les investissements offshore de l’ancien premier ministre auraient pu influencer ses fonctions officielles - « Cameron may be innocent as a tax payer. He is guilty as a legislator »<sup>153</sup>. Dans ce sens, l’aspect moral/éthique de la gestion des finances de M. Cameron en lien avec son statut social rejoint le sentiment d’indignation d’un nombre notable de citoyens.

3) Les échanges d’arguments marqués entre l’ancien premier ministre et le chef de l’opposition. Jeremy Corbyn (Parti Travailleiste) est l’initiateur de cet échange, alors qu’il reproche à David Cameron deux points. D’une part, de diminuer son accent ou sa priorité envers la lutte britannique contre l’évasion fiscale.

D’autre part, se rapportant aux critiques déjà exposées, d’avoir brimé la confiance des citoyens-électeurs envers l’efficacité du gouvernement - « Mr Corbyn said: 'It is now clear that the Prime Minister has misled the public about his personal involvement in offshore tax avoidance schemes' »<sup>154</sup>.

Après quoi, Cameron invite publiquement M. Corbyn à partager, lui aussi, ses états financiers (12 avril 2016). À sa réplique, Corbyn ajoute : « I am grateful to the prime minister for drawing attention to my own tax return. I actually paid more tax than some companies owned by people that he might know quite well »<sup>155</sup>. M. Cameron termine cet échange en s’attaquant à la valeur des documents partagés par M. Corbyn : « ‘That’s very important. His tax return was a metaphor for Labour policy: it was late, it was chaotic, it was inaccurate, and it was uncoded’ »<sup>156</sup>.

---

<sup>153</sup> The Guardian. (12 avril 2016).

<sup>154</sup> The Daily Mail. (8 avril 2016).

<sup>155</sup> The Guardian. (13 avril 2016).

<sup>156</sup> The Guardian. (13 avril 2016).

*Les moments-clés (les données qualitatives) : du 17 au 30 avril 2016*

Au cours de la troisième semaine, les écrits de la presse énoncent que M. Cameron ne sera pas sujet à une enquête judiciaire après que la *standards commissioner*, Mme Hudson, ait rejeté la plainte qui pesait sur lui.

« Ms Hudson's office has confirmed that she will not be pursuing the case. She will not accept complaints that are either outside of her remit or when there is not enough evidence ». (The Daily Mail, 21 avril 2016)

Suite au jugement, l'attention médiatique entourant M. Cameron est ralentie. À la fin du mois d'avril 2016, M. Cameron se démarque en adoptant, de nouveau, son discours 'proactif' envers la lutte contre les paradis fiscaux sur le territoire britannique.

*Les moments-clés (les données qualitatives) : les mois suivants (2016)*

Lors du mois de mai 2016, précisément en date du 12 mai 2016 à Londres, l'ancien premier ministre reçoit et dirige un sommet international sur les mesures anti-corruption (*international anti-corruption summit*). En vue de la rencontre internationale, M. Cameron participe à une entrevue sur les ondes télévisées britanniques :

« Britain's prime minister and the host has styled himself as a champion of transparency and efforts to stamp out the financial secrecy that allows public wealth to be looted and hidden using murky offshore arrangements. He has called corruption 'the cancer at the heart of so many of the world's problems' and 'one of the greatest enemies of progress in our time' ». (The Economist, 12 mai 2016)

Toutefois, il semble que la conférence n'ait pas eu les répercussions politiques et l'engouement social espérés par l'ancien premier ministre. À vrai dire, M. Cameron se fait rappeler à l'ordre sur son organisation médiocre de la rencontre : « The attendance was thinner than the hosts would have liked. Around 40 countries sent representatives, only 11 of whom were heads of state or government »<sup>157</sup>.

Les motivations de M. Cameron à partager publiquement de tels discours ou actions pourraient s'inscrire parallèlement à l'approche du vote sur le référendum de la place du Royaume-Uni dans l'Union Européenne. Rappelant que M. Cameron faisait, à ce moment, campagne contre le Brexit.

---

<sup>157</sup> The Economist. (12 mai 2016).



Durant la période de mai à mi-juin, David Cameron fait également campagne afin de convaincre les électeurs des impacts économiques et sociaux du Brexit. Après quoi, le 23 juin 2016 les Britanniques entrent aux urnes afin de juger de la légitimité de cette place au sein de l'UE.

« 'The British people have voted to leave the European Union and their will must be respected'. With these words David Cameron acknowledged an outcome that he doubted would materialize : the country had voted for Brexit ». (The Economist, 24 juin 2016)

En référence au résultat du vote, M. Cameron annonce la démission de ses fonctions présidentielles le 13 juillet 2016. À vrai dire, l'étude du cas se conclut au moment où l'ancien premier ministre se retire de la vie politique. Les mois suivants soulignent (août et septembre 2016) les défis et les premières communications officielles adressant la sortie de l'UE.

### **5.2.2 La place des liens théoriques**

En retraçant la couverture médiatique des 'Panama papers' qui implique l'ancien premier ministre britannique, il est possible de mettre en lumière certains éléments théoriques : des tonalités de discours, des techniques de neutralisation et autres.

#### *Le ton des discours*

Au cours de l'épisode des 'Panama papers', M. Cameron mobilise au moins trois registres discursifs différents. À vrai dire, les tonalités de ses prises de parole suivront l'évolution des révélations.

1) Au début des révélations (3 au 7 avril 2016), M. Cameron emploie un registre combinant la négation et le 'sans commentaire'. À vrai dire, il 'nie' les accusations de la possession de parts ou les bénéfices d'une société offshore créée et administrée par son père. La tonalité lui permet de refuser de répondre, rester évasif dans les réponses et de détourner ou contourner les questions pouvant soulever des doutes. Rappelant la citation :

« In terms of my financial affairs, I own no shares. I have a salary as prime minister and I have some saving. I have no shares, no offshore trusts, no offshore funds, nothing like that. And, so that, I think, is a very clear description ». (Financial Times, 5 avril 2016).

Conjointement, la tonalité fait intervenir l'argument de la vie privée (argument offensif), également mobilisé par M. Cameron lorsque des questions touchent à ses finances personnelles.

2) Par la suite (vers le 7 avril 2016), Cameron s'inscrit davantage sous un discours d'aveu, dans le cas présent de 'demi-aveu'. Sous la présente tonalité, il mobilise deux arguments afin de se défendre et justifier son implication dans les finances offshore de son père. Dans un premier temps, le conflit d'intérêts. La vente de ses parts de Blaimore Holding s'est effectuée de façon discrète en 2010 afin de ne pas soulever des doutes d'un potentiel conflit d'intérêts. Dans un deuxième temps, la gestion de l'héritage (à ce point voir ci-dessous : 'illégalisme hérité').

3) Après quoi (à partir du 10 avril 2016), M. Cameron se démarque sous des discours qui soutiennent la transparence fiscale et financière. D'une part, il publie ses états financiers (argument défensif) et invite fortement les figures politiques britanniques à partager aux citoyens-électeurs les informations :

« He called for all people in public life to be forced to publish their tax returns following the unprecedented leak of 11.5m files from the database of the offshore law firm Mossack Fonseca - known as the Panama Papers ». (The Daily Mail, 10 avril 2016-b)

D'autre part, il présente des discours et des attitudes strictes envers l'évasion fiscale dans le territoire britannique. M. Cameron défend des valeurs de transparence et d'éthique fiscale. À vrai dire, les discours de l'ancien premier ministre se sont déplacés de la négation d'une participation offshore aux 'demi-aveux' de possession et de bénéfices du fonds fiduciaire de son père, pour finalement s'inscrire sous un registre de défense de la transparence et l'honnêteté fiscale. - « It took five weasel-worded statements in five days for the Prime Minister to admit that he has personally profited from an undeclared tax haven »<sup>158</sup>.

### *Les techniques de neutralisation*

David Cameron semble avoir mobilisé des techniques de neutralisation (Sykes et Matza, 1954) afin de tenir à distance ou tenter d'effacer la figure de 'déviant', de porter l'attention sociale sur un autre acteur et de guider la qualification des conduites qui lui sont reprochées (Sykes et Matza, 1954 ; Benson, 1985).

---

<sup>158</sup> The Daily Mail. (8 avril 2016).

## 1) La technique de neutralisation : Le retournement des accusations

M. Cameron et le chef de l'opposition, M. Corbyn, se sont engagés dans un débat. L'ancien premier ministre retourne à deux reprises les accusations « en mettant en cause [celui] qui l'accuse » (Lascoumes et Nagels, 2014, p. 157). La technique de neutralisation du retournement d'accusations permet à l'individu préalablement 'accusé' de « discréditer les acteurs de la réaction sociale » (Lascoumes et Nagels, 2014, p. 157). De même, la technique de neutralisation permet le transfert ou la substitution de l'attention sociale sur un autre acteur.

Ainsi, il serait possible de croire que M. Cameron disqualifie, ou du moins tente de porter atteinte à la réputation de la figure de l'opposition. Dans un premier temps, suite à l'attaque adressant son honnêteté et sa transparence fiscale, M. Cameron invite fortement et publiquement M. Corbyn à partagé, au même titre que lui, ses états financiers. Dans un deuxième temps, après la publication des documents fiscaux de l'adversaire, M. Cameron décrédibilise la valeur, la véracité et le temps de production des informations publiées. Rappelant la métaphore qu'il énonce : « His tax return was a metaphor for Labour policy: it was late, it was chaotic, it was inaccurate, and it was uncosterd' »<sup>159</sup>.

## 2) La technique de neutralisation : 'l'illégalisme hérité' de la famille Cameron

L'un des éléments prégnants à la défense de Cameron est le renvoi des sommes monétaires dans le passé. Comme il est précédemment mentionné, les 'Panama papers' exposent des conduites fiscales compromettantes sur plus de 40 ans.

« David Cameron's father ran an offshore fund that avoided ever having to pay tax in Britain by hiring a small army of Bahamas residents – including a part-time bishop – to sign its paperwork. [...] The fund was founded in the early 1980's with help from the prime minister's late father and still exists today ». (The Guardian, 4 avril 2016)

Prenant appui sur la temporalité, « David Cameron avance qu'il n'est responsable que de ce qu'on pourrait appeler un 'illégalisme hérité', lié à un placement opéré par son père. Cette présentation permet de déplacer l'accusation de la fraude volontaire aux difficultés techniques

---

<sup>159</sup> The Guardian. (13 avril 2016).

de la gestion d'un héritage » (Amicelle et Bérard, 2017, p. 8). - « A month ago, David Cameron was struggling to shed the image of a man born with an offshore spoon his mouth »<sup>160</sup>.

Avec la mobilisation d'une telle défense, David Cameron semble justifier son souhait de préserver le patrimoine laissé par son père Ian Cameron, cela en délaissant une transparence fiscale et sociale (Lascoumes et Nagels, 2014 ; Amicelle et Bérard, 2017). Ses propos font écho à une technique de neutralisation défendue par Sykes et Matza (1954), à savoir l'invocation d'une autorité supérieure<sup>161</sup>. Lorsqu'il est critiqué sur les motivations financières et l'éthique du travail de son défunt père, David Cameron réplique sciemment à la défense en valorisant ses accomplissements professionnels et sa réputation. Il rappelle que le compte offshore a été monté sous des motifs d'investissement et non d'évitement du fisc.

« Cameron accused critics of his financial affairs of traducing the memory of his 'hardworking and wonderful dad', Ian Cameron, who he insisted had done nothing wrong when he set up offshore fund Blairmore Holding in the early 1980 ». (The Guardian, 11 avril 2016)

#### *La division des camps : l'opacité de la frontière entre l'illégalité et l'illégalisme*

Il semble à ce stade pertinent de mentionner une part des résultats d'une étude européenne menée par les auteurs Lascoumes et Le Hay (2010)<sup>162</sup>. Le texte adresse « la tolérance de la fraude et les relations de confiance »<sup>163</sup> des citoyens envers les élus et les institutions étatiques, cherchant à « dégager des profils nationaux » (Lascoumes et Le Hay, 2010, p. 74) de 'seuils de tolérance' ou de 'seuils de déviance'<sup>164</sup> envers l'honnêteté fiscale. Les données statistiques que citent les auteurs pourraient agir à titre de sources complémentaires à ce qui semble être une prise de défense 'modérée' par des acteurs sociaux envers David Cameron. En fait, les conduites de nature fiscale reprochées à M. Cameron ne sont pas considérées comme

---

<sup>160</sup> Financial Times. (10 mai 2016).

<sup>161</sup> « L'appel à l'autorité supérieure pour justifier la transgression [...] Les individus estiment alors qu'il est moralement justifiable de transgresser la loi » (Lascoumes, 2014, p. 157).

<sup>162</sup> « L'analyse porte sur la partie du questionnaire ESS concernant les attitudes des Européens sur les différentes dimensions de la confiance » (p. 76). Ce même article n'a pas pu être mobilisé lors des analyses des autres pays ciblés dans le mémoire, car l'étude n'en tient pas compte.

<sup>163</sup> Le point s'inscrit en concomitance avec les prémisses de la Sociologie de l'argent.

<sup>164</sup> Dans ce sens, l'article soutient le « recul de la confiance comme signe d'un désenchantement démocratique et d'une crise de la représentation politique » (Nye, et al., 1997 ; Norris 1999).

illégales, mais soulèvent des doutes moraux et éthiques, notamment en lien avec la position sociale occupée.

Lorsque la question du « statut de l'argent et de la légitimité des moyens d'en gagner » (Lascoumes et Le Hay, 2010, p. 78) est abordée, les résultats illustrent la diversité des comportements jugés 'acceptables' ou 'répréhensibles' et les degrés de tolérance qui en découlent. Les auteurs ont classé le Royaume-Uni dans la catégorie des pays 'intermédiaire', c'est-à-dire partageant des positions « chrématistique<sup>165</sup> » à 51 % et « antichrématistique<sup>166</sup> » à 48 % au sujet de l'argent. À vrai dire, à la question « pour gagner de l'argent, on ne peut pas toujours se comporter honnêtement », plus de la moitié des répondants britanniques ont répondu, sous un ton plus tolérant et l'autre moitié, davantage sous un ton rigoriste (p. 80).

En reprenant les propos de Lascoumes (2011), ce dernier énonce « que peu de personnes ont des positions nettement affirmées en matière de perception de la corruption/fraude. Elles utilisent cette qualification qu'après la mise en balance de différents arguments » (p. 57).

#### *La cérémonie/rituel de dégradation et euphémisation/minimisation des conduites*

Sous l'analyse du cas de David Cameron, il semble possible de mettre en relation des conceptualisations reliées à, ce qui semble être une forme de cérémonie de dégradation statutaire (1) (status degradation ceremony ; Garfinkel, 1956) et une dynamique d'euphémisation/minimisation des conduites reprochées (2) (Benson 1985 ; Lascoumes 2013). À vrai dire, des mécanismes de dégradation et de restauration de l'image publique de l'ancien premier ministre pourraient s'être entremêlés au cours de l'avancement des 'Panama papers'.

Il est possible de relever au moins trois temps à la dégradation. Il est à noter, les risques pour la réputation semblent davantage s'observer au début des révélations (du 3 au 9 avril 2016). Le premier temps : comme les précédents écrits en font mention, cela n'est pas la première fois que la famille Cameron est suspectée de participation à la finance offshore (2012 et 2016), ainsi les

---

<sup>165</sup> « La position chrématistique concerne les personnes qui portent un jugement positif sur l'argent, mais surtout ont une large tolérance sur les moyens d'en obtenir, que ces moyens soient légitimes ou illégitimes » (Lascoumes et Le Hay, 2010, p. 78).

<sup>166</sup> « La position antichrématistique conjugue une image négative de l'argent et un niveau assez élevé de réprobation des moyens d'en obtenir qu'ils soient légitimes ou illégitimes » (Lascoumes et Le Hay, 2010, p. 78).

‘Panama papers’ remettent en cause les conflits d’intérêts qui pourraient avoir guidé David Cameron dans l’exercice ses fonctions de premier ministre. Le deuxième temps : M. Cameron ne s’est pas expliqué, du moins clairement, aux médias avant le 7 avril 2016. Par conséquent, en raison de la mobilisation de l’argument de la vie privée, les propos évasifs, l’évitement ou le contournement des questions en lien avec les révélations, l’impatience ainsi que les doutes semblent s’être accentués et renforcis. À ce moment, M. Cameron reçoit des demandes de démission provenant du public et des membres du gouvernement. Le troisième temps : il fait référence au moment où M. Cameron partage ses ‘demi-aveux’ au public britannique. Bien que ce dernier appelle à la transparence, le climat de l’espace public reste marqué d’indignation et des questionnements subsistent.

En référence à ces divers éléments, il serait possible d’affirmer que le statut de M. Cameron aurait été affaibli suite aux révélations des ‘Panama papers’. Toutefois, au cours de la deuxième semaine (du 10 au 16 avril 2016) des prises de position viennent nuancer les mises en accusation. Ce moment coïncide avec le partage de ses états financiers. En fait, les informations fiscales exposées se rapportent à des conduites d’évitement légales. Par conséquent, il s’observe un dynamisme d’euphémisation envers les comportements reprochés à l’ancien premier ministre - aborder les pratiques comme étant ‘ordinaires/banales’ et justifier la réponse rationnelle de comportement d’évitement de la pression fiscale.

Il semble difficile de défendre une ‘restauration’ de l’image dans sa forme complète comme le démontre Lascoumes (2013) à son étude sur la résistance du stigmaté<sup>167</sup>. Toutefois, la division de l’unanimité pourrait avoir limité la dégradation du statut social et politique de M. Cameron.

Toujours en référence aux propos de Lascoumes (2013), lorsqu’une « disqualification et une restauration [de l’image] s’entremêlent, elles produisent une entité paradoxale : le coupable-innocent » (Lascoumes et Nagels, 2014, p. 187). David Cameron n’est pas responsable d’une

---

<sup>167</sup> Sous l’étude de cas J. Chirac (2013), l’auteur identifie trois types de rituels de restauration de l’identité. 1) Procédural : brouiller les pistes judiciaires, utilisation de procédures comme des ‘écrans de fumée’. 2) La minimisation des faits (le cas présent). 3) Lorsque les deux premiers rituels n’ont pas fonctionné, il s’agit du « dégagement de l’implication personnelle de la personne désignée » (Lascoumes, 2013, p. 12). Autrement dit, retirer « l’intention malveillante » de l’action et appréhender une erreur (Lascoumes, 2013 ; Lascoumes et Nagels, 2014).

faute judiciaire, à ce jugement le public lui reconnaîtrait toutefois un manque d'éthique entre ses responsabilités professionnelles et ses intérêts d'investissements offshore.

### *La finalité de la dénonciation publique*

Les accusations initialement portées à l'encontre de David Cameron - la possession de parts dans la compagnie offshore de son père, l'encaissement d'un héritage dont des sommes ont été non taxées. Les justifications mobilisées - la négation, le déni, la vie privée, l'illégalisme hérité, le conflit d'intérêts, etc. Les critiques subséquentes qui lui sont adressées - le manque de transparence, le manque d'éthique, le leurre des médias, les profits ambivalents tirés sous le fonds fiduciaire Blaimore Holding, la valeur de l'héritage, les changements de discours. Enfin la dernière séquence argumentative - la divulgation de ses états financiers, le demi-aveu, le retournement des accusations vers l'opposant politique, l'argumentaire social (division sociale) - sont tous des éléments qui appellent à la réaction et au jugement dans l'espace public (Boltanski et Claverie, 2007, p. 404<sup>168</sup>).

Comme l'exposent les précédents écrits, il semble qu'une première vague d'articles en lien avec les comportements de M. Cameron soit révélatrice d'un climat de mécontentements, alors que les accusations de conduites fiscales compromettantes y sont formulées (dégradation de l'image). Une deuxième vague subséquente viendrait exposer un échange d'arguments entre des positions sociales : 1) la réaffirmation de la critique envers les conduites et 2) une euphémisation des accusations (une certaine restauration de l'image). Dans ce sens, les discours défensifs et les techniques de mise à distance du stigmate mobilisés par l'ancien premier ministre étaient davantage orientés vers « la qualification des actes reprochés » (Amicelle et Bérard, 2017, p. 8) et moins vers les conduites en soi.

« And yet, Cameron will probably get away with this. He plays the media well and has a good sense of how to say just enough to satisfy people (or at least those people willing to give him the benefit of the doubt) without admitting anything too incriminating ». (The Guardian, 24 juin 2016)

---

<sup>168</sup> Ces éléments rappellent l'énumération de certains points communs entre les formes de 'l'affaire' (chapitre 3).

La première critique semble être justifiée sous le passage de son discours du « no comment, au demi-aveu »<sup>169</sup>, impactant la confiance du public envers le gouvernement britannique. La deuxième tonalité critiquée met l'accent sur les mécanismes d'évitements fiscaux ayant permis à Ian et/ou David Cameron une imposition réduite sur le montant des revenus (le fonds offshore) et des sommes offertes en héritage (*inheritance tax*). La domestication de l'impôt rappelle au public britannique l'écart grandissant entre les classes sociales. Dans un même sens, prive le territoire de recettes fiscales pour « appuyer les programmes et services essentiels ; santé, éducation, infrastructures, etc. »<sup>170</sup>.

« As ever that useful fiction of the 'middle class' excludes the 90 % who will never have the million£ needed to pay any IHT (*inheritance tax*). After all the poorest 55 % of the UK population combined own only as much as the top 1% [...] The magic of the Panama papers opens up dirty secrets of the greedy rich, sending anyone with a reputation to save scotting to pay their taxes. But above all, it opens the eyes of the public ». (The Guardian 7 avril 2016)

La nature et la portée des fautes reprochées pourraient toutefois avoir fragilisé ou affaibli sa campagne politique à quelques mois du référendum sur l'appartenance du Royaume-Uni dans l'Union Européenne. Le 23 juin 2016, les Britanniques ont voté en faveur du Brexit, exprimant le désir de sortir de l'UE. Suite à quoi, M. Cameron, ayant fait campagne à ce que le Royaume-Uni maintienne sa position dans l'UE, annonce sa démission en date du 13 juillet 2016.

À titre de rappel, la couverture médiatique qui cible l'ancien élu politique du Royaume-Uni, M. Cameron, représente 37,0 % de l'ensemble des articles collectés sur les sites de références britanniques. Suite à la mobilisation de valeurs quantitatives et qualitatives, il serait possible d'affirmer que la finalité de la dénonciation publique, mettant en cause l'ancien premier ministre britannique, partage un nombre de conceptualisations notables à la forme de 'l'affaire', un destin défendu par les auteurs de la sociologie du scandale (De Blic et Lemieux, 2005 ; Boltanski et Claverie, 2007).

---

<sup>169</sup> Le Monde. (10 avril 2016).

<sup>170</sup> Gouvernement du Canada. (2019).



### 5.3 L'étude de cas : Malcolm Turnbull - l'Australie

L'homme d'affaires et d'État australien a œuvré sous plusieurs mandats comme ministre du Parti Libéral de l'Australie<sup>171</sup>, plus précisément Ministre de l'Environnement et de l'Eau (janvier à décembre 2007), Ministre des Communications (septembre 2013 à décembre 2015) et il a été Chef du Parti Libéral entre septembre 2015 et août 2018. À ce même moment, il devient premier ministre de l'Australie<sup>172</sup>, du 15 septembre 2015 au 24 août 2018. Suite à l'élection de 2018, le parti conservateur, dirigé par M. Turnbull, perd sa position majoritaire au gouvernement, poussant M. Turnbull vers la perte de son poste de premier ministre.

#### *La nature des révélations touchant Malcolm Turnbull*

En lien avec les révélations des 'Panama papers', le nom de M. Turnbull apparaît sous le titre de codirecteur de la compagnie Star Technology Systems Limited, et cela dans les années 1990. Il s'agit d'une filiale de la société mère Star Mining Corporation NL, cette dernière ayant été mise sur pied afin d'investir dans les mines d'or sibériennes. Également administrées par la firme Mossack Fonseca, les compagnies étaient immatriculées dans les Îles Vierges britanniques. M. Turnbull démissionne de son rôle de directeur en 1995<sup>173</sup>.

« Malcolm Turnbull, Australia's prime minister and a self-made multi-millionaire, has been named in the Panama Papers as director of an offshore gold prospecting company in a damaging revelation that emerged in the midst of a tight election campaign ». (The Age, 12 mai 2016)

#### 5.3.1 L'évolution de la couverture médiatique : les tonalités selon les séquences observées

Les premières révélations entourant la possession d'un compte offshore par M. Turnbull datent du 11 mai 2016. En termes de valeurs quantitatives, 33 documents sur un total de 206 textes partagés par les références australiennes soulignent l'implication de l'ancien premier ministre dans des conduites liées à la finance offshore. Cela représente 16,0 % de la couverture médiatique de la presse écrite consultée en provenance de l'Australie. Ce pourcentage ciblé,

---

<sup>171</sup> Il s'agit d'un parti de centre droit, à l'opposé de son principal adversaire, le Parti Libéral défend les intérêts de la classe moyenne, les agriculteurs et le milieu des affaires.

<sup>172</sup> Tout comme les précédents pays, la politique de l'Australie découle d'une démocratie parlementaire. Le régime fédéral australien est basé sur le système Westminster, toutefois la reine est représentée par un gouverneur général. Les législatures sont composées de deux chambres : le Sénat et la Chambre des Représentants (Université de Sherbrooke, 2019-4).

<sup>173</sup> ICIJ. (3 avril 2016-d).

notamment associé à la variable 6.3, peut paraître moins éloquent. D'après les activités de codage, il est possible d'avancer que la couverture médiatique australienne a été d'une portée mondiale. Tout comme le cas britannique, un nombre élevé de codes, autre que celui attribué à M. Turnbull (6.3), a servi à l'identification et au classement des articles australiens par thèmes. Il n'en reste pas moins que la valeur de 16,0 % est plus faible en comparaison des deux cas précédemment exposés (60,7 % pour le cas de l'Islande et 37,0 % pour le cas du Royaume-Uni).

Le tableau suivant (10) affiche les informations quantitatives reliées à M. Turnbull, celles-ci ont été extraites du corpus de l'Australie (206 documents) dans le but d'appuyer les écrits entourant la représentation médiatique de l' élu.

**Tableau X. Retour sur l'attention médiatique des comportements de M. Turnbull (Australie)**

L'Australie	Périodes de temps observées (2016)										
	L'attention médiatique										
	Avril (semaine)					Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Total
	1	2	3	4	Total						
% de la couverture axée sur l' élu	21,2	6,1	9,1	0	36,4	45,5	18,1	0	0	0	100
Les documents publiés par séquences (6.3)/le total de documents codés 6.3	7/33	2/33	3/33	0/33	12/33	15/33	6/33	0	0	0	33/33
% de la couverture axée sur l' élu	3,4	1	1,4	0	N/A	39,5	42,9	0	0	0	16,0
Les articles codés 6.3/les articles du corpus australien (séquences)	7/84	2/36	3/16	0/4	12/140	15/38	6/14	0/6	0/2	0/6	33/206

*La couverture médiatique (les données quantitatives) : les premières semaines (avril 2016)*

Sous le cas de M. Turnbull, les jours suivant la divulgation des 'Panama papers', soit du 3 au 9 avril 2016 (semaine 1 ; tableau 10), 7 textes sur une possibilité de 84 parutions dans la séquence (3,4 %) portent sur les comportements de l'ancien élu politique. En fait, regroupés dans les quatre semaines du mois d'avril 2016, les articles, toujours ciblant l' élu australien, représentent la valeur de 8,6 % ( $7 + 2 + 3 + 0 = 12/140$  ; tableau 10) des publications totales pour ce mois.

Dès la deuxième semaine d'avril 2016, il est possible d'observer une diminution du nombre d'articles publiés sur les 'Panama papers' et qui s'adressent à l'ancien premier ministre. Cette diminution est également notable lors des troisième et quatrième semaines du même mois. Respectivement, les valeurs du codage 6.3 renvoient à deux documents sur la possibilité de 36 ; trois sur 16 et aucun texte sur quatre (mois d'avril 2016 ; tableau 10).

*La couverture médiatique (les données quantitatives) : les mois suivants (2016)*

Il semble pertinent de souligner que sur ces 33 textes, près de la moitié a été partagée au cours du mois de mai 2016, c'est-à-dire 15 articles sur 33 (45,5 % ; tableau 10). Sous ces constats, il est possible de défendre que sur papier, la presse australienne se soit montrée active à ce moment.

Sous les données rapportées dans le tableau 10, il ressort qu'à quatre moments aucun document n'aborde explicitement M. Turnbull. Il s'agit de la semaine quatre du mois d'avril 2016 (semaine 4 ; tableau 10) et les mois de juillet, août et septembre 2016 (tableau 10). Un regain très court de textes codés sous la thématique 6.3 semble marquer le mois de juin 2016. À vrai dire, 6 textes sur la possibilité de 15.

Regroupés sous l'unité de codage 6.3, les mois de mai et juin 2016 correspondent à 21 textes sur un total de 33 ( $15 + 6 = 21/33$  ; 63,6 % ; tableau 10) entourant l'ancien premier ministre australien. Au regard du corpus total de l'Australie (206 articles), les mois de : mai, juin, juillet, août et septembre 2016 correspondent à environ 32,0 % ( $38 + 14 + 6 + 3 + 6 = 66/206$  ; tableau 10) des parutions écrites. Ces valeurs quantitatives sont plus imposantes que celles extraites lors des premières semaines à la suite des 'Panama papers'.

*La couverture médiatique (les données quantitatives) : l'identification des 'moments-clés'*

En référence aux valeurs quantitatives présentées ci-dessus, soit le nombre de publications selon les périodes observées, il est possible de défendre que le mois de mai 2016 représente des moments-clés à l'étude du cas australien. Sous une étude plus approfondie de ce même mois, il est possible de présenter la séquence entre le 11 et le 15 mai 2016 comme étant prégnante, non seulement en termes du nombre d'articles publiés, mais également en référence à la valeur des discours et des prises de position qui s'y organisent. Ainsi, il pourrait s'agir d'un

espace-temps propice à la qualification ou la relativisation des conduites dévoilées mettant en cause l'ancien premier ministre de l'Australie. Les informations qualitatives exposées ci-dessous peuvent être interprétées de façon concomitante, ces dernières semblent également soutenir cette même proposition.

*Les moments-clés (les données qualitatives) : avril 2016*

Les parutions des premières semaines d'avril 2016, à la comparaison des cas précédents, bien qu'elles abordent l'ancien premier ministre, n'exposent pas des conduites fiscales lui étant reprochées ou le mettant en cause. Conséquemment, les écrits de la presse ont des portées nationale ou internationale et s'adressent à un ensemble d'entités (banques et entreprises) ou à d'autres individus spécifiquement.

Dès le début des révélations, il semble pertinent de soulever que, dans les médias, M. Turnbull cible quant à lui les banques, en insistant sur la responsabilité et le rôle joué par celles-ci dans la finance à l'offshore - « The Prime Minister roasted the banks, demanding they broaden their culture away from being motivated only by profit and high salaries, and for honest employees to blow the whistle on crooked colleagues »<sup>174</sup>.

En date du 3 avril 2016, le Australian Taxation Office (ATO) rapporte l'étude des cas de contribuables-citoyens impliqués dans la fuite d'information panaméenne - « The Tax Office is investigating more than 800 high net wealth Australian clients of the controversial Panama law firm Mossack Fonseca, which is the focus of an unprecedented leak of tax haven records released globally »<sup>175</sup>.

En fait, il est possible d'identifier dans la presse écrite ce qui semble être un climat de mécontentement soulevé par la nature des informations révélées dans les 'Panama papers'. Les réactions sociales négatives ne sont pas dirigées vers M. Turnbull, mais portent davantage sur la finance offshore, adoptant ainsi un point de vue quelque peu globalisant - « The simplest thing to say about the 'Panama Papers' is something most of us already know : The rich are not like

---

<sup>174</sup> The Australian Financial review. (6 avril 2016).

<sup>175</sup> Herald Sun. (4 avril 2016).

you and me »<sup>176</sup>. - « Panama's a half a world away but the stench is adding to a vague sense of nausea in Australia »<sup>177</sup>.

Il semble que les 'Panama papers' et les mécontentements générés ne renvoient pas à une situation surprenante ou inédite sur le territoire australien. En fait, il pourrait y avoir une certaine récurrence marquée de fautes politiques et économiques de responsables gouvernementaux australiens. Subséquemment, la non-désignation de fautif et/ou de coupable et le manque de sanction pénale au cours des controverses précédentes ne laissent pas présager aux citoyens australiens une finalité distincte pour ceux mis en cause dans les 'Panama papers'.

« The Panama Papers - the leaking of who has what in offshore shelf companies set up in that grubby country - is, so far, little more than curiosity fodder in Australia » [...] But apart from some tut-tutting, this massive breach in the walls of financial secrecy doesn't seem to have excited our politicians. It should because, while they are setting up election issues of their own choice, the game is moving away from them » (Herald Sun 9 avril 2016).

« Still, the Government turns its back and pretends nothing is wrong ». (Herald Sun 9 avril 2016).

À ce point, il semble pertinent de souligner que des élections étaient prévues en juillet 2016, cela avant l'éclatement des 'Panama papers' sur le territoire australien. Ainsi, la nature des révélations et l'implication de membres du gouvernement dans les révélations ne sont pas en cause dans la tenue de l'élection fédérale<sup>178</sup>.

Dans les jours suivants, un échange d'arguments a eu lieu entre M. Turnbull et des membres de l'opposition (Parti Travailleiste ; Australian Labor Party). En vue des élections 2016, l'allocution prononcée au nom du gouvernement de M. Turnbull prend la forme d'une promesse électorale : « We promise to improve transparency around the beneficial ownership of shell companies'.

---

<sup>176</sup> The Age. (8 avril 2016)

<sup>177</sup> The Australian Financial review. (10 avril 2016).

<sup>178</sup> Comme cela aurait pu l'être pour le cas de l'Islande (M. David Gunnlaugsson).

The announcement made no mention of trusts<sup>179</sup> »<sup>180</sup>. Ce à quoi l'opposition lui réplique : « 'The Turnbull government is always getting tough with the weak, but they go weak when it comes to the big end of town', said Mr Leigh (membre de l'opposition »<sup>181</sup>. Les écrits pourraient laisser croire qu'en poste depuis 2015, le gouvernement de M. Turnbull reste toutefois réticent à prendre en charge certaines problématiques ou viser certains types d'acteurs sociaux.

Vers la mi-avril 2016, un sondage expose dans le cas où la tendance se maintienne, qu'une majorité des votes en vue des élections de 2016 serait répartie entre le gouvernement de M. Turnbull, c'est-à-dire formé de la coalition : Liberal Party of Australia et The National Party of Australia. Cette coalition est davantage associée à une position politique de centre droit<sup>182</sup>. L'autre partie des voix électorales serait orientée vers le parti de l'opposition : le parti Travailliste, de son côté représentant une position de centre gauche<sup>183</sup> (Australian Labor Party).

« In April 18 showed Labor and the Coalition at 50% each. While the mainstream analysts continue to debate the meaning of these figures, they agree that the electorate is 'volatile' and that a lot could happen in the short election campaign. There is a strong argument that the 50:50 split shows that, increasingly, voters see no policy difference between the major parties ». (Green Left Weekly, 19 avril 2016).

Les jours suivants, la coalition annonce une subvention de 15 millions sur trois ans, au service de police fédérale de l'Australie. Une initiative visant à parfaire les mécanismes de détection et de répression de la fraude fiscale et autres comportements associés à la corruption (*CrimTrack* - the Crime Commission). L'orientation budgétaire du gouvernement de M. Turnbull fait suite aux 'Panama papers' et constituerait une réponse politique face au programme électoral du parti

---

<sup>179</sup> Bien qu'il s'agisse de deux structures offshores, la compagnie à écran (shell compagnie) et le compte offshore (trust) sont généralement utilisés par deux types d'acteurs différents. Dans le premier cas, ce sont davantage des compagnies/entreprises qui vont en faire l'utilisation, cela en lien avec des investissements. À vrai dire, la société à écran peut servir à détenir des comptes en banques, par conséquent soutenir l'opacité des transactions. Dans le deuxième cas, ce sont davantage des personnes physiques qui vont en faire l'utilisation. Le compte offshore peut servir à transférer des sommes d'argent à l'étranger, ainsi diminuer le taux d'imposition sur les revenus dans le pays/territoire où est résident l'utilisateur.

<sup>180</sup> Herald Sun. (11 avril 2016).

<sup>181</sup> Herald Sun. (11 avril 2016).

<sup>182</sup> Cette position politique est davantage associée à l'économie de marché ; libre-échange, la propriété privée. L'intervention de l'État est limitée (Université de Sherbrooke, 2019-5).

<sup>183</sup> Le parti politique est tout d'abord issu d'un mouvement syndicaliste. La position de centre gauche renvoie au développement ou à maintenir un État interventionniste. Sous des valeurs de gauche : sécurité sociale ou l'aide sociale.

d'opposition<sup>184</sup> - « And so the government is now making policy in response to an agenda led by Labor. That's about the best thing you can ever say of an opposition. It's also one of the most telling things you can say of a government »<sup>185</sup>.

M. Turnbull en tant qu'acteur cité dans les listes des 'Panama papers' n'est pas abordé jusqu'à présent dans les écrits de la presse.

*Les moments-clés (les données qualitatives) : mai 2016*

Comme il est précédemment souligné, les textes qui traitent de l'ancien premier ministre et de son rôle joué à titre de codirecteur de la compagnie offshore Star Technology Systems Limited marquent la couverture médiatique en date du 11 mai 2016. À vrai dire, la période entre le 11 et 15 mai 2016 représente la séquence où la presse australienne se montre plus réactive suite à la liaison de M. Turnbull dans les documents panaméens. Environ 15 textes sur le sujet y sont publiés. Ainsi, il est possible d'identifier des moments-clés liés à la dénonciation publique des comportements reprochés à Malcolm Turnbull.

*Les révélations impliquant M. Turnbull (les données qualitatives) : 11 mai 2016*

M. Turnbull est nommé en compagnie de M. Neville Wran. Les deux hommes d'affaires sont connus depuis plusieurs années dans la sphère politique australienne et par le public. En référence aux documents panaméens, ils sont identifiés comme les codirecteurs de la compagnie offshore Star Technology Systems Limited entre les années 1990 et 1995. Il semble pertinent de souligner que M. Wran a également œuvré à titre de premier ministre de la Nouvelle-Galles-du-Sud (1976 à 1986) et comme président du Parti Travailliste Australien (New South Wales, de 1980 à 1991), M. Wran est décédé en 2014<sup>186</sup>. Sous un rapport publié par *The Australian Financial Review*, lorsque les partenaires vendent leurs parts en 1995, ils auraient encaissé un bénéfice de près de 3 millions. À lui seul, M. Turnbull aurait acquis 7 millions dans le cadre de sa fonction de codirecteur<sup>187</sup>. L'ancien premier ministre a préféré ne pas s'exprimer sur les valeurs monétaires exposées ci-dessus.

---

<sup>184</sup> Herald Sun. (14 avril 2016).

<sup>185</sup> The Age. (20 avril 2016).

<sup>186</sup> The Guardian. (12 mai 2016).

<sup>187</sup> The Australian Financial Review. (12 mai 2016).

À titre de rappel, les comportements problématisés mettant en cause M. Turnbull semblent s'étendre sous trois niveaux. Il y a tout d'abord son implication sous Star Technology Systems Limited, a priori l'occupation des fonctions de codirecteur. Deuxièmement, le lien entre les compagnies Star Technology Systems Limited et Star Mining Corporation NL. Autrement dit, la compagnie offshore pour laquelle l'ancien premier ministre était codirecteur aurait été enregistrée comme une filiale de Star Mining Corporation NL, cette dernière ayant un lien avec la firme Mossack Fonseca. Troisièmement, la compagnie Star Technology Systems Limited est soupçonnée d'avoir offert des donations financières à des politiciens et/ou des partis politiques russes.

Dès la mise à jour de ces éléments, M. Turnbull est interrogé par les médias et des membres du public sur les différents aspects exposés ci-dessus. Les écrits de la presse ne laissent pas sous-entendre que les autorités fiscales de l'Australie se seraient prononcées à la qualification des conduites reprochées à Malcolm Turnbull. Par le fait même, la possibilité de tenir une enquête judiciaire.

*Les moments-clés (les données qualitatives) : du 11 au 15 mai 2016 (Malcolm Turnbull)*

Davantage marqué entre le 11 et le 15 mai 2016, M. Turnbull partage de courtes prises de parole dans les médias australiens afin de clarifier des informations et des détails fiscaux. Il est possible de relever au moins deux registres différents.

Dans un premier temps, l'ancien premier ministre nie, non pas le rôle qu'il aurait occupé dans la compagnie offshore en 1990, mais le fait que la création de la compagnie soit rattachée à une conduite fiscale illégale - « Turnbull said there had been 'no suggestion of any impropriety whatsoever' when asked about the reports »<sup>188</sup>. Subséquemment, M. Turnbull défend que la compagnie et ses activités étaient connues par les autorités fiscales de l'Australie. Par conséquent, il semble y avoir deux niveaux de conformité affirmés : 1) le respect des normes fiscales par la compagnie offshore via ses activités, 2) le respect des normes fiscales par M. Turnbull via ses états financiers personnels.

---

<sup>188</sup> Herald Sun. (11 mai 2016).



« 'The company of which Neville Wran and I were directors was an Australian listed company and had it made any profits - which it did not, regrettably - it certainly would have paid tax in Australia, but obviously you haven't studied the accounts of the company concerned', he said ». (The Australian Financial Review, 11 mai 2016)

« A spokesman for the Prime Minister said on Tuesday that his merchant bank's interests were 'accounted for and disclosed in accordance with the relevant legal requirement' ». (The Age, 12 mai 2016)

Sous un même ton de négation, l'ancien premier ministre réfute la connaissance du fait présumant l'offre de dons à des figures politiques russes : « In response to allegations Star Technologies had made donations to Russian politicians, Mr Turnbull's spokesman said the Prime Minister was not aware of any such donations in the time before or after he was a director »<sup>189</sup>.

De plus, M. Turnbull affirme qu'il ignorait également la liaison entre la société mère Star Mining Corporation NL. et la firme d'avocats Mossack Fonseca - « A spokesman said Turnbull was not aware of Mossack Fonseca's role as registered agent of the company »<sup>190</sup>.

En reprenant sur les critiques visant son rôle de codirecteur de la compagnie offshore, il est possible d'identifier le deuxième registre discursif. M. Turnbull rappelle au public australien que la création de compte et/ou de compagnie offshores constitue une conduite récurrente et commune dans le monde de la finance - « It is not uncommon for publicly listed Australian companies to maintain subsidiaries in the British Virgin Islands »<sup>191</sup>.

Suite aux prises de parole de l'ancien premier ministre, les articles de la presse écrite font un lien entre l'implication de M. Turnbull dans les 'Panama papers' et une mise en cause ayant eu lieu au cours de l'année 2015. En fait, il semble que l'ancien premier ministre ait été mêlé à une controverse fiscale et financière.

« In October last year, Mr Turnbull was attacked under parliamentary privilege over his personal investments in a number of Wall Street hedge funds based in Caribbean tax havens, including two registered at a Cayman Islands address that was once described by US President Barack Obama as 'the biggest tax scam on record' » (The Age, 12 mai 2016)

---

<sup>189</sup> The Age. (12 mai 2016).

<sup>190</sup> The Age. (12 mai 2016-b).

<sup>191</sup> The Australian. (12 mai 2016).

« It is the second time Mr Turnbull's links with tax havens have hit the headline, with the Labor Party making great play last year of his investments in Cayman Islands funds ». (The Australian, 12 mai 2016)

*Les moments-clés (les données qualitatives) : du 11 au 15 mai 2016 (les membres du public et politiques)*

Suite aux révélations des 'Panama papers' et/ou possiblement le rappel de la double implication, il serait possible d'identifier des prises de position dans l'espace public. Les articles de la presse écrite font écho dans les jours suivants de répliques oscillant entre deux registres discursifs.

D'une part, des citoyens-électeurs (1) ainsi que des membres de l'opposition (2) adressent des questions et des critiques envers M. Turnbull.

1) Dans le public, des interrogations laissent place à la formulation de questionnements :

« How many other companies was he involved in which were established in tax havens? How many other companies was he involved in that Mossack Fonseca was involved with? ». (The Australian, 12 mai 2016)

« 'He should be very upfront in answering questions about what he did or didn't know about the activities of this company in relation to the Siberian goldmine ». (The Australian Financial Review, 13 mai 2016)

2) Du côté de l'opposition, des demandes de clarification sont également renvoyées à M. Turnbull. – « Labor's campaign spokeswoman, Penny Wong, called on the prime minister to provide a full explanation of Turnbull's involvement in the company »<sup>192</sup>.

Il semble pertinent de souligner qu'en vue des élections (2 juillet 2016), la mise en cause de M. Turnbull dans les 'Panama papers' pourrait avoir été mobilisée par le parti de l'opposition afin de motiver les votes partisans - « That hasn't stopped the opposition from making hay at the Prime minister's expense »<sup>193</sup>.

---

<sup>192</sup> Herald Sun. (12 mai 2016).

<sup>193</sup> The Australian Financial Review. (15 mai 2016).

D'autre part, le public (1) et des membres de la coalition (2) viendront prendre la défense ou relativiser l'implication de l'ancien premier ministre dans les 'Panama papers'. Ceux-ci semblent émettre des discours s'inscrivant dans des registres similaires des prises de parole auparavant partagés par M. Turnbull.

1) Des citoyens-électeurs, via les écrits de la presse, s'exprimeront sur la légalité des conduites fiscales pratiquées.

Premièrement, un argument semble s'appuyer sur le fait que l'ancien premier ministre n'a pas été trouvé coupable d'une faute judiciaire ou d'un manquement éthique à ses fonctions professionnelles. Cette conceptualisation pourrait renvoyer au principe de la présomption d'innocence.

« Malcolm Turnbull is not a criminal. And - based on the media reports that came out on Thursday - he has not acted illegally ». (The Age, 13 mai 2016)

Deuxièmement, le renvoi des conduites dans le passé. Ces propos défensifs insistent sur l'écart entre le moment où la fonction de codirecteur a été occupée (1990) et l'écèlement des 'Panama papers' (2016).

« I am sure Turnbull did nothing at all wrong. And this was more than 20 years ago. Moreover, what exactly is supposedly wrong with what he did. I don't doubt, though, that his enemies will try to use this [...] But again, there is absolutely NO allegation of impropriety against Turnbull. Nothing suggests he acted improperly. His assurance that the venture made no profit, however, does not take into account any fees he was allegedly paid ». (The Age, 13 mai 2016)

Troisièmement, le registre suivant rappelle l'aspect commun et récurrent de l'utilisation de fonds ou de compagnie lorsque la finance offshore est abordée - « The use of a British Virgin Islands company was common at the time for companies that wanted limited visibility and whose entities would not be subject to audit »<sup>194</sup>. Parallèlement au renvoi dans le passé, ces écrits semblent laisser croire à l'existence d'une culture financière légitime à laquelle ce type de conduite serait conforme. Il pourrait donc y avoir une double banalisation de l'implication de M. Turnbull. D'une part, il y a une normalisation de comportements offshore, notamment en

---

<sup>194</sup> The Age. (13 mai 2016).

lien avec une économie mondiale et globalisante. D'autre part, le fait que la création d'une compagnie ou un compte offshore s'inscrivait, au moment où M. Turnbull devient codirecteur, dans la culture financière.

Quatrièmement, une tonalité de discours viendrait défendre la composante 'rationnelle' derrière la finance offshore. Autrement dit, il pourrait s'agir d'une réponse 'normale' de la part d'un individu qui souhaite limiter la pression fiscale lors d'un investissement ou des opérations à l'étranger.

« Malcolm Turnbull being named in Panama Papers converge means he could fall victim to his government's own rhetoric on tax avoidance, despite doing nothing wrong at all ». (The Australian Financial Review, 12 mai 2016)

« If shell companies and secret tax jurisdictions didn't exist, Malcolm Turnbull wouldn't have been in this mess ». (The Australian Financial Review, 13 mai 2016)

Cinquièmement, un registre viendrait défendre la liaison entre le cabinet d'avocats Mossack Fonseca et M. Turnbull. Bien que la possession de compte ou compagnie offshore est controversée en raison des utilisations illégales pouvant en être faites (évasion, blanchiment d'argent, etc.), les citations ci-dessous soutiennent et rappellent le recours légal de ces entités offshores. Par le fait même, la légitimité des firmes spécialisées dans la domiciliation. Ainsi, pour avoir accès/ouvrir un compte offshore, il est généralement nécessaire de recourir aux services des firmes d'avocats établies dans les pays concernés. À titre de rappel, cela était notamment le cas pour la firme panaméenne Mossack Fonseca.

« The mere fact the Turnbull-linked company was represented by Mossack Fonseca, even if unknowingly, is a bad look [...] The use of Mossack Fonseca services - again while politically unfortunate for Turnbull - is not in itself illegal ». (The Age, 13 mai 2016)

« It should have had proper due diligence. The confidential source who leaked the Panama Papers, known as 'Joe Doe', said he did it because he thought Mossack Fonseca was behaving unethically ». (The Financial Review, 13 mai 2016)

2) Comme il est mentionné ci-dessus, des membres de la coalition politique s'exprimeront également afin de contrer ou limiter certaines critiques adressées à M. Turnbull. Certaines de ces tonalités sont répétitives. Dans un premier temps, il y a le rappel d'une certaine présomption

d'innocence, au sens où M. Turnbull n'est pas trouvé coupable d'une faute judiciaire par des autorités officielles. Dans un deuxième temps, également le renvoi des conduites dans le passé.

« The Coalition's campaign spokesman, Mathias Cormann, said Turnbull had no questions to answer over his role in the company. 'No, is the short answer' he said. 'Obviously this is more than 20 years ago. There is absolutely no suggestion of any wrongdoing' ». (The Australian, 12 mai 2016)

« That is a dead horse being flogged, it's a 20-year matter, it's old news – they just want to run it because they can. The Financial Review on its front page should be debating policy instead of behaving like a downmarket tabloid', he said [Arthur Sinodinos; ministre du gouvernement de M. Turnbull] on Radio National on Thursday morning ». (The Age, 12 mai 2016-b)

En date du 13 mai 2016, le représentant de M. Turnbull soutient l'accessibilité des documents en lien avec Star Mining NL et les filiales, comme étant d'ordre public - « On Friday, Turnbull's spokesman told Fairfax Media<sup>195</sup>: 'The audited consolidated accounts of Star Mining NL and all of its controlled entities including Star Technologies are public documents', as the Prime Minister has made clear »<sup>196</sup>.

Suite aux prises de parole de l'ancien premier ministre et les échanges publics entre différentes positions, il semble que la qualification des conduites liant M. Turnbull à la finance offshore varie entre des questionnements subsistants et des discours défensifs. Toutefois, en référence au ratio entre les positions, il semble possible de relever une certaine relativisation de la faute envers M. Turnbull. L'espace public n'est pas marqué par des demandes de démission adressées à l'ancien premier ministre ou à son gouvernement, des manifestations n'ont pas pris place afin d'exprimer ce qui pourrait ressembler à un sentiment d'indignation sociale.

### *La campagne électorale (les données qualitatives) : mai 2016*

M. Turnbull participe à la campagne électorale. Il se présente dans plusieurs villes australiennes afin d'explicitier son budget et promouvoir les initiatives de son gouvernement.

---

<sup>195</sup> Fairfax Media « is a leading multi-platform media company in Australia. The group comprises metropolitan, rural, regional and community mastheads and serves its audiences through high-quality, independent journalism and offers dynamic venues for commerce and information » (Fairfaxmedia, 2019).

<sup>196</sup> The Age. (13 mai 2016).

Au cours de la période précédant les élections, M. Turnbull émet des discours autour des problématiques et/ou défis associés à la classe moyenne ou plus précaire. Lors du point de presse à Queensland (Australie), il échange publiquement avec une citoyenne-électrice.

« Malcolm Turnbull has been confronted by a single mum about schools funding [...] In a conversation that lasted almost 10 minutes, Mr Turnbull spoke about his own experience of the challenges for single parents, having been raised by his father. The Prime Minister said he would be ‘very happy’ to talk to her further to make sure she was getting the right support ». (The Australian, 12 mai 2016-b)

Suite à quoi il énonce : « The federal government is spending more on school education than we ever have in the history of the commonwealth » ; Mr Turnbull said the government was looking to improve standards »<sup>197</sup>.

Au cours de la campagne, l’ancien premier ministre est questionné à nouveau sur les ‘Panama papers’ (voir les éléments ci-dessus). Il maintient le même discours : « ‘There is nothing new there’, he told media at the campaign stop in the Victorian seat of Dunkley »<sup>198</sup>. Au lendemain, il réaffirme la conformité du paiement de ses taxes : « Turnbull told ABC Radio's Jon Faine – ‘I have always paid tax in Australia. I have paid tax on all of my investment income; I always have done. I've always paid a lot of tax’ »<sup>199</sup>.

À ce premier temps de la campagne électorale, *The Australian* y qualifie la performance de l’ancien premier ministre de la façon suivante : « Malcolm Turnbull won the day »<sup>200</sup>. Il semble pertinent de souligner que ce journal australien soutient, selon son orientation partisane des politiques favorisant le libre-échange et l’économie de marché (voir le tableau 3 dans la section méthodologie). Ces diverses composantes s’inscrivent de près à la position politique qu’adhère M. Turnbull et son gouvernement.

#### *Les moments-clés (les données qualitatives) : les mois suivants (2016)*

Au cours du mois de juin 2016, les figures politiques de l’opposition et de la coalition enchainent les réunions et les discours publics afin de défendre leurs programmes, a priori les

---

<sup>197</sup> The Australian Financial Review. (12 mai 2016).

<sup>198</sup> The Australian. (12 mai 2016)

<sup>199</sup> The Age. (13 mai 2016).

<sup>200</sup> The Australian. (12 mai 2016-c)

mesures promises et les budgets respectifs. M. Turnbull invite les citoyens-électeurs à voter pour un gouvernement majoritaire : « It's the only way to be sure that there will be a stable federal government, committed to a national economic plan that will deliver stronger economic growth and more and better jobs, is to vote for the Coalition, responded the PM »<sup>201</sup>.

Lorsque questionné pour une troisième fois sur son implication dans les 'Panama papers', M. Turnbull maintient la même tonalité de discours que celle évoquée auparavant, c'est-à-dire la négation d'une participation à des conduites illégales - « 'Well can I just say to you that as the article acknowledged, there is no suggestion of any impropriety whatsoever', he said. »<sup>202</sup>. Le mois de juin conclut le deuxième temps de la campagne électorale 2016. Dans l'éventualité où M. Turnbull remporte les élections, il s'agirait d'un second mandat pour la coalition 'Libérale-Nationale'.

Le 2 juillet 2016 ont eu lieu les élections fédérales de l'Australie. Les jours suivants, le gouvernement de M. Turnbull, toujours formé d'une coalition, remporte la majorité des voix électorales - « 'We have won the election', Mr Turnbull told a news conference in Sydney. 'We have gone through this election with fiercely fought arguments, issues of policy, issues of principle and we have done so peacefully and it's something we should celebrate'<sup>203</sup>.

Suite au dénouement du vote électoral, l'attention médiatique liant M. Turnbull aux 'Panama papers' décroît de façon notable, atteignant la valeur zéro pour les mois suivants. En fait, les derniers textes disponibles sur le sujet abordent moins les comportements reprochés à l'ancien premier ministre que l'affaiblissement ou les enjeux possibles des révélations sur la campagne politique de M. Turnbull.

Il semble que - bien que l'ancien premier ministre ait reçu des demandes de clarifications supplémentaires au cours des mois suivants, cela en lien avec les 'Panama papers' - le moment d'incertitude à la qualification des conduites ait été relativisé par des discours menés par M. Turnbull réaffirmant la négation de conduites illégales.

---

<sup>201</sup> Herald Sun. (7 juin 2016).

<sup>202</sup> Herald Sun. (7 juin 2016).

<sup>203</sup> Herald Sun. (7 juin 2016)

Au terme des mois analysés, aucune intention d'enquête n'a été soulevée par les autorités fiscales de l'Australie (ATO et AUSTRAC) afin d'étudier les finances de M. Turnbull. Celui-ci n'a pas été jugé coupable d'une faute judiciaire.

D'avantage axés sur les 'Panama papers' les autorités de ATO et l'AUSTRAC maintiennent les enquêtes ciblant des individus et des entreprises sur le territoire australien impliqués dans les 'Panama papers'. Cet élément s'inscrit en continuité aux enquêtes préalablement ouvertes lors des premiers jours suivants les révélations.

« Since then more than 100 taxpayers had been contacted and told they would be the subject of compliance action. Further criminal investigations and prosecutions could follow [...] ATO has to date conducted more than 300 audits, raised \$130 million in liabilities and made four prosecutions ». (The Age, 16 septembre 2016)

### **5.3.2 La place des liens théoriques**

En retraçant la couverture médiatique des 'Panama papers' impliquant l'ancien premier ministre australien, il est possible de mettre en lumière les éléments théoriques suivants : le ton des discours et les techniques de neutralisation, les prises de position, les justifications ou excuses du choix politique, etc.

#### *Le ton des discours et les techniques de neutralisation*

Dans un premier temps, il serait possible d'identifier au moins deux registres discursifs dans lesquels M. Turnbull inscrit ses différentes prises de parole. Une première tonalité peut renvoyer à la négation. Ce registre semble avoir été davantage mobilisé par l'ancien premier ministre, c'est-à-dire à trois reprises. Premièrement, M. Turnbull nie toute forme d'illégalité envers Star Technology Systems Limited. Il énonce à plusieurs reprises des propos qui s'inscrivent sous le même registre : « Turnbull said there had been 'no suggestion of any impropriety whatsoever' when asked about the reports »<sup>204</sup>. Deuxièmement, il nie également avoir été tenu informé des liens suivants : 1) soit les dons qui auraient été offerts par Star Technology Systems Limited à des figures politiques russes et 2) la relation qui aurait existé entre Star

---

<sup>204</sup> Herald Sun. (12 mai 2016).



Mining Corporation NL<sup>205</sup> et la firme Mossack Fonseca. Ce premier registre de la négation semble souscrire à un but défensif, c'est-à-dire « [d'] amoindrir la portée des révélations » (Amicelle et Bérard, 2017, p. 14).

Il semble également pertinent de souligner que M. Turnbull maintient la même tonalité de discours au fur et à mesure de l'avancement des révélations. Il réaffirme, comme il est mentionné ci-haut, la position réfutant l'apposition du qualificatif 'illégal' envers les conduites de codirecteur ou la valeur de la compagnie pour laquelle il a exécuté des fonctions. Conjointement à la négation de conduites illégales, M. Turnbull y ajoute la défense de la conformité de ses états financiers.

Une deuxième tonalité, davantage utilisée à titre secondaire, pourrait faire référence aux déplacements des accusations vers un autre acteur impliqué dans les révélations, dans le cas présent : les banques. Sous un ton plus offensif, M. Turnbull vise publiquement la responsabilité et le rôle joué par les institutions bancaires dans la finance à l'offshore. Toutefois, « his government has ignored longstanding calls for a royal commission into the banks »<sup>206</sup>.

Le déplacement des accusations pourrait s'inscrire en parallèle dans les techniques de neutralisation identifiées par Sykes et Matza (1954). Bien que les accusations ne soient pas retournées vers 'l'accusateur' comme le défendent les théorisations, le déplacement au début des révélations semble permettre un transfert de l'attention sociale.

#### *Les prises de position : entre les questionnements subsistants et une relativisation marquée*

Au cours du mois de mai 2016, il est possible d'identifier des prises de position diverses dans l'espace public, cela à la suite des révélations liant M. Turnbull aux 'Panama papers'. D'une part, des citoyens-électeurs ainsi que des membres de l'opposition questionnent et demandent des informations supplémentaires en lien avec le rôle et la compagnie offshore sous laquelle l'ancien premier ministre est nommé. D'autre part, différents membres du public et des représentants de la coalition de M. Turnbull prennent la parole pour défendre et limiter la portée

---

<sup>205</sup> À titre de rappel, Star Technology Systems Limited, dont M. Turnbull a été codirecteur, est une filiale de la société mère, Star Mining Corporation NL.

<sup>206</sup> The Age. (7 avril 2016).

de certaines critiques formulées. Un aspect notable à l'étude du cas de M. Turnbull est la considération du ratio entre les deux prises de position. À vrai dire, les demandes de questionnements sont maintenues au cours de la campagne électorale de 2016 (de mai à juin), mais le poids de la position venant soutenir l'ancien premier ministre semble être plus important.

Exposés sous le récit médiatique, entre la période du 11 et 15 mai 2016, plusieurs registres discursifs prenant la défense de M. Turnbull sont formulés. Certains arguments entre les membres du public et la coalition s'entremêlent. À titre de rappel, ces différents registres semblent s'inscrire également dans des tonalités similaires aux prises de parole auparavant évoquées de l'ancien premier ministre. Or, ces éléments pourraient avoir un but commun : l'euphémisation, c'est-à-dire la « dilution des faits et responsabilités » (Lascoumes, 2011, p. 50) et la minimisation, renvoyant à la banalisation des impacts de l'implication de M. Turnbull dans les 'Panama papers'.

Comme le démontre Black (2007), il s'effectue sous ces éléments, l'euphémisation et la minimisation, un « plaidoyer de défense de la corruption » (Lascoumes, 2011, p. 50). Ainsi, il convient de faire un retour sur différents éléments discursifs mobilisés, à savoir ceux s'adressant directement à la problématisation des comportements de M. Turnbull. Premièrement, celui-ci est critiqué sur son implication dans la compagnie Star Technology Systems Limited. Or, l'ancien premier ministre n'a pas été jugé coupable de conduites illégales bien qu'elles aient pu paraître controversées. À titre de rappel : « Malcolm Turnbull is not a criminal. And - based on the media reports that came out on Thursday - he has not acted illegally »<sup>207</sup>.

Deuxièmement, M. Turnbull est critiqué sur la liaison entre Star Mining Corporation NL et la firme d'avocats Mossack Fonseca. À ce moment, les écrits de la presse rappellent les différences entre les utilisations légales et illégales pouvant être faites des compagnies et des comptes offshores : « There is a mixture of the following ; Criminals who use offshore companies to facilitate bribery, arms deals, tax evasion, financial fraud and drug trafficking. ; and those who made legal use of shell companies and offshore jurisdictions. The Prime Minister falls into the latter

---

<sup>207</sup> The Age. (13 mai 2016).

category »<sup>208</sup>. Comme la citation l'illustre, l'utilisation de structures offshores faite par l'ancien premier ministre ou via la compagnie dont il était le codirecteur semble s'inscrire sous le registre légal des mécanismes à l'offshore.

À titre complémentaire, d'autres discours pourraient être venus soutenir l'euphémisation et la minimisation des conduites reprochées à M. Turnbull. D'abord, le renvoi des comportements vers le passé, cela permet « de recadrer le débat autour [de celles-ci] » (Amicelle et Bérard, 2017 p. 11). À vrai dire, la mention de l'espace-temps de près de vingt ans séparant les actions et la mise à jour de celles-ci pourrait consentir à limiter les réactions sociales. Dans un même ordre d'idées, la mobilisation de l'aspect 'commun et récurrent' de l'utilisation de comptes et compagnies offshores dépeint les conduites reprochées à l'ancien premier ministre comme étant routinières, voire banales (Lascomes et Nagels, 2014, p. 186). Ensuite, l'argument se rapportant à la rationalité, c'est-à-dire que la finance offshore ainsi que ses mécanismes constitueraient une réponse 'normale' venant d'un individu qui souhaite limiter la pression fiscale.

Ces divers éléments appelant à la relativisation des révélations semblent avoir eu une influence sur le « soutien personnel et surtout électoral » (Lascomes, 2011, p. 49) envers le gouvernement de l'ancien premier ministre.

À vrai dire, Lascomes (2013) problématise le maintien du « soutien électoral à des élus mis en cause et même condamnés pour des atteintes à la probité » (p. 49). M. Turnbull n'a pas été jugé coupable de faute, toutefois il ne va pas sans dire qu'il a été impliqué dans une fuite d'information financière d'une ampleur internationale. Les 'Panama papers' ont touché un nombre notable d'élus et de représentants politiques. Ainsi cette controverse aurait pu être un levier suffisant pour la remise en cause de la légitimité et de la crédibilité de M. Turnbull, voire de son parti politique.

### *Le choix politique*

Aux réflexions entourant le choix politique, Lascomes (2011) rappelle le présupposé suivant : « l'élection est conçue comme un consentement renouvelé et un moyen d'influence sur

---

<sup>208</sup> The Age. (13 mai 2016).

les décisions publiques. En théorie, donc, les transgressions de la probité publique devraient entraîner un vote-sanction » (p. 50). Il semble dès lors pertinent d'inclure des éléments qui ont pu amener les citoyens-électeurs à voter pour le gouvernement de M. Turnbull, et ce malgré le fait que ce dernier ait été mis en cause dans les 'Panama papers'.

Un premier élément : « l'efficacité de l'action politique ». Autrement dit, le choix électoral est influencé par les « résultats obtenus et les avantages dont bénéficient les citoyens » (Lasoumes, 2011, p. 59). Ainsi, le soutien électoral peut être « exprimé dans les termes d'un calcul coût/avantage. [...] L'appropriation des résultats l'emporte sur le jugement négatif de la personne » (Lasoumes, 2011, p. 61). Le cas de M. Turnbull : en poste depuis 2015, il semble que son gouvernement ait fait avancer la cause des citoyens australiens : la légalisation du mariage homosexuel, la conscientisation du réchauffement climatique ; promotion d'une politique énergétique, la promotion du multiculturalisme, etc. En vue des élections 2016, il énonce également vouloir investir davantage de fonds dans le système éducatif. Concernant le cas de la figure de l'opposition, M. Shorten (Parti Travailleurs), il semble que ce dernier se soit fait reprocher lors de la campagne électorale de 2016 de ne pas avoir tenu ses engagements politiques, cela en référence à des circonstances qui se seraient auparavant présentées - « Mr Shorten was asked to promise voters there won't be any further broken promises or backflips on Labor's old policies [...] 'Well I don't accept the characterisation about broken promises or backflips at all', he said »<sup>209</sup>.

En reprenant sur les propos de Lasoumes (2011), il serait possible de croire que les éléments explicités ci-dessus aient influencé le raisonnement derrière la détermination du soutien électoral en 2016. Autrement dit, « les élus sont en grande partie évalués sur leur capacité de produire du changement » (p. 60).

Un deuxième élément : « la personnification de la relation ». Également lors de la campagne électorale de 2016, l'ancien premier ministre partage des bouts du récit de sa vie personnelle avec des citoyens-électeurs afin de se montrer empathique vis-à-vis des difficultés vécues par ces derniers. Rappelant la citation :

---

<sup>209</sup> Herald Sun. (7 juin 2016).

« Malcolm Turnbull has been confronted by a single mum about schools funding [...] In a conversation that lasted almost 10 minutes, Mr Turnbull spoke about his own experience of the challenges for single parents, having been raised by his father. The Prime Minister said he would be 'very happy' to talk to her further to make sure she was getting the right support ». (The Australian, 12 mai 2016-c)

La relation de proximité vers laquelle tend M. Turnbull afin de rejoindre l'auditoire pourrait remplir deux fonctions. Dans un premier temps, « la personnification facilite l'excuse en humanisant le responsable [...] l'empathie appelle la tolérance » (p. 63). Dans un deuxième temps, le contact de proximité « valorise le sens de l'écoute de l'élue ». Il semble que la citation insérée dans le paragraphe souligne les aspects de la justification ou de l'excuse.

Un troisième élément : « la banalité de la corruption ». Il semble que les conduites controversées de la part de responsables et/ou représentants politiques ou s'étant inscrites dans les activités des organisations et/ou entreprises ne renvoient pas à des situations surprenantes ou inédites sur le territoire australien :

« It was only a couple of days after Westpac was accused of rigging the interbank interest rate market, the same charge that was levelled against ANZ (Australia and New Zealand Banking Group) a few weeks back. Add to that scandals in the financial or insurance arms of CBA, ANZ, Macquarie and NAB<sup>210</sup>, all that dirty work in the political donations game, allegations of corporate bribery and an inquiry into the banks looks like just a starting point ». (The Australian Financial review, 11 avril 2016)

En s'attardant plus spécifiquement sur le cas de M. Turnbull, ce dernier a été mis en cause à deux reprises. Une première fois en 2015, l'ancien premier ministre aurait été mêlé à une controverse fiscale et financière exposant des investissements qu'il aurait engagés sous son statut de premier ministre. Une deuxième fois en 2016, M. Turnbull est nommé auprès d'une autre figure politique dans les 'Panama papers'. À vrai dire, la récurrence des mises en cause semble inciter le public à diluer « le comportement transgressif d'un élu dans la généralité des pratiques déviantes et illégales du milieu politique » (Lascoumes, 2011, p. 66). Les conduites auparavant reprochées à M. Turnbull pourraient plutôt être appréhendées comme étant « l'ordinaire du métier politique » (p. 66).

---

<sup>210</sup> CBA, ANZ, Macquarie et NAB : il s'agit de quatre grandes banques australiennes.

En somme, ces divers éléments ont pu avoir un effet « déculpabilisant, de rétablir un lien et de restaurer une confiance dégradée » (Lascoumes, 2011, p. 59) envers M. Turnbull et son parti politique. Reprenant la conceptualisation du ‘rituel de dégradation’ de Garfinkel (1956), dans le cas présent il serait pertinent d’analyser les justifications ou les excuses comme ayant participé à un ‘rituel de restauration’ alors que M. Turnbull remporte les élections de 2016 (Lascoumes, 2011, p. 59).

### *La finalité de la dénonciation publique*

Les auteurs de la sociologie du scandale distinguent la forme de la dénonciation publique du ‘non-scandale’ sous le critère d’une « relativisation généralisée de la faute dénoncée » (De Blic et Lemieux, 2005, p.17). Toutefois, il semble difficile de défendre le caractère ‘généralisable’ de la relativisation dans le cas présent. En fait, des questionnements traitant de l’implication de M. Turnbull dans les ‘Panama papers’ sont maintenus tout au long de la campagne électorale de 2016. En référence à l’étude du cas, il serait davantage pertinent d’aborder la relativisation des révélations sous le qualificatif de ‘marqué’ afin d’indiquer une subtilité.

Comme la couverture médiatique l’expose, il s’opère, entre la période du 11 et 15 mai 2016, un échange entre des membres du public, y compris des partis politiques. Or, la ‘relativisation marquée’ permet d’illustrer la différence entre le ratio des prises de position venant critiquer/questionner les conduites de M. Turnbull et de l’autre côté, celles venant défendre/relativiser ces mêmes conduites. À titre de rappel, le poids de la seconde position semble être plus important que la première.

D’autres éléments pourraient également avoir encouragé une banalisation des révélations qui impliquent M. Turnbull. D’une part, la réaffirmation et la répétition du discours de négation provenant de l’ancien premier ministre, cet élément ayant semblé amoindrir la portée des critiques et la formulation de questionnements. D’autre part, les justifications ou les excuses ayant encouragé une restauration de la confiance politique.

« There is no suggestion he has acted other than appropriately at all times ». (The Age, 13 mai 2016)

« [...] But again, there is absolutely NO allegation of impropriety against Turnbull. Nothing suggests he acted improperly. His assurance that the venture made no profit, however, does not take into account any fees he was allegedly paid ». (Herald Sun, 12 mai 2016)

À titre de rappel, la couverture médiatique ciblant l'ancien élu politique de l'Australie, M. Turnbull, représente 16,0 % de l'ensemble des articles collectés sur les sites de références australiennes étudiées. Suite à la mobilisation de valeurs quantitatives et qualitatives, il serait possible d'affirmer que la finalité de la dénonciation publique qui met en cause l'ancien premier ministre australien s'apparente aux conceptualisations de la forme du 'non-scandale' (De Blic et Lemieux, 2005 ; Boltanski et Claverie, 2007).

Le dernier chapitre ci-dessous est consacré à la mise en commun des cas. Il retrace le ton et les changements discursifs, les techniques de neutralisation mobilisées, les moments d'incertitudes sociales influençant la direction des réactions sociales, les récits médiatiques, etc.

## **Chapitre 6 : la discussion**



Dans cette section, les écrits prennent notamment la forme d'une discussion, celle-ci s'appuie sur les portraits de nature quantitative et qualitative dressés par les différents résultats de la recherche. Le but étant de faire ressortir et intervenir certaines convergences et divergences entre les études de cas, cela toujours suite aux révélations des 'Panama papers'. À titre de rappel, les analyses ont ciblé les cas des premiers ministres - au moment des révélations - de l'Islande (Sigmundur David Gunnlaugsson; 2013 à 2016), du Royaume-Uni (David Cameron ; 2010 à 2016) et de l'Australie (Malcom Turnbull; 2015 à 2018).

Certaines composantes comparatives ont été mobilisées : 1) Les récits médiatiques, notamment dans le but de comparer les moments-clés des cas étudiés. 2) Le retour sur les comportements reprochés aux élus politiques (le niveau d'implication) et la formulation des accusations ou des doutes. 3) La mise en relation d'éléments comparatifs se rapportant au cadre théorique de la sociologie du scandale (les moments d'incertitudes, la valeur transgressée et l'indignation sociale, l'engagement à la division, les transformations sociales, etc.)

## **6. 1. Le retour sur la couverture médiatique des révélations fiscales (2016)**

Dans un premier temps, il convient de revenir sur la couverture et les récits médiatiques des acteurs politiques ciblés dans le mémoire. D'une part, général et d'une autre plus spécifique aux études de cas, le retour sur ces différents éléments est préalable à une analyse subséquente voulant mettre en rapport les moments-clés et ceux d'incertitudes ayant marqué les études de cas respectives. À titre de rappel, ces dernières composantes sont défendues sous le cadre théorique de la sociologie du scandale.

### *Les 'Panama papers' : le retour sur les observations générales*

En s'appuyant sur l'ensemble des textes collectés dans la recherche, il a été possible d'identifier et cibler le temps fort et/ou davantage mouvementé des révélations sous les 'Panama papers'. À titre de rappel, les articles de la presse écrite ont été collectés entre le 3 avril et le 30 septembre 2016. Suite à l'interprétation des données quantitatives des explorations (1 et 2) ainsi que la familiarisation aux 671 documents constituant le corpus de la recherche principale, le pic des publications s'observe lors de la première semaine du mois d'avril 2016 (3 au 9 avril 2016). À vrai dire, l'ensemble du mois d'avril 2016 représente 77,8 % des textes collectés (522 documents sur 671 ; tableau 7).

La mobilisation d'informations substantielles a permis de mettre en lumière les moments 'forts' identifiables sous les presses écrites respectives (voir le tableau comparatif 1 pour ces valeurs quantitatives et qualitatives).

*Le retour sur les couvertures médiatiques respectives : l'Islande, le Royaume-Uni et l'Australie*

Sous une étude plus approfondie des couvertures médiatiques, cela dans les corpus islandais, britannique et australien, il a été possible de relever des distinctions et des similarités entre les récits publics et la finalité de la dénonciation.

Les activités de classification et de codage effectuées à l'étape de la collecte de données ont permis de soulever des divergences et convergences en ce qui concerne la répartition des thèmes dans les corpus. Les articles récoltés dans les presses britanniques et australiennes abordent un éventail d'acteurs impliqués à l'international (banques, institutions, individus listés, etc.), et, de ces écrits une masse d'articles se concentrent sur les anciens premiers ministres du Royaume-Uni et de l'Australie. La couverture de l'Islande est centrée de façon plus notable sur les révélations et conduites de l'ancien premier ministre M. David Gunnlaugsson et d'autres figures islandaises. Autrement dit, une quantité moins importante de textes sont rédigés autour d'autres acteurs internationaux<sup>211</sup>.

Ces différentes affirmations peuvent être appuyées par les valeurs sur cent de la couverture médiatique attribuable à l'acteur politique en cause (sous les codes 6.1, 6.2 et 6.3). Il semble possible de défendre que l'attention portant sur M. David Gunnlaugsson (60,7 %) est non négligeable, M. Cameron se situe davantage près du centre sur ce schème de l'attention médiatique (37,0 %), alors que la valeur pour le cas de M. Turnbull (16,0 %) est moindre que les cas précédents (voir le tableau comparatif 1).

Conjointement, il est possible d'identifier les moments-clés à la publication d'articles abordant les élus politiques et/ou qui problématiseront les conduites fiscales dévoilées. Ces 'moments-

---

<sup>211</sup> À titre d'exemple, peu de textes islandais soulignent l'implication de Putin et ses proches, Mauricio Macri, Malcolm Turnbull, David Cameron, etc. dans les 'Panama papers', alors que les couvertures britannique et australienne sont plus complètes. Dans chacun de ces cas, Turnbull et David Gunnlaugsson sont abordés dans les textes britanniques et inversement pour le cas de l'Australie.

clés' ont été déterminés en fonction de la séquence où les valeurs quantitatives (le nombre d'articles publiés) et qualitatives (la valeur des discours ; les prises de parole redondantes) sont plus importantes. Concernant les cas de l'Islande et le Royaume-Uni, cela réfère aux premières semaines du mois d'avril 2016. Ici, les moments-clés sont relativement similaires : plus prégnants entre le 3 et 9 avril 2016, ils s'étendent jusqu'à la deuxième semaine de ce mois (entre le 10 et le 16 avril 2016). Pour l'Australie, la quantité et la valeur de textes ciblant M. Turnbull sont plus notables au cours du mois de mai 2016. Suite à une analyse plus approfondie de ce même mois, il est possible d'identifier une séquence plus mouvementée entre le 11 et le 15 mai 2016.

Dans les trois cas, il est possible de défendre, d'un nombre de publications décroissantes, les corpus du Royaume-Uni et de l'Australie atteignent des valeurs nulles, alors qu'aucun texte ciblant les acteurs politiques en cause n'a été repéré sous des mensualités. Le recueil de texte islandais semble être le seul qui maintienne toutefois l'attention envers l'élue politique au terme des six mois étudiés.

Afin d'ajouter à la comparaison de ces composantes, un tableau regroupe les valeurs abordées ci-dessus.

**Tableau XI. Le comparatif : 1<sup>212</sup>**

Les éléments comparatifs mobilisés	Les études de cas		
	Islande Sigmundur David Gunnlaugsson	Royaume-Uni David Cameron	Australie Malcolm Turnbull
1. (le rappel) Les comportements reprochés ;	L'ancien PM a été copropriétaire et bénéficiaire d'une compagnie offshore entre 2007 et 2009.	David Cameron a détenu des parts dans la compagnie offshore de son père (à titre de bénéficiaire) pendant près de 40 ans.	M. Turnbull a joué le rôle de codirecteur d'une compagnie offshore.
2. Le pourcentage de la couverture médiatique axée sur l'élu/corpus respectif ;	<b>60,7 %</b> (51 sur un total de 84 documents) ;  Le corpus islandais est composé de <b>84 documents</b> , dont <b>51 abordent explicitement les conduites de l'ancien PM islandais</b> .	<b>37,0 %</b> (141 sur un total de 381 documents) ;  Le corpus britannique est composé de <b>381 articles</b> , dont <b>141 abordent explicitement les conduites de l'ancien PM britannique</b> .	<b>16,0 %</b> (33 sur un total de 206 documents) ;  Le corpus australien est composé de <b>206 textes</b> , dont <b>33 abordent explicitement les conduites de l'ancien PM australien</b> .
3. Les caractéristiques de la couverture médiatique (croissant, décroissant, cyclique) ;  Est-ce que l'attention est maintenue dans l'ensemble de la période observée (du 3 avril au 30 septembre 2016) ?	Décroissant  Oui (bien que faible, elle est maintenue)	Décroissant  Non (il y a plusieurs valeurs nulles)	Plutôt cyclique ; décroissant  Non (il y a plusieurs valeurs nulles)
4. Les moments-clés à la qualification des conduites ;  (Le moment ; quand et la valeur ; % attribuable) ;	<b>Le mois d'avril 2016</b> représente près de 59,0 % des articles publiés (30 sur un total de 51 documents).  Plus particulièrement, la première semaine ; <b>3 au 9 avril 2016</b> .  <b>49,0 % des textes sont parus la première semaine</b> (3 au 9 avril 2016 ; tableau 8 ; analyse).	<b>Le mois d'avril 2016</b> représente 95,0 % des articles publiés (134 sur un total de 141 textes).  Plus particulièrement, la première semaine ; <b>3 au 9 avril 2016</b> .  <b>58,7 % des textes sont parus la première semaine</b> (3 au 9 avril 2016 ; tableau 9 ; analyse).	Le mois de mai 2016, plus particulièrement entre le 11 et 15 mai 2016.  <b>45,5 % des textes sont parus au cours du mois de mai 2016</b> . Ainsi, il a fallu attendre un certain moment avant que des conduites soient problématisées ou rationalisées (tableau 10 ; analyse).
5. Les moments d'incertitudes ;	<b>Entre le 3 et 9 avril 2016 ;</b>  Dès le 4 avril 2016, des écrits de la presse islandaise problématisent l'implication directe de M. David Gunnlaugsson	<b>Entre le 3 et 16 avril 2016 ;</b>  (Les deux vagues d'articles)  Dès le 3 avril 2016, des écrits de la presse britannique problématisent l'implication indirecte.	Au cours du mois de mai 2016 ;  <b>Vers le 11 mai 2016</b> , de premiers écrits problématisent l'apparition de M. Turnbull dans les révélations des 'Panama papers'.

<sup>212</sup> Les tableaux comparatifs présentés dans ce chapitre sont des segments, pouvant comporter des changements ou ajouts, de la grille d'analyse comparative insérer dans le chapitre de la méthodologie.

## **6.2 Le retour sur les éléments et les conduites dévoilées ainsi que la formulation de reproches/doutes**

Dans un deuxième temps, il semble pertinent de revenir sur les comportements reprochés propres à chaque élu politique. À vrai dire, ce point de comparaison vise à faire ressortir les niveaux, semblables ou non, de l'implication de M. David Gunnlaugsson (Islande), M. Cameron (Royaume-Uni) et M. Turnbull (Australie) dans les révélations fiscales. Conjointement, est-ce que les différentes perceptions reliées à l'implication offshore ont influencé la tenue et la portée de reproches ou d'accusations ?

Dans le cas de l'Islande, l'ancien premier ministre est impliqué directement dans les 'Panama papers', il semble que son nom ainsi que celui de sa conjointe apparaissent. Il est notamment reproché à M. David Gunnlaugsson d'avoir été copropriétaire et bénéficiaire d'une compagnie offshore (entre 2007 et 2009). Concernant les analyses sur le Royaume-Uni, M. Cameron est impliqué de façon plus indirecte, Ian Cameron, le père est cité dans les révélations. Il est reproché à David Cameron d'avoir possédé et été un bénéficiaire, sur une période de près de 40 ans, de parts du fonds offshore. En 2010, l'ancien premier ministre du Royaume-Uni reçoit l'héritage de son père, ce qui est davantage problématisé est la provenance de l'argent. Ian Cameron a mis sur pied le fonds en 1980, toujours actif au moment des révélations des 'Panama papers', ainsi sur cette période de près de 40 ans des sommes monétaires ont pu être limitées à une imposition fiscale. Pour le cas de l'Australie, il est reproché à M. Turnbull le mandat ayant été effectué à titre de codirecteur d'une compagnie offshore (Star Technology Systems Limited) entre 1990 et 1995. D'une part, en référence aux fonctions réalisées ici, l'implication de l'ancien premier ministre australien dans les révélations des 'Panama papers' est directe. D'autre part, des informations supplémentaires visent davantage des conduites de la filiale mère (Star Mining Corporation NL) de la compagnie offshore dont M. Turnbull a été codirecteur. L'implication serait plus indirecte concernant le deuxième point.

Dans un même ordre d'idées, des reproches, des attaques ainsi que des questionnements persistants ont pu être relevés dans les études de cas, cela à des niveaux d'intensité différents. Pour ce qui est de M. David Gunnlaugsson (Islande) et M. Cameron (Royaume-Uni), de fortes critiques, des attaques et des demandes de démission ont été renvoyées aux acteurs politiques

en poste. Il semble que ces demandes s'appuient notamment sur les jugements : d'un manque d'éthique et de transparence lors de la réalisation de fonctions politiques ainsi que la présence d'un conflit d'intérêts entre la position élevée (de représentant politique) et des bénéfices économiques et politiques qu'auraient pu tirer profit la compagnie ou le compte offshore. Concernant M. Turnbull (Australie), ce sont moins des reproches et des attaques qui lui sont adressés que des demandes persistantes de clarification concernant le rôle joué à l'offshore. Celui-ci n'a pas été la cible répétée de demandes à la démission de ses fonctions politiques, alors que les doutes éthiques qui pouvaient être repérés lors de la problématisation de ses conduites se sont affaiblis.

Ce qui semble être davantage problématisé dans les études de cas de l'Islande et le Royaume-Uni est la présence d'un chevauchement entre la tenue des comportements offshores des élus et la réalisation du mandat politique. À titre de rappel, M. David Gunnlaugsson et M. Cameron ont reçu de fortes critiques concernant l'éthique de leur travail. Bien qu'aucun comportement fiscal n'ait été jugé illégal, la position sociale élevée ainsi que les pouvoirs économiques et politiques reliés ajoutent à la formulation de doutes sur de possibles conflits d'intérêts (voir le tableau comparatif 2 pour les périodes de chevauchement). Concernant l'Australie, il serait possible de défendre que les différents niveaux d'implication de M. Turnbull et le manque de compréhension sociale de ceux-ci, en plus du temps court de la fonction de codirecteur offshore (1990 à 1995) ont limité la portée de reproche envers ce dernier. Contrairement aux cas précédents, il n'y a pas de chevauchement entre les rôles identifiés.

En somme, lorsque l'implication des élus politiques à des conduites offshores est directe ou plutôt directe, de fortes réactions sociales et des reproches, du moins sur la nature éthique du travail, ont été formulés. Conjointement, lorsqu'un double rôle a été effectué et porté à l'attention du public ; celui de représentant politique et acteurs offshores, la valeur des critiques pourrait être davantage accentuée. Les niveaux d'implication observés sont relativement semblables, toutefois des spécificités non négligeables ont été relevées dans les études de cas faisant basculer les récits sous diverses finalités.

Bien que des réponses sociales et informelles ont été notées suite aux révélations des ‘Panama papers’, aucune des figures politiques mises en cause dans les présentes analyses n’a fait l’objet de poursuite pénale, civile ou administrative.

Afin d’ajouter à la comparaison de ces trois composantes (les comportements reprochés, le niveau d’implication et les accusations/fautes/poursuites), un tableau regroupe les valeurs.

**Tableau XII. Le comparatif : 2**

Les éléments comparatifs mobilisés	Les études de cas		
	Islande Sigmundur David Gunnlaugsson	Royaume-Uni David Cameron	Australie Malcolm Turnbull
1. (le rappel) Les comportements reprochés ;	L’ancien PM a été copropriétaire et bénéficiaire d’une compagnie offshore entre 2007 et 2009.	David Cameron a détenu des parts dans la compagnie offshore de son père (à titre de bénéficiaire) pendant près de 40 ans.	M. Turnbull a joué le rôle de codirecteur d’une compagnie offshore
2. Le niveau d’implication ;	<b>Direct</b> ; son nom ainsi que celui de sa femme sont cités dans les listes.  Durée de : <b>2 ans</b> ;	Plutôt <b>indirecte</b> dans les révélations des ‘Panama papers’.  Il s’agit davantage du lien entre ce dernier et son père, car Ian Cameron est cité dans les ‘Panama papers’.  Durée de : <b>40 ans</b> (pour les parts détenues dans le fonds de son père ; 1970 à 2010) ;  Il reçoit l’héritage en 2010.	Il y a trois niveaux d’implication. Premièrement, à titre de codirecteur (1990 à 1995), <b>direct</b> .  Les deux autres niveaux sont plutôt <b>indirects</b> , ils soulignent le lien entre la compagnie dont était codirecteur l’ancien PM et sa filiale mère.  Durée : <b>5 ans</b> ;
3. Est-ce qu’il y a eu des poursuites judiciaires, civiles ou pénales contre l’élu politique ;	Non  Il n’a pas été trouvé coupable d’une faute pénale ou civile.	Non  Il n’a pas été trouvé coupable d’une faute pénale ou civile.	Non  Il n’a pas été trouvé coupable d’une faute pénale ou civile.
4. La valeur de la faute ou des reprochés formulés (davantage au niveau social ; informel) ;	<b>Une faute de nature éthique</b> reliée à un <u>conflit d’intérêts</u> notamment la non-déclaration des intérêts économiques et politiques (entre sa compagnie et le rôle de créancier joué)	<b>Une faute de nature éthique</b> (conflit d’intérêts) et un <b>manque de transparence</b> envers les finances de la famille Cameron.	<b>Des doutes éthiques</b> reliés au rôle joué à titre de codirecteur par M. Turnbull.  Il s’agit moins d’attaque, que des <b>demandes de clarification</b> .
5. Chevauchement entre le poste offshore occupé et le mandat politique ;	Oui ; copropriétaire de la compagnie offshore de 2009 à 2007 ; mandat politique de 2009 à 2016. Chevauchement en 2009.	Oui, en 2010, lorsqu’il reçoit l’héritage, alors qu’il est le premier ministre du Royaume-Uni.	Non (entre 1990 et 1995 ; il entre au poste de PM en 2007)
6. Les spécificités (la comparaison) ;	Implication directe ; temporalité de comportements offshores moins importante ; chevauchement des fonctions.	Implication plutôt indirecte, temporalité de comportements offshores importante ; chevauchement des fonctions.	Implication directe et indirecte ; temporalité de comportements offshores moins importante ; pas de chevauchement des fonctions.

### **6.3. Les points de comparaison : les composantes théoriques de la sociologie du scandale**

Les éléments de comparaison suivants ont auparavant été repris dans la section du cadre théorique du mémoire. Il semble justifié et pertinent de les mobiliser de nouveau afin de défendre de l'application du cadre théorique à la compréhension et à l'interprétation des résultats.

#### *Les moments d'incertitudes*

La première unité de comparaison renvoie aux 'moments d'incertitudes' suite à la dénonciation publique, autrement dit l'espace-temps durant lesquels le public détermine la qualification des actes rendus visibles. Les auteurs de la sociologie du scandale (De Blic et Lemieux, 2005 ; Boltanski et Claverie, 2007, et autres) attribuent à ces moments incertains un rôle prééminent à la détermination des destins de la dénonciation, également lors des mouvements de gonflement ou de dégonflement des formes. Ainsi, il semble pertinent de revenir sur cette composante interactionnelle entre les acteurs sociaux et la qualification de l'acte. Il est d'avis que ces moments incertains à la qualification des conduites sont à risque de s'inscrire sous la même séquence temporelle que les moments-clés ou les moments forts soulignés ci-dessus. Autrement dit, lorsque l'espace social est mouvementé et réversible. Dans ce sens, les informations sur les moments d'incertitudes respectifs ont été intégrées dans le même tableau comparatif que les moments-clés (tableau comparatif 1).

Pour le cas de l'Islande, il semble que sur un temps court, la qualification des actes soit explicite. La vague d'articles au cours de la première semaine des révélations, du 3 au 9 avril 2016, permet de justifier ce point. Les prises de position, qu'il s'agisse des manifestations et des demandes répétées de démission, sont toutes des éléments qui pourraient être conséquents du gonflement de la forme.

Dans le cas du Royaume-Uni, il est possible de croire, sous les vagues d'articles que le moment rempli d'incertitudes lié à la problématisation des conduites a fluctué au cours des deux premières semaines du mois d'avril 2016. Lors de la première semaine (entre le 3 et 9 avril 2016), en raison des discours évasifs, du contournement ou du détournement des questions, la double mise en cause de la famille Cameron (2012 et 2016) et le demi-aveu de M. Cameron, les



doutes et le jugement négatif envers la légitimité des conduites exposées sous les ‘Panama papers’ pourraient s’être intensifiés et regroupés sous un même pôle. Lors de la deuxième semaine (10 au 16 avril 2016), la couverture médiatique britannique est caractérisée par des controverses et des prises de position diverses. Des citoyens-électeurs et des acteurs politiques reprochent un manque de transparence et remettent en question la légitimité fiscale de l’héritage. Des ‘modérateurs’, notamment d’autres membres de la société, nuancent les opérations fiscales de la famille Cameron et rationalisent l’utilisation de comptes offshores.

Dans le cas de l’Australie, il serait possible de croire que le moment d’incertitudes se produit plus tardivement. Aux premières semaines des révélations, l’implication de M. Turnbull dans les ‘Panama papers’ est abordée vaguement. En fait, il semble que la problématisation des conduites fiscales de l’élu prend forme au mois de mai 2016, soit au moment où le nombre d’articles atteint le pic. Suite à un gonflement court des incertitudes, la faute dénoncée semble avoir été relativisée de façon ‘marquée’ cela en référence au ratio entre les critiques et les prises de défense.

À titre de rappel, il est possible de mettre en relation les moments d’incertitudes exposées ici et les différentes valeurs quantitatives et qualitatives reliées à la couverture médiatique des cas présentés auparavant.

*Le test des valeurs transgressées, les notions reliées à l’indignation sociale et les prises de position*

À titre de rappel, Dampierre (1954) est l’un des premiers auteurs à proposer l’étude de la dénonciation sociale comme étant un «test de valeurs transgressées». À la suite de l’interprétation des corpus respectifs de l’Islande, le Royaume-Uni et l’Australie, il est possible de défendre l’observation d’un niveau généralisé de mécontentements suite à l’apparition de figures politiques dirigeantes dans les ‘Panama papers’. Dans chacun des pays, les révélations qui ciblent les élus ont généré des réactions négatives, bien qu’à des niveaux différents, il semble toutefois possible d’avancer que le test à la valeur transgressé se soit avéré positif.

L’élément qui serait changeant entre l’étude des cas est le niveau d’indignation ressentie dans les différentes sociétés : en Islande, au Royaume-Uni et en Australie. Conjointement, les

niveaux communs d'indignation (Boltanski et Claverie, 2007) influenceront l'appel à l'engagement d'une division sociale. En d'autres mots, plus un niveau commun d'injustice est ressenti, plus les prises de position seront polarisées, favorisant une unanimité des réponses. Inversement, lorsque le sentiment d'injustice est faible ou réparti, les opinions sociales sont à risque de se diviser, notamment sous la forme de défenses ou de relativisation ainsi que d'attaques.

Abordant séparément les études de cas. Sous les révélations qui ciblent M. David Gunnlaugsson, il semble que le climat social tend vers une dénonciation unanime de la faute. À vrai dire, les attaques et les demandes répétées à la démission provenant à la fois des citoyens-électeurs ainsi que des membres du parti de l'opposition et son gouvernement caractérisent la prise de position. À la lecture des documents composant le corpus islandais, aucun acteur externe (social, politique, économique) n'adopte une position défensive ou ne juge injustes les accusations reçues par l'ancien premier ministre islandais.

Sous cette composante comparative, les cas de M. Cameron et M. Turnbull sont plus similaires, au sens où des acteurs de positions différentes (offensive et défensive) sont répertoriés dans les écrits. Ce qui distingue à la fois ces deux études de cas est le ratio constaté des prises de position (offensive et défensive). Dans la presse britannique, la division sociale est relativement égale, des citoyens-électeurs et des membres du parti politique de l'opposition s'attaquent à la crédibilité de M. Cameron. Alors que d'autres citoyens-électeurs et des membres du parti conservateur, dont était la figure M. Cameron, viendront défendre ou modérer les accusations contre l' élu.

Concernant la presse australienne, le poids des prises de défense est notable, c'est-à-dire qu'un nombre plus important de citoyens-électeurs et de collègues politiques relativisent ou rationalisent la valeur des révélations fiscales mettant en cause M. Turnbull. Il est possible de se référer au tableau comparatif 3 pour les aspects spécifiques des prises de position.

*Les techniques de neutralisation et les tons des discours mobilisés par les acteurs politiques ciblés*

Les éléments exposés ci-dessus ont été exprimés publiquement par des acteurs externes, c'est-à-dire n'étant pas cités directement dans les 'Panama papers'. Ces membres de la société ont partagé différents discours publics qui rendent compte d'un niveau de mécontentement ressenti à la suite de la divulgation des 'Panama papers', a priori de l'implication du responsable politique. Alors que d'autres positions sont modérées ou cherchent à prendre la défense de l'élue en cause. Conjointement à ces prises de parole et de position, les acteurs politiques ciblés dans les documents fiscaux se sont eux-mêmes, également, présentés sur la scène publique, sur laquelle ils se sont adressés aux membres-électeurs des sociétés. Ainsi, les valeurs comparatives à suivre abordent explicitement les mécanismes, les techniques et les diverses tonalités de discours ayant été mobilisés par M. Sigmundur David Gunnlaugsson (Islande), M. Cameron (Royaume-Uni) et M. Turnbull (Australie).

Il est d'avis que ces composantes, lorsque les élus ont eu recours, visaient à tenir à distance les opinions ou une qualification publique péjorative des conduites fiscales compromettantes, maintenant dévoilées aux citoyens-électeurs. Autrement dit, face à des reproches et des doutes éthiques, les élus sont à risque de mobiliser des stratégies afin d'effacer la figure de déviant ou délinquant pouvant leur être attribuée. Dans ce sens, l'efficacité des mécanismes engagée et la tonalité des discours influenceront la crédibilité des acteurs politiques en cause, alors qu'il revient à l'électorat la décision de la représentation politique et économique du pays.

Il est possible de relever quelques redondances entre les techniques de neutralisation du stigmatisme et le ton des discours desquels ont recouru les acteurs politiques cités dans les 'Panama papers'.

Il semble que dès le début de la mise à jour des conduites, les trois hommes politiques ont recouru, à des niveaux différents, au registre de la négation. Ce ton dans les élocutions a permis de repousser de quelque temps, des demandes importantes de questionnements de la part du public en ce qui concerne les révélations. Dans le cas de M. Sigmundur David Gunnlaugsson et M. Cameron, il est possible d'observer un changement dans la tenue des discours, cela tenant compte de l'avancement et de l'organisation des positions sociales dans les sociétés respectives. Quelque temps après l'éclatement des conduites, ces deux mêmes hommes ont mobilisé

l'argument de l'atteinte à la vie privée, ils jugent non nécessaire de divulguer les états de leur finance personnelle, défendant la valeur privilégiée de ces informations. Finalement, ce sont davantage des registres d'aveux ou de demi-aveux qui sont relevés. À titre de rappel, passant d'un ton négatif, les deux hommes reviendront, à des moments différents, sur les faits fiscaux et affirmeront la validité de certains détails.

Toujours en lien avec la négation. Pour le cas M. Turnbull en Australie ce registre a été mobilisé quelque peu différemment. Bien qu'il rejette les critiques affirmant avoir été conscient des liens compromettants de la filiale mère à laquelle est affiliée la compagnie offshore où les fonctions de codirecteur ont été effectuées, M. Turnbull ne nie pas les informations rapportées dans les journaux. Ce qu'il défend est davantage la valeur illégale ou illégitime des actes à l'offshore, alors que des écrits médiatiques s'y attaquent. À la différence des figures politiques de l'Islande et le Royaume-Uni, M. Turnbull maintient le même discours de négation tout au long de la séquence étudiée, cela malgré les demandes répétées de clarification dans l'espace public.

Conjointement à ces registres discursifs, il semble que les premiers ministres, à ce moment, ont également eu recours à des stratégies ou à des techniques ayant pour but de limiter une perception publique péjorative. M. Sigmundur David Gunnlaugsson et M. Cameron, suivant la déclaration d'atteintes à la vie privée, ont tenté la carte de la transparence fiscale, cela en publiant maintenant des relevés fiscaux.

Dans le cas du Royaume-Uni et de l'Australie, il semble pertinent de soulever le retour ou un déplacement des accusations vers un troisième actant. À vrai dire, M. Cameron a eu un échange notable avec la figure du parti politique de l'opposition, ces prises de parole pourraient avoir cherché à discréditer la position de l'autre. Pour M. Turnbull, ce dernier tourne davantage l'attention vers le rôle joué par les banques dans la finance offshore, il critique fermement le laxisme et les conséquences qui peuvent en découler.

Toujours à l'étude des cas du Royaume-Uni et de l'Australie, les deux hommes politiques renvoient les comportements fiscaux reprochés vers le passé. Ici, cela est davantage la temporalité importante entre le moment où les faits, maintenant dévoilés, ont eu lieu et le

moment où ils ont été portés à l'attention du public qui limite une perception négative. M. Cameron et M. Turnbull défendent de changements dans la culture et les normes offshore

Des éléments rappelant à la complexité fiscale sont aussi mobilisés de façon sporadique dans les études de cas, ajoutant ainsi à la neutralisation d'un stigmat négatif. Le tableau comparatif 3 est pertinent, il contient les spécificités des études de cas.

**Tableau XIII. Le comparatif : 3**

Les éléments comparatifs mobilisés	Les études de cas		
	Islande Sigmundur David Gunnlaugsson	Royaume-Uni David Cameron	Australie Malcolm Turnbull
1. Le test de valeurs transgressées	Positif	Positif	Positif
2. L'engagement de la division sociale	Non	Oui	Oui, mais assez faible
<b>Les éléments mobilisés par des acteurs externes (membres de la société ; acteurs politiques ou économiques, etc.)</b>			
3. Les prises de position en référence à la division sociale (les acteurs de la scène publique)  Les concepts-clés de ces prises de position (toujours en provenance d'acteurs externes) : A) Les attaques:	Tend plutôt vers unanimité à la qualification péjorative des conduites.  <b>Les éléments suivants sont dénoncés/attaqués :</b> 1. Un manque ou une faute éthique ; 2. Un manque de transparence ; 3. Un conflit d'intérêts économiques et politiques ;	La division sociale est forte.  <b>Les éléments suivants sont dénoncés/attaqués :</b> 1. Un manque de transparence ; 2. Avoir leurré les médias ; 3. Un conflit d'intérêts économiques et politiques ;	La division sociale est faible.  Ici, les publications sont formulées moins comme des attaques, mais plutôt comme des <b>demandes de réponse aux questions</b> , jusqu'à présent non adressées.
B) Les défenses:	Non applicable	<b>Les éléments suivants sont défendus :</b> 1. La légalité des conduites fiscales ; 2. La minimisation des conduites (l'aspect commun) ; 3. La rationalisation de ces mêmes conduites ;	<b>Les éléments suivants sont défendus :</b> 1. Une certaine présomption d'innocence ; 2. Le renvoi des conduites dans le passé (2016 vers 1990) ; 3. La minimisation/ euphémisation des conduites ; 4. La rationalité derrière ces conduites offshore (réponse normale face aux incitations économiques) ; 5. Bien que controversée, la défense d'un recours légal et légitime aux firmes spécialisées dans la domiciliation offshore.
C) Quel est le ratio des prises de position ?	Le poids des attaques est plus que notable ; personne ne se prononce sur des propos défensifs ;	Le poids des prises de position est <b>relativement semblable</b> ; des acteurs attaqueront, d'autres défendront M. Cameron ;	Le poids des prises de défense est plus important.

Les éléments comparatifs mobilisés	Les études de cas		
	Islande Sigmundur David Gunnlaugsson	Royaume-Uni David Cameron	Australie Malcolm Turnbull
Les éléments mobilisés par des acteurs mis en cause dans les révélations			
1. Le ton des discours	1. La négation des responsabilités et des faits reprochés ;  2. Déplacement du registre vers les atteintes à la vie privée ;  3. Aveux	1. La négation des responsabilités et des faits reprochés ; (silence)  2. Déplacement du registre vers les atteintes à la vie privée ;  3. Discours de ‘demi-aveu’ concernant les comportements dévoilés ;	1. La négation, non pas des faits exposés, mais de la valeur illégale ou illégitime de ceux-ci ;  Il maintient la même totalité à l’avancement des révélations ;
2, Les techniques de neutralisation/stratégies ;	1. La carte de la transparence fiscale ;  2. La complexité fiscale et les technicités ;	1. Le retournement des accusations (M. Corbyn) ;  2. L’illégalisme hérité ;	1. Le déplacement des accusations ;  2. Le retour des sommes dans le passé ;

#### 6.4 Retour sur les pistes de recherche empruntées

Les auteurs de la sociologie du scandale relient des pistes ou des interrogations de recherches aux différentes formes de la dénonciation publique. En vue de conclure les écrits de la présente section, il semble pertinent d’exposer certains constats faisant référence aux études de cas.

Pour le cas de l’Islande, le récit de M. David Gunnlaugsson a permis de s’interroger sur les raisons de la ‘non transformation’ des révélations vers la forme de ‘l’affaire’ (De Bic et Lemieux, 2005). À vrai dire, pourquoi aucun acteur n’a pris la défense de l’ancien premier ministre sur les plateformes publiques, lors des manifestations dans les rues islandaises ou à la révocation de ses postes politiques ? Une source d’explication peut être associée aux valeurs transgressées par M. David Gunnlaugsson. Il semble en effet que l’honnêteté fiscale et l’éthique de travail soient toujours, et peut-être plus qu’avant, des valeurs soutenues par les citoyens islandais, notamment reliées au climat critique depuis 2008.

Pour le cas du Royaume-Uni, le récit de M. Cameron a permis de cibler les analyses sur le passage de l’unanimité collective à la division des prises de position (De Bic et Lemieux, 2005). Autrement dit, dans quelles mesures des individus sont venus prendre la défense de l’ancien premier ministre en lien avec les révélations des ‘Panama papers’ ? Reprenant le concept de ‘valeurs transgressées’, il semble que M. Cameron ait mobilisé des techniques ou des discours

afin de justifier, en partie, qu'il n'a pas enfreint des valeurs soutenues socialement. Advenant que ces valeurs aient été brimées, l'argument de la complexité fiscale, le demi-aveu, le discours de transparence sont venus modérer la prise de position.

Pour le cas de l'Australie, le récit de M. Turnbull a permis de se questionner sur les déterminants faisant qu'une dénonciation publique est relativisée dans l'espace public (De Bic et Lemieux, 2005, p. 20). À la différence des autres cas présentés, les révélations entourant l'ancien premier ministre de l'Australie ont effectivement produit des réactions limitées dans l'espace public. Le faible impact des accusations permet de s'interroger sur les justifications ou les excuses faisant qu'un soutien personnel et électoral est maintenu envers un élu mis en cause. À vrai dire, l'efficacité de l'action politique, la personnification de la relation, etc., semblent être des éléments pouvant justifier, minimiser des comportements qui sortent des cadres légaux (Lascoumes, 2011).

## **6.5 Retour sur les formes 'idéaltypiques' des finalités de la dénonciation**

Une attention a été portée afin de ne pas définir les finalités des dénonciations publiques étudiées (Islande, Royaume-Uni et Australie) comme étant des formes exemplaires d'un 'scandale-avéré', d'une 'affaire' ou d'un 'non-scandale', mais davantage comme des destins qui s'apparentent ou partagent des conceptualisations à ces formes. Ce choix s'appuie sur un avertissement formulé par les auteurs partisans de la sociologie du scandale. Les formes 'idéaltypiques' décrivant les destins du scandale « ne se rencontrent jamais aussi 'purement' » (De Bic et Lemieux, 2005, p.20) que l'énoncent les prémisses du cadre théorique. Le mémoire ne défend pas avoir rencontré ces formes à l'état « pur », mais il y relie une quantité de concepts significatifs.

Dans ce sens, les significations des cas de M. David Gunnlaugsson (Islande), de M. Cameron (Royaume-Uni) et de M. Turnbull (Australie) s'inscrivent davantage sur un continuum permettant l'étude des récits de la dénonciation publique. La direction qu'ont pris ou n'ont pas pris les destins a pu être interprétée comme un indicateur des tensions sociales et, dans certains cas, un opérateur de changements (Boltanski et Claverie, 2007).

Dans un même ordre d'idées, à la lecture complète du mémoire aucun qualificatif (étiquette), notamment celui de scandale, n'a été apposé à la désignation des 'Panama papers' comme pourrait le laisser présager une part des opinions publiques. Ce choix semblait justifier afin de présenter des écrits au ton neutre. À vrai dire, ce sont davantage les analyses de contenu des articles islandais, britanniques et australiens qui ont guidé l'appellation des révélations.



## **Conclusion**

Afin de conclure le mémoire, les pages suivantes proposent de faire un retour sur les notions abordées lors des chapitres précédents, des points à retenir en lien avec les révélations des ‘Panama papers’ et un regard est posé afin d’identifier des pistes subséquentes de recherche.

Les écrits du mémoire ont permis de retracer les composantes sociohistoriques ayant marqué la création du champ de recherche entourant les crimes en col blanc. Les précurseurs d’études reliées aux crimes commis par les individus de la classe supérieure ont été énumérés afin d’illustrer l’avancement et le partage de conceptualisations. Une attention particulière a été portée à Edwin H. Sutherland (1949), en référence à son statut important dans ce champ de recherche, mais également en raison des controverses suscitées par la définition qu’il défend du crime et du criminel en col blanc. De cette même définition, deux concepts ont orienté la formulation de la problématique du présent mémoire.

Dans un premier temps, Sutherland (1949) énonce la condition qu’un délinquant ou déviant en col blanc doit posséder un statut socio-économique élevé (a person of respectability and high social status). La variable statutaire a permis de justifier la focalisation des analyses sur des détenteurs du pouvoir économique et politique, rappelant que les ‘Panama papers’ illustre une certaine propension à échapper à l’impôt de la part de la classe supérieure.

Dans un deuxième temps, l’autre objet de controverse relié à la définition de Sutherland (1949) réside dans l’appellation ‘crime’ afin de qualifier, dans un même ensemble, des conduites de nature différente, pouvant susciter des réactions pénales, administratives ou encore civiles (Lascoumes et Nagels, 2014). Les ‘Panama papers’ exposent des stratégies d’évitement qui ne s’inscrivent pas ‘clairement’ dans l’illégalité. En référence à ce flou, l’intérêt a été soulevé d’analyser les révélations sous la conceptualisation de l’illégalisme fiscal. En rattachant également à la composante statutaire, l’évasion fiscale via les paradis fiscaux est un type d’illégalisme mobilisé par les individus de la classe supérieure puisque ceux-ci possèdent notamment les ressources financières afin de ‘jouer’ avec les frontières fiscales internationales. Dans la continuité de Spire (2009), le terme illégalisme est utilisé afin « de ne pas préjuger de l’intentionnalité de celui ou celle qui ne respecte pas la loi » (Spire, 2009, p. 146).

Sous les diverses études de cas abordées dans le mémoire, c'est-à-dire ceux touchant aux anciens premiers ministres Sigmundur David Gunnlaugsson, David Cameron et Malcolm Turnbull, la recherche avait comme ambition de détailler et d'analyser la couverture médiatique des 'Panama papers' en Islande, au Royaume-Uni et en Australie, soit les pays des élites politiques ciblées par le présent mémoire. Également, le projet visait l'objectivation de prises de position suite aux révélations. L'intérêt des cas respectifs renvoie in fine à la possibilité d'y mettre en relation les concepts théoriques du cadre de la sociologie du scandale (scandale avéré, l'affaire et du non-scandale).

Afin de parvenir aux fins de la recherche, la méthodologie choisie fut l'analyse du contenu dans les articles de la presse écrite. Suite à la sélection de treize références journalistiques (trois en Islande, cinq au Royaume-Uni et cinq en Australie), il était d'avis que la méthode allait permettre l'accès à la construction et à l'évolution des discours d'acteurs sociaux dans les médias et l'espace public. Les résultats de la recherche ont permis d'explicitier des conceptualisations qui s'apparentent aux différents destins de la dénonciation publique : le 'scandale-avéré' dans le cas de M. David Gunnlaugsson, 'l'affaire' dans le cas de M. Cameron et le 'non-scandale' dans le cas de M. Turnbull.

#### *Les 'Panama papers' et les conceptualisations en lien avec l'étude des crimes en col blanc*

Portant les analyses sur les révélations des 'Panama papers', notamment l'orientation vers des cas spécifiques d'élus politiques mis en cause, il a été possible de réaffirmer des éléments clés, précédemment exposés dans les chapitres, à l'étude sur les déviances et délinquances en col blanc. À titre de rappel, ces individus se situent a priori sur l'échelon le plus élevé de la société.

Reprenant sur la notion de tolérance dont peuvent bénéficier des acteurs politiques et économiques, celle-ci ajoute « des obstacles à la stigmatisation des déviances » (Lascoumes, p. 15). Les écrits du mémoire pointent différents registres discursifs ainsi que des techniques de neutralisation mobilisées par les acteurs politiques mis en cause dans les révélations fiscales. Comme les écrits l'ont souligné précédemment, aucun des acteurs : M. David Gunnlaugsson (Islande), de M. Cameron (Royaume-Uni) et de M. Turnbull (Australie), n'a été reconnu coupable d'une faute civile, pénale ou administrative, bien que des doutes et des reproches

envers l'éthique de la profession et des conflits d'intérêts ont été relevés dans les études de cas. À vrai dire, dans les trois récits il n'est pas possible « d'établir une absence totale de la stigmatisation » (Lascoumes, 2013, p. 16).

Les appels à l'engagement de la division sociale peuvent également venir soutenir ce point, alors que des membres-électeurs se sont portés à la défense des élus accusés et d'autres ont contribué aux attaques.

Dans un même ordre d'idées, Amicelle et Bérard (2017) y ajoutent : « une propriété des scandales financiers est de forcer – au moins pour un temps bref – les banques, leurs partenaires et leurs clients mis en cause à se justifier » (p. 20). Ainsi l'étude des révélations des 'Panama papers' a notamment permis de mettre en relation des éléments se rapportant aux élites délinquantes, cela parallèlement aux destins possibles de la dénonciation publique : « la capacité des élites à faire vivre des réponses diverses au scandale » (p. 22).

#### *Le retour sur les 'Panama papers' et les leçons*

Avril 2019 a marqué le cap des trois années passées suite à la mise à jour des 'Panama papers'. Dans ce sens, il semble pertinent de faire un retour sur les changements/impacts suite à l'éclatement international des révélations.

Premièrement, le recouvrement des sommes : 22 États touchés par la fuite d'informations ont « à ce jour, réussi à recouvrer 1,2 milliard de dollars »<sup>213</sup>. Une hypothèse aux recouvrements des sommes pourrait être expliquée sous le principe de la dissuasion, c'est-à-dire la peur, chez certains participants de la finance offshore, d'être eux-mêmes listés publiquement ou de faire face à des poursuites pénales ou civiles (*fear of being detected*)<sup>214</sup>. Le mécanisme peut avoir incité les contribuables à déclarer les avoirs à l'étranger.

Deuxièmement, le resserrement des lois financières et les contrôles fiscaux : les autorités fiscales de plusieurs pays (Nouvelle-Zélande, Belgique, Indonésie, Colombie, Allemagne<sup>215</sup>)

---

<sup>213</sup> Le fisc britannique a rapatrié à lui seul près de 252 millions, 183 millions dans le cas de l'Allemagne et 149 millions pour la France (Le Devoir, 4 avril 2019).

<sup>214</sup> Wilson-Chapman, A. et Cucho, A. et Fitzgibbon, W. (3 avril 2019).

<sup>215</sup> Wilson-Chapman, A. et Cucho, A. et Fitzgibbon, W. (3 avril 2019).

ont mis en place de nouvelles lois et normes en matière financière ou ont apporté des changements à celles-ci afin d'encourager la transparence nationale et internationale. La France affirme à ce point avoir « déclenché plus de 500 contrôles fiscaux »<sup>216</sup> sur son territoire suite aux 'Panama papers'. Au Canada, en date d'avril 2019, cinq enquêtes criminelles sont actives en Cour, toujours reliées aux 'Panama papers'<sup>217</sup>. « 525 Canadiens ont vu leurs dossiers examinés par l'Agence du Revenu du Canada (ARC). L'Agence dit avoir réalisé 116 vérifications, ce qui a généré plus de 15 millions en impôts et pénalités »<sup>218</sup>.

Troisièmement, la commission d'enquête : en 2016, le Parlement européen ouvre une commission d'enquête nommée 'PANA', le but étant de se pencher sur les 'Panama papers' et « [d'y] examiner les allégations d'infractions et de mauvaises administrations dans l'application du droit européen en matière de blanchiment de capitaux, d'évasion et de fraude fiscale »<sup>219</sup>. « The Committee calls for an offensive against money laundering and tax dumping in Europe. The results of the investigation must now be followed by political action »<sup>220</sup>.

Suite à cela, l'Union européenne a « adopté une directive en faveur de la protection des lanceurs d'alerte »<sup>221</sup>. En vigueur depuis avril 2019, la mesure de protection qui encadre tout individu qui souhaite « signaler les manquements à la loi »<sup>222</sup> doit être appliquée dans l'ensemble des pays membres de l'Union. Selon ses promoteurs, cette motion devrait ainsi favoriser à de futures dénonciations publiques allant dans le sens de l'intérêt général.

Quatrièmement, les chutes politiques et autres : outre le cas de l'Islande abordé en détail dans le mémoire, le premier ministre pakistanais, Nawaz Sharif a été destitué en juillet 2019 et les révélations des 'Panama papers' l'ont porté devant la Cour suprême. Au moment d'écrire cette conclusion, il est en liberté sous caution. Malte est un autre territoire ébranlé par les 'Panama papers'. Les médias maltais ont partagé des documents révélant la possession de comptes

---

<sup>216</sup> Transparency International France. (2019).

<sup>217</sup> Le Devoir. (4 avril 2019).

<sup>218</sup> Le Devoir. (4 avril 2019).

<sup>219</sup> Parlement européen. (2017).

<sup>220</sup> Transparency International France. (2019).

<sup>221</sup> Wilson-Chapman, A. et Cucho, A. et Fitzgibbon, W. (3 avril 2019).

<sup>222</sup> République Française. (2019-2).

offshores par les proches du premier ministre, ce dernier ayant décidé de se retirer momentanément de la vie politique. Le Panama, au centre des révélations, a vu sa réputation ternie. La France, particulièrement, a remis le pays sur la liste de paradis fiscaux. Toutefois, depuis les ‘Panama papers’, le territoire panamien a conclu des accords d’échanges d’informations via d’autres pays<sup>223</sup>. Autrement, bien que soupçonnés d’évasion fiscale, des élites politiques (Mauricio Macri; Argentine ; Malcolm Turnbull ; Australie, Petro Porochenko ; Ukraine, etc.) n’ont pas été jugés coupable d’une faute. Également, de ces figures listées, des élites ont été réélues pour des mandats à la suite des ‘Panama papers’.

Cinquièmement, les réformes engagées : depuis le mois de septembre 2017, alors que d’autres pays s’y sont ajoutés en septembre 2018 (Chine, Japon, Russie), « sous l’égide de l’OCDE, cinquante pays échangent automatiquement des informations sur leurs résidents »<sup>224</sup>. Or, d’autres territoires (Hong Kong, les Îles Vierges britanniques, Luxembourg), également cités dans les ‘Panama papers’, n’ont pas entrepris de changement fiscal et financier.

À la considération des éléments énumérés ci-haut, les ‘Panama papers’ ont « changé », pour reprendre les propos des auteurs de la sociologie du scandale, l’état des choses, mais beaucoup de chemin reste à parcourir afin de s’assurer « que les gouvernements et les autorités internationales détectent et empêchent efficacement la corruption et la criminalité financière à l’échelle mondiale »<sup>225</sup>.

#### *Les pistes de recherche futures et les derniers mots*

Dans le but de réaliser une recherche subséquente, il serait pertinent d’élargir le nombre d’études de cas. Bien que l’échantillon des élites politiques ait été limité en raison des contraintes du mémoire, l’élargissement du corpus pourrait permettre d’amener les analyses à une autre échelle, de favoriser la montée en généralité ou de retravailler certains concepts en lien avec les finalités du scandale, de l’affaire ou du non-scandale.

---

<sup>223</sup> Vilar, T. (novembre 2017).

<sup>224</sup> OCDE. (2019).

<sup>225</sup> Le Devoir. (4 avril 2019).

Une piste complémentaire à la recherche pourrait porter sur d'autres révélations de nature politico-financière, impliquant des individus respectés au niveau social, économique et politique. À titre d'exemple, les 'Paradise papers' (2017), successeurs à la fuite d'informations panaméenne, s'inscrivent également dans l'histoire récurrente des 'scandales'<sup>226</sup> financiers.

Tout comme les révélations étudiées dans le mémoire, les 'Paradise papers', une fuite d'informations plus massive en termes de nombre de documents rendus publics (13,5 millions), exposent des informations offshores compromettantes reliées à des responsables, des entreprises, des célébrités, etc. Émanant également du collectif journalistique *ICIJ*, cette fuite d'informations tire son origine du cabinet d'avocats Appleby, établi aux Bermudes ; cette firme est notamment reconnue pour sa spécialisation en optimisation fiscale<sup>227</sup>.

Conjointement, il serait pertinent de se pencher davantage sur la relation entre « l'argent et la politique ». Comme le souligne Lascoumes (2013) à l'étude du cas de J. Chirac : « l'activité politique est depuis des polémiques ancestrales dans les cités grecques puis romaines, régulièrement mise en cause sous l'angle des rapports intéressés entretenus par les détenteurs de l'autorité publique avec l'argent public et/ou avec les acteurs économiques » (p. 16). La considération de l'argent et de la propension à échapper à l'impôt engagent davantage les pistes de recherche vers des conduites de dissimulation, la confrontation entre des intérêts privés et publics ou encore les exigences de la transparence démocratique (Lascoumes, 2013, p. 16).

Ce type de révélation invite à problématiser la place occupée et les impacts de la finance offshore, de même que le rôle des paradis fiscaux dans une économie mondiale et globalisante.

Ces éléments réaffirment le constat sous lequel, malgré la récurrence des fuites d'informations, les mesures et mouvements contre l'évasion fiscale - notamment par la création de liste noire des territoires non coopératifs, les échanges d'informations financières et la mise en priorité lors

---

<sup>226</sup> Le terme est utilisé, non pas pour définir les 'Panama papers', mais pour rattacher la conceptualisation de l'enchaînement des scandales politico-financiers qui traitent des « élites délinquantes » (Lascoumes et Nagels, 2014 ; Amicelle et Bérard, 2017, p. 2).

<sup>227</sup> Radio-Canada. (2019).

des sommets mondiaux, les fuites de capitaux via les paradis fiscaux - représentent un enjeu international central.

En définitive, il importe de rappeler que les paradis fiscaux influencent la structure réelle de la courbe des taux d'imposition, celle-ci renvoie à « la forme en cloche [...], les taux baissent à la fois en bas et en haut de la pyramide des revenus » (Landais et al., 2011 ; Amicelle et Bérard, 2017). Depuis les années 1980, la présence des places offshores et leur utilisation par les individus de la classe supérieure - en référence aux capacités à domestiquer l'impôt par les détournements et contournements des lois fiscales - a eu pour conséquence d'accentuer l'écart entre les classes sociales (Duménil et Lévy, 2004).



## Bibliographie

- Acosta, F. (1988). À propos des illégalismes privilégiés. Réflexions conceptuelles et mise en contexte, *Criminologie*, 21 (1), 7-34. doi : 10.7202/017256ar
- Aguilera, T. (2017). Gouverner les illégalismes. Les politiques urbaines face aux squats à Paris, *Gouvernement et action publique*, 3 (3), 101-124. Repéré à : <https://www.cairn.info/revue-gouvernement-et-action-publique-2012-3-page-101.htm>
- Aiken, R. (2011). Financializing security : Political prediction markets and uncertainty, *Security Dialogue*, 42(2), 123-141. doi 10.1177/0967010611399617
- Altheide, L. D. et Schneider, J. C. (2017). Newspapers, Magazines, and Electronic Documents. Dans Altheide, L. D. et Schneider, J. C. (dir.), *Qualitative Media Analysis* (p. 75-90). London : SAGE publications Ltd.
- Alstadsaeter, A. et Johannesen, N. et Zucman, G. (2007). Tax evasion and inequality. NBER working paper series, working paper 23772. Repéré à : <http://gabriel-zucman.eu/files/AJZ2017.pdf>
- Amicelle, A. (2013). Gestion différentielle des illégalismes économiques et financiers. Les « questions fiscales » dans l'anti-blanchiment, *Champ pénal*, X, 1-29. doi : 10.4000/champpenal.8403
- Amicelle, A. (2014). « Deux attitudes face au monde » : La criminologie à l'épreuve des illégalismes financiers, *Cultures & Conflits*, été-automne-hiver (94- 95- 96), 65-98. doi : 0.4000/conflits.18890
- Amicelle, A. et Bérard, J. (2017). Défense des classes dominantes : la division du travail de légitimation à l'épreuve des scandales financiers internationaux, *Revue de la régulation*, 22, 1-29. doi : 10.4000/champpenal.8403
- Amicelle, A. et Nagels, C. (2018). Les arbitres de l'illégalisme : nouveau regard sur les manières de faire du contrôle social, *Champ pénal*, XV, 1-15. doi : 10.7202/1036191ar
- Angeletti, T. (2017). Finance on trial : rules and justifications in the Libor Case, *European Journal of sociology*, 58(1), 113-141. doi : 10.1017/S0003975617000030
- Bacher, J-L. (1997). Éditorial : criminalités économiques, *Criminologie*, 30(1), 3-8. doi : 10.1080/10511259100082311
- Bardin, L. (2013). *L'analyse de contenu*, 2<sup>e</sup> édition, Paris : Presses universitaires de France.
- Barthe, Y. et al. (2013). Sociologie pragmatique : mode d'emploi, *Politix*, 3 (103), 175-204. doi : 10.3917/pox.103.0173.
- Becker, H. S. (1985). Le double sens de « outsiders ». Dans Becker, H. S. (dir.). *Outsiders* (p. 25-41). Paris : Métailié.
- Benson, M. L. (1985). Denying the guilty mind: accounting for involvement in a white-collar-crime, *Criminology*, 23(4), 583-606. doi : 10.1111/j.1745-9125.1985.tb00365.x

- Benson, M. L. et Simpson, S. S. (2009). *White-collar crime. An opportunity perspective*, Routledge.
- Benson, M, L. et Sams, T, L. (2013). Emotions, choice and crime. Dans Benson, M, L., Livelsberger, T (dir.). *The Oxford Handbook of criminological Theory*, (p. 494-510), Oxford : Oxford University Press.
- Black, K, W. (2007). Corruption Kills. Dans Pontell, H. N. et Geis, G. L. (dir.). *International Handbook of White-Collar and Corporate Crime* (p.439-445). Irvine, University of California.
- Boltanski, L. et Chiapello, E. (1999). *Le nouvel esprit du capitalisme*, Paris : Gallimard.
- Boltanski, L. et Claverie, E. (2007). De monde social en tant que scène d'un procès. Dans Boltanski, L, et Claverie, E. et Offenstadt, N. et Van Damme, S. (dir.). *Affaires, scandales et grandes causes. De Socrate à Pinochet* (p. 395-452). Paris : Les essais Stock.
- Bonger, W, A. (1905). *Criminality and Economics conditions*. Bloomington: Indiana University.
- Braithwaite, J. (1989). *Crime, Shame and Reintegration*. Cambrige, Royaume-Uni : Cambrige University Press.
- Briquet, J-L. (2009). Les conditions de félicité d'une croisade morale. Lutte anti-corruption et conflits politiques dans l'Italie des années 1990, *Droit et société*, 2 (72), 285-301. Repéré à : <https://www.cairn.info/revue-droit-et-societe1-2009-2-page-285.htm>.
- Brodeur, J-P. (1998). Le noyau dur et l'artifice : poursuite du débat avec Raymond Gassin, *Revue internationale de criminologie et de police technique et scientifique*, 51 (4), 456-477.
- Busino, J. (1992). *Élite(s) et élitisme*, Paris : PUF.
- Cellard, A. (1997). L'analyse documentaire. Dans Poupart, J. et Deslauriers, J-P. et Groulx, L.-H et Laperrière, A. et Mayer, R. et Pires, A. P. (dir.). *La recherche qualitative. Enjeux épistémologiques et méthodologiques* (p. 251-271). Boucherville : G Morin.
- Chamberlain, M. J. (2013). Discourse Analysis. Dans Chamberlain, M. J. (dir.). *Understanding Criminological Research : A Guide to Data Analysis* (p. 134-167). London : SAGE publications Ltd.
- Chavagneux, C. et Palan, R. (2012). *Les paradis fiscaux*. Paris : La Découverte.
- Chavagneux, C. et Murphy, R. et Palan, R. (2010). *Tax Havens : How Globalization Really Works*. Ithaca : Cornell University Press.
- Chirircos, T. et Padgett, K. et Gertz, M. (2006). Fear, TV news, and the reality of crime, *Criminology*, 38(3), 755-786. doi : 10.1111/j.1745-9125.2000.tb00905.x
- Cohn, E. G. et Farrington, D. P. (1998). *Evaluating criminology and criminal justice*, Westport, CT: Greenwood Press.

- Cohn, E. G. et Farrington, D. P. (2007). Changes in scholarly influence in major American criminology and criminal justice journals between 1986 et 2000. *Journal of Criminal Justice Education*, 18(1), 6-34. doi : 10.1080/10511250601144225
- Cohn, E. G. et Farrington, D. P. (2011). Scholarly influence and Prestige in Criminology and Criminal Justice, *Journal of Criminal Justice Education*, 22(1), 5-11. doi : 10.1080/10511253.2010.517647
- Cordier, L. (2017). L'Islande en ses crises, *La vie des idées.fr*, 1-6. Repéré à : <https://lavedesidees.fr/L-Islande-en-ses-crisis.html>.
- Croall, H. (1993). Business offenders in the criminal justice process, *Crime, Law and Social Change*, 20(4), 359-372. doi : 10.1007/BF01307720
- Croall, H. (1989). Who is the White-collar crime Criminal? *British Journal of Criminology*, 29(2), 157-174. doi : 10.1093/oxfordjournals.bjc. a047813
- Cullen, F. T. et Benson, M. (1993). White collar crime: Holding a mirror to the core, *Journal of Criminal Justice Education*, 4, 328-348. doi : 10.1080/10511259300086171
- Curtice, J. et Park, A. et Thomson, K. et Phillips, M. et Johnson, M. et Clery, E. (2011). Where Have All the Readers Gone ? Popular Newspapers and Britain's Political Health, *British Social Attitudes : The 24th report*, 161-172. doi : 10.4135/9781849208697.n8
- Dampierre, D. (1954). Thèmes pour l'étude du scandale, *Annales*, 9 (3), 328-336. Repéré à : [https://www.persee.fr/doc/ahess\\_0395-2649\\_1954\\_num\\_9\\_3\\_2291](https://www.persee.fr/doc/ahess_0395-2649_1954_num_9_3_2291)
- De Blic, D. (2000). Le scandale financier du siècle, ça ne vous intéresse pas ? Difficile mobilisation autour du Crédit Lyonnais. *Politix*, 13 (52), 157-181. doi : 10.3406/polix.2000.1124
- De Blic, D. et Lemieux, C. (2005). Le scandale comme épreuve, *Politix*, 71 (3), 9-37. doi : 10.3917/pox.071.0009
- De Blic, D. (2007). Cent ans de scandales financiers en France. Investissement et désinvestissement d'une forme politique. Dans Boltanski, L, et Claverie, E. et Offenstadt, N. et Van Damme, S. (dir.). *Affaires, scandales et grandes causes. De Socrate à Pinochet* (p. 231-248). Paris : Les essais Stock.
- Doggart, G. (1997). *Tax Havens and their use*. EIU : Londres
- Doise W. et Clémence A. (1992), *Représentations sociales et analyse de données*, Grenoble : Presses Universitaires de Grenoble.
- Duménil, G. et Lévy, D. (2014). *La grande bifurcation. En finir avec le néolibéralisme*. Paris : La Découverte.
- Durkheim, E. (1894). *Règles de la méthode sociologique*, 16<sup>e</sup> édition, Paris : les Presses universitaires de France.

- Durkheim, E. (1897). *Le suicide : étude de sociologie*, 2<sup>e</sup> édition, Paris les Presses universitaires de France.
- Edelhertz, H. (1970). *The nature, impact and prosecution of white-collar crime*, Washington DC, National institute for law enforcement and criminal justice.
- Encyclopédie du parlementarisme québécois. Définition : Motion de censure. *Assemblée Nationale du Québec*. Repéré à : <http://www.assnat.qc.ca/fr/patrimoine/lexique/motion-de-censure.html>
- Fairfaxmedia, (2019). Site officiel. Repéré à : <https://www.fairfaxmedia.com.au>
- Fararel-Garrigues, G. et Godefroy, T. et Lascoumes, P. (2005). Difficile lutte contre les paradis fiscaux, *L'Économie politique*, 1 (25), 102-107. Repéré à : <https://www.cairn.info/revue-l-economie-politique-2005-1-page-102.htm>
- Ferri, E. (1893). *La sociologie criminelle*, Paris : Félix Alcan.
- Flament C. (2003), Structure, dynamique et transformation des représentations sociales. Dans Jodelet, D. (dir.). *Pratiques sociales et représentations* (p. 224-239), Paris : Presses Universitaires de France
- Fines, L. (2007). Le jeu pénal insufflé par l'affaire Enron est-il en train de s'essouffler ?, *Droit et société*, 66, 451-462. Repéré à : <https://www.cairn.info/revue-droit-et-societe1-2007-2-page-451.htm?contenu=resume>.
- Fischer, N. et Spire, A. (2009). L'État face aux illégalismes, *Politix*, 3 (87), 7-20. doi : 10.3917
- Fiske, J. (1994). *Media Matters : everyday culture and political change*, Minneapolis : University of Minnesota Press.
- Foucault, M., (1975). *Surveiller et punir*, Paris : Gallimard.
- Foucault, M. (2001). La prison vue par un philosophe français. Dans Foucault, M. (dir.). *Dits et écrits I*. Paris : Gallimard.
- Foucault, M. (2013). *La société punitive. Cours au Collège de France, 1972-1973*, Paris : Seuil/Gallimard.
- France Diplomatie. (2019). Présentation du Royaume-Uni. *France Diplomatie*. Repéré à : <https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/dossiers-pays/royaume-uni/presentation-du-royaume-uni/>
- Franzosi, R. (1998). Narrative analysis. Or why (and how) sociologists should be interested in narrative. *Annual review Sociology*, 24, 517-554. doi : 10.1146/annurev.soc.24.1.517
- Friedrichs, D. (2004). Enron et al. : Paradigmatic White-Collar Crime cases for the century, *Critical Criminology*, 12(2), 113-132. doi : 10.1023/B :CRIT.0000040258.21821.39

- Gamson, W. A et Croteau, D. et Hoynes, W. et Sasson, T. (1992). Media Images and the social construction of reality, *Annual Review of Sociology*, 18, 373-393. doi : 10.1146/annurev.so.18.080192.002105
- Garabiol, D. et Gravet, B. (2001). *La lutte contre le recyclage de l'argent du crime organisé*. Paris : IHESI.
- Garofalo, R. (1890). *La criminologie. Étude sur la nature du crime et la théorie de la pénalité*. Paris : Ancienne Librairie Germer Baillière et Cie.
- Garric, N. et Léglise, I. et Point, S. (2006). Le rapport RSE, outil de légitimation – Le cas Total à la lumière d'une analyse de discours, *Revue de l'organisation responsable*, 2, 5-19. doi : 10.3917/or.021.0005
- Garrigou, A. (1992). Le boss, la machine et le scandale. La chute de la maison Médecin, *Politix*, 5 (17), 7-35. doi : 10.3406/politx.1992.1487
- Garrigou, A. (1993). Le scandale politique comme mobilisation. Dans Chazel, F. (dir.). *Action collective et mouvements sociaux* (p.185-201). Paris : PUF.
- Gassin, R. (1998). *Criminologie*, 4<sup>e</sup> édition, Dalloz.
- Geis, G. et Meier, R. et Salinger, L. (1995). Introduction. Dans Geis, G. et Meier, R. et Salinger, L. (dir.). *White-Collar Crimes : Classic and Contemporary Views* (p. 1-19), New-York, Free Press.
- Geis, G. (2016). *White-collar and corporate crime*, New-York : Oxford University Press.
- Gluckman, M. (1963). Gossip and scandal, *Current Anthropology*, IV(3), 307-316. Repéré à : <https://www.jstor.org/stable/i327866>
- Godefroy, T. et Lascoumes, P. (2004). *Le capitalisme clandestin. L'illusoire régulation des places offshores*, Paris : la découverte.
- Godefroy, T. et Lascoumes, P. (2010). Havres fiscaux et places financières sous régulées. Les cycles d'une attention politique improductive. *Savoir/Agir*, 3 (13), 25-37. doi : 10.3917/sava.013.0025.
- Golding, P. (2011). Telling stories : sociology, journalism and the informed citizen. Dans McQuali, D. et Golding, P. et Bens, de E. (dir.). *Communication theory and research* (p. 165-177). London : SAGE publications Ltd.
- Gouvernement du Canada. (2019). L'évasion fiscale abusive ne connaissant pas de frontières. *Gouvernement du Canada*. Repéré à : <https://www.canada.ca/fr/agence-revenu/campagnes/evasion-fiscale-pas-de-frontiere.html>
- Gros, F. (2010). Foucault et « La société punitive », *Pouvoir*, 4 (135), 5-14. doi : 10.3917/pouv.135.0005

- Hillmer, N. (2017). Le Grand Krach de 1929 au Canada. *Encyclopédie Canadienne*. Repéré à <https://thecanadianencyclopedia.ca/fr/article/le-grand-krach-1>
- Huisman, W. et Van Erp, J. et Vande Walle, G. (2015). *The Routledge Handbook of White-collar and Corporate crime in Europe*, London: Routledge, Taylor et Francis Group.
- Ingmundarson, V. et Urfalino, P. et Erligsdottir, I. (2016). Introduction. Dans Ingmundarson, V. et Urfalino, P. et Erligsdottir, I. (dir.). *Iceland's Financial Crisis : The Politics of blame, protest and reconstruction* (p. 1-19). Londres : Routledge.
- Johnson, D. et Leo, R. (1993). The Yale White-Collar Crime Project : A review and critique, *Law and Social Inquiry*, 18, 63-99. doi : 0.1111/j.1747-4469.1993.tb00647.x
- Landais, C. et Piketty, T. et Saez, E. (2011). *Pour une révolution fiscale*, Paris : Le Seuil.
- Langley, P. (2008). *The Everyday Life of Global Finance : Saving and Borrowing in Anglo-America*, Oxford : Oxford University Press.
- Larousse Encyclopédie (2019). La crise de 1929. *Larousse Encyclopédie*. Repéré à [https://www.larousse.fr/encyclopedia/divers/la\\_crise\\_de\\_1929/187370](https://www.larousse.fr/encyclopedia/divers/la_crise_de_1929/187370)
- Lascoumes, P. (1996). L'illégalisme, outil d'analyse, *Société & Représentation*, 2 (3), 78-84. Repéré à : <https://www.cairn.info/revue-societes-et-representations-1996-2-page-78.htm>
- Lascoumes, P. (2010). Les citoyens et leurs élus, rôles et débordements, trois enquêtes monographiques. Dans Lascoumes, P. (dir.). *Favoritisme et corruption à la française, petits arrangements avec la probité* (p.21-65), Paris : Presse de Sciences Po.
- Lascoumes, P. (2011). *Une démocratie corruptible, arrangements, favoritisme et conflit d'intérêts*, Paris, Le Seuil.
- Lascoumes, P. (2013). Élités délinquantes et résistance au stigmat. Jacques Chirac et le syndrome Téflon, *Champ pénal*, 10, 1-22. doi : 10.4000/champpenal.8388
- Lascoumes, P. et Nagels, C. (2014). *Sociologie des élites délinquantes. De la criminalité en col blanc à la corruption politique*, Paris : Armand Collin.
- Lascoumes, L. (2016). Des cris au silence médiatique : les limites de la scandalisation, *Éthique publique*, 18 (2), 1-8. doi : 10.4000/ethiquepublique.2799
- Leman-Langlois, S. (2007). *La sociocriminologie*, Montréal : PUM.
- Levi, M. (1981). *The phantom capitalists : the organization and control of long-firm fraud*, Cambridge studies in Criminology, London : Heinemann Educational.
- Levi, M. (1987). *Regulating Fraud : White-Collar crime and the Criminal Process*, Londres et New-York : Tavistock Publications.

- Levi, M. (1995). The use and misuse of citations as a measure of influence in criminology, *British Journal of Criminology*, 35, 138-142. Repéré à : [https://www.jstor.org/stable/23638109?seq=1#metadata\\_info\\_tab\\_contents](https://www.jstor.org/stable/23638109?seq=1#metadata_info_tab_contents)
- Levi, M. (2006). The media construction of financial White-Collar-Crime, *The British Journal of Criminology*, 46(6), 1037-1057. doi : 10.1093/bjc/azl079
- Levi, M. (2009). Suite Revenge ? The shaping of folk devils and moral panics about White-Collar-Crime, *The British Journal of Criminology*, 49, 48-57. doi : 10.1093/bjc/azn073
- Liederbach, J. (2001). Opportunity and Crime in the Medical Professions. Dans Shover, N. et Wright, J-P. (dir.). *Crimes of Privilege. Readings in White-Collar Crime* (p.144-156). New-York : Oxford University Press.
- Lombroso, C. (1887). *L'homme criminel*. Turin.
- Lynch, J. M. et Mc Gurrin, D. et Fenwick, M. (2004). Disappearing act: The representation of corporate crime research in criminological literature, *Journal of Criminal Justice*, 32(5), 389-398. doi : 10.1016/j.jcrimjus.2004.06.001
- Mazda, D. (1969). *Becoming Deviant*. New-York : Printice Hall.
- Mc Barnet, D. (1991). Whiter than White Collar Crime tax, Fraud Insurance and the Management of Stigma, *The British Journal of Sociology*, 42(3), 323-344. doi : 10.2307/591184
- Mc Barnet, D. (2006). After Enron «will whiter than white collar crime» still wash? *The British Journal of Sociology*, 46(6), 1091-1109. doi : 10.1093/bjc/azl068
- Mills, C. W. (1969). *L'élite du pouvoir*, Paris : Maspéro
- Minkes, J.P. et Minkes, A. L. (2000). The Criminology of the Corporation, *Journal of General Management*, 26(2). 1-16. doi : 10.1177/030630700002600201
- Minkes, J.P. et Minkes, A. L. (2008). *Corporate and White Collar Crime*, Thousand Oaks, Sage Publications.
- Morris, A. (1935). *Criminals of the Upperworld*. New-York, Longmans, Green & Co.
- Murphy, K. (2008). Enforcing Tax Compliance : to Punish or Persuade ?, *Economic analysis and policy*, 38(1), 113-135. doi : 10.1016/S0313-5926 (08) 50009-9
- Nagels, C. (2013). Les grandes entreprises et les instances étatiques de lutte contre la fraude sociale : le jeu du chat et de la souris, *Champ pénal*, X, 1-19. doi : 10.4000/champpenal.8445
- Nagels, C. (2016). Introduction : quand le crime économique contribue au développement des sciences sociales, *Criminologie*, 49 (1), p. 179-202. doi : 10.7202/1036191ar

- Negura, L. (2006). L'analyse de contenu dans l'étude des représentations sociales, *Sociologies Pratiques*, 1 (1), 1-21. Repéré à : <https://journals.openedition.org/sociologies/993>
- Nelken, D. (2002). « *White-collar crime* », *The Oxford Handbook of Criminology*, Oxford, Oxford University Press.
- Neuendorf, A. (2016). *The content analysis guidebook*. 2<sup>e</sup> édition. Los Angeles : Sage.
- Norris, P. (1999). *Critical Citizens : Global support for Democratic Government*. Oxford : Oxford University Press.
- Nye, J. S. et Zelikow, P. D. et King, D. C. (1997). *Why people don't trust government*. Cambridge : Harvard University Press.
- Parsons, W. (1989). The power of the financial press : journalism and economic opinion in Britain and America, New Brunswick : Rutgers University Press.
- Peelo, M. et Soothill, K. (2012). Questioning homicide and the media : analysis of content or content analysis ? Dans Gadd, D. et Karstedt, S. et Messner, S. (dir.). *The Sage Handbook of Criminological Research Methods* (p. 244-252). London : SAGE publications Ltd.
- Pershing, J. L. (2003). To snitch or not to snitch ? Applying the concept of neutralization techniques to the enforcement of occupational misconduct, *Sociological Perspectives*, 46(2), 150-178. doi : 10.1525/sop.2003.46.2.149
- Pinçon, M. et Pinçon-Charlot, M. (2009). *Voyage en grande bourgeoisie*, Paris : PUF.
- Pontell, H. N. et Geis, G. (2007). *International Handbook of White-Collar and Corporate Crime*, New-York.
- Pontell, H. N. (2016). Theoretical, empirical, and policy implications of alternative definition of 'White-Collar Crime': trivializing the lunatic crime rate. Dans Van Slyke, S. R. et Benson, M. L. et Cullen, F. T (dir.). *The Oxford Handbook of White-Collar Crime* (p. 39-56). Oxford : Oxford University Press.
- Prince, V. (2012). The public and public opinion in political theories. Dans Wolfgang, D. et Traugott, W. M. (dir.). *The Sage Handbook of Public Opinion Research* (11-24). London : SAGE publications Ltd.
- Ramaux, C. (2007). Quelle théorie pour l'État social ? Apports et limites de la référence assurantielle. Dans Dang, A. et Outin, J-L. et Zajdela, H. (dir.). *Travailler pour être intégré ? Mutations des relations entre emploi et protection sociale* (p.13-34). Éditions du CNRS.
- Rico, J. (1977). Notes introductives à l'étude de la criminalité des affaires, *Criminologie*, 10 (1), 8-28. doi : 10.7202/017063ar
- Robert, P. (2005). *Sociologie du crime*, Paris : La découverte



- Robert, P. (2007). Les transformations de la pénalité, *Criminologie*, 40 (2), 53-66. doi : 10.7202/016851ar
- Robert, A. D. et Bouillaguet, A. (1997). L'analyse de contenu. Que sais-je ? France : PUF.
- Ross, E. A. (1907). The Criminaloid, *The Atlantic Monthly*, 44-50. Repéré à : <https://www.unz.com/print/AtlanticMonthly-1907jan-00044/>
- Roulston, K. et Shelton, S. A. (2015). Reconceptualizing bias in teaching qualitative research methods, *Qualitative Inquiry*, 21(4), 332-342. doi : 10.1177/1077800414563803
- Ruggiero, V. (2007). Sécurité et criminalité économique. Dans Kokoreff, M. et Péraldi, M. et Weinberger, M. (dir.). *Économies criminelles et mondes urbains*, Paris : PUF.
- Savoie-Zajc, L. (2000). L'analyse de données qualitatives : pratiques traditionnelle et assistée par le logiciel NUD\*IST. *Recherches qualitatives*, 20, 99-123. Repéré à [http://www.recherche-qualitative.qc.ca/documents/files/revue/edition\\_reguliere/numero21/21SavoieZajc.pdf](http://www.recherche-qualitative.qc.ca/documents/files/revue/edition_reguliere/numero21/21SavoieZajc.pdf)
- Salle, G. (2014). De l'illégalisme à la gestion différentielle des illégalismes : retour sur un concept, *Materiali Foucaultiani*, 3 (5-6), 307-322. Repéré à : <http://www.materialifoucaultiani.org/images/pdf/salle%20fr.pdf>
- Sandberg, S. What can 'Lies' tell us about life ? Notes towards a framework of narrative criminology, *Journal of criminal justice education*, 21(4), 447-465. doi : 10.1080/10511253.2010.516564.
- Schlesinger, P. (1992). Repenser la sociologie du journalisme, *Réseaux*, 1 (51), 75-98. Repéré à : <https://www.cairn.info/revue-reseaux1-1992-1-page-75.htm?contenu=resume>
- Schulz, W. (2012). Content Analyses and Public Opinion Research. Dans Wolfgang, D. et Traugott, M. W. (dir.). *The SAGE Handbook of Public Opinion Research* (4e éd., p. 348-358). London : SAGE publications Ltd.
- Seignour, A. (2011). Méthode d'analyse des discours. L'exemple de l'allocation d'un dirigeant d'entreprise publique, *Revue Française de gestion*, 2 (211), 29-45. doi : 9782746232693
- Shapiro, S. (1990). Collaring the Crime, not the Criminal, *American Sociological Reviews*, 55, 346-365. doi : 10.2307/2095761
- Shover, N. et Wright, J.P. (2001). *Crimes of Privilege*, Oxford, Oxford University Press.
- Shover, N. et Hochstetler, A. (2006). *Choosing white-collar crime*, Cambridge : Cambridge University Press.
- Shichor, D. (2009). « Scholarly influence » and white-collar crime scholarship, *Crime, Law and Social Change*, 51(1), 175-187. doi: 10.1007/s10611-008-9149-x
- Snider, L. (2000). The sociology of corporate crime : An obituary, *Theoretical Criminology*, 4(2), 169-206. doi : 10.1177/1362480600004002003

- Spire, A. (2009). Échapper à l'impôt ? La gestion différentielle des illégalismes fiscaux, *Politix*, 3 (87), 143-145. doi : 10.3917/pox.087.0143
- Spire, A. (2011). La domestication de l'impôt par les classes dominantes, *Actes de la recherche en sciences sociales*, 5 (190), 58-71. doi : 10.3917/arss.190.0058
- Spire, A. (2012). *Faibles et puissants face à l'impôt*, Paris : Raisons d'agir.
- Spire, A. (2015). *L'impunité fiscale. Quand l'État brade sa souveraineté*, Paris : La Découverte.
- Spire, A. et Weidenfeld, K. (2016). La tolérance des juges à la fraude fiscale : un inconscient d'institution, *Criminologie*, 49 (1), 79-98. doi : 10.7202/1036195ar
- Stadler, W. A. et Benson, L. M. (2012). Revisiting the guilty mind : the neutralization of White-collar crime, *Criminal Justice Review*, 37(4), 494-511. doi : 10.1177/0734016812465618
- Sutherland, S. (1940). White-Collar Criminality, *American Sociological Review*, 5(1), 1-12. Repéré à : <https://www.jstor.org/stable/pdf/2083937.pdf?refreqid=excelsior%3A86519d0234cc903af38a6cd6c980f046>
- Sutherland, S. (1945). *White Collar Crime*, New-York : The Dryden Press.
- Sutherland, S. (1945). Is White-collar criminality a crime ? *American Sociological Review*, 10, 132-139. Repéré à : <http://faculty.washington.edu/matsueda/courses/371/Readings/White%20Collar%20Crime.pdf>
- Sutherland, S. (1983). *White Collar Crime. The Uncut Version*, New Haven, London : Yale University Press.
- Sykes, G et Matza, D. (1957). Techniques of neutralization : a theory of delinquency, *American Sociological Review*, 22(6), 644-670. doi : 10.2307/2089195
- Tappan, P. W. (1947). Who is the Criminal ?, *American Sociological Review*, 23(1), 96-102. Repéré à : [https://www.corwin.com/sites/default/files/upm-binaries/25522\\_Chap02.pdf](https://www.corwin.com/sites/default/files/upm-binaries/25522_Chap02.pdf)
- Tesch, R. (1990). *Qualitative research: Analysis Types and Software Tools*. New York : The Falmer Press.
- Thompson, J. B. (2000). *Political scandal. Power and visibility in the media age*, Paris : Polity Press.
- Thompson, J. B. (2005). La nouvelle visibilité, *Réseaux*, 23 (129-130), 59-87. Repéré à : <https://www.cairn.info/revue-reseaux1-2005-1-page-59.htm>
- Tombs, S. et Whyte, D. (2007). Researching Corporate and White-Collar Crime in an Era of Neo-Liberalism. Dans Pontell, H. et Geis, G. (dir.). *International Handbook of White-Collar and Corporate Crime* (p. 125-147), New-York : Springer.

- Tremblay, P. et Bouchard, M. et Leclerc, Ch. (2006). La courbe de gravité des crimes, *L'Année sociologique*, 56 (1), 201-227. Repéré à : [http://classiques.uqac.ca/contemporains/tremblay\\_pierre/courbe\\_gravite\\_crimes/courbe\\_gravite\\_crimes.pdf?iframe=true&width=100%&height=100%](http://classiques.uqac.ca/contemporains/tremblay_pierre/courbe_gravite_crimes/courbe_gravite_crimes.pdf?iframe=true&width=100%&height=100%)
- Université de Sherbrooke. (2019). Perspective Monde : Néolibéralisme. *Université de Sherbrooke : Faculté des lettres et sciences humaines*. Repéré à : <http://perspective.usherbrooke.ca/bilan/servlet/BMDictionnaire?iddictionnaire=1609>
- Université de Sherbrooke. (2019-2). Perspective Monde : l'Islande. *Université de Sherbrooke : Faculté des lettres et sciences humaines*. Repéré à : <http://perspective.usherbrooke.ca/bilan/servlet/BMPays?codePays=ISL&langue=fr>
- Université de Sherbrooke. (2019-3). Perspective Monde : Royaume-Uni. *Université de Sherbrooke : Faculté des lettres et sciences humaines*. Repéré à : <http://perspective.usherbrooke.ca/bilan/servlet/BMPays?codePays=gb>
- Université de Sherbrooke. (2019-4). Perspective Monde : l'Australie. *Université de Sherbrooke : Faculté des lettres et sciences humaines*. Repéré à : <http://perspective.usherbrooke.ca/bilan/pays/AUS/fr.html>
- Université de Sherbrooke. (2019-5). Perspective Monde : Position politique de Centre-Droit. *Université de Sherbrooke : Faculté des lettres et sciences humaines*. Repéré à : <http://perspective.usherbrooke.ca/bilan/servlet/BMDictionnaire?iddictionnaire=1608>
- Van der Zwan, N. (2014). Making sense of financialization, *Socio-Economic Review*, 12(1), 99-129. doi : doi:10.1093/ser/mwt020
- Veatch, R. (2015). Société des Nations. *L'Encyclopédie Canadienne*. Repéré à : <https://www.thecanadianencyclopedia.ca/fr/article/societe-des-nations>
- Walin, P. (2007) L'analyse de contenu comme méthode d'analyse qualitative d'entretiens : une comparaison entre les traitements manuels et l'utilisation de logiciels, *Recherche qualitative*, 3. doi : 1715-8702
- Weisburd, D. et Wheeler, S. et Waring, E. et Bode, N. (1994). *Crimes of the Middle Classes: White-collar Offenders in the Federal Courts*, New-Haven, CT : Yale University Press.
- Whyte, D. (2003). 'Behind the line of Truncheons' : Crimes of the Powerful and the Policing of Valid Knowledge, *British Society of Criminology*, 5, 1-22. Repéré à : <http://www.britisocrim.org/volume5/005.pdf>
- Williams, J. W. (2008). The lessons of 'Enron'. Media accounts, corporate crimes, and financial markets, *Theoretical Criminology*, 12(4), 471-499. doi : 10.1177/1362480608097153
- Wodak, R. (2011). The discourse-historical approach. Dans Meyer, M. et Wodak R. (dir). *Methods of Critical Discourse Analysis* (p. 63-94). London : SAGE publications Ltd.

- Wolfe, T. N. (1981). *Mala in se*, a disappearing doctrine? *Criminology*, 19(1), 131-143. doi: 10.1111/j.1745-9125.1981.tb00407.x
- Wolfgang, M. E. et Figlio, R. M. et Tracy, P. E. et Singer, S. I. (1985). *National Survey of Crime Severity*, U.S. Department of Justice.
- Wright, R. A. et Friedrichs, D. O. (1991). White-collar crime in the criminal justice curriculum, *Journal of Criminal Justice Education*, 2(1), 94-119. doi: 10.1080/10511259100082311
- Yeager, P. C. (2009). Sciences, values and politics: an insider's reflections on corporate crime research, *Crime, Law and Social Change*, 51, 5-30. doi: 10.1007/s10611-008-9152-2
- Zimring, F. et Johnson, D. (2007). On the comparative study of corruption. Dans Pontell, H. N. et Geis, G (dir.), *International Handbook of White-Collar and Corporate Crime*. New-York : Springer
- Zoege, G. et Johnsen, G. et Olafsson, S. (2016). The road to economic disaster. Dans Ingmundarson, V. et Urfalino, P. et Erligsdottir, I. (dir.). *Iceland's Financial Crisis : The Politics of blame, protest and reconstruction* (p. 19-78). Londres : Routledge.

### Les articles de la presse écrite cités dans le mémoire

Le cas de l'Islande – Les articles de la presse islandaise cités dans le texte

#### ***Iceland Monitor* (1)**

- Iceland Monitor. (4 avril 2016). Thousands demands PM resign over Panama papers. *Iceland Monitor*. Repéré à : [https://icelandmonitor.mbl.is/news/politics\\_and\\_society/2016/04/04/thousands\\_demand\\_pm\\_resign\\_over\\_panama\\_papers/](https://icelandmonitor.mbl.is/news/politics_and_society/2016/04/04/thousands_demand_pm_resign_over_panama_papers/)
- Iceland Monitor. (4 avril 2016-b). Will PM bring Iceland's government crashing down ? *Iceland Monitor*. Repéré à : [https://icelandmonitor.mbl.is/news/politics\\_and\\_society/2016/04/04/will\\_pm\\_bring\\_iceland\\_s\\_government\\_crashing\\_down/](https://icelandmonitor.mbl.is/news/politics_and_society/2016/04/04/will_pm_bring_iceland_s_government_crashing_down/)
- Iceland Monitor. (4 avril 2016-c). Panama papers protest : 'A government betraying its people'. *Iceland Monitor*. Repéré à : [https://icelandmonitor.mbl.is/news/politics\\_and\\_society/2016/04/04/panama\\_papers\\_protest\\_a\\_government\\_betraying\\_its\\_pe/](https://icelandmonitor.mbl.is/news/politics_and_society/2016/04/04/panama_papers_protest_a_government_betraying_its_pe/)
- Iceland Monitor. (4 avril 2016-d). Panama papers : Wintris ice cream for sale in Reykjavik. *Iceland Monitor*. Repéré à : [https://icelandmonitor.mbl.is/news/news/2016/04/04/panama\\_papers\\_wintris\\_ice\\_cream\\_for\\_sale\\_in\\_reykjav/](https://icelandmonitor.mbl.is/news/news/2016/04/04/panama_papers_wintris_ice_cream_for_sale_in_reykjav/)
- Iceland Monitor. (5 avril 2016). Protest escalate at Reykjavik parliament square. *Iceland Monitor*. Repéré à :

[https://icelandmonitor.mbl.is/news/politics\\_and\\_society/2016/04/05/protests\\_escalate\\_at\\_reykjavik\\_parliament\\_square/](https://icelandmonitor.mbl.is/news/politics_and_society/2016/04/05/protests_escalate_at_reykjavik_parliament_square/)

Iceland Monitor. (5 avril 2016-b). More protest today : ‘This government must go !’. *Iceland Monitor*. Repéré à : [https://www.icelandmonitor.mbl.is/more\\_protests\\_today\\_this\\_government\\_must\\_go/](https://www.icelandmonitor.mbl.is/more_protests_today_this_government_must_go/)

Iceland Monitor (6 avril 2016). Almost half of Icelandic nation now want the Pirate. *Iceland Monitor*. Repéré à : [https://www.icelandmonitor.mbl.is/almost\\_half\\_of\\_icelandic\\_nation\\_now\\_want\\_the\\_pirate/](https://www.icelandmonitor.mbl.is/almost_half_of_icelandic_nation_now_want_the_pirate/)

Iceland Monitor (6 avril 2016-b). Iceland stock exchange plunges amid Panama papers unrest. *Iceland Monitor*. Repéré à : [https://www.icelandmonitor.mbl.is/news/politics\\_and\\_society/2016/04/06/iceland\\_stock\\_exchange\\_plunges\\_amid\\_panama\\_papers\\_u/](https://www.icelandmonitor.mbl.is/news/politics_and_society/2016/04/06/iceland_stock_exchange_plunges_amid_panama_papers_u/)

Iceland Monitor. (29 avril 2016). Icelandic parliament to discuss tax havens. *Iceland Monitor*. Repéré à : [https://icelandmonitor.mbl.is/news/politics\\_and\\_society/2016/04/29/icelandic\\_parliament\\_to\\_discuss\\_tax\\_havens/](https://icelandmonitor.mbl.is/news/politics_and_society/2016/04/29/icelandic_parliament_to_discuss_tax_havens/)

Iceland Monitor. (3 mai 2016). Icelanders rewarding ‘Panama parties’, says Pirate. *Iceland Monitor*. Repéré à : [https://icelandmonitor.mbl.is/news/politics\\_and\\_society/2016/05/03/icelanders\\_rewarding\\_panama\\_parties\\_says\\_pirate/](https://icelandmonitor.mbl.is/news/politics_and_society/2016/05/03/icelanders_rewarding_panama_parties_says_pirate/)

## ***IceNews (2)***

Hauksdottir, G. (4 avril 2016). ‘Elections Now’ – Icelanders fired up and ready to protest. *IceNews*. Repéré à : <https://www.icenews.is/2016/04/04/elections-now-icelanders-fired-up-and-ready-to-protest/>

Johannsson, K. (5 avril 2016). Iceland’s prime minister resigns over Panama papers. *IceNews*. Repéré à : <https://www.icenews.is/2016/04/05/icelands-prime-minister-resigns/>

Hauksdottir, G. (6 avril 2016). The prime minister of Iceland – To resign or not to resign. *IceNews*. Repéré à : <https://www.icenews.is/2016/04/05/the-prime-minister-of-iceland-to-resign-or-not-to-resign/>

IceNews. (29 avril 2016). Six prominent Icelanders have resigned because of the Panama papers. *IceNews*. Repéré à : <https://www.icenews.is/2016/04/29/six-prominent-icelanders-have-resigned-because-of-the-panama-papers/>

Hauksdottir, G. (5 juin 2016). Former prime minister publicly speaks for the first time his resignation. *IceNews*. Repéré à : <https://www.icenews.is/2016/06/05/former-prime-minister-publicly-speaks-for-the-first-time-since-his-resignation/>

Selma, O. (13 septembre 2016). Former Prime Minister voted out as leader of the Progressive Party. *IceNews*. Repéré à : <https://www.icenews.is/2016/10/03/former-prime-minister-voted-out-as-leader-of-the-progressive-party/>

### ***Iceland Review (3)***

Iceland Review. (4 avril 2016). Icelandic PM's connection to tax haven is world news. *Iceland Review*. Repéré à : <https://www.icelandreview.com/news/icelandic-pms-connection-to-tax-haven-is-world-news/>

Iceland Review. (4 avril 2016-b). PM will not resign. *Iceland Review*. Repéré à : <https://www.icelandreview.com/news/pm-will-not-resign/>

Iceland Review. (4 avril 2016-c). No Confidence vote in PM today, President cuts trip short. *Iceland Review*. Repéré à : <https://www.icelandreview.com/news/no-confidence-vote-in-pm-today-president-cuts-trip-short/>

Iceland Review. (8 avril 2016). Iceland political crisis : the latest. *Iceland Review*. Repéré à : <https://www.icelandreview.com/news/iceland-political-crisis-the-latest>

Iceland Review. (11 mai 2016). Former PM of Iceland posts tax information. *Iceland Review*. Repéré à : <https://www.icelandreview.com/news/former-pm-of-iceland-posts-tax-information/>

Le cas du Royaume-Uni – Les articles de la presse britannique cités dans le texte

### ***Financial Times (1)***

Financial Times. (4 avril 2016). David Cameron under pressure over father's offshore. *The Financial Times*. Repéré à : <https://www.ft.com/content/ac0fda28-fa5f-11e5-b3f6-11d5706b613b>

Payne, S. (5 avril 2016). David Cameron has no choice but to come clean on his tax affairs. *Financial Times*. Repéré à : <https://www.ft.com/content/07aa13ca-fb1a-11e5-b3f6-11d5706b613b>

Parker, G. (5 avril 2016-b). Cameron accused of banking down on tax haven focus. *Financial Times*. Repéré à : <https://www.ft.com/content/2d9d9910-fb3a-11e5-b3f6-11d5706b613b>

Parker, G. et Marriage, M. (8 avril 2016). Papers loss : Cameron admits gaining from Panama fund. *Financial Times*. Repéré à : <https://www.ft.com/content/b2d002ee-fce8-11e5-b3f6-11d5706b613b>

Financial Times. (10 avril 2016). Cameron sets out to defend his financial affairs. *Financial Times*. Repéré à : <https://www.ft.com/content/a221deb4-ff12-11e5-99cb-83242733f755>

Financial Times. (10 avril 2016-b). Cameron releases finance records. *Financial Times*. Repéré à : <https://www.ft.com/content/aed06912-fece-11e5-ac98-3c15a1aa2e62>

Burgis, T. (10 mai 2016). Cameron steers drive for transparency in financial affairs. *Financial Times*. Repéré à : <https://www.ft.com/content/4a9eccbc-13a1-11e6-91da-096d89bd2173>

## ***The Daily Mail (2)***

- Martin, D. (4 avril 2016). David Cameron is dragged into tax havens storm : huge data leak reveals ‘conjuring trick’ used by his father’s firm – as PM refuse to say if his family still makes money from offshore investments. *The Daily Mail*. Repéré à : <https://www.dailymail.co.uk/news/article-3523615/Cameron-dragged-tax-havens-storm-Huge-data-leak-reveals-details-father-s-offshore-investments.html>
- McLellan, K. (4 avril 2016-b). UK’s Cameron under fire over Panama papers link as govt vows to probe date. *The Daily Mail*. Repéré à : <https://www.dailymail.co.uk/reuters/article/uk-panama-tax-britain/cameron-under-fire-over-panama-papers-link-as-government-vows-to-probe-data-idUKKCN0X10T0>
- Groves, J. et Allen, V. (5 avril 2016). More taxing questions for the PM: how Cameron’s father stashed a fortune in Jersey that Dave could inherit from his mother. *The Daily Mail*. Repéré à : <https://www.dailymail.co.uk/news/article-3527366/More-taxing-questions-PM-Cameron-s-father-stashed-fortune-Jersey-Dave-inherit-mother.html>
- Sculthorpe, T. (7 avril 2016). David Cameron admits he did profit from a 30,000 euros stake in his late father’s tax haven investment fund but sold the shares in 2010 before becoming PM. *The Daily Mail*. Repéré à : <https://www.dailymail.co.uk/news/article-3528711/David-Cameron-admits-DID-shares-father-s-tax-avoiding-offshore-firm-sold-entering-No-10-days-frantic-denials-Panama-leaks.html>
- Tapsfield, J. (8 avril 2016). Now David Cameron faces sleaze probe after dramatic confession of 30,000 \$ stake in late father’s offshore fund. *The Daily Mail*. Repéré à : <https://www.dailymail.co.uk/news/article-3530582/Now-David-Cameron-faces-sleaze-probe-dramatic-confession-30-000-stake-late-father-s-offshore-fund-Jeremy-Corbyn-says-PM-lost-trust-British-people.html>
- Dathan, M. (10 avril 2016). David Cameron to be confronted face-to-face by angry MPs as he makes Commons statement on tax evasion... and he’s under pressure to reveal more of his own tax details. *The Daily Mail*. Repéré à : <https://www.dailymail.co.uk/news/article-3532317/David-Cameron-pressure-reveal-tax-details-Jeremy-Corbyn-calls-MPs-public-officials-publish-tax-returns.html>
- Dathan, M. (10 avril 2016-b). How David Cameron saved himself 5,000 euros by cutting the top rate of income tax from 50p to 45p in 2013. *The Daily Mail*. Repéré à : <https://www.dailymail.co.uk/news/article-3532753/How-David-Cameron-saved-5-000-cutting-rate-income-tax-50p-45p-2013.html>
- Tapsfield, J. (21 avril 2016). David Cameron will not face standards probe over offshore controversy. *The Daily Mail*. Repéré à : <https://www.dailymail.co.uk/news/article-3551651/David-Cameron-NOT-face-sleaze-probe-offshore-shares-Commons-standards-commissioner-dismisses-complaint.html>

### ***The Economist* (3)**

The Economist. (10 avril 2016). What the Panama papers really reveal about David Cameron. *The Economist*. Repéré à : <https://www.economist.com/bagehots-notebook/2016/04/10/what-the-panama-papers-really-reveal-about-david-cameron>

The Economist. (12 mai 2016). What David Cameron's anti-corruption summit did and didn't achieve. *The Economist*. Repéré à : <https://www.economist.com/international/2016/05/12/what-david-camerons-anti-corruption-summit-did-and-didnt-achieve>

The Economist. (24 juin 2016). David Cameron quits Downing street with a ruined legacy. *The Economist*. Repéré à : <https://www.economist.com/bagehots-notebook/2016/06/24/david-cameron-quits-downing-street-with-a-ruined-legacy>

### ***The Guardian* (4)**

Garside, J. (3 avril 2016). David Cameron : blame me for mishandling Panama papers news. *The Guardian*. Repéré à : <https://www.theguardian.com/politics/2016/apr/09/david-cameron-to-launch-local-election-campaign-as-panama-papers-row-rumbles-on>

Harding, L. (3 avril 2016-b). Cameron plans offshore summit as tax secrets are leaked. *The Guardian*. Repéré à : <https://www.theguardian.com/news/2016/apr/03/cameron-plans-offshore-summit-as-tax-secrets-are-leaked>

Garside, J. (4 avril 2016). Fund run by David Cameron's father avoided paying tax in Britain. *The Guardian*. Repéré à : <https://www.theguardian.com/news/2016/apr/04/panama-papers-david-cameron-father-tax-bahamas>

Sparrow, A. (5 avril 2016). What David Cameron did and didn't say about his fathers offshore trust. *The Guardian*. Repéré à : <https://www.theguardian.com/politics/2016/apr/05/what-david-cameron-did-and-didnt-say-about-his-fathers-offshore-trust>

MacAskill, E. et Mason, R. et Pegg, D. et Watt, H. (5 avril 2016-b). David Cameron left dangerously exposed by Panama papers fallout. *The Guardian*. Repéré à : <https://www.theguardian.com/news/2016/apr/05/david-cameron-left-dangerously-exposed-by-panama-papers-fallout>

Grierson, J. A. et Mason, R. et Walker, P. (5 avril 2016-c). David Cameron must come clean on tax, says Jeremy Corbyn. *The Guardian*. Repéré à : <https://www.theguardian.com/politics/2016/apr/05/david-cameron-must-come-clean-on-tax-says-jeremy-corbyn-panama-papers>

Stewart, H. (6 avril 2016). Cameron stepped in to shield offshore trusts from EU tax crackdown in 2013. *The Guardian*. Repéré à : <https://www.theguardian.com/politics/2016/apr/07/david-cameron-offshore-trusts-eu-tax-crackdown-2013>

Harris, J. (7 avril 2016). Panama papers : Cameron's admission is a sudden insight into what the Tories stand for. *The Guardian*. Repéré à :



<https://www.theguardian.com/news/commentisfree/2016/apr/07/cameron-admission-what-tories-stand-for>

Booth, R. et Watt, H. et Pegg, D. (7 avril 2016-b). David Cameron admits he profited from father's Panama offshore trust, *The Guardian*. Repéré à : <https://www.theguardian.com/news/2016/apr/07/david-cameron-admits-he-profited-fathers-offshore-fund-panama-papers>

Toynbee, P. (7 avril 2016-c). Scrap inheritance tax and tackle Cameron's hypocrisy head-on. *The Guardian*. Repéré à : <https://www.theguardian.com/news/commentisfree/2016/apr/07/inheritance-tax-cameron-offshore-trusts-eu>

Mason, R. (8 avril 2016). David Cameron's terrible week ends with calls for resignation over Panama papers. *The Guardian*. Repéré à : <https://www.theguardian.com/news/2016/apr/08/david-cameron-panama-papers-offshore-fund-resignation-calls>

Booth, R. (10 avril 2016). The questions David Cameron still faces over his tax affairs. *The Guardian*. Repéré à : <https://www.theguardian.com/news/2016/apr/10/david-cameron-tax-affairs-questions>

Moore, S. (10 avril 2016-b). Making money is not a vice but refusing to contribute tax is. *The Guardian*. Repéré à : <https://www.theguardian.com/commentisfree/2016/apr/06/making-money-is-not-a-vice-but-refusing-to-contribute-tax-is>

Asthana, A. (11 avril 2016). David Cameron defend tax affairs as Commons demands answers. *The Guardian*. Repéré à : <https://www.theguardian.com/politics/2016/apr/11/david-cameron-defends-tax-affairs-house-of-commons>

Jenkins, S. (12 avril 2016). As a taxpayer, David Cameron is innocent. As a lawmaker, he is guilty. *The Guardian*. Repéré à : <https://www.theguardian.com/news/commentisfree/2016/apr/08/david-cameron-tax-lawmaker-panama-papers>

Watt, N. (13 avril 2016). Jeremy Corbyn mock David Cameron over tax revelations. *The Guardian*. Repéré à : <https://www.theguardian.com/politics/2016/apr/13/jeremy-corbyn-david-cameron-tax>

Farrell, P. (12 mai 2016). Malcolm Turnbull's role in offshore company revealed in Panama papers. *The Guardian*. Repéré à : <https://www.theguardian.com/australia-news/2016/may/12/malcolm-turnbull-listed-in-panama-papers>

Le cas de l'Australie – Les articles de la presse australienne cités dans le texte

### ***Green Left Weekly* (1)**

Miley, V. (15 avril 2016). A bank Royal Commission is a good start. *Green Left Weekly*. Repéré à : <https://www.greenleft.org.au/content/bank-royal-commission-good-start>

Hinman, P. (19 avril 2016). 2016 federal election : can the disengaged be mobilized for change ? *Green Left Weekly*. Repéré à : <https://www.greenleft.org.au/content/2016-federal-election-can-disengaged-be-mobilised-change>

### ***Herald Sun (2)***

Chenoweth, N. (4 avril 2016). Panama papers : ATO investigating more than Australian clients of Mossack Fonseca. *Herald Sun*. Repéré à : <https://www.smh.com.au/business/banking-and-finance/panama-papers-ato-investigating-more-than-800-australian-clients-of-mossack-fonseca-20160404-gnxgu8.html>

Herald Sun. (9 avril 2016). Panama papers help crush confidence in our financial, tax and political institutions. *Herald Sun*. Repéré à : <https://www.couriermail.com.au/news/opinion/panama-papers-help-crush-confidence-in-our-financial-tax-and-political-institutions/>

Millar, R. et Schneiders, B. (11 avril 2016). Australia dodges international crackdown on trusts. *Herald Sun*. Repéré à : <https://www.smh.com.au/national/australia-dodges-international-crackdown-on-trusts-20170411-gvisrd.html>

Aly, W. (14 avril 2016). Banking royal commission : Turnbull's budget policy responds to Labor's agenda. *Herald Sun*. Repéré à : <https://www.smh.com.au/opinion/governments-new-budget-policy-a-response-to-labors-agenda-20160414-go5yc8.html>

Bolt, A. (12 mai 2016). Turnbull named in Panama papers. *Herald Sun*. Repéré à : <https://www.heraldsun.com.au/blogs/andrew-bolt/turnbull-named-in-panama-papers/news-story/17de21f3eb0d18edfcf6807dcae82a49>

Knott, M. (7 juin 2016). Election 2016 : how Malcolm Turnbull and Bill Shorten are avoiding the questions. *Herald Sun*. Repéré à : <https://www.smh.com.au/politics/federal/election-2016-how-malcolm-turnbull-and-bill-shorten-are-avoiding-the-questions-20160607-gpd5nu.html>

### ***The Age (3)***

The Age. (7 avril 2016). Malcolm Turnbull : PM loses his mojo under wave of white-anting. *The Age*. Repéré à : <https://www.theage.com.au/national/victoria/malcolm-turnbull-pm-loses-his-mojo-under-wave-of-whiteanting-20160407-go0qup.html>

Malone, P. (8 avril 2016). Tax avoidance tales seem endless. *The Age*. Repéré à : <https://www.theage.com.au/opinion/tax-avoidance-tales-seem-endless-20160408-go11lj.html>

Aston, H. (20 avril 2016). Malcolm Turnbull under pressure to stop the wealthy stashing cash in tax havens. *The Age*. Repéré à : <https://www.theage.com.au/politics/federal/malcolm-turnbull-under-pressure-to-stop-the-wealthy-stashing-cash-in-tax-havens-20160420-gob403.html>

The Age. (12 mai 2016). Panama papers : Malcolm named. *The Age*. Repéré à : <https://www.theage.com.au/business/banking-and-finance/panama-papers-malcolm-turnbull-named-20160512-got0di.html>

Ker, P. et Robins, B. (12 mai 2016-b). Panama papers : Malcolm Turnbull cashed in on Star Mining. *The Age*. Repéré à : <https://www.theage.com.au/business/panama-papers-malcolm-turnbull-cashed-in-on-star-mining-20160512-got530.html>

Khadem, N. (13 mai 2016). Malcolm Turnbull may be named in the Panama papers, but he's not a criminal. *The Age*. Repéré à : <https://www.theage.com.au/business/the-economy/malcolm-turnbull-may-be-named-in-the-panama-papers-but-hes-not-a-criminal-20160512-got1sy.html>

Khadem, N. (16 septembre 2016). Criminal charges relating to Panama papers could take years : ATO. *The Age*. Repéré à : <https://www.theage.com.au/business/the-economy/criminal-charges-relating-to-panama-papers-could-take-years-ato-20160916-grhvw.html>

#### ***The Australian (4)***

The Australian. (12 mai 2016). Malcolm Turnbull 'named in Panama papers'. *The Australian*. Repéré à : <https://www.theaustralian.com.au/nation/politics/malcolm-turnbull-named-in-panama-papers/>

The Australian. (12 mai 2016-b). Federal election 2016 : Turnbull in Melbourne Shorten wraps up Queensland tour. *The Australian*. Repéré à : [www.theaustralian.com.au/news/federal-election-2016-turnbull-in-melbourne-shorten-wraps-up-queensland-tour/](http://www.theaustralian.com.au/news/federal-election-2016-turnbull-in-melbourne-shorten-wraps-up-queensland-tour/)

Lewis, R. (12 mai 2016-c). Election 2016 live : Panama papers, preference deals and border protection. *The Australian*. Repéré à : <https://www.theaustralian.com.au/news/federal-election-2016-turnbull-in-melbourne-shorten-wraps-up-queensland-tour/news-story/a96707171a30b975cc9ecbb3cbeea779>

#### ***The Australian Financial Review (5)***

Coorey, P. (6 avril 2016). Malcolm Turnbull slams banks, saying they have 'not always treated customers right'. *The Australian Financial review*. Repéré à : <https://www.afr.com/politics/malcolm-turnbull-slams-banks-saying-they-have-not-always-treated-customers-right-20160406-gnzc3>

The Australian Financial Review. (10 avril 2016). Why the tax leak is important to everyone. *The Australian Financial review*. Repéré à : <https://www.afr.com/news/policy/tax/why-the-tax-leak-is-important-to-everyone-20160408-go21qw>

Ferguson, A. (11 avril 2016). A banking royal commission couldn't make the sector's reputation any worse. *The Australian Financial review*. Repéré à [www.afr.com/business/banking-and-finance/a-banking-royal-commission-couldnt-make-the-sectors-reputation-any-worse-20160410-go2tso](http://www.afr.com/business/banking-and-finance/a-banking-royal-commission-couldnt-make-the-sectors-reputation-any-worse-20160410-go2tso)

Chenoweth, N. (11 mai 2016). Malcolm Turnbull named in Panama papers. *The Australian Financial review*. Repéré à : <https://www.afr.com/politics/malcolm-turnbull-named-in-panama-papers-20160511-gosvit>

Tingle, L. (12 mai 2016). Election 2016 2016 : Malcolm Turnbull has questions to answers about Panama papers. *The Australian Financial review*. Repéré à : <https://www.afr.com/politics/election-2016-malcolm-turnbull-has-questions-to-answer-about-panama-papers-20160512-gotr8w>

Chenoweth, N. (13 mai 2016). Panama papers : Malcolm Turnbull's path to Siberia and back. *The Australian Financial Review*. Repéré à : <https://www.afr.com/politics/panama-papers-malcolm-turnbulls-path-to-siberia-and-back-20160512-gotetq>

Davidson, S. (15 mai 2016). So what if Malcolm Turnbull was named in the Panama papers. *The Australian Financial review*. Repéré à : <https://www.afr.com/policy/so-what-if-malcolm-turnbull-was-named-in-the-panama-papers-20160515-govfv2>

#### Autres références

#### **ICIJ** (International Consortium of Investigative)

Chittum, R. et Kristjansson, J. et Obermayer, B. et Obermaier, F. (4 avril 2016). Iceland's Prime Minister ducks question but the answer catches up with him, *ICIJ*. Repéré à : <https://www.icij.org/investigations/panama-papers/20160403-iceland-prime-minister/>

ICIJ. (4 avril 2016-b). Panama papers : The power players. *ICIJ*. Repéré à : <https://www.icij.org/investigations/panama-papers/the-power-players/>

ICIJ. (4 avril 2016-c). Offshore Leaks Database : Sigmundur Davíð Gunnlaugsson. *ICIJ*. Repéré à : <https://www.icij.org/investigations/panama-papers/the-power-players/>

ICIJ. (4 avril 2016-d). Offshore Leaks Database : Malcolm Turnbull. *ICIJ*. Repéré à : <https://offshoreleaks.icij.org/stories/malcolm-turnbull>

Wilson-Chapman, A. et Cucho, A. et Fitzgibbon, W. (3 avril 2019). What happened after the Panama papers ? *ICIJ*. Repéré à : <https://www.icij.org/investigations/panama-papers/what-happened-after-the-panama-papers/>

#### **Autres**

Chastand, J-B. (8 avril 2016). « Panama papers » : la consanguinité des élites islandaises en question. *Le Monde*. Repéré à : [https://www.lemonde.fr/panama-papers/article/2016/04/12/panama-papers-la-consanguinite-des-elites-islandaises-en-question\\_4900254\\_4890278.html](https://www.lemonde.fr/panama-papers/article/2016/04/12/panama-papers-la-consanguinite-des-elites-islandaises-en-question_4900254_4890278.html)

Damgé, M. et Baruch, J. (7 avril 2016). « Évasion fiscale : l'affaire des Panama papers en 7 chiffres. *Le Monde*. Repéré à : [https://www.lemonde.fr/panama-papers/article/2016/04/04/evasion-fiscale-l-affaire-des-panama-papers-en-7-chiffres\\_4895015\\_4890278.html](https://www.lemonde.fr/panama-papers/article/2016/04/04/evasion-fiscale-l-affaire-des-panama-papers-en-7-chiffres_4895015_4890278.html)

Karlsson, J. et Matthiasson, T. (3 janvier 2017). « Panama papers » : le paradoxe islandais. *Le Monde*. Repéré à : [https://www.lemonde.fr/idees/article/2017/01/23/panama-papers-le-paradoxe-islandais\\_5067430\\_3232.html](https://www.lemonde.fr/idees/article/2017/01/23/panama-papers-le-paradoxe-islandais_5067430_3232.html)

Le Devoir. (4 avril 2019). Panama papers : 22 États ont récupéré 1,2 milliard. *Le Devoir*. Repéré à : <https://www.ledevoir.com/economie/551381/panama-papers-22-etats-ont-recupere-1-2-milliard>

Le Monde. (10 avril 2016). « Panama papers » : David Cameron tente la transparence et publie ses déclarations d'impôts. *Le Monde*. Repéré à : [https://www.lemonde.fr/panama-papers/article/2016/04/10/panama-papers-david-cameron-tente-la-transparence-et-publie-ses-declarations-d-impots\\_4890278.html](https://www.lemonde.fr/panama-papers/article/2016/04/10/panama-papers-david-cameron-tente-la-transparence-et-publie-ses-declarations-d-impots_4890278.html)

[papers/article/2016/04/10/panama-papers-david-cameron-publie-ses-declarations-d-impots-sur-six-ans\\_4899460\\_4890278.html](https://papers/article/2016/04/10/panama-papers-david-cameron-publie-ses-declarations-d-impots-sur-six-ans_4899460_4890278.html)

OCDE. (2019). Q&A on the 'Panama papers'. *OCDE*. Repéré à : <https://www.oecd.org/fr/fiscalite/questions-and-answers-on-panama-papers.htm>

Parlement européen. (2017). La commission d'enquête PANA. *Parlement européen*. Repéré à : [http://www.europarl.europa.eu/thinktank/fr/document.html?reference=EPRS\\_ATA%282017%29614619](http://www.europarl.europa.eu/thinktank/fr/document.html?reference=EPRS_ATA%282017%29614619)

Radio-Canada. (2019). Paradise Papers. *Radio-Canada*. Repéré à : <https://ici.radio-canada.ca/paradise-papers>

République Française (2019). Le Brexit, où en est-on ?. *République Française*. Repéré à : <https://brexit.gouv.fr/sites/brexit/accueil/le-brexit-cest-quoi.html>

République Française. (2019-2). Europe : une protection renforcée des lanceurs d'alerte. *République Française*. Repéré à : <https://www.gouvernement.fr/europe-une-protection-renforcee-des-lanceurs-d-alerte>

Transparency International France. (2019). Trois ans après les Panama papers : des progrès à l'horizon. *Transparency International France*. Repéré à : <https://transparency-france.org/actu/trois-ans-apres-les-panama-papers-des-progres-a-lhorizon/#.Xd6t66d7QnU>

Vilar, T. (novembre 2017). 18 mois de scandales et de réformes : non, les Panama papers n'ont pas servi à rien ! *OBS*. Repéré à : <https://www.nouvelobs.com/economie/20171106.OBS6999/18-mois-de-scandales-et-de-reformes-non-les-panama-papers-n-ont-pas-servi-a-rien.html>



## Annexe I

Le processus de recherche concernant la représentativité du thème des crimes en col blanc dans la publication d'articles

**Tableau 1 : Les publications de la revue - *Criminologie*<sup>228</sup>**

Année et volume	Titre(s) du ou des numéros	Nombre d'articles	Total des publications
1975 ; vol. 8, no 1-2	Délinquance juvénile au Québec	13	13
1976 ; vol. 9, no 1-2	L'emprisonnement au Québec	14	14
1977 ; vol.10, no 1	La criminalité des affaires au Québec	8	17
1977 ; vol. 10, no 2	La criminologie au Québec	9	
1978 ; vol. 11, no 1	Centres d'accueil du Québec	9	16
1978 ; vol. 11, no 2	Normes et politique criminelle	7	
1979 ; vol. 12, no 1	Justice et public	9	18
1979 ; vol. 12, no 2	Probation : aide ou contrainte ?	9	
1980 ; vol. 13, no 1	Regards sur la victime	9	15
1980 ; vol. 13, no 2	Octobre 1970 : dix ans après	6	
1981 ; vol. 14, no 1	Criminalité et réalités sociales : Québec, Canada, États-Unis et Japon	8	18
1981 ; vol. 14, no 2	Libération conditionnelle : évolution et application (1899-1981)	10	
1982 ; vol. 15, no 1	Droit et Justice	10	22
1982 ; vol. 15, no 2	Criminels et psychiatrie	12	
1983 ; vol. 16, no 1	Les femmes et la justice pénale	9	20
1983 ; vol. 16, no 2	La peur du crime	11	
1984 ; vol. 17, no 1	La dangerosité, un débat à poursuivre	8	14
1984 ; vol. 17, no 2	La police après 1984	6	
1985 ; vol. 18, no 1	Le vol à main armée à Montréal	11	20
1985 ; vol. 18, no 2	L'histoire du contrôle social	9	
1986 ; vol. 19, no 1	Politiques et pratiques pénales, 25 ans de réflexion et d'action	5	11
1986 ; vol. 19, no 2	La prédiction de la carrière criminelle	6	
1987 ; vol. 20, no 1	Faire les nouvelles : journalisme et affaires criminelles	6	12
1987 ; vol. 20, no 2	La détermination de la sentence	6	
1988 ; vol. 21, no 1	Entre les mailles de la loi : pollution, accident de travail, faute professionnelle	7	15
1988 ; vol. 21, no 2	Les soins de santé mentale en milieu carcéral	8	

<sup>228</sup> Les informations présentées proviennent du site officiel de la revue *Criminologie* : <https://www.erudit.org/fr/revues/crimino/#back-issues>.

Année et volume	Titre(s) du ou des numéros	Nombre d'articles	Total des publications
1989 ; vol. 22, no 1	Drogues et criminalités	8	15
1989 ; vol. 22, no 2	Le milieu criminel	7	
1990 ; vol. 23, no 1	Nouvelles violences à l'adolescence	6	13
1990 ; vol. 23, no 2	Après le crime : survivre	7	
1991 ; vol. 24, no 1	Les droits des détenu-e-s	8	14
1991 ; vol. 24, no 2	Regard sur les tribunaux	6	
1992 ; vol. 25, no 1	Les femmes et le contrôle pénal, questions féministes	8	16
1992 ; vol. 25, no 2	Nouvelles connaissances et nouvelles questions en criminologie	8	
1993 ; vol. 26, no 1	Michel Foucault et la (post) modernité	9	19
1993 ; vol. 26, no 2	La criminologie comparée. Hommage à Denis Szabo	10	
1994 ; vol. 27, no 1	Analyse spatiale du crime	8	17
1994 ; vol. 27, no 2	Sexe et criminalité	9	
1995 ; vol. 28, no 1	L'histoire de l'enfermement et des populations pénales	8	18
1995 ; vol. 28, no 2	La détention provisoire	8	
1996 ; vol. 29, no 1	Intervenir auprès des délinquants	9	17
1996 ; vol. 29, no 2	L'homicide conjugal au Canada	8	
1997 ; vol. 30, no 1	<b>Criminalités économiques</b>	7	14
1997 ; vol. 30, no 2	Violences familiales	7	
1998 ; vol. 31, no 1	La prévention de l'inadaptation sociale : approche développementale	7	14
1998 ; vol. 31, no 2	La sécurité privée	7	
1999 ; vol. 32, no 1	La justice réparatrice	8	17
1999 ; vol. 32, no 2	La justice des mineurs	9	
2000 ; vol. 33, no 1	La victimologie : quelques enjeux	11	20
2000 ; vol. 33, no 2	Problèmes sociaux et système pénal	9	
2001 ; vol. 34, no 1	La notion de risque dans la gestion pénale	8	16
2001 ; vol. 34, no 2	Comportements suicidaires et délinquance	8	
2002 ; vol. 35, no 1	L'âge et la question criminelle	8	18
2002 ; vol. 35, no 2	Femmes et enfermement au Canada : une décennie de réformes	10	
2003 ; vol. 36, no 1	Police et prévention : évaluation et analyse d'impact	10	17
2003 ; vol. 36, no 2	Le construit de l'ethnicité en criminologie	7	
2004 ; vol. 37, no 1	Criminologie : discipline et institutionnalisation. Trois exemples francophones	7	16
2004 ; vol. 37, no 2	Délinquance et réussite	9	
2005 ; vol. 38, no 1	Filles et déviances : perspectives développementales	8	18
2005 ; vol. 38, no 2	La police en pièces détachées	10	
2006 ; vol. 39, no 1	Le cybercrime	9	17
2006 ; vol. 39, no 2			



Année et volume	Titre(s) du ou des numéros	Nombre d'articles	Total des publications
	Le crime de génocide : Construction d'un paradigme pour la criminologie, la philosophie et le droit pénal	8	
2007 ; vol. 40, no 1	Conduites addictives et crimes	9	21
2007 ; vol. 40, no 2	Peines et pénalités au Canada. Autour des travaux de Pierre Landreville	12	
2008 ; vol. 41, no 1	40 ans de criminologie : perspectives d'avenir	9	20
2008 ; vol. 41, no 2	Les organisations dites sectes, les lois et la société	11	
2009 ; vol. 42, no 1	L'intervention à l'aune des données « probantes »	11	22
2009 ; vol. 42, no 2	Régulations sociopénales et peuples autochtones	11	
2010 ; vol. 43, no 1	Les jeunes et la rue	11	28
2010 ; vol. 43, no 2	Les 50 ans de l'École de criminologie	17	
2011 ; vol. 44, no 1	Jean-Paul Brodeur, d'hier à aujourd'hui	11	24
2011 ; vol. 44, no 2	Les droits des victimes dans un contexte international	13	
2012 ; vol. 45, no 1	Violence politique et conflits armés	13	26
2012 ; vol. 45, no 2	Crime et jeux de hasard	13	
2013 ; vol. 46, no 1	La criminalisation de l'immigration	14	27
2013 ; vol. 46, no 2	Nouveaux regards sur les métiers de la sécurité	13	
2014 ; vol. 47, no 1	La polyvictimisation des jeunes	13	26
2014 ; vol. 47, no 2	Criminalité et police transnationales : une perspective critique	13	
2015 ; vol. 48, no 1	Justice et santé mentale	13	27
2015 ; vol. 48, no 2	Nouvelles perspectives sur le phénomène des gangs de rue	14	
2016 ; vol. 49, no 1	<b>Quand le crime économique contribue au développement des sciences sociales</b>	<b>12</b>	27
2016 ; vol. 49, no 2	Criminalité environnementale	15	
2017 ; vol. 50, no 1	L'agression sexuelle commise sur des mineurs : les victimes et les auteurs	14	27
2017 ; vol. 50, no 2	Femmes à la marge	13	
2018 ; vol. 51, no 1	50 ans de Criminologie	15	31
2018 ; vol. 51, no 2	Prise en charge du suicide : entre crime, troubles mentaux et droit de mourir	16	
<b>Les totaux et les informations pertinentes :</b> Le nombre d'articles total : 827 Le nombre d'articles abordant la thématique de l'étude des crimes en col blanc : 19 Le pourcentage de représentativité du thème : <b>2,29 %</b>		827	827

**Tableau 2 : Les publications de la revue - *Criminology*<sup>229</sup>**

Les périodes	Titres des articles en lien avec les études du WCC <sup>230</sup>	Nombre de fois l'expression 'WCC' est citée dans l'article <sup>231</sup>	Nombre d'articles WCC	Nombre total d'articles <sup>232</sup>
1970-1979	1. An analysis the newly adopted fingerprint law for brokerage firms (1971) 2. The deterrent effect of punishment (1972) 3. Visibility, social reaction, and criminal behavior (1972) 4. Receiving stolen property : the need for systematic inquiry into the fencing process (1974) 5. Social class, school experience, and delinquency (1974) 6. The status of criminological research in the federal government (1974) 7. Political crime, political justice and political prisoners (1975) 8. Social thought and social structure (1975) 9. Criminology, criminal justice and the war on crime (1976) 10. Bystander reactions to a petty crime (1976) 11. Revisiting <b>Sutherland's</b> Criminology (1924) (1976) 12. Peer group support for police occupational deviance (1977) 13. Looking backward and forward criminologist on criminology as a career (1978) 14. Corporate crime : issues in research (1978) 15. Criminology and the reaffirmation of humanist ideals (1978) 16. Criminological theory, social science and the repression of crime (1978) 17. The new criminology is the old sentimentality (1979)	2 1 1 1 2 1 2 3 1 2 1 1 1 3 8 1 15	18	329
1980-1989	1. Social class and delinquent behavior (1980) 2. Controlling corporate deviance (1980) 3. Crime as an occupation (1980) 4. The new myth of class and crime (1980) 5. Social status and deviance (1980) 6. A systems analysis of crime control strategies (1981) 7. St. Louis police recruits in the twentieth century (1981) 8. U.S. social structure, crime and imprisonment (1981)	2 3 1 1 2 2 4 2	38	341

<sup>229</sup> Les informations présentées proviennent sur site officiel de la revue *Criminology*.

<sup>230</sup> Les textes trouvés sous l'expression 'White-Collar crime' à un ou des endroits dans les publications (selon le moteur de recherche du site), en plus d'une consultation générale des titres et résumés des articles.

<sup>231</sup> Excluant dans les titres et les références.

<sup>232</sup> Excluant les : « book review », « review essay », « letter to the editor » et « research note ».

Les périodes	Titres des articles en lien avec les études du WCC <sup>230</sup>	Nombre de fois l'expression 'WCC' est citée dans l'article <sup>231</sup>	Nombre d'articles WCC	Nombre total d'articles <sup>232</sup>
	9. <b>The seriousness of crime revisited : have attitudes toward White-collar crime Changed</b> (1982)	18		
	10. A commentary on victimization research and the importance of meaning structures (1982)	6		
	11. The accuracy of public beliefs about crime : further evidence (1982)	1		
	12. Public consensus on crime seriousness normative structure or methodological artifact ? (1982)	4		
	13. Adam Smith and <b>White-collar crime</b> : some research themes (1982)	19		
	14. The seriousness of crime cross-culturally (1984)	8		
	15. Income inequality and property crime (1984)	1		
	16. Administration and justice (1984)	1		
	17. The fall from Grace (1984)	58		
	18. Consensus in crime seriousness : empirical reality or methodological artifact (1985)	3		
	19. The effect of dropping out of high school on subsequent criminal behavior (1985)	5		
	20. Crime as hazard : perceptions of risk and seriousness (1985)	26		
	21. Factors influencing the decision to prosecute economic crime (1985)	18		
	22. <b>Denying the guilty mind : accounting for involvement in a white-collar crime</b> (1985)	48		
	23. Industry culture and industry economy correlates of tax noncompliance in Sweden (1986)	3		
	24. Social class and violent behavior (1986)	2		
	25. <b>'Club fed' and the sentencing of white-collar offenders before and after Watergate</b> (1986)	78		
	26. Crime and custom in an orderly society : the Singapore prototype (1987)	1		
	27. Citizen crime stereotypes – normative consensus revisited (1987)	4		
	28. <b>Causes of White-Collar crime</b> (1987)	173		
	29. The process of criminalization : the case of computer crime law (1988)	3		
	30. District attorneys and corporate crime : surveying the prosecutorial gatekeepers (1988)	10		
	31. Disaggregating self-reported delinquency and its implications for theory (1988)	1		
	32. Social disorganization and theories of crime and delinquency problems and prospects (1988)	5		
	33. Origins of interest in the privatization of punishment : the nineteenth and twentieth century American experience (1989)	1		

Les périodes	Titres des articles en lien avec les études du WCC <sup>230</sup>	Nombre de fois l'expression 'WCC' est citée dans l'article <sup>231</sup>	Nombre d'articles WCC	Nombre total d'articles <sup>232</sup>
	34. <b>The significance of White-collar crime for a general theory of crime</b> (1989) 35. <b>On the cause of 'White-collar crime' : an assessment of Hirschi and Gottfredson's claims</b> (1989) 36. A field experiment on insurance fraud in auto body repair (1989) 37. Policing corporate collusion (1989) 38. <b>Gender and varieties of White-collar crime</b> (1989)	62 68 16 1 66		
1990-1999	1. Constitutive criminology : the maturation of critical theory (1991) 2. Protestant fundamentalism and the retributive doctrine of punishment (1992) 3. The poverty of a classless criminology – the American society of criminology 1991 presidential address (1992) 4. Deterring corporate crime (1992) 5. <b>Is justice 'collar-blind' ? Punishing Medicaid provider fraud</b> (1992) 6. Savings and Loan fraud as organized crime : toward a conceptual typology of corporate illegality (1993) 7. Reintegrative shaming and compliance with regulator standards (1994) 8. <b>Specific deterrence in a sample of offenders convicted of White-collar crimes</b> (1995) 9. Organizational offending and neoclassical criminology challenging the reach of a general theory of crime (1996)	1 2 2 8 64 46 1 58 31	9	288
2000-2009	1. Criminological knowledge : period and cohort effects in scholarship (2006) 2. A new method for studying the extent, stability, and predictors of individual specialization in violence (2007) 3. Crime by committee : conspirators and company men in the illegal electrical industry cartel, 1954-1959 (2006) 4. Social institutions and violence : a sub-national test of institutional anomie theory (2006) 5. Developmental and life-course criminology : key theoretical and empirical issue- the 2002 <b>Sutherland</b> award address (2006) 6. The impact of British counterterrorist strategies on political violence in Northern Ireland : comparing deterrence and backlash models (2009) 7. Bilevel disparities in court disposition for intimate assault (2006) 8. Parenting, self-control, and delinquency : a test of self-control theory (2006) 9. Low self-control and opportunity : testing the general theory of crime as an explanation for gender differences in delinquency (2006) 10. On the symbiosis between criminal law criminal behavior (2006) 11. Behavior genetics and anomie/strain theory (2006)	14 2 2 1 3 1 1 2 1 2 1	28	358

Les périodes	Titres des articles en lien avec les études du WCC <sup>230</sup>	Nombre de fois l'expression 'WCC' est citée dans l'article <sup>231</sup>	Nombre d'articles WCC	Nombre total d'articles <sup>232</sup>
	12. The life course of criminology in the United States : the American society of criminology 2003 presidential address (2006) 13. Counting crime booms among nations : evidence for homicide victimization rates, 1956-1998 (2006) 14. Diffusion of fraud : intermediate economic crime and investor dynamics (2006) 15. Snakes and ladders : Upper-middle class male offenders talk about economic crime (2006) 16. Problem-oriented policing in violent crime places : a randomized controlled experiment (2006) 17. Thoughts on the future of criminology-the American of criminology 1998 presidential address (2006) 18. Or corporate persons and straw men : a reply to Herbert, Green and Larragoite (2006) 19. Clarifying the reach of general theory of crime for organizational offending : a comment on Reed and Yeager (2006) 20. Subterranean sources of subcultural delinquency beyond the American dream (2006) 21. Terrorism politics, and punishment : a test of subcultural-contextual theory and the 'liberation hypothesis' (2006) 22. On the evolving synthesis of differential association and anomie theory1 : a perspective from the sociology of science (2006) 23. The social consequences of self-control : testing the general theory of crime (2006) 24. Control balance and exploitative corporate crime (2006) 25. Low self-control, routine activities and fraud victimization (2008) 26. The social context of guidelines circumvention : the case of federal district courts (2008) 27. The impact of British counterterrorist strategies on political violence in Northern Ireland: comparing deterrence and backlash models (2009) 28. Punishing the 'model minority' : Asian-American criminal sentencing outcomes in federal district courts (2009)	2 3 24 3 1 2 1 5 3 4 3 13 1 1 1 3 3		
2010-2018	1. Reassessing trends in black violence crime, 1980-2008, sorting out the 'Hispanic effect' in uniform crime reports arrests, national crime victimization survey offender estimate, and U.S. prisoners counts (2011) 2. Learning to be bad : adverse social conditions social schemas and crime (2011)	1 1	6	261

Les périodes	Titres des articles en lien avec les études du WCC <sup>230</sup>	Nombre de fois l'expression 'WCC' est citée dans l'article <sup>231</sup>	Nombre d'articles WCC	Nombre total d'articles <sup>232</sup>
	3. Beyond adolescence-limited criminology : choosing our future American society of criminology 2010 <b>Sutherland</b> address (2011)	3		
	4. Generative explanations of crime : using simulation to test criminological theory (2012)	1		
	5. Deterrence and moral persuasion effects on corporate tax compliance : findings from a randomized controlled trial (2012)	2		
	6. Traits and states : integrating personality and affect into a model of criminal decision making (2012)	1		
<b>Les totaux et les informations pertinentes :</b> Le nombre d'articles total : 1 577 Le nombre d'articles abordant la thématique de l'étude des crimes en col blanc : 99 Le nombre d'articles ayant l'expression 'White-collar crime' en titre : 8 Le pourcentage de représentativité du thème : <b>6,27 %</b>			99	1 577

**Tableau 3 : Les publications dans la revue - *Crime, Law and Social change*<sup>233</sup>**

Les périodes	Titres des articles en lien avec les études du WCC <sup>234</sup>	Nombre de fois l'expression 'WCC' est citée dans l'article <sup>235</sup>	Nombre d'articles WCC	Nombre total d'articles <sup>236</sup>
1977-1979	1. Social control and legal order : Legitimated repression in a capitalist state (1977) 2. Repressive crime and criminal typologies : some neglected types (1977) 3. Delinquency and the age structure of society (1977) 4. Capitalist economy and the crime problem in Nigeria (1978) 5. The life and death of liberal criminology (1978) 6. Pressure groups and the law (1979) 7. Wealth, crime, and capital accumulation (1979) 8. Crimes of the powerful and beyond : An essay review (1979) 9. The creation of parole guidelines : from rehabilitation to retribution (1979) 10. Dominant class interests and the emergence of antitrust legislation (1979)	3 4 1 3 2 2 1 9 2 N/A	10	78
1980-1989	1. Social and legal order in sociological functionalism (1980) 2. The other price of Britain's oil : Regulating safety on offshore oil installations in the British sector of the North Sea (1980) 3. Crime against capitalism – An Australian case (1980) 4. Auto theft and corporate irresponsibility (1981) 5. Crime waves in post-war Britain (1981) 6. Corporate crime : A critique of the clinard report (1981) 7. Class bias in the criminal law (1981) 8. Capitalism and inequality : the negative consequence for humanity (1982) 9. Capitalism, bureaucracy and male homosexuality (1984) 10. The ideological construction of the hidden economy : private justice and work-related crime (1984) 11. Safety at work : an essay review (1984) 12. Tax evasion by proxy : the gray market in welfare capitalism (1984) 13. Thirty years of deterrence research : characteristics, causes and consequences (1984)	2 2 2 2 3 5 10 3 2 4 5 5 2	24	279

<sup>233</sup> Les informations présentées proviennent du site officiel de la revue *Crime, Law and Social change*. À noter, la revue se nommait auparavant *Contemporary Crises*.

<sup>234</sup> Les textes trouvés sous l'expression 'White-Collar crime' à un ou des endroits dans les publications (selon le moteur de recherche du site), en plus d'une consultation générale des titres et résumés des articles.

<sup>235</sup> Excluant dans les titres et les références.

<sup>236</sup> Excluant les : « book review », « review essay », « letter to the editor » et « research note ».

Les périodes	Titres des articles en lien avec les études du WCC <sup>234</sup>	Nombre de fois l'expression 'WCC' est citée dans l'article <sup>235</sup>	Nombre d'articles WCC	Nombre total d'articles <sup>236</sup>
	14. On the methodological foundation of the abolitionist approach to the criminal justice system. A comparison of the ideas of Hulsman, Mathiesen and Foucault (1986) 15. Critical criminology and the concept of crime (1986) 16. Industrial homework in the modern world-economy (1987) 17. Crisis ? What crisis ? Reactions to commercial fraud in the United Kingdom (1987) 18. The purpose of knowledge : pragmatism and the praxis of Marxist criminology (1988) 19. Crime and human nature : a Marxist perspective (1988) 20. The financial mafia : the illegal accumulation of wealth and the financial-industrial (1988) 21. Ain't got no class : universal risk theories of battering (1988) 22. Conference on business crime, fraud and corruption England, March/April 1991. Preliminary call for papers (1989) 23. Researching the powerful : problems and possibilities of social research (1989) 24. Argentina : two faces of the small and medium bourgeoisie (1989)	1 2 3 14 4 3 4 2 N/A N/A N/A		
1990-1999	1. The Chinese laundry : International drug trafficking and Kong's banking industry (1990) 2. State crises and the crackdown on crime under Reagan (1990) 3. Anomie and corporate deviance (1990) 4. Left realist criminology : strengths, weaknesses and the feminist critique (1991) 5. Wickersham to <b>Sutherland</b> to Katzenbach : Evolving an 'official' definition for organized crime (1991) 6. Pecunia non olet : Cleansing the money-launderers from the Temple (1991) <b>7. White-collar crime and the justice department : The institutionalization of a concept</b> (1991) 8. The new world order – from fraud and force to business as usual in the global free market : The up-to-date evidence (1992) 9. From morals to practice : Dilemmas of control in undercover policing (1992) 10. Some reflections on Undercover : recent developments and enduring issues (1992) 11. Organized crime business crime-enterprises in the Netherlands (1993)	2 7 12 1 12 7 56 4 4 1 10	53	404



Les périodes	Titres des articles en lien avec les études du WCC <sup>234</sup>	Nombre de fois l'expression 'WCC' est citée dans l'article <sup>235</sup>	Nombre d'articles WCC	Nombre total d'articles <sup>236</sup>
	12. The thin line between legitimate and criminal enterprises : subsidy frauds in the European Community (1993)	10		
	13. The C.T.A. case : A study in political corruption (1993)	2		
	14. Implications of cross-border crime risks in an open Europe (1993)	4		
	15. The corporate context of private prisons (1993)	3		
	16. Policing serious fraud in New-Zealand (1993)	18		
	17. Profits, pressure and corporate lawbreaking (1993)	4		
	18. From fiddle factors to networks of collusion : Charting the waters of small business crime (1993)	8		
	19. Business offenders in the criminal justice process (1993)	10		
	20. An analysis of compliance officer : attitudes towards insider dealing (1993)	6		
	21. Forfeiture and money laundering laws in the United States (1994)	1		
	22. <b>The system's rigged – or is it ? The prosecution of white collar and corporate crime in the Netherlands</b> (1994)	33		
	23. Speculators : culture, economy and the legitimization of deviance (1994)	21		
	24. Federal criminal justice legislation and the post-World War II social structure of accumulation in the United States (1994)	2		
	25. Politicians and bankers : the political origins of two local banking crises (1994)	2		
	26. Conflict of interest, corruption or (simply) scandals ? (1994)	N/A		
	27. The Banco Ambrosiano case : An investigation into the underestimation of the relations between organized and economic crime (1995)	21		
	28. Exploring the offshore interface. The relationship between tax havens, tax evasion, corruption and economic development (1995)	N/A		
	29. Equal before the law ? (1995)	23		
	30. Layers of decision : Linking social definitions of corruption and willingness to take action (1995)	5		
	31. <b>Criminalizing white-collar misconduct</b> (1995)	36		
	32. Politics and ethics in cultural criminology (1996)	1		
	33. Organized crime, corruption and power (1996)	2		
	34. <b>The downsizing of America : A neglected dimension of the white collar crime problem</b> (1996)	40		
	35. Political corruption in Brazil (1996)	1		
	36. Discretion and corruption : The Chilean judiciary (1996)	1		
	37. Guess who's coming to dinner ? A preliminary model for the satisfaction of public opinion as a legitimate aim in sentencing (1997)	2		

Les périodes	Titres des articles en lien avec les études du WCC <sup>234</sup>	Nombre de fois l'expression 'WCC' est citée dans l'article <sup>235</sup>	Nombre d'articles WCC	Nombre total d'articles <sup>236</sup>
	38. Shipping and scuttling : Criminogenesis in marine insurance (1997) 39. Corruption and organized crime : Lessons from history (1997) 40. Governmental corruption in Africa : Sierra Leone as a case study (1997) 41. Both too much and too little : from elite to street crime in the transformation of the Czech Republic (1997) 42. Crimes of the state : Victimization of South African political exiles in the United Kingdom (1998) 43. W.D. Wright, Black Intellectuals, Black Cognition, and a Black Aesthetic (1998) 44. Market offenses and limits to growth (1998) 45. Minimizing corruption : applying lessons from the crime prevention literature (1998) 46. <b>Serious white collar fraud : historical and contemporary perspectives</b> (1998) 47. Ascent of the corporate model in environmental-organized crime (1999) 48. The consequences of deregulation : A comparison of the experiences of UK building societies with those of US Saving and Loan Associations (1999) 49. Socially constructing an image in the automobile industry (1999) 50. Truman's revenge : Social control and corporate crime (1999) 51. Structural contradictions and the United States Sentencing Commission (1999) 52. More tax evasion research required in new millennium (1999) 53. Fraud, mismanagement and nepotism : The Committee of Independent Experts and the fall of the European Commission 1999 (1999)	16 2 9 5 3 3 1 2 103 2 2 2 8 2 N/A 2		
2000-2009	1. Suite violence : Why managers murder and corporations kill (2000) 2. The crime of the century ? The case for the Holocaust (2000) 3. The role margin as the site for moral and social intelligence : the case of Germany and National Socialism (2000) 4. Campaign fund-raising abuses and money laundering in recent U.S. elections : criminal networks in action (2000) 5. Sustainable economic development : A criminal justice challenge for the 21 <sup>st</sup> century (2000) 6. Patterns of electoral corruption in Peru : The April 2000 general election (2000) 7. Overseeing and overlooking : The US federal authorities' response to money laundering and other misconduct at BCCI (2001)	8 13 2 6 4 1 6	85	435

Les périodes	Titres des articles en lien avec les études du WCC <sup>234</sup>	Nombre de fois l'expression 'WCC' est citée dans l'article <sup>235</sup>	Nombre d'articles WCC	Nombre total d'articles <sup>236</sup>
	8. Part three : Europe (2001)	6		
	9. The quasi-criminalization of a business sector in China (2001)	2		
	10. Comparing cultures, comparing crime : Challenges, prospects and problems for a global criminology (2001)	5		
	11. Cultural explanation and organizational crime (2002)	10		
	12. Criminology and the sociology of organizations (2002)	5		
	13. <b>Actors or activities ? On the social construction of 'white-collar crime' in the United States</b> (2002)	49		
	14. <b>'The collar makes the difference' – Masculine criminology and its refusal to recognize market as criminogenic</b> (2002)	56		
	15. What is so organized about financial-economic crime ? The Belgian case (2002)	23		
	16. Crime as enterprise ? – The case of transnational organized crime (2002)	10		
	17. Introduction -Fuzzy criminal actors (2002)	22		
	18. Capitalists, criminals and oligarchs – <b>Sutherland</b> and the new 'robber barons' (2002)	5		
	19. Organized corporate criminality – Tobacco smuggling between Canada and the US (2002)	8		
	20. Anticipating organized and transnational crime (2002)	2		
	21. Financial frauds and pseudo-states in the Pacific Islands (2002)	2		
	22. A convergence approach to the analysis of political corruption : A cross-national study (2002)	1		
	23. Globalization of criminal justice in the corporate context (2002)	1		
	24. Hard responses to corruption : Penal standards and the repression of corruption in Britain, France and Portugal (2002)	2		
	25. The legislative recreation of RICO : Reinforcing the 'myth' of organized crime (2002)	17		
	26. A critique to Mark Colvin's, crime and coercion : An integrated theory of chronic criminality (2002)	2		
	27. Crime and justice in the context of resource scarcity (2003)	1		
	28. What sort of future for critical criminology (2003)	1		
	29. Christianity and punitive mentalities : A qualitative study (2003)	1		
	30. Legacies of a culture of inequality : The Janus face of crime in post-communist countries (2003)	2		
	31. From corruption to extortion conceptualization of post-communist corruption (2003)	1		

Les périodes	Titres des articles en lien avec les études du WCC <sup>234</sup>	Nombre de fois l'expression 'WCC' est citée dans l'article <sup>235</sup>	Nombre d'articles WCC	Nombre total d'articles <sup>236</sup>
	32. US saving and loan fraud : Implications for general and criminal culture theories of crime (2004)	12		
	33. Comparative criminal justice (2004)	2		
	34. In search of interactive globalization : Critical criminology in South Africa's transition (2004)	1		
	35. Risky business : A risk-based methodology to measure organized crime (2004)	2		
	36. Hit them where it hurts most ? The proceeds-of-crime approach in the Netherlands (2004)	2		
	37. <b>White-collar crime or just risky business ? The role of fraud in major financial debacles (2005)</b>	17		
	38. The role of solicitors in facilitating 'organized crime' : Situational crime opportunities and their regulation (2005)	3		
	39. Lawyers as crime facilitators in Europe : An introduction and overview (2005)	1		
	40. Making the second step before the first : Assessing organized crime (2005)	1		
	41. Italian lawyers and criminal clients. Risks and countermeasures (2005)	2		
	42. <b>Control fraud as an explanation for white-collar crime waves : The case of the savings and loan debacle (2005)</b>	16		
	43. Us concept wars, civil liberties and the technologies of fortification (2005)	1		
	44. Brigade Rosse: Political violence, criminology and social movement theory (2005)	2		
	45. The Parliamentary Enquiry on fraud in the Dutch Construction Industry collusion as concept between corruption and State corporate crime (2005)	2		
	46. Sociolegal change in consumer fraud : from victim-offender interactions to global networks (2005)	20		
	47. In search of criminological tradition : the development of criminology in Taiwan (2005)	2		
	48. Re-imagining crime prevention : controlling corporate crime ? (2006)	1		
	49. Change in occupational deviance : Scams, fiddles and sabotage in the twenty-first century (2006)	2		
	50. Informal economic activity : Early thinking, conceptual shifts, continuing patterns and persistent issues – a Michigan study (2006)	1		
	51. Differential social organization, collective action and crime (2006)	1		
	52. Discussion : wrestling with the beast (2006)	2		

Les périodes	Titres des articles en lien avec les études du WCC <sup>234</sup>	Nombre de fois l'expression 'WCC' est citée dans l'article <sup>235</sup>	Nombre d'articles WCC	Nombre total d'articles <sup>236</sup>
	53. Underused potentials for criminology : Applying the sociology of knowledge to terrorism (2006)	2		
	54. Rule-making, rule breaking ? Law breaking by government in the Netherlands and the United Kingdom (2006)	2		
	55. State crimes and state harms : a tale of two definitional frameworks (2007)	7		
	56. From 'crime' to social harm ? (2007)	2		
	57. <b>White-collar, organized and cyber crimes in the media : some contrasts and similarities</b> (2007)	17		
	58. <b>White collar crimes and casino gambling : looking for empirical links to forgery, embezzlement, and fraud</b> (2008)	25		
	59. And justice for all ? Investigator's perceptions of punishment for fraud perpetrators (2008)	51		
	60. Introduction of CLSC special issue (2008)	9		
	61. Coordinating individual and organizational responses to fraud (2008)	1		
	62. Courts and sentencing research on contemporary China (2008)	2		
	63. Corruption in China's economic reform : a review of recent observations and explanations (2008)	2		
	64. The effects of legal and extra-legal characteristics on organizational victim decision-making (2008)	32		
	65. A critical review of recent literature on crime and criminal justice in China : research findings, challenges, and prospects (introduction) (2008)	5		
	66. Data sources in Chinese crime and criminal justice research (2008)	1		
	67. Policing in the People's Republic of China : a review of recent literature (2008)	2		
	68. The roots of Russian organized crime : from old-fashioned professionals to the organized criminal groups of today (2008)	3		
	69. <b>Social and political transformations in white-collar crime scholarship : introductory notes</b> (2009)	23		
	70. <b>'Scholarly influence' and white-collar crime scholarship</b> (2009)	37		
	71. <b>Two generations of Sutherland's white-collar war crime data and beyond</b> (2009)	9		
	72. <b>White collar crime, consumers and victimization</b> (2009)	17		
	73. <b>Bad guys : Why the public supports punishing white-collar offenders</b> (2009)	81		
	74. <b>White-collar delinquency</b> (2009)	80		

Les périodes	Titres des articles en lien avec les études du WCC <sup>234</sup>	Nombre de fois l'expression 'WCC' est citée dans l'article <sup>235</sup>	Nombre d'articles WCC	Nombre total d'articles <sup>236</sup>
	75. Science, values and politics : an insider's reflections on corporate crime research (2009) 76. C. Wright Mills and higher immorality : implications for corporate crime, ethnics, and peacemaking criminology (2009) 77. Exorbitant CEO compensation : just reward or grand theft ? (2009) 78. Making the rules and breaking the rules : the political origins of corporate corruption in the new economy (2009) 79. Power crime (2009) 80. On liberty and crime : Adam Smith and John Mill (2009) 81. Good guys, bad guys : transnational corporations, rational choice theory and power crime (2009) 82. Reputations and corporate malfeasance : collusive networks in financial statement fraud (2009) 83. Fragmented power and state-corporate killing : a critique of blackwater in Iraq (2009) 84. On the frontline against money-laundering : the regulatory minefield (2009) 85. Mortgage fraud : A risk factor analysis of affected communities (2009)	22 11 14 11 9 7 2 5 2 1 8		
2010-2018	1. Anti-corruption agencies : between empowerment and irrelevance (2010) 2. Prosecution and sentencing in relation to environmental crime : Recent socio-legal developments (2010) 3. Shedding the blanket of immunity : a commentary on the global principle of ending impunity, realpolitik, and legal precedent (2010) 4. Facilitating corruption and human rights violations : the role of international financial institutions (2010) 5. Who corrupts whom ? A criminal eco-system made in Italy (2010) 6. Counterfeiting as corporate externality : intellectual property crime and global insecurity (2010) 7. Crime or social harm ? A dialectical perspective (2010) 8. Pride and prejudice : Comparative corruption research and the British case (2010) 9. The current health of left realist theory (2010) 10. Illicit deals in cultural objects as crimes of the powerful (2011) 11. Art crime : a brief introduction (2011) 12. Crimes against water : non-enforcement of state water pollution laws (2011)	2 2 2 1 6 2 1 2 2 10 1 1	61	561

Les périodes	Titres des articles en lien avec les études du WCC <sup>234</sup>	Nombre de fois l'expression 'WCC' est citée dans l'article <sup>235</sup>	Nombre d'articles WCC	Nombre total d'articles <sup>236</sup>
	13. Re-thinking the cost of supply chain security (2011)	1		
	14. Measuring organized crime-related harms : exploring five policing methods (2012)	3		
	15. The late trading and market-timing scandal of mutual funds (2012)	6		
	16. The CIA made me do it : understanding the political economy of corruption in Kazakhstan (2012)	1		
	17. Newspapers, criminologist, and crime statistics (2012)	4		
	18. Is it all going to waste ? Illegal transports of e-waste in a European trade hub (2012)	8		
	19. The cultural limits on uniformity and formalism in the German penal code (2012)	2		
	20. Real crime, real victims : environmental crime victims and the Crime Victims' Rights Act (CVRA) (2012)	6		
	21. Restorative justice in Belgian prisons : the results of an empirical research (2013)	1		
	22. <b>Perception of white-collar crime among immigrants from the Former Soviet Union in Israel</b> (2013)	77		
	23. Trust and punitive attitudes (2013)	8		
	24. Cybercrimes in the Former Soviet Union and Central and Eastern Europe : current status and key drivers (2013)	18		
	25. On the dark side of the code : organizational challenges to an effective anti-corruption strategy (2013)	5		
	26. Regulating transnational corporate bribery : Anti Bribery and corruption in the UK and Germany (2013)	3		
	27. How damages recovery actions can improve the fight against corruption : the crisis of criminal law policies and the role of private enforcement in an Italian case of judicial corruption (2013)	2		
	28. <b>White-collar and corporate crime in China : a comparative analysis of enforcement capacity and non-issue making</b> (2013)	57		
	29. On an entrepreneurial criminology of mass political violence (2013)	4		
	30. Petty corruption in Central and Eastern Europe : the client's perspective (2013)	2		
	31. Revisiting the choice model of Ponzi and Pyramid schemes : analysis of case law (2013)	25		
	32. <b>Too big to fail, too powerful to jail ? On the absence of criminal prosecutions after the 2008 financial meltdown</b> (2014)	16		

Les périodes	Titres des articles en lien avec les études du WCC <sup>234</sup>	Nombre de fois l'expression 'WCC' est citée dans l'article <sup>235</sup>	Nombre d'articles WCC	Nombre total d'articles <sup>236</sup>
	33. Few and far between : understanding the role of the victim in federal environmental crime prosecution in the United States (2014)	3		
	34. Assessing judicial performance in Indonesia : the court for corruption crimes (2014)	1		
	35. Explaining fraud deviancy attenuation in the United Kingdom (2015)	9		
	36. The classlessness state of criminology and why criminology without class is rather meaningless (2015)	4		
	37. Corporate crime and state legitimacy : the 2008 Chinese melamine milk scandal (2015)	5		
	38. Congressional bribery as state-corporate crime : a social network analysis (2015)	13		
	39. From dispersed to monopolized violence : expansion and consolidation of the Primeiro Comando da Capital's Hegemony in Sao Paulo's prisons (2016)	1		
	40. Afterword : finance crime and the big picture : making connections, future directions (2016)	62		
	41. It's common sense, stupid ! Corporate crime and techniques of neutralization in the automobile industry (2016)	5		
	42. Corporate tax avoidance : a crime of globalization (2016)	3		
	43. Doing business for a 'higher loyalty' ? How Swedish transnational corporations neutralize allegations of crime (2016)	2		
	44. Tax evasion in Sweden 2002-2013 : interpreting changes in the rot/rut deduction system and predicting future trends (2016)	1		
	45. Cybercrime and cybersecurity in India : causes, consequences and implications for the future (2016)	9		
	46. Confounding the process : forgotten actors and factors in the state-corporate crime paradigm (2016)	12		
	47. The emergence of contemporary criminology : an oral history of its development as an independent profession (2016)	1		
	48. Assessing the trends, scale and nature of economic cybercrimes : overview and Issues (2017)	3		
	49. <b>An ounce of prevention : opportunity structures for white-collar crime in environmental markets</b> (2017)	37		
	50. From urban to suburban criminology : Understanding crime in America's 'safe' cities (2017)	2		
	51. The sociological imagination revisited : lessons from America's Safest City (2017)	10		



Les périodes	Titres des articles en lien avec les études du WCC <sup>234</sup>	Nombre de fois l'expression 'WCC' est citée dans l'article <sup>235</sup>	Nombre d'articles WCC	Nombre total d'articles <sup>236</sup>
	52. Examining the network component of a Medicare fraud scheme : the Mirzoyan-Terdjanian organization (2017) 53. Waste no money – reducing opportunities for illicit waste dumping (2017) 54. Crime in Colombia : more law enforcement or more justice (2017) 55. Twisting trust : social networks, due diligence and loss of capital in a Ponzi scheme (2018) 56. New governors on the block : the rise of anti-money laundering professionals (2018) 57. <b>The logic of agency of the logic of structure in the concept of white collar crime : a review (2018)</b> 58. Fighting corruption in a time of crisis : Lessons from a radical regulatory shift experience (2018) 59. From bikers to savvy criminals. Outlaw motorcycle gangs in Australia : implications for legislators and law enforcement (2018) 60. Prevention of money laundering and the role of asset recovery (2018) 61. The prominence of fraud in New South Wales metropolitan media reporting (2018)	31  2 2 3  1 6 3 5 2 6		
<b>Les totaux et les informations pertinentes :</b> Le nombre d'articles total : 1 757 Le nombre d'articles abordant la thématique de l'étude des crimes en col blanc : 233 Le nombre d'articles ayant l'expression 'White-collar crime' en titre : 20 Le pourcentage de représentativité du thème : <b>13,20 %</b>			233	1 757

**Tableau 4 : Les publications dans la revue – *Critical Criminology*<sup>237</sup>**

Les périodes	Titres des articles en lien avec les études du WCC <sup>238</sup>	Nombre de fois l'expression 'WCC' est citée dans l'article <sup>239</sup>	Nombre d'articles WCC	Nombre total d'articles <sup>240</sup>
1990-1999	1. Law, ideology and social change : An analysis of the role of law in the construction of corporate crime (1990) 2. Crime, criminology and human rights : Towards and understanding of state criminality (1990) 3. <b>White-collar crime and the definitional quagmire : A provisional solution</b> (1992) 4. Corporate crime and the Canadian state : Anti-combines legislation, 1945-1986 (1992) 5. Legitimate rackets : Tax evasion, tax avoidance and the boundaries of legality (1992) 6. Stemming the flow of blood ? The illusion of self-regulation 7. Beyond crime and punishment : part 1 – Beginning with pain and imprisonment (1996) 8. <b>Politics and white collar crime : Explaining government intervention in the Saving and Loan Scandal</b> (1996) 9. Beyond crime and punishment : part 2 – Democratic proposals of social justice (1996) 10. Crime and oppression : Structure and agency in the inner city (1996) 11. Critical criminology, social justice, and an alternative view of incarceration (1996) 12. Postmodern criminology in relation to radical and conflict criminology (1997) 13. When the study of delinquent groups stood still : in defense of a classical tradition (1997)	2   3  121  2  11  1 4  5  4  1 1  2 1	13	109
2000-2009	1. Left out ? The coverage of critical perspectives in introductory criminology textbooks, 1990-1999 (2000) 2. Wither criminal justice ? An argument for a reformed discipline (2001) 3. Toward victimology of state crime (2001)	2  2 6	26	181

<sup>237</sup> Les informations présentées proviennent du site officiel de la revue *Critical Criminology*. À noter, la revue se nommait auparavant *The journal of Human Justice*.

<sup>238</sup> Les textes trouvés sous l'expression 'White-Collar crime' à un ou des endroits dans les publications (selon le moteur de recherche du site), en plus d'une consultation générale des titres et résumés des articles.

<sup>239</sup> Excluant dans les titres et les références.

<sup>240</sup> Excluant les : « book review », « review essay », « letter to the editor » et « research note ».

Les périodes	Titres des articles en lien avec les études du WCC <sup>238</sup>	Nombre de fois l'expression 'WCC' est citée dans l'article <sup>239</sup>	Nombre d'articles WCC	Nombre total d'articles <sup>240</sup>
	4. Toxic crimes : examining corporate victimization of the general public employing medical and epidemiological evidence (2001)	1		
	5. Working for criminalization of economic offending : contradictions for critical criminology ? (2002)	3		
	6. Racial composition of television offenders and viewers' fear of crime (2002)	1		
	7. Assessing newspaper coverage of corporate violence : the dance hall fire in Qoteborg, Sweden (2002)	16		
	8. The continuing relevance of Marxism to critical criminology (2002)	2		
	9. A working class critique of criminological theory (2002)	2		
	10. Unmasking the crimes of the powerful (2003)	2		
	11. <b>Enron et al. : Paradigmatic White-collar crime cases of the New Century</b> (2004)	10		
	12. Perceptual biases, Graffiti and fraternity crime : points of deflection that distort social justice (2004)	3		
	13. The international criminal court and the control of state crime : prospects and problems (2004)	1		
	14. Scrutinizing RICO (2004)	2		
	15. The media, the politics of the truth, and the coverage of corporate violence : the Westray disaster and the public inquiry (2006)	2		
	16. Crime on the high seas : crimes of globalization and sinking of the Senegalese Ferry Le Joola (2006)	2		
	17. The 'conventionalization' of safety crimes in the post-communist new member states of the European Union (2006)	1		
	18. Bridging the gap : A pragmatic Approach to Understanding critical criminologies and policy influence (2007)	1		
	19. Beyond anomie : alienation and crime (2008)	1		
	20. Hurricane Katrina victimization as a state crime of omission (2008)	3		
	21. Poverty and peacemaking criminology : beyond mainstream criminology (2008)	1		
	22. That was then, this is now, what about tomorrow ? Future directions in state crime studies (2009)	6		
	23. Lois presser : been a heavy life (2009)	2		
	24. <b>The roots of modern White-collar crime : Does the modern form of white-collar crime have foundation in the transition from society dominated by agriculture to on dominated by industry ?</b> (2009)	27		

Les périodes	Titres des articles en lien avec les études du WCC <sup>238</sup>	Nombre de fois l'expression 'WCC' est citée dans l'article <sup>239</sup>	Nombre d'articles WCC	Nombre total d'articles <sup>240</sup>
	25. 'It's a horrible coincidence' : Corporate responsibility and the 2007 pet food recall (2009)	4		
	26. The value of quantitative analysis for a critical understanding of crime and society (2009)	1		
2010-2018	1. Injustice of all : A state crime of omission beneath the steps of the United States capitol (2010)	3	29	327
	2. Scientific method and the crimes of the powerful (2010)	1		
	3. <b>Green criminology and dirty collar crime</b> (2010)	3		
	4. Critical criminology and crimes against the environment (2010)	1		
	5. <b>White-collar crime and police crime : rotten apples or rotten barrels</b> (2011)	31		
	6. Across crimes, criminals, and contexts : traps along the troubled path towards a general theory of crime (2012)	3		
	7. Teaching criminological theory : the power of film and music (2013)	3		
	8. Peacemaking criminology (2013)	2		
	9. Green criminology and crimes of the economy : theory, research and praxis (2013)	1		
	10. Deconstructing crime and nature or, what does post humanism have to do with criminology (2013)	1		
	11. A lust for treasure and a live gold... or desperation ? Global facilitation of piracy, neoliberal policies and the control of the Somali Pirate (2014)	1		
	12. Reverberate, resonate, reproduce : A reconsideration of ideological influence in crime news production (2015)	4		
	13. Asbestos : not just an exhibit at the Smithsonian (2015)	2		
	14. <b>Violent street crime versus harmful white-collar crime : A comparison of perceived seriousness and punitiveness</b> (2016)	96		
	15. Secrets exposed ? : selective state concern and the prosecution of notorious arms trafficker Viktor Bout (2016)	1		
	16. What is crime ? (2016)	6		
	17. Stat-organized crime, international law and structural contradictions (2016)	3		
	18. State crime, the prophetic voice and public criminology activism (2016)	2		
	19. <b>Edwin H. Sutherland</b> : an improbable criminological key thinker – for critical criminologists and for mainstream criminologists (2017)	22		
	20. Green criminology before 'Green criminology' : Amnesia and absences (2017)	6		
	21. The neglect of quantitative research in green criminology consequences (2017)	3		
	22. Food fraud and the partnership for a 'healthier' America : A case study in state-corporate crime (2017)	3		

Les périodes	Titres des articles en lien avec les études du WCC <sup>238</sup>	Nombre de fois l'expression 'WCC' est citée dans l'article <sup>239</sup>	Nombre d'articles WCC	Nombre total d'articles <sup>240</sup>
	23. State aid and taxation of transnational companies : a study of state-corporate crime (2017)	3		
	24. Cognitive Dissonance resolution strategies after exposure to corporate violence scenarios (2017)	26		
	25. A Gramscian approach to studying the judicial decision-making process (2018)	2		
	26. Socioeconomic status and racism as fundamental causes of street criminality (2018)	2		
	27. Entitled ease : social milieu of corporate criminals (2018)	3		
	28. The research challenges of exposing physicians' sexual misconduct in Canada (2018)	5		
	29. State Mass spying as illegalism (2018)	1		
<b>Les totaux et les informations pertinentes :</b> Le nombre d'articles total : 617 Le nombre d'articles abordant la thématique de l'étude des crimes en col blanc : 68 Le nombre d'articles ayant l'expression 'White-collar crime' en titre : 7 Le pourcentage de représentativité du thème : <b>11,02 %</b>			68	617

## Annexe II

Le tableau résumé des personnages politiques listés dans les ‘Panama Papers’

Les personnages politiques listés	Le ou les titres politiques	Le pays représenté	Comportements financiers reprochés <sup>241</sup>	Réponses publiques à chaud (les premiers jours suivants le scandale)
<b>Personnage politique de l’Amérique du Sud</b>				
<b>Mauricio Macri</b>	Président actuel (de 2015 à aujourd’hui)  Maire de Buenos Aires (2007-2015)	Argentine	Le président, son père et son frère auraient été les directeurs de la compagnie offshore <i>Fleg Trading Ltd</i> , localisée aux Bahamas entre 1998 et 2009.  Dans ses déclarations de patrimoine, il aurait omis de mentionner ses liens avec <i>Fleg Trading Ltd</i> . Il aurait déclaré des avoirs étrangers, mais sans préciser les sources et la localisation.	(8 avril 2016) « Le président de l’Argentine ne cesse de nier sa participation dans les entreprises offshore. Jeudi, il a de nouveau clamé son innocence et s’est engagé, au cours d’une allocution télévisée, à la transparence ». ‘Je n’ai rien à cacher’ <sup>242</sup> - Mauricio Macri.  « C’était une société offshore pour investir au Brésil, un investissement qui n’a pas été mené à son terme, et dont j’étais directeur », a-t-il dit. « Il n’y a rien d’étrange là-dedans » <sup>243</sup> .
<b>Personnage politique de l’Océanie</b>				
<b>Malcolm Turnbull</b>	Premier ministre actuel (de 2015 à 2018)	Australie	Le premier ministre serait l’un des directeurs de la compagnie <i>Star Technology Systems Ltd</i> , immatriculé aux Îles Vierges britanniques. La compagnie aurait notamment des intérêts économiques dans le domaine minier en Russie.	(8 avril 2016) « ‘There is nothing new there’, Mr Turnbull told media at a campaign to stop this morning » <sup>244</sup> .  ‘Had it made any profits, which it did not, regrettably, it certainly would have paid tax in Australia. Obviously, you haven’t studied the accounts of the company concerned’ <sup>245</sup> – Malcolm Turnbull.

<sup>241</sup> Selon les informations recueillies dans les bases de données de Mossack Fonseca (la firme ayant subi une fuite d’information massive).

<sup>242</sup> [http://www.lemonde.fr/panama-papers/article/2016/04/08/panama-papers-le-president-de-l-argentine-affirme-avoir-respecte-la-loi\\_4898375\\_4890278.html](http://www.lemonde.fr/panama-papers/article/2016/04/08/panama-papers-le-president-de-l-argentine-affirme-avoir-respecte-la-loi_4898375_4890278.html). (parag. 2).

<sup>243</sup> [http://www.lemonde.fr/panama-papers/article/2016/04/08/panama-papers-le-president-de-l-argentine-affirme-avoir-respecte-la-loi\\_4898375\\_4890278.html](http://www.lemonde.fr/panama-papers/article/2016/04/08/panama-papers-le-president-de-l-argentine-affirme-avoir-respecte-la-loi_4898375_4890278.html) (parag. 4).

<sup>244</sup> <https://www.theaustralian.com.au/nation/politics/malcolm-turnbull-named-in-panama-papers/news-story/225aabfacdbaf5eef52c6c824645c743>. (parag. 4).

<sup>245</sup> <https://www.telegraph.co.uk/news/2016/05/12/australian-prime-minister-malcolm-turnbull-named-in-panama-paper/>. (parag. 6).

Les personnages politiques listés	Le ou les titres politiques	Le pays représenté	Comportements financiers reprochés <sup>241</sup>	Réponses publiques à chaud (les premiers jours suivants le scandale)
<b>Personnage politique de l'Asie</b>				
<b>Sûkhbaataryn Batbold</b>	Ancien premier ministre (de 2009 à 2012)	Mongolie	En novembre 2003, M. Batbold serait devenu un actionnaire de la société <i>Batu Mining Ltd</i> , une compagnie à écran immatriculée dans les Îles Vierges britanniques. Celle-ci étant à son tour propriétaire de <i>Batu Mining Mongolia LLC</i> , qui regroupe notamment des investisseurs internationaux.	<p>(3 avril 2016) « His shareholding in the Company was always transparent »<sup>246</sup> - Official spokesman.</p> <p>(6 avril 2016) « ‘This was not, and is not, a breach of any Mongolian law. It was legal then, as it is now for public officials to invest and own shares, with no restrictions’ » – Mr. Batbold.</p> <p>« Mr. Batbold business created in the early 1900’s many years before entering any public office. The project in question, as with all other Government registered and permitted offshore-headed projects, brought capital into Mongolia to create jobs and revenue »<sup>247</sup> – Official spokesman.</p>
<b>Personnages politiques d'Europe et l'Europe de l'Est</b>				
<b>Bidzina Ivanishvili</b>	Ancien premier ministre (de 2012 à 2013)	Géorgie	<p>L’ancien premier ministre aurait été propriétaire de <i>Lynden Management Ltd</i>, celle-ci étant immatriculée dans les Îles Vierges britanniques.</p> <p>Il aurait bénéficié d’un trust monté par le Crédit Suisse, en 2013, la firme Mossack Fonseca classe M. Ivanishvili dans la catégorie ‘personnalité politiquement exposée’.</p>	<p>(3 avril 2016) « Ivanishvili said that he is willing to be transparent about his use of offshore companies and that banks like Credit Suisse systematically propose offshore companies to their clients »<sup>248</sup> – Official spokesman.</p> <p>« Ivanishvili never publicly denied his involvement with Lynden Management during his time as prime minister, going so far as to issue a statement through his spokesmen in which he claimed to have had no interest in the company in 2011-2013 and was therefore not obligated by law to report or declare any activities with the company »<sup>249</sup>.</p>

<sup>246</sup> <https://www.icij.org/blog/2017/04/two-world-leaders-added-panama-papers-power-players/>. (parag. 4).

<sup>247</sup> <https://www.icij.org/investigations/panama-papers/the-power-players/>

<sup>248</sup> <http://georgiatoday.ge/news/3464/Ivanishvili's-Vast-Offshore-Holdings-Exposed-in-Panama-Papers-Leak>. (parag. 8).

<sup>249</sup> <https://www.icij.org/investigations/panama-papers/the-power-players/>

Les personnages politiques listés	Le ou les titres politiques	Le pays représenté	Comportements financiers reprochés <sup>241</sup>	Réponses publiques à chaud (les premiers jours suivants le scandale)
<b>David Cameron</b>	Ancien premier ministre britannique (de 2010 à 2016)	Royaume-Uni	Il aurait détenu jusqu'en 2010 des parts dans le fonds fiduciaire de son père, la compagnie étant immatriculée aux Bahamas.  De 1997 à 2000, son épouse et lui auraient détenu des parts de <i>Blairmore Holding Inc.</i> Avant de devenir premier ministre en 2010, il aurait vendu ses parts pour la somme de 23 500 euros.	(7 avril 2016) « Les allégations faites à propos des montages financiers de son père étaient ‘très blessantes et totalement fausses’. Il [Cameron] a affirmé aux parlementaires que son père avait monté une compagnie offshore pour investir, et pas pour fuir l’impôt » <sup>250</sup> .  (9 avril 2016) ‘Ça n’a pas été une grande semaine. Je sais que j’aurais dû mieux gérer cette affaire, ne blâmez pas mes conseillers, la faute me revient, j’ai appris ma leçon’ <sup>251</sup> - David Cameron.
<b>Pavlo Lazarenko</b>	Ancien premier ministre (de 1996 à 1996)  Ministre de l’Énergie (de 1995 à 1996)	Ukraine	L’ancien premier ministre figure sur la liste des dix hommes politiques les plus corrompus du monde, selon Transparency International, pour blanchiment d’argent et association de malfaiteurs. Il a été reconnu coupable de blanchiment d’argent en 2000 en Suisse et en 2004 aux États-Unis.  Les sociétés offshore dont il serait propriétaire ont fait l’objet de plusieurs enquêtes pour corruption. <i>Metalrussia Corp Ltd</i> , <i>Southeast Asia Metal</i> , <i>Bainfield</i> et <i>Bassington Ltd</i> sont toutes immatriculées dans les Îles vierges britanniques.	(7 avril 2016) « In response to questions, Mr. Lazarenko’s attorney, Daniel Horowitz, declined to comment or make Mr. Lazarenko available » <sup>252</sup> .  « Contacté à plusieurs reprises, l’avocat pénal de M. Lazarenko n’a pas souhaité s’exprimer » <sup>253</sup> .
<b>Petro Porochenko</b>	Président actuel (de 2014 à aujourd’hui)  Economic Development and	Ukraine	Le président serait devenu en août 2014 l’unique actionnaire de la compagnie offshore <i>Prime Asset Partners Ltd</i> , situé dans les Îles Vierges britanniques. Lors de la campagne présidentielle de 2015, M. Poroshenko s’était engagé à vendre la majorité de ses avoirs. En réalité, les avoirs auraient été transférés vers la société à écran.	(4 avril 2016) ‘Toute allégation d’évasion fiscale est sans fondement’ <sup>255</sup> - Petro Porochenko.  (7 avril 2016) « Le président d’Ukraine, Petro Porochenko, a déclaré mercredi que son cas est

<sup>250</sup> [http://www.lemonde.fr/europe/article/2016/04/11/panama-papers-apres-feron-le-ministre-des-finances-britannique-publie-sa-declaration-de-revenus\\_4900181\\_3214.html](http://www.lemonde.fr/europe/article/2016/04/11/panama-papers-apres-feron-le-ministre-des-finances-britannique-publie-sa-declaration-de-revenus_4900181_3214.html). (parag. 4).

<sup>251</sup> <http://www.leparisien.fr/international/panama-papers-feron-avoue-qu-il-aurait-du-mieux-gerer-cette-affaire-09-04-2016-5700593.php>. (parag. 1).

<sup>252</sup> <https://www.nytimes.com/2016/07/07/business/international/a-ukrainian-kleptocrat-wants-his-money-and-us-asylum.html>. (parag. 8).

<sup>253</sup> <https://www.icij.org/investigations/panama-papers/the-power-players/>

<sup>255</sup> <http://www.lefigaro.fr/flash-actu/2016/04/04/97001-20160404FILWWW00205-panama-papers-enquete-parlementaire-sur-le-president-porochenko.php> (parag. 1).



Les personnages politiques listés	Le ou les titres politiques	Le pays représenté	Comportements financiers reprochés <sup>241</sup>	Réponses publiques à chaud (les premiers jours suivants le scandale)
	Trade Minister (de 2012 à aujourd'hui)		L'ukrainien milliardaire possède « des usines automobiles, un chantier naval, une chaîne de télévision, il est également le plus gros producteur de confiseries du pays ». <sup>254</sup>	très différent de celui des autres dirigeants éclaboussés par les Panama Papers » <sup>256</sup> .
<b>Sigmundur David Gunnlaugsson</b>	Ancien premier ministre (de 2013 à 2016)  Ancien président du <i>Progressive Party</i> (de 2009 à 2016)  Député (de 2009 à aujourd'hui)	Islande	L'ancien chef du gouvernement aurait été copropriétaire avec sa femme de la société <i>Wintris Inc.</i> , basée aux îles Vierges britanniques.  En 2009, alors que Gunnlaugsson entre au parlement, il aurait omis de déclarer les avoirs de la compagnie <i>Wintris Inc.</i> De cette même année, il aurait vendu 50 % de sa participation à sa conjointe pour la somme d'un dollar.	(6 avril 2016) « Après avoir longtemps assuré que sa société aux îles Vierges britanniques était parfaitement légale, le chef du gouvernement avait accepté mardi avec grande difficulté d'être écarté de son poste. Fuyant les médias, il n'a, depuis, pas exprimé de remords ni donné d'explications ». <sup>257</sup>  « Sigmundur Gunnlaugsson, dont l'entourage a été mis en cause par les 'Panama papers', a démissionné de ses fonctions mardi 5 avril » <sup>258</sup> .
<b>Personnages politiques du Moyen-Orient</b>				
<b>Ayad Allawi</b>	Ancien vice-président (de 2014 à 2015)  Ancien premier ministre par intérim (de 2004 à 2015)	Irak	M. Allawi serait propriétaire à 100 % de sociétés offshores immatriculées au Panama, mais possédant une demeure à Londres. La valeur des biens immobiliers serait estimée à 1,5 M\$. La firme Mossack Fonseca aurait fourni des administrateurs prête-noms à la compagnie de M. Allawi, dont l'intitulé <i>I.M.F. Holdings Inc.</i>	(3 avril 2016) « Selon l'attaché de presse de M. Allawi, tous les revenus générés au Royaume-Uni par les propriétés ont été dûment pris en compte et que les impôts ont été payés en temps et en heure » <sup>259</sup> .
<b>Ahmad Ali al-Mirghani</b>	Ancien président (de 1986 à 1989)	Soudan	L'ancien président serait propriétaire de la société <i>Orange Star Corporation</i> , celle-ci étant immatriculée aux Îles Vierges britanniques en 1995. Par le biais de la société, M. Al-Mirghani posséderait un appartement luxueux à Londres, les actifs détenus via la société s'élèveraient à 2,72 M\$.	(4 avril 2016) « Al-Mirghani's estate did not respond to repeated requests for comment » <sup>260</sup> .  « The family did not respond to repeated requests for comment, ICIJ added » <sup>261</sup> .

<sup>254</sup> <https://www.icij.org/investigations/panama-papers/the-power-players/>

<sup>256</sup> <http://www.ledevoir.com/international/actualites-internationales/467510/le-president-ukrainien-se-defend> (parag. 2).

<sup>257</sup> [http://www.liberation.fr/planete/2016/04/05/panama-papers-le-premier-ministre-islandais-capitule\\_1444263](http://www.liberation.fr/planete/2016/04/05/panama-papers-le-premier-ministre-islandais-capitule_1444263) (parag. 1).

<sup>258</sup> [http://www.liberation.fr/planete/2016/04/05/panama-papers-le-premier-ministre-islandais-capitule\\_1444263](http://www.liberation.fr/planete/2016/04/05/panama-papers-le-premier-ministre-islandais-capitule_1444263) (parag. 3).

<sup>259</sup> <https://www.icij.org/investigations/panama-papers/the-power-players/>

<sup>260</sup> <https://www.forbes.com/sites/dominicdudley/2016/04/04/panama-papers-the-middle-east-players/#6a1ed84b18c8> (parag. 20).

<sup>261</sup> <http://www.sudantribune.com/spip.php?article58520> (parag. 8).

Les personnages politiques listés	Le ou les titres politiques	Le pays représenté	Comportements financiers reprochés <sup>241</sup>	Réponses publiques à chaud (les premiers jours suivants le scandale)
<b>Ali Abu al-Ragheb</b>	Ancien premier ministre (de 2000 à 2003)  Ministre de la Défense (de 2000 à 2003)  Sénateur (de 2003 à 2010)	Jordanie	M. Abu al Ragheb serait administrateur de plusieurs sociétés-écrans aux Îles Vierges britanniques ainsi que propriétaire d'entreprises aux Seychelles. Quelques mois avant sa démission à titre de premier ministre, son épouse et lui seraient devenus administrateurs de <i>Jaar Investment Ltd</i> , une société détenant un compte de banque en Suisse. En 2008, la société a été dissoute et les deux individus seraient devenus administrateurs de <i>Jay Investment Holdings Ltd</i> . Les activités financières des deux sociétés n'auraient jamais été identifiées.	(4 avril 2016) « Al Ragheb did not respond to repeated requests for comment » <sup>262</sup> .
<b>Hamad bin Jassim bin Jaber Al Thani</b>	Ancien premier ministre (de 2007 à 2013)  Ministre des Affaires étrangères (de 1992 à 2013)	Qatar	En 2002, l'ancien premier ministre aurait acheté une société dans les Îles Vierges britanniques et trois dans les Bahamas. Par l'intermédiaire de celles-ci, il aurait acquis un yacht d'une valeur de 300 M\$ et des postes d'amarrage dans le port espagnol de Palma de Majorque. Il serait devenu l'administrateur de ces sociétés en 2004, celles-ci ont ensuite été dissoutes quelques années plus tard. En 2011, M. Al Thani aurait également acquis quatre sociétés panaméennes.	(4 avril 2016) « A lawyer for Al Thani reportedly told the International Consortium of Investigative Journalists, which coordinated the year-long Panama Papers investigation, that he could not comment because he 'doesn't 'have the right' to answer questions posed because he is 'bound by professional secrecy' » <sup>263</sup> .
<b>Sheikh Hamad bin Khalifa Al Thani</b>	Ancien Émir (de 1995 à 2013)	Qatar	M. Sheikh serait propriétaire d'une société offshore via laquelle il détiendrait un compte au Luxembourg et des participations au capital d'entreprises sud-africaines. Il s'agirait de la compagnie <i>Afrodille</i> . Depuis 2013, il serait également actionnaire majoritaire de <i>Rienne S.A.</i> et <i>Yalis S.A.</i> De plus, dans chacune de ces sociétés, une participation de 25 % était détenue par un membre de sa famille.	(4 avril 2016) « The former emir did not respond to a request for comment via his offshore companies administrator » <sup>264</sup> .
<b>Khalifa bin Zayed bin Sultan Al Nahyan</b>	Président des Émirats arabes (de 2000 à aujourd'hui)	Émirats arabes unis	M. Al Nahyan serait l'un des hommes les plus riches au monde. Il aurait utilisé des sociétés-écrans immatriculées	(5 avril 2016) « A UK law firm representing Al Nahyan, contacted by phone, said it was 'unable to help' with comments » <sup>265</sup> .

<sup>262</sup> <https://www.forbes.com/sites/dominicdudley/2016/04/04/panama-papers-the-middle-east-players/#6a1ed84b18c8> (parag. 11).

<sup>263</sup> <https://www.forbes.com/sites/chloesorvino/2016/04/13/panama-papers-leak-helps-show-that-qatars-former-prime-minister-is-a-billionaire/#5aae75851815> (parag. 9).

<sup>264</sup> <https://www.forbes.com/sites/dominicdudley/2016/04/04/panama-papers-the-middle-east-players/#6a1ed84b18c8> (parag. 7).

<sup>265</sup> <https://www.independent.co.uk/news/world/politics/panama-papers-assad-putin-poroshenko-mubarak-al-saud-pm-iceland-sigmundur-davio-gunnlaugsson-a6967411.html> (parag. 15).

Les personnages politiques listés	Le ou les titres politiques	Le pays représenté	Comportements financiers reprochés <sup>241</sup>	Réponses publiques à chaud (les premiers jours suivants le scandale)
	Émir d'Abou Dabi (de 2000 à aujourd'hui)		<p>dans les Îles Vierges britanniques pour acquérir des biens immobiliers de luxe et des propriétés.</p> <p>Il aurait été bénéficiaire économique d'environ trente sociétés offshore par l'intermédiaire de la firme Mossack Fonseca. Celle-ci a fourni des administrateurs et des actionnaires prête-noms aux compagnies du président. La valeur de ses propriétés est évaluée à 1,7Md\$.</p>	
<b>King Salman bin Abdulaziz bin Abdurahman Al Saud</b>	<p>Roi (de 2015 à aujourd'hui)</p> <p>Prince héritier (de 2012 à 2015)</p>	Arabie Saoudite	<p>La société offshore immatriculée aux Îles Vierges britanniques aurait servi afin d'acquérir des prêts immobiliers pour l'achat de résidences luxueuses à Londres et à l'achat d'un yacht pour le roi.</p> <p>Le roi aurait joué un rôle flou dans les compagnies <i>Safason Corporation SPF S.A.</i> et <i>Ineow Corporation</i>. Les sociétés auraient contracté des prêts d'environ 34 M\$.</p>	(3 avril 2016) « Contacté à plusieurs reprises par l'intermédiaire de l'ambassade saoudienne aux États-Unis, le roi Salmane n'a pas souhaité s'exprimer » <sup>266</sup> .

<sup>266</sup> <https://www.icij.org/investigations/panama-papers/the-power-players/>

## Annexe III

### Le tableau synthèse des cycles de l'attention politique envers les places offshore (havres fiscaux)

Périodisation de la qualification des 'paradis fiscaux' et places sous-régulées de Godefroy et Lascoumes (2010)

Périodes	1920-1945	1960-1990	1995-2004	2008-2010
<b>Qualification de l'enjeu</b>	Havres fiscaux	Croissance des échanges Crise fiscale	Concurrence fiscale déloyale Stabilité financière internationale	Rôle des places sous-régulées dans la crise bancaire Crise fiscale
<b>Catégorisations secondaires</b>	Double imposition Évasion et fraude fiscale	Standardisation des conventions bilatérales Coopération internationale	Normalisation des places financières sous-régulées Lutte contre le blanchiment	Lutte nationale contre la fraude fiscale Échange d'informations fiscales
<b>Contexte économique</b>	Défense des souverainetés nationale	Internationalisation des échanges Fin du Fordisme	Mondialisation financière	Crises de paiement des États et des banques
<b>Acteurs clés</b>	Société des Nations	OCDE	G7, OCDE, FSF, GAFI	G8, G20, OCDE

## Annexe IV

### Le corpus provisoire (recherche exploratoire 2)

La liste des journaux utilisés	La provenance de journaux (pays/région)	Informations sur les journaux (couverture géographique, domaine, langue)	Périodicité du journal
<b>Provenance des journaux en référence aux acteurs sociaux cités dans les ‘Panama papers’<sup>267</sup></b>			
1. The Australian	Australie (Sydney)	Nationale, généraliste, anglais	Quotidien
2. Herald Sun	Australie (Melbourne)	Locale, généraliste, anglais	Irrégulier
3. The messenger	Georgie (Tbilissi)	Nationale, généraliste, anglais	En continu
4. BBC News	Royaume-Uni (Londres)	Internationale, généraliste, anglais	Quotidien
5. Daily Mail	Royaume-Uni (Londres)	Nationale, généraliste, anglais	Irrégulier
6. Financial Times	Royaume-Uni (Londres)	Internationale, Finance, gestion assurance, anglais	Quotidien
7. The Daily Telegraph	Royaume-Uni (Londres)	Nationale, généraliste, anglais	Quotidien
8. The Economist	Royaume-Uni (Londres)	International, économie, anglais	Hebdomadaire
9. The Guardian	Royaume-Uni (Londres)	Nationale, généraliste, anglais	Irrégulier
10. The Observer	Royaume-Uni (Londres)	Nationale, généraliste, anglais	Quotidien
11. The Independent	Royaume-Uni (Londres)	Nationale, généraliste, anglais	Quotidien
12. Ukrainian News Agency	Ukraine (Kiev)	Nationale, généraliste, anglais	Irrégulier
13. The Jordan Times	Jordanie (Amman)	Nationale, généraliste, anglais	Irrégulier
14. The Star	Jordanie (Amman)	Nationale, généraliste, anglais	Hebdomadaire
15. Gulf Times	Qatar (Doha)	Nationale, généraliste, anglais	Irrégulier
16. Qatar Today	Qatar (Doha)	Nationale, Finance, gestion, assurance, anglais	Bimensuel
17. Qatar Tribune	Qatar (Doha)	Nationale, généraliste, anglais	Irrégulier
18. Khaleej Times	Émirats arabes (Dubai)	Nationale, généraliste, anglais	Irrégulier
19. Gulf News	Émirats arabes (Dubai)	Nationale, généraliste, anglais	Irrégulier
20. The National	Émirats arabes (Abou Dabi)	Nationale, généraliste, anglais	Quotidien
21. Arab Times	Koweït (Koweït)	Nationale, généraliste, anglais	Irrégulier
22. Mubasher	Arabie Saoudite (Riyad)	Nationale, Finance, gestion, assurance, anglais	Irrégulier
23. The Moscow Times	Russie (Moscou)	Internationale, généraliste, anglais	Irrégulier

<sup>267</sup> Il n’a pas été possible d’intégrer des références journalistiques en anglais ou en français de certains pays dans le corpus. Ces sources sont soit inexistantes ou non disponibles dans la base de données Eureka.cc. (Argentine, Mongolie, Islande et Soudan).

La liste des journaux utilisés	La provenance de journaux (pays/région)	Informations sur les journaux (couverture géographique, domaine, langue)	Périodicité du journal
24. Pravda	Russie (Moscou)	Nationale, généraliste, anglais	Quotidien
25. China Daily	Chine (Beijing)	Nationale, généraliste, anglais	Irrégulier
26. Global Times	Chine (Beijing)	Internationale, généraliste, anglais	Irrégulier
27. 20 minutes	France	Nationale, généraliste, français	Quotidien
28. Le Figaro	France	Nationale, généraliste, français	Quotidien
29. Le Monde	France	Internationale, généraliste, français	Quotidien
30. Le parisien	France	Régionale, généraliste, français	Quotidien
31. Libération	France	Nationale, généraliste, français	Quotidien
32. Mediapart	France	Nationale, généraliste, français	Quotidien
33. L'Express	France	Nationale, généraliste, français	Hebdomadaire
34. AGEFI	Suisse	Nationale, économie, français	Quotidien
35. Le Temps	Suisse (Genève)	Nationale, généraliste, français	Quotidien
36. Le Soir	Belgique (Bruxelles)	Nationale, généraliste, français	Quotidien
<b>Journaux possédant une notoriété pertinente à l'inclusion</b>			
37. Le Devoir	Canada (Québec)	Provinciale, généraliste, français	Quotidien
38. La Presse	Canada (Québec)	Provinciale, généraliste, français	Quotidien
39. The Globe and Mail	Canada (Toronto)	Nationale, généraliste, anglais	Quotidien
40. CBC Toronto	Canada (Toronto)	Régionale, généraliste, anglais	Quotidien
41. Radio-Canada	Canada (Québec)	Nationale, généraliste, français	Quotidien
42. ABC News	États-Unis (New York)	Nationale, généraliste, anglais	Quotidien
43. Chicago Tribune	États-Unis (Chicago)	Régionale, généraliste, anglais	Irrégulier
44. Daily News	États-Unis (Los Angeles)	Régionale, généraliste, anglais	Irrégulier
45. Los Angeles Times	États-Unis (Los Angeles)	Régionale, généraliste, anglais	Irrégulier
46. Newsday	États-Unis (New York)	Régionale, généraliste, anglais	Irrégulier
47. The New York Times	États-Unis (New York)	Internationale, généraliste, anglais	Quotidien
48. The Wall Street Journal	États-Unis (New York)	Internationale, économie, anglais	Quotidien
49. The Washington Post	États-Unis (Washington, DC)	Nationale, généraliste, anglais	Quotidien
50. USA Today	États-Unis (New York)	Nationale, généraliste, anglais	Bimensuel

## Annexe V

### Le tableau et les exercices de codage

Le présent tableau regroupe les divers éléments conceptuels ayant servi à la classification des articles du corpus sous des thèmes. Un code (identifié de 1 à 6) a été inscrit et associé à chaque texte en référence à une thématique. Le document contenant les listes des parutions a d'abord été produit à l'aide du tableur Excel, pour ensuite extraire des segments d'information recueillis dans le présent mémoire.

Dans le cas où un thème et plus peut être associé à un document écrit, la première numérotation renvoie à la thématique semblant avoir préséance et les suivantes soulèvent les pertinences à inclure l'article dans d'autres catégories, cela à des fins d'analyses. Un maximum de trois variables peut coder un document écrit. La technique de la double ou triple classification n'impacte pas le décompte des publications incluses dans le corpus, elle permet de faire des liens entre les variables énumérées (pays, institutions financières, la firme d'avocats, etc.).

Comme il est souligné dans le chapitre de la méthodologie, les articles de la presse écrite ont été codés à l'aide du logiciel en recherche qualitative *NVivo 7*. Il semble justifié et pertinent d'insérer quelques lignes subséquentes sur cet outil servant à l'analyse de données qualitatives. Diverses fonctionnalités du logiciel ont été mobilisées afin d'organiser et interpréter les données collectées, alors non structurées à ce moment. En référence aux catégories de codage préalablement attribuées, *NVivo 7* a permis d'établir des liens entre les articles qui composent le corpus et cibler le contenu pertinent à la conduite de cette recherche.

Au développement des catégories, une attention a été portée au cas de M. Sigmaundur David Gunnlaugsson, M. David Cameron et M. Malcolm Turnbull, cela par le rassemblement des textes dans les sous-catégories 6.1, 6.2 et 6.3. Afin d'exposer l'exercice du codage, des exemples sont illustrés suite au tableau ci-bas.

**Le tableau des définitions des thèmes/thématiques des catégories de codage/classification**

La numérotation de la catégorie	Les thèmes/thématiques	Les définitions des thèmes
1	Les articles écrits ' <u>généraux</u> '	<p>Les articles explicatifs des concepts tels que : l'évasion fiscale, les paradis fiscaux et les comptes offshores ont été regroupés sous une même catégorie. Le thème 'général' intègre également les articles faisant le bilan ou le point du déroulement des 'Panama papers'. Cette catégorie ne contient pas de document abordant spécifiquement un acteur (banque, individu ou pays) dans la couverture médiatique.</p> <p><b>Les mots-clés :</b> tax haven, offshore, offshore fund, tax evasion, tax secret, Panama papers leak, Panama papers scandal, Panama papers database, mass leak, explainer, key points, hidden wealth.</p>
2	Les articles écrits abordant la firme d'avocats <u>Mossack Fonseca</u>	<p>La thématique est réservée aux documents écrits impliquant la firme d'avocats d'où provient la fuite d'informations. Autant les points de vue offensifs (les accusations ou les reproches à la création de comptes offshore et l'aide apportée afin de dissimuler les sommes d'argent) que défensifs (comment la firme se défend, s'identifie comme une victime des fuites d'informations, elle appelle à une violation de la vie privée des clients, etc.).</p> <p><b>Les mots-clés :</b> Panamanian lawyers, Mossack Fonseca, Mossack Fonseca's universe, Mossack Fonseca &amp; Co, panama papers law firm.</p>
3	Les articles écrits abordant les <u>institutions financières/les banques</u>	<p>Sous ce thème, il est regroupé les textes révélant la participation d'institutions financières lors des montages à l'offshore. Également, le thème renvoie à l'annonce de mesures des banques afin de contrer l'évasion fiscale dans leur institution.</p> <p><b>Les mots-clés :</b> bank, law firm, global banks, HSBC, Credit Suisse, RBC.</p>
4	Les articles écrits abordant les <u>organisations internationales/nationales</u> et autres impliquées	<p>Ce thème inclut les textes ciblant l'implication d'organisations internationales ou nationales à la lumière des révélations des 'Panama papers'. Autrement dit, les actions menées par les organisations telles que : le GAFI, l'OCDE, le parlement européen, l'Union européenne, G20, également les commissions d'enquête (PANA, ATO, etc.). La catégorie inclut également les mesures d'intervention ou d'action à la lutte contre l'évasion fiscale ; la police, les perquisitions, l'application de lois en matière de taxation ou la collaboration des acteurs face à la transparence et le partage de renseignements financiers/fiscaux.</p> <p><b>Les mots-clés :</b> investigation, account probe, raids, blacklisting, foreign trust, global growth, tax deal, police, G20, ATO, AUSTRAC, EU, OECD, ICAC.</p>
5	Les articles écrits abordant les <u>pays/régions</u>	<p>La thématique regroupe les textes s'adressant davantage à des pays dans la généralité, par exemple le Panama, le Canada, le Royaume-Uni, etc. Cette catégorie ne contient pas de document abordant plus spécifiquement un individu listé dans les révélations.</p> <p><b>Les mots-clés :</b> government, country, Canada, France, Australie, Islande, Royaume-Uni, Panama.</p>
6	Les articles écrits abordant les <u>individus/compagnies/partis politiques</u>	<p>Ce thème renvoie aux articles ciblant plus spécifiquement des individus mis en cause dans les 'Panama papers' : les responsables politiques et économiques, les acteurs, les joueurs de soccer (FIFA), etc. Il s'agit de tout personnage 'individuel'. La catégorie inclut également les révélations touchant les gouvernements ou les compagnies.</p> <p><b>Les mots-clés :</b> leaders, FIFA, politicians, prime minister, prime ministerial, PM, PM statement, actress, celebs.</p>



La numérotation de la catégorie	Les thèmes/thématiques	Les définitions des thèmes
		<b>Les sous-catégories :</b> les points 6.1, 6.2 et 6.3 ciblent spécifiquement les personnages suivants : 6.1 : Sigmaundur David Gunnlaugsson* ; 6.2 : David Cameron*, Brexit ; 6.3 : Malcolm Turnbull* ;

### *Les exemples de l'activité du codage des articles*

**Exemple # 1 :** L'article « **Icelandic PM's** Connection to tax haven is World News » (Corpus de l'Islande ; *Iceland Review*, 4 avril 2016).

« The Panama leak and its revelations about PM Sigmundur **David Gunnlaugsson's** finances have been widely covered in the world press since last night, when the story was simultaneously covered worldwide. The story of the leak is the most read one on *BBC* today. '**The prime minister of Iceland** has been accused of hiding millions of dollars of investments in his country's banks behind a secretive offshore company', *BBC* states. *The Guardian* covers the scandal on its front page: '**Iceland's prime minister** is this week expected to face calls in parliament for a snap election after the Panama Papers revealed he is among several leading politicians around the world with links to secretive companies in offshore tax havens'. *Le Monde's* headline reads, 'Panama papers: In Iceland, the head of government and two ministers on the hot seat'. The story was covered on state-run media in Sweden and in Denmark, where revelations about **Sigmundur**. Moreover, the Iceland connection was covered on a special news analysis program of *Aftenposten* in Norway. *Süddeutsche Zeitung* has published extensive coverage of the Iceland connection under the headline 'A Storm is Coming' and a picture of **Sigmundur** and his cabinet. The interview by a Swedish journalist with **Sigmundur**, where his ownership of the company Wintris Inc. was originally revealed, has circulated worldwide.

Pour cet exemple, l'article a d'abord été identifié comme traitant d'individus politiques et économiques impliqués dans les révélations des 'Panama papers', des conceptualisations qui s'apparentent à l'unité d'analyse 6 (individus). Soulignant la récurrence des écrits en lien avec les conduites/révélation de l'ancien premier ministre de l'Islande, la sous-classification, autrement dit la variante 6.1 a été attribuée afin d'isoler les textes qui ciblent Sigmaundur David Gunnlaugsson.

**Exemple # 2 :** L'extrait du texte « France and Germany call for tax-haven blacklist » (Corpus du Royaume-Uni ; *Financial Times*, 11 avril 2016).

« Tough response to Panama papers leak aimed at territories **breaching transparency rules**. Paris and Berlin are pressing industrialized nations to pull together a common blacklist of

territories that **breach transparency standards**, in the toughest government responses yet to the Panama Papers. Wolfgang Schäuble, Germany's finance minister, and Michel Sapin, his French counterpart, also emphasized the need for sharing and publishing the names of the ultimate beneficiaries of all corporate structures, including shell companies, trusts and foundations that can offer anonymity to their users. [...] "**Naming and shaming is good but not enough**, as we can see," an adviser to **Mr Sapin** said. "**We need to move to the next level: the sanctions have to be effective and significant**" ».

À la suite d'une lecture primaire de l'article, les mots-clés tels que : la transparence, les listes noires, les territoires non coopératifs, 'naming and shaming', la coopération et le partage d'informations entre pays, la France et l'Allemagne sont ressortis. Sous une analyse détaillée, il semble que les mesures d'action à la lutte contre l'évasion fiscale et la collaboration entre acteurs correspondent à la thématique prédominante de l'article, soit la variable 4. Également, le texte souligne l'implication marquée de la France et l'Allemagne, ces notions correspondent à l'unité de codage 5 : les pays.

**Exemple # 3 :** L'extrait du texte « Panama seizes Mossack Fonseca files, make no arrest (Corpus du Royaume-Uni ; *The Daily Mail*, 14 avril 2016).

« Panamanian authorities seized scores of digital files after a 27-hour raid on the offices of **Mossack Fonseca**, the law firm at the center of the "Panama Papers" leaks scandal, but have made no arrests, officials said on Wednesday. **Mossack Fonseca**, which specializes in setting up offshore companies, has said the company broke no laws and all of its operations were legal. "As we've always done over nearly 40 years of doing business, we stand ready, willing and eager to cooperate with authorities again on their latest investigations to ensure this situation is brought to a just conclusion," the firm said in a statement after the raid ».

Dans cet exemple, il semble que l'acteur principal des écrits est le cabinet d'avocats Mossack Fonseca, celui-ci défend la nature légale et conforme de ses activités financières et fiscales. En vertu de la place occupée par la firme sous les révélations des 'Panama papers', une catégorie de codage a été réservée dans le but d'inclure toutes les publications qui entourent l'acteur (code 2). Dans l'extrait, il est également possible de cibler d'autres thèmes : les mesures d'intervention, la police ou les perquisitions (code 4), alors que l'article souligne l'implication du Panama (code 5).

**Exemple # 4 :** L'extrait du texte : What the Panama papers really reveal about David Cameron, (Corpus du Royaume-Uni ; *The Economist*, 10 avril 2016).

« The Panama papers leak revealed that the **prime minister's late father, Ian**, had something called a "unit trust" fund, whereby a group of people pool their money (by buying shares, or units, of the total kitty) and use it to invest in a variety of securities, spreading the risk [...]

Millions of Britons use similar arrangements, albeit indirectly, through pension funds which invest in hedge funds prone to such practices. Nothing that has emerged suggests that the prime minister's family broke any rules [...] But concerned for his family's privacy and anxious to keep his father from appearing in the Panama coverage alongside crooks and drug lords, **Mr Cameron let the story run away** from his control by insisting that it should be treated as a private matter [...]. In other words the Camerons responded normally to the signals sent by the tax system ».

À la lecture de l'extrait, il est possible d'identifier plusieurs passages qui soulignent la possession d'un compte offshore par M. Cameron ou alors comme le mentionnent les auteurs Amicelle et Bérard (2017), ce dernier se défend « n'[être] responsable de ce qu'on pourrait appeler un 'illégalisme hérité', lié à un placement opéré par son père » (p. 8). Sous le pluralisme d'opinions, les écrits de l'article oscillent d'un côté normalisant les comportements fiscaux, alors que la famille Cameron n'aurait que répondu aux incitations du système économique. À la considération de ces éléments, le code 6.2 a été associé à l'article.

**Exemple # 5 :** L'extrait du texte « Panama papers : ATO investigating more than 800 Australian clients of Mossack Fonseca » (Corpus de l'Australie, *The Age*, 4 avril 2016).

« The Australian Taxation Office is investigating more than 800 high net wealth Australian clients of the controversial Panama law firm Mossack Fonseca, which is the focus of an unprecedented leak of tax haven records released globally [...]"Currently we have identified over 800 individual [Australian] taxpayers and we have now linked over 120 of them to an associate offshore service provider located in Hong Kong," the ATO said ».

Pour ce cas, trois variables ont été attitrées aux écrits de l'article. Dans un premier, temps il semble qu'un rôle prédominant à l'investigation des conduites fiscales soit joué par le bureau de la taxation australien (ATO), ce point a été renvoyé à l'unité de codage 4. Dans un deuxième et troisième temps, il est possible d'identifier la nationalité des clients enquêtés : australien (code 6) et la source d'où provient la fuite des informations en matière de finance offshore : la firme Mossack Fonseca (code 2).

## Annexe VI

### La grille de lecture (exemples inclus)

Informations sur la publication (titre, date, auteur <sup>268</sup> , nom de la référence).	Le ‘moment’ de la parution dans la séquence étudiée des ‘Panama papers’. (Les premières semaines, mois suivants)  S’agit-il d’un texte plutôt argumentatif, descriptif, affirmatif, des prises de défense (le ton des écrits) ?  <b>Les accusations envers les élus</b>	Les principaux acteurs et actants impliqués/cités dans l’article.  En quoi les échanges entre les acteurs sont-ils marqués ? Qu’est-ce qui pourrait différer d’un discours à l’autre ?	Les thèmes ou sujets récurrents dans l’article et le <u>codage</u> rattaché (1 à 6).  Quels sont les <b>enjeux</b> rattachés ?	Notes ou citations pertinentes à inclure dans le mémoire.  Les liens possibles à faire entre les articles.
<b>Exemple 1</b> (presse islandaise)  <b>The prime minister of Iceland : to resign or not to resign</b> , 5 avril 2016, G. Hauksdottir, <i>IceNews</i>	Lors de la <u>première semaine</u> suite aux révélations (3 au 9 avril 2016).  Aborde les pressions de nature sociale (manifestations publiques dans la ville) et professionnelle (motion in no confidence) visant la résignation du premier ministre, à ce moment.  <b>Bris ou abus de confiance</b> de la part de M. Gunnlaugsson envers l’espace politique (entre les deux partis politiques) et le soutien partisan.  <b>Argumentatif</b> : retour sur les accusations.	Implique principalement : - M. Gunnlaugsson - The Progressive party - The Independent party (Bjarni Benidiktsoon) Il y a des interactions importantes entre les deux partis politiques.  En second lieu, l’article aborde les comportements fiscaux compromettants de : - Ministre des Finances	<b>La démission</b> de M. Gunnlaugsson.  Les pressions à la démission. Toutefois, à ce moment M. Gunnlaugsson maintient sa position : rester en poste à titre de premier ministre.  Il défend qu’il ait dû partager ses états financiers et ceux de sa femme avant.  <u>Codes : 6, 6.1</u>	Les événements de 2008 (crise politique), plusieurs parallèles peuvent être faits.  Les écrits de l’article laissent présager un récit plutôt mouvementé lors des jours à suivre concernant la situation/position de M. Gunnlaugsson.

<sup>268</sup> La considération de la variable ‘auteur’ a notamment permis d’observer la répétition d’un même auteur concernant les publications sous le thème des ‘Panama papers’. Autrement dit, souligner le pluralisme d’auteurs ayant publié des articles de la presse sur ce sujet.

<p><u>Informations</u> sur la publication (titre, date, auteur<sup>268</sup>, nom de la référence).</p>	<p>Le ‘<u>moment</u>’ de la parution dans la séquence étudiée des ‘Panama papers’. (Les premières semaines, mois suivants)</p> <p>S’agit-il d’un texte plutôt argumentatif, descriptif, affirmatif, des prises de défense (le ton des écrits) ?</p> <p><b>Les accusations envers les élus</b></p>	<p>Les <u>principaux acteurs</u> et <u>actants</u> impliqués/cités dans l’article.</p> <p>En quoi les échanges entre les acteurs sont-ils marqués ? Qu’est-ce qui pourrait différer d’un discours à l’autre ?</p>	<p>Les <u>thèmes ou sujets</u> récurrents dans l’article et le <u>codage</u> rattaché (1 à 6).</p> <p>Quels sont <b>les enjeux</b> rattachés ?</p>	<p><u>Notes ou citations</u> pertinentes à inclure dans le mémoire.</p> <p>Les liens possibles à faire entre les articles.</p>
<p><b>Exemple 2</b> (presse britannique)</p> <p><b>Jeremy Corbyn mocks David Cameron over tax revelations</b>, 13 avril 2016, N. Watt, <i>The Guardian</i></p>	<p>Lors de la <u>deuxième semaine</u> suite aux révélations (10 au 16 avril 2016).</p> <p>Cette publication fait partie d’un <b>échange (argumentaire) défensif et offensif</b> entre M. Cameron (PM) et Jeremy Corbyn. Dans un premier temps, M. Corbyn a attaqué M. Cameron sur les taxes payées, ou alors sur celles qui n’auraient pas été payées (offensif). Dans un deuxième temps, M. Cameron publie ses états financiers (défensif). Suite à quoi, il relance M. Corbyn à faire de même (offensif : l’article porte sur cette relance).</p> <p>M. Cameron se fait reprocher l’utilisation de stratégies de <b>contournement ou détournement</b> à l’imposition fiscale.</p>	<p>Implique principalement :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- David Cameron (premier ministre à ce moment)</li> <li>- Jeremy Corbyn</li> </ul> <p>*Interactions importantes entre les deux acteurs.</p> <p>Implication sous-jacente de HM Revenue and Customs (HMRC). À vrai dire, M. Corbyn critique les mesures non prises par l’agence de contrôle, alors que celle-ci a diminué ses effectifs de 20 %. « It estimates the UK suffers from a £34bn tax gap » (parag. 4).</p>	<p><b>Qualification et/ou requalification des conduites reprochées.</b></p> <p>Disqualification statutaire entre les acteurs, notamment suite aux relances. David Cameron cherche à discréditer le document publié par son adversaire (les états financiers publiés). Inversement, Jeremy Corbyn s’attaque aux défenses formulées par Cameron.</p> <p>David Cameron souligne (défense ?) par le fait même les actions qu’il a entreprises valorisant et favorisant la position de son électorat.</p> <p><u>Codes : 6, 6.2</u></p>	<p>Lien pertinent à faire avec le Brexit. L’efficacité des défenses de M. Cameron impactera la tenue de ce vote.</p> <p>« Cameron said: “I’m glad he wants to get onto our responsibilities to pay our taxes. That’s very important. His tax return was a metaphor for Labour policy: it was late, it was chaotic, it was inaccurate, and it was uncosted” » (parag. 10).</p> <p>Les écrits sont davantage marqués par des citations de ces acteurs. Il n’y a pas d’individus externes souhaitant participer à l’échange ou voulant défendre une position. L’article rapporte les faits.</p>

<p><u>Informations</u> sur la publication (titre, date, auteur<sup>268</sup>, nom de la référence).</p>	<p>Le ‘<u>moment</u>’ de la parution dans la séquence étudiée des ‘Panama papers’. (Les premières semaines, mois suivants)</p> <p>S’agit-il d’un texte plutôt argumentatif, descriptif, affirmatif, des prises de défense (le ton des écrits) ?</p> <p><b>Les accusations envers les élus</b></p>	<p>Les <u>principaux acteurs</u> et <u>actants</u> impliqués/cités dans l’article.</p> <p>En quoi les échanges entre les acteurs sont-ils marqués ? Qu’est-ce qui pourrait différer d’un discours à l’autre ?</p>	<p>Les <u>thèmes ou sujets</u> récurrents dans l’article et le <u>codage</u> rattaché (1 à 6).</p> <p>Quels sont <b>les enjeux</b> rattachés ?</p>	<p><u>Notes ou citations</u> pertinentes à inclure dans le mémoire.</p> <p>Les liens possibles à faire entre les articles.</p>
<p><b>Exemple 3</b> (presse australienne)</p> <p><b>Malcolm Turnbull may be named in the Panama papers, but is not a criminal</b>, N, Khadem, 13 mai 2016, <i>The Age</i></p>	<p>Au mois de <u>mai 2016</u>.</p> <p>Les écrits prennent <b>une position défensive</b> qualifiant les comportements financiers et fiscaux de M. Turnbull comme légaux.</p> <p>Il est reproché à M. Turnbull d’avoir <b>été impliquer dans l’administration de la compagnie offshore</b> Star Mining, dont la maison mère, Star Technologies, aurait fait des <b>donations à un parti politique de la Russie</b>.</p>	<p>Implique principalement :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- M. Turnbull</li> </ul> <p>Plusieurs citations de ce dernier sont présentes dans l’article en lien avec sa défense.</p> <p>Implication sous-jacente de la firme Mossack Fonseca. Les écrits de l’article défendent que l’utilisation de cet intermédiaire ne soit pas ‘automatiquement’ associée à un comportement fiscal illégal.</p>	<p>Visé davantage à limiter la portée des commentaires péjoratifs envers l’implication de M. Turnbull, par le fait même la valeur de son statut social/politique.</p> <p>L’article cherche à faire une distinction entre M. Turnbull et les ‘vrais’ criminels : « we need to distinguish the criminals from the rest » (parag. 4). Autrement dit, entre les stratégies légales et illégales liées à la finance offshore.</p> <p><u>Codes : 6, 6.3</u></p>	<p>L’article fait intervenir les notions :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <b>Banalisation</b> de l’utilisation des comptes offshore</li> <li>- <b>La temporalité</b> ; implication dans les années 1990</li> </ul> <p>(Citations parag. 4 et 7)</p>

## Annexe VII

### Les listes des articles constituant le corpus final<sup>269</sup>

#### 1. L'Islande

Date de parution	Nom de la référence	Titre de l'article	Lien Internet pour la référence	Codage
La couverture médiatique — Islande				
Du 3 au 9 avril 2016 — Total d'articles : 33				
1. 04/04/2016	Iceland Monitor	Panama papers : 'This will be quite something'	<a href="http://www.icelandmonitor.mbl.is/panama_papers_this_will_be_quite_something/">www.icelandmonitor.mbl.is/panama_papers_this_will_be_quite_something/</a>	1
2. 04/04/2016	IceNews – News for the Nordics	The Panama papers and <b>Iceland</b> – ISK 31.6 billion in the <u>Virgin Islands</u>	<a href="http://www.icenews.is/2016/04/04/the-panama-papers-and-iceland-isk-31-6-billion-in-the-virgin-islands/">www.icenews.is/2016/04/04/the-panama-papers-and-iceland-isk-31-6-billion-in-the-virgin-islands/</a>	5
3. 04/04/2016	Iceland Review	<b>Icelandic PM's</b> Connection to tax haven is World News	<a href="http://www.icelandreview.com/news/icelandic-pms-connection-to-tax-haven-is-world-news/">www.icelandreview.com/news/icelandic-pms-connection-to-tax-haven-is-world-news/</a>	6.1
4. 04/04/2016	Iceland Review	Confidence vote in <b>PM today</b> , President cuts trip short [Islande]	<a href="http://www.icelandreview.com/news/no-confidence-vote-in-pm-today-president-cuts-trip-short/">www.icelandreview.com/news/no-confidence-vote-in-pm-today-president-cuts-trip-short/</a>	6.1
5. 04/04/2016	Iceland Review	<b>PM</b> Will not resign [Islande]	<a href="http://www.icelandreview.com/news/pm-will-not-resign/">www.icelandreview.com/news/pm-will-not-resign/</a>	6.1
6. 04/04/2016	Iceland Monitor	<b>Iceland PM</b> : 'I will not resign'	<a href="http://www.icelandmonitor.mbl.is/iceland_pm_i_will_not_resign">www.icelandmonitor.mbl.is/iceland_pm_i_will_not_resign</a>	6.1
7. 04/04/2016	IceNews – News for the Nordics	'Elections Now' - <b>Icelanders</b> fired up and ready to protest	<a href="http://www.icenews.is/2016/04/04/elections-now-icelanders-fired-up-and-ready-to-protest/">www.icenews.is/2016/04/04/elections-now-icelanders-fired-up-and-ready-to-protest/</a>	6.1
8. 04/04/2016	Iceland Monitor	Police prepare for large protests at parliament square [Islandais]	<a href="http://www.icelandmonitor.mbl.is/police_prepare_for_large_protests_at">www.icelandmonitor.mbl.is/police_prepare_for_large_protests_at</a>	6.1
9. 04/04/2016	Iceland Monitor	<b>Iceland</b> anti-government protest	<a href="http://www.icelandmonitor.mbl.is/_watch_iceland_anti_governmentprotest/">www.icelandmonitor.mbl.is/_watch_iceland_anti_governmentprotest/</a>	6.1
10. 04/04/2016	Iceland Monitor	Panama papers protest : A <u>government</u> betraying its people [Islande]	<a href="http://www.icelandmonitor.mbl.is/panama_paper_s_protest_a_government_betraying_its_pe/">www.icelandmonitor.mbl.is/panama_paper_s_protest_a_government_betraying_its_pe/</a>	6.1
11. 04/04/2016	Iceland Monitor	Panama papers : <b>Wintris</b> ice cream for sale in Reykjavik [Islandais]	<a href="http://www.icelandmonitor.mbl.is_wintris_ice_cream_for_sale_in_reykjav/">www.icelandmonitor.mbl.is_wintris_ice_cream_for_sale_in_reykjav/</a>	6.1
12. 04/04/2016	Iceland Monitor	<b>Iceland parliament</b> pelted with skyr [Islandais]	<a href="http://www.icelandmonitor.mbl.isiceland_parliament_pelted_with_skyr/">www.icelandmonitor.mbl.isiceland_parliament_pelted_with_skyr/</a>	6.1
13. 04/04/2016	Iceland Monitor	Thousands demand <b>PM</b> resign over 'Panama paper'	<a href="http://www.icelandmonitor.mbl.is/thousands_demand_pm_resign_over_panama_papers/">www.icelandmonitor.mbl.is/thousands_demand_pm_resign_over_panama_papers/</a>	6.1
14. 04/04/2016	Iceland Monitor	Will <b>PM bring Iceland's</b> government crashing down ?	<a href="http://www.icelandmonitor.mbl.iswill_pm_bring_iceland_s_government_crashing_down">www.icelandmonitor.mbl.iswill_pm_bring_iceland_s_government_crashing_down</a>	6.1
15. 04/04/2016	Iceland Review	Tortola tremors continue [link to <b>Sigmaundur David Gunnlaugsson's</b> compagy]	<a href="http://www.icelandreview.com/news/tortola-tremors-continue/">www.icelandreview.com/news/tortola-tremors-continue/</a>	6.1
16. 05/04/2016	Iceland Monitor	More protest today : 'This government must go !'[Islande ; Progressive Party]	<a href="http://www.icelandmonitor.mbl.is/more_protests_today_this_government_must_go/">www.icelandmonitor.mbl.is/more_protests_today_this_government_must_go/</a>	6.1
17. 05/04/2016	Iceland Monitor	Protest escalate at Reykjavik parliament square	<a href="http://www.icelandmonitor.mbl.isprotests_escalate_at_reykjavik_parliament_square/">www.icelandmonitor.mbl.isprotests_escalate_at_reykjavik_parliament_square/</a>	6.1

<sup>269</sup> La version complète des listes contient quarante pages.

Date de parution	Nom de la référence	Titre de l'article	Lien Internet pour la référence	Codage
18. 05/04/2016	Iceland Monitor	President of Iceland concerned over 'grave situation'	<a href="http://www.icelandmonitor.mbl.is/president_of_iceland_concerned_over_grave_situation/">www.icelandmonitor.mbl.is/president_of_iceland_concerned_over_grave_situation/</a>	6
19. 05/04/2016	IceNews – News for the Nordics	<b><u>Iceland's prime minister</u></b> resigns over Panama papers	<a href="http://www.icenews.is/2016/04/05/icelands-prime-minster-resigns/">www.icenews.is/2016/04/05/icelands-prime-minster-resigns/</a>	6.1
20. 06/04/2016	Iceland Monitor	Review : 'So what's going on in <u>Iceland</u> '	<a href="http://www.icelandmonitor.mbl.is/news/politics_and_society/2016/04/06/review_so_what_s_going_on_in_iceland/">www.icelandmonitor.mbl.is/news/politics_and_society/2016/04/06/review_so_what_s_going_on_in_iceland/</a>	1 – 5 - 6
21. 06/04/2016	Iceland Monitor	<b><u>Iceland</u></b> stock exchange plunges amid Panama papers unrest	<a href="http://www.icelandmonitor.mbl.is/news/politics_and_society/2016/04/06/iceland_stock_exchange_plunges_amid_panaama_papers_u/">www.icelandmonitor.mbl.is/news/politics_and_society/2016/04/06/iceland_stock_exchange_plunges_amid_panaama_papers_u/</a>	3 – 4 - 5
22. 06/04/2016	Iceland Review	<b><u>PM's</u></b> statement seen as 'absurd'	<a href="http://www.icelandreview.com/news/pms-statement-seen-as-absurd/">www.icelandreview.com/news/pms-statement-seen-as-absurd/</a>	6.1
23. 06/04/2016	IceNews – News for the Nordics	The <b><u>prime minister of Iceland</u></b> – To resign or not to resign	<a href="http://www.icenews.is/2016/04/05/the-prime-minister-of-iceland-to-resign-or-not-to-resign/">www.icenews.is/2016/04/05/the-prime-minister-of-iceland-to-resign-or-not-to-resign/</a>	6.1
24. 06/04/2016	Iceland Review	Sigurour Ingi Johannsson <b><u>Iceland's new PM</u></b>	<a href="http://www.icelandreview.com/news/sigurdur-ingi-johannsson-icelands-new-pm/">www.icelandreview.com/news/sigurdur-ingi-johannsson-icelands-new-pm/</a>	6.1
25. 06/04/2016	Iceland Monitor	Almost <u>half</u> of <b><u>Icelandic</u></b> nation now want the Pirate	<a href="http://www.icelandmonitor.mbl.is/almost_half_of_icelandic_nation_now_want_the_pirate/">www.icelandmonitor.mbl.is/almost_half_of_icelandic_nation_now_want_the_pirate/</a>	6.1
26. 07/04/2016	Iceland Review	Elections planned <b><u>in Iceland</u></b>	<a href="http://www.icelandreview.com/news/elections-planned-in-iceland/">www.icelandreview.com/news/elections-planned-in-iceland/</a>	6.1 - 5
27. 07/04/2016	IceNews – News for the Nordics	Parliamentary <b><u>elections</u></b> in autumn [Islande]	<a href="http://www.icenews.is/2016/04/07/parliamentary-elections-in-autumn/">www.icenews.is/2016/04/07/parliamentary-elections-in-autumn/</a>	6.1
28. 07/04/2016	Iceland Review	<b><u>New government</u></b> confirmed [Islandais]	<a href="http://www.icelandreview.com/news/new-government-confirmed/">www.icelandreview.com/news/new-government-confirmed/</a>	6.1
29. 07/04/2016	Iceland Review	New vote of no confidence introduced [Islandais]	<a href="http://www.icelandreview.com/news/new-vote-of-no-confidence-introduced/">www.icelandreview.com/news/new-vote-of-no-confidence-introduced/</a>	6.1
30. 07/04/2016	Iceland Review	Confusing message from <b><u>new PM</u></b> on offshore money [Islandais]	<a href="http://www.icelandreview.com/news/confusing-message-from-new-pm-on-offshore-money/">www.icelandreview.com/news/confusing-message-from-new-pm-on-offshore-money/</a>	6.1
31. 08/04/2016	Iceland Review	<b><u>Iceland Political</u></b> crisis : the latest	<a href="http://www.icelandreview.com/news/iceland-political-crisis-the-latest/">www.icelandreview.com/news/iceland-political-crisis-the-latest/</a>	1 – 5 - 6
32. 08/04/2016	Iceland Review	Government survives no confidence vote [Islandais ; Progressive Party]	<a href="http://www.icelandreview.com/news/government-survives-no-confidence-vote/">www.icelandreview.com/news/government-survives-no-confidence-vote/</a>	6.1
33. 09/04/2016	Iceland Monitor	Who is <b><u>Iceland's new top diplomat</u></b> ?	<a href="http://www.icelandmonitor.mbl.is/news/politics_and_society/who_is_iceland_s_new_top_diplomat/">www.icelandmonitor.mbl.is/news/politics_and_society/who_is_iceland_s_new_top_diplomat/</a>	6
<b>Du 10 au 16 avril 2016 — Total d'articles : 5</b>				
34. 10/04/2016	Iceland Monitor	<b><u>Iceland's new PM</u></b> : wants to ban Icelanders from keeping money in tax havens	<a href="http://www.icelandmonitor.mbl.is/news/politics_and_society/iceland_s_new_pm_wants_to_ban_icelanders_from_keeping/">www.icelandmonitor.mbl.is/news/politics_and_society/iceland_s_new_pm_wants_to_ban_icelanders_from_keeping/</a>	6.1
35. 11/04/2016	Iceland Monitor	Panama papers : damage to <b><u>Icelandic</u></b> export tourism 'unlikely'	<a href="http://www.icelandmonitor.mbl.is/news/politics_and_society/panama_papers_damage_to_icelandic_export_and_tourism/">www.icelandmonitor.mbl.is/news/politics_and_society/panama_papers_damage_to_icelandic_export_and_tourism/</a>	6 - 5
36. 12/04/2016	Iceland Review	<b><u>Former PM</u></b> takes leave of absence [Islandais]	<a href="http://www.icelandreview.com/news/former-pm-takes-leave-of-absence/">www.icelandreview.com/news/former-pm-takes-leave-of-absence/</a>	6.1
37. 13/04/2016	Iceland Review	<b><u>Ministers</u></b> [Islandais] urged to reveal tax information	<a href="http://www.icelandreview.com/news/ministers-urged-to-reveal-tax-information/">www.icelandreview.com/news/ministers-urged-to-reveal-tax-information/</a>	6.1



Date de parution	Nom de la référence	Titre de l'article	Lien Internet pour la référence	Codage
38. 14/04/2016	Iceland Review	Poll suggest collapse in <b><u>progressive party</u></b> [Islandais] support	<a href="http://www.icelandreview.com/news/poll-suggests-collapse-in-progressive-party-support/">www.icelandreview.com/news/poll-suggests-collapse-in-progressive-party-support/</a>	<b>6.1</b>
<b>Du 17 au 23 avril 2016 — Total d'articles : 5</b>				
39. 18/04/2016	IceNews – News for the Nordics	Crowd funding for investigative journalism	<a href="http://www.icenews.is/2016/04/18/crowd-funding-for-investigative-journalism/">www.icenews.is/2016/04/18/crowd-funding-for-investigative-journalism/</a>	1
40. 18/04/2016	Iceland Monitor	Majority happy to wait for <b><u>elections</u></b> [Islandais]	<a href="http://www.icelandmonitor.mbl.is/news/politics_and_society/2016/04/18/majority_happy_to_wait_for_elections/">www.icelandmonitor.mbl.is/news/politics_and_society/2016/04/18/majority_happy_to_wait_for_elections/</a>	<b>6.1</b>
41. 21/04/2016	Iceland Monitor	Prominent <b><u>Icelandic</u></b> investor named in Panama papers	<a href="http://www.icelandmonitor.mbl.is/news/politics_and_society/2016/04/21/prominent_icelandic_investor_named_in_panaama_papers/">www.icelandmonitor.mbl.is/news/politics_and_society/2016/04/21/prominent_icelandic_investor_named_in_panaama_papers/</a>	6
42. 22/04/2016	Iceland Review	<b><u>Icelandic president</u></b> rejects CNN dictator comparison	<a href="http://www.icelandreview.com/news/icelandic-president-rejects-cnn-dictator-comparison/">www.icelandreview.com/news/icelandic-president-rejects-cnn-dictator-comparison/</a>	6 - 5
43. 22/04/2016	Iceland Monitor	<b><u>Iceland's President</u></b> states he has no offshore accounts	<a href="http://www.icelandmonitor.mbl.is/news/politics_and_society/2016/04/22/iceland_s_president_states_he_has_no_offshore_accou/">www.icelandmonitor.mbl.is/news/politics_and_society/2016/04/22/iceland_s_president_states_he_has_no_offshore_accou/</a>	6
<b>Du 24 au 30 avril 2016 — Total d'articles : 8</b>				
44. 25/04/2016	Iceland Monitor	Family of <b><u>Iceland's first lady</u></b> connected to offshore account	<a href="http://www.icelandmonitor.mbl.is/news/politics_and_society/2016/04/25/family_of_iceland_s_first_lady_connected_to_offshor/">www.icelandmonitor.mbl.is/news/politics_and_society/2016/04/25/family_of_iceland_s_first_lady_connected_to_offshor/</a>	6
45. 26/04/2016	IceNews – News for the Nordics	<b><u>Iceland president</u></b> connected to the Panama leak	<a href="http://www.icenews.is/2016/04/26/icelands-president-connected-to-the-panama-leak/">www.icenews.is/2016/04/26/icelands-president-connected-to-the-panama-leak/</a>	6
46. 26/04/2016	Iceland Monitor	<b><u>Iceland's President</u></b> 'yet to take a position' on election bid	<a href="http://www.icelandmonitor.mbl.is/news/politics_and_society/2016/04/26/iceland_s_president_yet_to_take_a_position_on_elect/">www.icelandmonitor.mbl.is/news/politics_and_society/2016/04/26/iceland_s_president_yet_to_take_a_position_on_elect/</a>	6
47. 27/04/2016	Iceland Review	Who is the fake man ? [Islandais]	<a href="http://www.icelandreview.com/news/who-is-the-fake-man/">www.icelandreview.com/news/who-is-the-fake-man/</a>	6
48. 27/04/2016	Iceland Monitor	Panama papers revelations to hit <b><u>Iceland fisheries</u></b>	<a href="http://www.icelandmonitor.mbl.is/news/politics_and_society/2016/04/27/panama_papers_revelations_to_hit_iceland_fisheries/">www.icelandmonitor.mbl.is/news/politics_and_society/2016/04/27/panama_papers_revelations_to_hit_iceland_fisheries/</a>	6
49. 28/04/2016	Iceland Review	77 Bills on <b><u>government</u></b> priorities list	<a href="http://www.icelandreview.com/news/77-bills-on-government-priorities-list/">www.icelandreview.com/news/77-bills-on-government-priorities-list/</a>	4 - 5
50. 29/04/2016	IceNews – News for the Nordics	<b><u>Six prominent Icelanders</u></b> have resigned because of the Panama papers	<a href="http://www.icenews.is/2016/04/29/six-prominent-icelanders-have-resigned-because-of-the-panama-papers/">www.icenews.is/2016/04/29/six-prominent-icelanders-have-resigned-because-of-the-panama-papers/</a>	6
51. 29/04/2016	Iceland Monitor	<b><u>Icelandic</u></b> parliament to discuss <b><u>tax havens</u></b>	<a href="http://www.icelandmonitor.mbl.is/news/politics_and_society/2016/04/29/icelandic_parliament_to_discuss_tax_havens/">www.icelandmonitor.mbl.is/news/politics_and_society/2016/04/29/icelandic_parliament_to_discuss_tax_havens/</a>	6 – 4 - 5
<b>Mois de mai 2016 — Total d'articles : 13</b>				
52. 02/05/2016	Iceland Review	<b><u>Iceland's first lady</u></b> linked to tax havens, documents reveal	<a href="http://www.icelandreview.com/news/icelands-first-lady-linked-to-tax-havens-documents-reveal/">www.icelandreview.com/news/icelands-first-lady-linked-to-tax-havens-documents-reveal/</a>	6
53. 03/05/2016	Iceland Monitor	<b><u>Iceland's first Lady</u></b> linked to offshore	<a href="http://www.icelandmonitor.mbl.is/news/politics_and_society/2016/05/03/iceland_s_first_lady_linked_to_offshore_dealings/">www.icelandmonitor.mbl.is/news/politics_and_society/2016/05/03/iceland_s_first_lady_linked_to_offshore_dealings/</a>	6

Date de parution	Nom de la référence	Titre de l'article	Lien Internet pour la référence	Codage
54. 03/05/2016	Iceland Review	Offshore revelations 'have damaged <b>Icelander's</b> reputation'	<a href="http://www.icelandreview.com/news/offshore-revelations-have-damaged-icelanders-reputation/">www.icelandreview.com/news/offshore-revelations-have-damaged-icelanders-reputation/</a>	<b>6.1</b>
55. 03/05/2016	Iceland Monitor	<b>Icelanders</b> rewarding ' <b>Panama parties</b> ', says Pirate	<a href="http://www.icelandmonitor.mbl.is/news/politics_and_society/2016/05/03/icelanders_rewarding_panama_parties_says_pirate/">www.icelandmonitor.mbl.is/news/politics_and_society/2016/05/03/icelanders_rewarding_panama_parties_says_pirate/</a>	<b>6.1</b>
56. 04/05/2016	Iceland Review	Silence from the <b>presidential residence</b> [Islande]	<a href="http://www.icelandreview.com/news/silence-from-presidential-residence/">www.icelandreview.com/news/silence-from-presidential-residence/</a>	6
57. 05/05/2016	Iceland Review	<b>Iceland's first lady</b> : 'never discussed finances with president'	<a href="http://www.icelandreview.com/news/icelands-first-lady-never-discussed-finances-with-president/">www.icelandreview.com/news/icelands-first-lady-never-discussed-finances-with-president/</a>	6
58. 06/05/2016	IceNews – News for the Nordics	Nine percent between new candidate and the incumbent president [Islandais]	<a href="http://www.icenews.is/2016/05/06/nine-percent-between-new-candidate-and-the-incumbent-president/">www.icenews.is/2016/05/06/nine-percent-between-new-candidate-and-the-incumbent-president/</a>	6
59. 10/05/2016	Iceland Review	More than <b>170 Icelanders</b> exposed in Panama leak	<a href="http://www.icelandreview.com/news/more-than-170-icelanders-exposed-in-panama-leak/">www.icelandreview.com/news/more-than-170-icelanders-exposed-in-panama-leak/</a>	6
60. 11/05/2016	Iceland Review	<b>Former PM of Iceland</b> posts tax information	<a href="http://www.icelandreview.com/news/former-pm-of-iceland-posts-tax-information/">www.icelandreview.com/news/former-pm-of-iceland-posts-tax-information/</a>	<b>6.1</b>
61. 17/05/2016	IceNews – News for the Nordics	<b>Icelanders</b> in the Panama papers	<a href="http://www.icenews.is/2016/05/17/icelanders-in-the-panama-papers/">www.icenews.is/2016/05/17/icelanders-in-the-panama-papers/</a>	6
62. 23/05/2016	IceNews – News for the Nordics	Bill passed – Tackling offshore accounts and currency restrictions [Islande]	<a href="http://www.icenews.is/2016/05/23/bill-passed-tackling-offshore-accounts-and-currency-restrictions/">www.icenews.is/2016/05/23/bill-passed-tackling-offshore-accounts-and-currency-restrictions/</a>	4 - 5 - 6
63. 23/05/2016	IceNews – News for the Nordics	Independence Party and Pirate Party largest in <b>Iceland</b>	<a href="http://www.icenews.is/2016/05/23/independence-party-and-pirate-party-largest-in-iceland/">www.icenews.is/2016/05/23/independence-party-and-pirate-party-largest-in-iceland/</a>	<b>6.1 - 5</b>
64. 31/05/2016	Iceland Review	'Kitchen day discussion' in parliament [Islande]	<a href="http://www.icelandreview.com/news/kitchen-day-discussion-in-parliament/">www.icelandreview.com/news/kitchen-day-discussion-in-parliament/</a>	1 – 5 – <b>6.1</b>
<b>Mois de juin 2016 — Total d'articles : 3</b>				
65. 02/06/2016	Iceland Monitor	Meet <b>Iceland's most implicated</b> Panama papers <b>family</b>	<a href="http://www.icelandmonitor.mbl.is/news/politics_and_society/2016/06/02/meet_iceland_s_most_implicated_panama_papers_family/">www.icelandmonitor.mbl.is/news/politics_and_society/2016/06/02/meet_iceland_s_most_implicated_panama_papers_family/</a>	<b>6.1</b>
66. 05/06/2016	IceNews – News for the Nordics	<b>Former prime minister</b> publicly speaks for the first time his resignation [Islandais]	<a href="http://www.icenews.is/2016/06/05/former-prime-minister-publicly-speaks-for-the-first-time-since-his-resignation/">www.icenews.is/2016/06/05/former-prime-minister-publicly-speaks-for-the-first-time-since-his-resignation/</a>	<b>6.1</b>
67. 14/06/2016	Iceland Monitor	<b>Pirates</b> top polls once again in <b>Iceland</b>	<a href="http://www.icelandmonitor.mbl.is/news/politics_and_society/2016/06/14/pirates_top_polls_once_again_in_iceland/">www.icelandmonitor.mbl.is/news/politics_and_society/2016/06/14/pirates_top_polls_once_again_in_iceland/</a>	<b>6.1</b>
<b>Mois de juillet 2016 — Total d'articles : 2</b>				
68. 04/07/2016	Iceland Monitor	Panama papers – Three months on [Islande]	<a href="http://www.icelandmonitor.mbl.is/news/politics_and_society/2016/07/04/panama_papers_three_months_on/">www.icelandmonitor.mbl.is/news/politics_and_society/2016/07/04/panama_papers_three_months_on/</a>	1 – 5 - 6
69. 25/07/2016	Iceland Review	<b>Pirates and Independents</b> neck and neck [Islandais]	<a href="http://www.icelandreview.com/news/pirates-and-independents-neck-and-neck/">www.icelandreview.com/news/pirates-and-independents-neck-and-neck/</a>	<b>6.1</b>
<b>Mois d'août 2016 — Total d'articles : 6</b>				
70. 04/08/2016	Iceland Monitor	Online petition demanding date for <b>Iceland</b> general elections	<a href="http://www.icelandmonitor.mbl.is/news/politics_and_society/2016/08/04/online_petition_demanding_date_for_iceland_general/">www.icelandmonitor.mbl.is/news/politics_and_society/2016/08/04/online_petition_demanding_date_for_iceland_general/</a>	<b>6.1 - 5</b>

Date de parution	Nom de la référence	Titre de l'article	Lien Internet pour la référence	Codage
71. 10/08/2016	Iceland Review	<b>Minister opposes</b> setting date for election	<a href="http://www.icelandreview.com/news/minister-opposes-setting-date-for-election/">www.icelandreview.com/news/minister-opposes-setting-date-for-election/</a>	<b>6.1</b>
72. 11/08/2016	IceNews – News for the Nordics	Wall street lawyers hold no fear for <b>Iceland's defiant</b> prime minister	<a href="http://www.icenews.is/2016/08/11/wall-street-lawyers-hold-no-fear-for-icelands-defiant-prime-minister/">www.icenews.is/2016/08/11/wall-street-lawyers-hold-no-fear-for-icelands-defiant-prime-minister/</a>	6
73. 15/08/2016	Iceland Monitor	<b>Icelanders</b> go to the polls on 29 October	<a href="http://www.icelandmonitor.mbl.is/news/politics_and_society/2016/08/15/icelanders_go_to_the_polls_on_29_october/">www.icelandmonitor.mbl.is/news/politics_and_society/2016/08/15/icelanders_go_to_the_polls_on_29_october/</a>	<b>6.1</b>
74. 26/08/2016	Iceland Monitor	<b>Iceland's</b> toppled Panama papers <b>PM</b> facing leadership vote	<a href="http://www.icelandmonitor.mbl.is/news/politics_and_society/2016/08/26/iceland_s_toppled_panama_papers_pm_facing_leadershi/">www.icelandmonitor.mbl.is/news/politics_and_society/2016/08/26/iceland_s_toppled_panama_papers_pm_facing_leadershi/</a>	<b>6.1</b>
75. 31/08/2016	Iceland Review	<b>Progressive party MP</b> takes on former <b>PM</b>	<a href="http://www.icelandreview.com/news/progressive-party-mp-takes-on-former-pm/">www.icelandreview.com/news/progressive-party-mp-takes-on-former-pm/</a>	<b>6.1</b>
<b>Mois de septembre 2016 — Total d'articles : 9</b>				
76. 07/09/2016	Iceland Review	'Live or let die' for <b>former PM</b> and his rival [Islandais]	<a href="http://www.icelandreview.com/news/live-or-let-die-for-former-pm-and-his-rival/">www.icelandreview.com/news/live-or-let-die-for-former-pm-and-his-rival/</a>	<b>6.1</b>
77. 12/09/2016	Iceland Monitor	<b>Iceland's</b> toppled Panama papers <b>ex-PM</b> faces leadership challenge	<a href="http://www.icelandmonitor.mbl.is/news/politics_and_society/2016/09/12/iceland_s_toppled_panama_papers_ex_pm_faces_leaders/">www.icelandmonitor.mbl.is/news/politics_and_society/2016/09/12/iceland_s_toppled_panama_papers_ex_pm_faces_leaders/</a>	<b>6.1</b>
78. 13/09/2016	Iceland Review	Former <b>Progressive Party</b> Chairman wants new leader	<a href="http://www.icelandreview.com/news/former-progressive-party-chairman-wants-new-leader/">www.icelandreview.com/news/former-progressive-party-chairman-wants-new-leader/</a>	<b>6.1</b>
79. 13/09/2016	IceNews – News for the Nordics	<b>Former Prime Minister</b> voted out as leader of the Progressive Party	<a href="http://www.icenews.is/2016/10/03/former-prime-minister-voted-out-as-leader-of-the-progressive-party/">www.icenews.is/2016/10/03/former-prime-minister-voted-out-as-leader-of-the-progressive-party/</a>	<b>6.1</b>
80. 13/09/2016	Iceland Review	<b>Former PM</b> claims computer was hacked	<a href="http://www.icelandreview.com/news/former-pm-claims-computer-was-hacked/">www.icelandreview.com/news/former-pm-claims-computer-was-hacked/</a>	<b>6.1</b>
81. 22/09/2016	Iceland Monitor	<b>Five Icelanders</b> named in new leaked 'Bahama papers'	<a href="http://www.icelandmonitor.mbl.is/news/politics_and_society/2016/09/22/five_icelanders_named_in_new_leaked_bahama_papers/">www.icelandmonitor.mbl.is/news/politics_and_society/2016/09/22/five_icelanders_named_in_new_leaked_bahama_papers/</a>	6
82. 26/09/2016	Iceland Review	<b>Progressive Party</b> power struggle continues	<a href="http://www.icelandreview.com/news/progressive-party-power-struggle-continues/">www.icelandreview.com/news/progressive-party-power-struggle-continues/</a>	<b>6.1</b>
83. 27/09/2016	Iceland Review	'Kitchen day' discussion in Alþingi	<a href="http://www.icelandreview.com/news/kitchen-day-discussion-in-althingi/">www.icelandreview.com/news/kitchen-day-discussion-in-althingi/</a>	1 – 5 - 6
84. 28/09/2016	Iceland Monitor	New poll says <b>Iceland's government</b> could hold on to power	<a href="http://www.icelandmonitor.mbl.is/news/politics_and_society/2016/09/28/new_poll_says_iceland_s_government_could_hold_on_to/">www.icelandmonitor.mbl.is/news/politics_and_society/2016/09/28/new_poll_says_iceland_s_government_could_hold_on_to/</a>	<b>6.1 - 5</b>
<b>Total des articles : 84</b>				

## 2. Le Royaume-Uni<sup>270</sup>

Date de parution	Nom de la référence	Titre de l'article	Lien Internet pour la référence	Codage
La couverture médiatique — Royaume-Uni				
Du 3 au 9 avril 2016 — Total d'articles : 217				
...				
5. 03/04/2016	The daily Mail	<u>Putin and the 'dirty dozen'</u> : 11 million leaked documents reveal how <b>twelve world leaders</b> – plus Russian leader's inner circle, British politicians and lords – hide their millions in tax havens	<a href="http://www.dailymail.co.uk/news/article-3521830/Tax-havens-world-s-rich-famous-revealed-huge-data-leak.html">www.dailymail.co.uk/news/article-3521830/Tax-havens-world-s-rich-famous-revealed-huge-data-leak.html</a>	6 - 6.2
...				
11. 03/04/2016	The Guardian	<b>Cameron</b> plans offshore summit as tax secrets are leaked	<a href="http://www.theguardian.com/news/2016/apr/03/cameron-plans-offshore-summit-as-tax-secrets-are-leaked">www.theguardian.com/news/2016/apr/03/cameron-plans-offshore-summit-as-tax-secrets-are-leaked</a>	6.2
...				
48. 04/04/2016	The Times	<b>British elite</b> face tax dodging inquiry after release of Panama papers	<a href="http://www.thetimes.co.uk/article/british-elite-face-tax-dodging-inquiry-after-release-of-panama-papers-thhv2h5qx">www.thetimes.co.uk/article/british-elite-face-tax-dodging-inquiry-after-release-of-panama-papers-thhv2h5qx</a>	6 - 6.2 - 4
49. 04/04/2016	The daily Mail	<b>Britain</b> asks for leaked Panama papers, says will act swiftly	<a href="http://www.dailymail.co.uk/reuters/article/uk-panama-britain-awififly-WISA121">www.dailymail.co.uk/reuters/article/uk-panama-britain-awififly-WISA121</a>	6.2
50. 04/04/2016	Financial Times	<b>David Cameron</b> under pressure over father's offshore	<a href="http://www.ft.com/content/ac0fda28-fa5f-11e5-b3f6-11d5706b613b">www.ft.com/content/ac0fda28-fa5f-11e5-b3f6-11d5706b613b</a>	6.2
51. 04/04/2016	The Guardian	Fund run by <b>David Cameron's</b> father avoided paying tax in Britain	<a href="http://www.theguardian.com/news/2016/apr/04/panama-papers-david-cameron-father-tax-bahamas">www.theguardian.com/news/2016/apr/04/panama-papers-david-cameron-father-tax-bahamas</a>	6.2
52. 04/04/2016	The daily Mail	<b>David Cameron</b> refuses to reveal whether any of his family's money is still held in a tax haven after his father was named in huge leak of Panama files	<a href="http://www.dailymail.co.uk/news/article-1211876/David-Cameron-panama-files-family-money-AKAM1221">www.dailymail.co.uk/news/article-1211876/David-Cameron-panama-files-family-money-AKAM1221</a>	6.2
53. 04/04/2016	The daily Mail	<b>David Cameron</b> faces embarrassment as leaked Panama papers threaten to overshadow his international summit on tax avoidance taking place	<a href="http://www.dailymail.co.uk/news/article-3522876/David-Cameron-faces-embarrassment-Panama-tax-haven-files-leak-threatens-overshadow-international-summit-tax-avoidance-taking-place.html">www.dailymail.co.uk/news/article-3522876/David-Cameron-faces-embarrassment-Panama-tax-haven-files-leak-threatens-overshadow-international-summit-tax-avoidance-taking-place.html</a>	6.2
54. 04/04/2016	The daily Mail	<b>David Cameron</b> is dragged into tax havens storm : huge data leak reveals 'conjuring trick' used by his father's firm – as PM refuse to say if his family still makes money from offshore investments	<a href="http://www.dailymail.co.uk/news/article-3523615/Cameron-dragged-tax-havens-storm-Huge-data-leak-reveals-details-father-s-offshore-investments.html">www.dailymail.co.uk/news/article-3523615/Cameron-dragged-tax-havens-storm-Huge-data-leak-reveals-details-father-s-offshore-investments.html</a>	6.2
55. 04/04/2016	The daily Mail	<b>UK's Cameron</b> under fire over Panama papers link as govt vows to probe date	<a href="http://www.dailymail.co.uk/reuters/article/uk-panama-tax-britain/cameron-under-fire-over-panama-papers-link-as-government-vows-to-probe-data-idUKKCNOX10T0">www.dailymail.co.uk/reuters/article/uk-panama-tax-britain/cameron-under-fire-over-panama-papers-link-as-government-vows-to-probe-data-idUKKCNOX10T0</a>	6.2
56. 04/04/2016	The Guardian	<b>Tory Donors</b> links to offshore firms revealed in leaked Panama papers <b>[UK]</b>	<a href="http://www.theguardian.com/news/2016/apr/04/tory-donors-links-to-offshore-firms-revealed-in-leaked-panama-papers">www.theguardian.com/news/2016/apr/04/tory-donors-links-to-offshore-firms-revealed-in-leaked-panama-papers</a>	6.2 - 4

<sup>270</sup>En référence à la longueur de la liste, une présentation abrégée est présentée. Les articles impliquant la figure politique et économique ciblée ont été privilégiés lors de l'inclusion du segment dans le mémoire. La liste complète correspond à vingt et une pages.

Date de parution	Nom de la référence	Titre de l'article	Lien Internet pour la référence	Codage
57. 04/04/2016	The daily Mail	<b>Former Tory MPs</b> , party donors and <b>David Cameron's late father</b> among those named in huge leak of documents linked to Panama law firm	<a href="http://www.dailymail.co.uk/news/article-3522122/Former-Tory-MPs-party-donors-David-Cameron-s-late-father-named-huge-leak-documents-linked-Panama-law-firm.html">www.dailymail.co.uk/news/article-3522122/Former-Tory-MPs-party-donors-David-Cameron-s-late-father-named-huge-leak-documents-linked-Panama-law-firm.html</a>	6.2 - 4
...				
83. 05/04/2016	The daily Mail	<b>Cameron</b> , under pressure from 'Panama papers' says he does not benefit from <b>offshore funds</b>	<a href="http://www.dailymail.co.uk/reuters/article/panama-tax-britain/cameron-under-pressure-from-panama-papers-says-he-does-not-benefit-from-offshore-funds-idUSKCN0X20WO">www.dailymail.co.uk/reuters/article/panama-tax-britain/cameron-under-pressure-from-panama-papers-says-he-does-not-benefit-from-offshore-funds-idUSKCN0X20WO</a>	6.2
84. 05/04/2016	The daily Mail	How <b>PM's</b> father made sure his firm paid no taxes in the UK : Panama papers reveal <b>Ian Cameron</b> made use of 'bearer shares' before they were outlawed by his son David	<a href="http://www.dailymail.co.uk/news/article-3523719/How-PM-s-father-sure-firm-paid-no-taxes-UK-Panama-Papers-reveal-Ian-Cameron-use-bearer-shares-later-outlawed-son-David.html">www.dailymail.co.uk/news/article-3523719/How-PM-s-father-sure-firm-paid-no-taxes-UK-Panama-Papers-reveal-Ian-Cameron-use-bearer-shares-later-outlawed-son-David.html</a>	6.2 – 6
85. 05/04/2016	The daily Mail	The truth about <b>David Cameron's</b> incredible family wealth – and why, despite his fight against tax avoidance, it will always be his weak spot	<a href="http://www.dailymail.co.uk/news/article-3525511/-Truth-Cameron-s-family-s-wealth-despite-fight-against-tax-avoidance-weak-spot.html">www.dailymail.co.uk/news/article-3525511/-Truth-Cameron-s-family-s-wealth-despite-fight-against-tax-avoidance-weak-spot.html</a>	6.2
86. 05/04/2016	The Guardian	<b>David Cameron</b> avoids question on benefiting from father's tax affairs	<a href="http://www.theguardian.com/politics/2016/apr/05/david-cameron-avoids-question-father-tax-affairs-panama-papers">www.theguardian.com/politics/2016/apr/05/david-cameron-avoids-question-father-tax-affairs-panama-papers</a>	6.2 – 4
...				
88. 05/04/2016	The Guardian	What <b>David Cameron</b> did and didn't say about his fathers offshore trust	<a href="http://www.theguardian.com/politics/2016/apr/05/what-david-cameron-did-and-didnt-say-about-his-fathers-offshore-trust">www.theguardian.com/politics/2016/apr/05/what-david-cameron-did-and-didnt-say-about-his-fathers-offshore-trust</a>	6.2
89. 05/04/2016	The daily Mail	Opposition calls on <b>Cameron</b> to tackle British tax havens	<a href="http://www.dailymail.co.uk/reuters/article/opposition-call-cameron-121Am12">www.dailymail.co.uk/reuters/article/opposition-call-cameron-121Am12</a>	6.2 – 6 – 4
90. 05/04/2016	Financial Times	<b>David Cameron</b> has no choice but to come clean on his tax affairs	<a href="http://www.ft.com/content/07aa13ca-fb1a-11e5-b3f6-11d5706b613b">www.ft.com/content/07aa13ca-fb1a-11e5-b3f6-11d5706b613b</a>	6.2
91. 05/04/2016	The Guardian	<b>David Cameron</b> left dangerously exposed by Panama papers fallout	<a href="http://www.theguardian.com/news/2016/apr/05/david-cameron-left-dangerously-exposed-by-panama-papers-fallout">www.theguardian.com/news/2016/apr/05/david-cameron-left-dangerously-exposed-by-panama-papers-fallout</a>	6.2
92. 05/04/2016	The daily Mail	<b>David Cameron</b> distances himself from Panama papers data	<a href="http://www.dailymail.co.uk/news/article-3524390/david-cameron-distance-himself/panama-papers.html">www.dailymail.co.uk/news/article-3524390/david-cameron-distance-himself/panama-papers.html</a>	6.2
93. 05/04/2016	Financial Times	<b>MP's [UK]</b> hit out at banks facilitating offshore deals in 'murky territories'	<a href="http://www.ft.com/content/74df042e-fa79-11e5-b3f6-11d5706b613b">www.ft.com/content/74df042e-fa79-11e5-b3f6-11d5706b613b</a>	6.2
94. 05/04/2016	The Guardian	Stop pussyfooting on tax dodging : Corbyn to attack <b>David Cameron</b>	<a href="http://www.theguardian.com/politics/2016/apr/05/stop-pussyfooting-on-tax-dodging-corbyn-to-attack-david-cameron">www.theguardian.com/politics/2016/apr/05/stop-pussyfooting-on-tax-dodging-corbyn-to-attack-david-cameron</a>	6.2 – 6
95. 05/04/2016	The Guardian	<b>David Cameron</b> must come clean on tax, says Jeremy Corbyn	<a href="http://www.theguardian.com/politics/2016/apr/05/david-cameron-must-come-clean-on-tax-says-jeremy-corbyn-panama-papers">www.theguardian.com/politics/2016/apr/05/david-cameron-must-come-clean-on-tax-says-jeremy-corbyn-panama-papers</a>	6.2 – 6
96. 05/04/2016	The Guardian	<b>UK</b> could impose direct rule on tax havens, says <b>Jeremy Corbyn</b>	<a href="http://www.theguardian.com/news/2016/apr/05/uk-could-impose-direct-rule-on-tax-havens-says-jeremy-corbyn-panama-papers">www.theguardian.com/news/2016/apr/05/uk-could-impose-direct-rule-on-tax-havens-says-jeremy-corbyn-panama-papers</a>	6.2 – 6
97. 05/04/2016	The daily Mail	<b>Tory donors</b> linked to offshore tax havens : <b>Tycoons</b> who gave millions to	<a href="http://www.dailymail.co.uk/news/article-3523677/Tory-donors-linked-offshore-">www.dailymail.co.uk/news/article-3523677/Tory-donors-linked-offshore-</a>	6.2 – 4

Date de parution	Nom de la référence	Titre de l'article	Lien Internet pour la référence	Codage
		part are named in Panama papers leak [UK]	tax-havens-Tycoons-gave-millions-party-named-Panama-Papers-leak.html	
...				
126. 06/04/2016	The Guardian	The Guardian view on <b>David Cameron</b> : off-message on offshore	www.theguardian.com/commentisfree/2016/apr/06/the-guardian-view-on-david-cameron-off-message-on-offshore	6.2
127. 06/04/2016	The Guardian	Where does <b>David Cameron's</b> money come from ?	www.theguardian.com/politics/2016/apr/06/the-cameron-network-inherited-wealth-and-family-companies	6.2
128. 06/04/2016	The Guardian	No 10 tight-lipped as queries persist over offshore fund of <b>Ian Cameron</b>	www.theguardian.com/news/2016/apr/06/no-10-tries-to-shut-down-queries-over-offshore-fund-of-ian-cameron	6.2 – 6
129. 06/04/2016	The daily Mail	More taxing questions for the PM: <u>how Cameron's father</u> stashed a fortune in Jersey that Dave could inherit from his mother	www.dailymail.co.uk/news/article-3527366/More-taxing-questions-PM-Cameron-s-father-stashed-fortune-Jersey-Dave-inherit-mother.html	6.2 – 6
130. 06/04/2016	The Guardian	Making money is not a vice, but refusing to contribute tax is [UK]	www.theguardian.com/commentisfree/2016/apr/06/making-money-is-not-a-vice-but-refusing-to-contribute-tax-is	6.2
131. 06/04/2016	The daily Mail	<b>David Cameron</b> forced to issue a fourth clarification about his tax affairs as he denies he, his wife or children will ever benefit from offshore funds	www.dailymail.co.uk/news/article-3525916/David-Cameron-denies-wife-children-benefit-offshore-funds-struggles-kill-toxic-tax-haven-questions.html	6.2
132. 06/04/2016	The Guardian	Stop obfuscating, <b>David Cameron</b> : we need transparency now	www.theguardian.com/news/commentisfree/2016/apr/06/david-cameron-panama-papers-tax-avoidance-transparency	6.2
133. 06/04/2016	The Guardian	<b>David Cameron</b> and family 'will not gain from offshore funds in future'	www.theguardian.com/politics/2016/apr/06/david-cameron-and-family-will-not-gain-from-offshore-funds-in-future	6.2
134. 06/04/2016	The daily Mail	<b>UK's</b> Cameron, family, not set to benefit from offshore funds	www.dailymail.co.uk/news/article-3528711/David-Cameron-admits-DID-shares-father-s-tax-avoiding-offshore-firm-sold-entering-No-10-days-frantic-denials-Panama-leaks.html	6.2
135. 06/04/2016	The daily Mail	<b>David Cameron</b> will not benefit in the future from offshore trusts	www.dailymail.co.uk/news/article-3528715/david-cameron-will-not-benefit-futur-offshore-trust.html	6.2
136. 06/04/2016	Financial Times	<b>Cameron</b> accused of banking down on tax haven focus	www.ft.com/content/2d9d9910-fb3a-11e5-b3f6-11d5706b613b	6.2 – 4
137. 06/04/2016	Financial Times	<b>David Cameron's</b> EU intervention on trust set up tax loophole	www.ft.com/content/0e7c0a20-fc17-11e5-b5f5-070dca6d0a0d	6.2 – 4
...				
160. 07/04/2016	The daily Mail	A victory for the <u>Brexit campaign</u> – and Putin – as Dutch voters reject EU-Ukraine treaty in referendum	www.dailymail.co.uk/news/article-3527679/Ukraine-says-push-EU-despite-rejection-Dutch-voters.html	6 - 6.2
161. 07/04/2016	Financial Times	Panama papers offer a rich seam of outrage about <b>David Cameron</b>	www.ft.com/content/c24a9e60-fcb0-11e5-b3f6-11d5706b613b	6.2
162. 07/04/2016	The daily Mail	Now <b>David Cameron</b> faces sleaze probe after dramatic confession of 30,000 euros stake in late father's offshore fund as Jeremy Corbyn says PM has 'lost the trust of the British people'	www.dailymail.co.uk/news/article-3530582/Now-David-Cameron-faces-sleaze-probe-dramatic-confession-30-000-stake-late-father-s-offshore-fund-	6.2

Date de parution	Nom de la référence	Titre de l'article	Lien Internet pour la référence	Codage
			Jeremy-Corbyn-says-PM-lost-trust-British-people.html	
163. 07/04/2016	The daily Mail	<b>David Cameron</b> admits he did profit from a 30,000 euros stake in his late father's tax haven investment fund but sold the shares in 2010 before becoming PM	www.dailymail.co.uk/news/article-3527369/david-cameron-admit-profit-tax-haven-father.html	6.2
164. 07/04/2016	The Guardian	<b>David Cameron</b> admits he profited from father's Panama offshore trust	www.theguardian.com/news/2016/apr/07/david-cameron-admits-he-profited-fathers-offshore-fund-panama-papers	6.2
165. 07/04/2016	The Guardian	Ten questions the prime minister <b>[UK]</b> has to answer about the Panama files	www.theguardian.com/news/2016/apr/07/panama-papers-ten-questions-prime-minister-david-cameron-has-to-answer	6.2
166. 07/04/2016	The daily Mail	More taxing questions for the PM : how <b>Cameron's father</b> stashed a fortune in Jersey that Dave could inherit from his mother	www.dailymail.co.uk/news/article-3527366/More-taxing-questions-PM-Cameron-s-father-stashed-fortune-Jersey-Dave-inherit-mother.html	6.2
167. 07/04/2016	The Guardian	<b>David Cameron</b> father Ian sought legal advice on best tax havens	www.theguardian.com/news/2016/apr/07/david-cameron-father-ian-sought-legal-advice-tax-havens-panama-papers	6.2 – 6
168. 07/04/2016	The daily Mail	<b>PM Cameron</b> admits having held stake in father's offshore trust	www.dailymail.co.uk/news/article-3527378/cameron-pm-fathers-offshore-trust.html	6.2
169. 07/04/2016	The Guardian	Scrap inheritance tax and tackle <b>Cameron's</b> hypocrisy head-on	www.theguardian.com/news/commentisfree/2016/apr/07/inheritance-tax-cameron-offshore-trusts-eu	6.2
170. 07/04/2016	Financial Times	<b>Blairmore</b> investment fund loses 8% in 5 years <b>[UK]</b>	www.ft.com/content/fb94e030-fce8-11e5-b5f5-070dca6d0a0d	6.2
171. 07/04/2016	The Guardian	<b>Cameron</b> stepped in to shield offshore trusts from EU tax crackdown in 2013	www.theguardian.com/politics/2016/apr/07/david-cameron-offshore-trusts-eu-tax-crackdown-2013	6.2 – 4
172. 07/04/2016	The Guardian	Panama papers : <b>Cameron's</b> admission is a sudden insight into what the Tories stand for	www.theguardian.com/news/commentisfree/2016/apr/07/cameron-admission-what-tories-stand-for	6.2 – 6
...				
185. 08/04/2016	The daily Mail	Denial, obfuscation : how politicians react to Panama papers	www.dailymail.co.uk/articles/2016-04-09/panama-papers/Denial-obfuscation-how-politicians-react-to-Panama-Papers-6736156023	6 - 6.2
186. 08/04/2016	The daily Mail	Offshore trust admission deepens <b>British PM's</b> problems	www.dailymail.co.uk/reuters/article/panama-tax-britain/offshore-trust-admission-deepens-british-pms-problems-idUSKCN0X51FQ	6.2
187. 08/04/2016	The Guardian	How the truth about <b>Cameron's</b> family finances slowly emerged	www.theguardian.com/politics/2016/apr/08/truth-about-david-camerons-family-finances-offshore-fund	6.2 – 6
188. 08/04/2016	The daily Mail	<b>Cameron Inc:</b> the father with the 20m euros property empire, the step-father with a 20,000 acre estate and the mother who founded a 30m euros company	www.dailymail.co.uk/news/article-3530785/Cameron-Thought-Dave-Sam-super-rich-Just-look-staggering-wealth-family.html	6.2 – 6
189. 08/04/2016	Financial Times	A strong tax system <u>doesn't rely on naming and shaming</u> <b>[UK]</b>	www.ft.com/content/803dc96c-fc1e-11e5-b5f5-070dca6d0a0d	6.2

Date de parution	Nom de la référence	Titre de l'article	Lien Internet pour la référence	Codage
190. 08/04/2016	The Guardian	As a taxpayer, <b>David Cameron</b> is innocent. As a lawmaker, he is guilty	<a href="http://www.theguardian.com/news/commentisfree/2016/apr/08/david-cameron-tax-lawmaker-panama-papers">www.theguardian.com/news/commentisfree/2016/apr/08/david-cameron-tax-lawmaker-panama-papers</a>	6.2
191. 08/04/2016	The Guardian	<b>David Cameron</b> faces growing pressure to come clean on family finances	<a href="http://www.theguardian.com/politics/2016/apr/08/david-cameron-growing-pressure-to-come-clean-on-family-finances">www.theguardian.com/politics/2016/apr/08/david-cameron-growing-pressure-to-come-clean-on-family-finances</a>	6.2
192. 08/04/2016	Financial Times	Papers loss : <b>Cameron</b> admits gaining from Panama fund	<a href="http://www.ft.com/content/b2d002ee-fce8-11e5-b3f6-11d5706b613b">www.ft.com/content/b2d002ee-fce8-11e5-b3f6-11d5706b613b</a>	6.2
193. 08/04/2016	The Guardian	<b>David Cameron</b> faces growing clamour for full account of his tax affairs	<a href="http://www.theguardian.com/politics/2016/apr/08/mps-demand-david-cameron-statement-about-his-tax-affairs">www.theguardian.com/politics/2016/apr/08/mps-demand-david-cameron-statement-about-his-tax-affairs</a>	6.2
194. 08/04/2016	The daily Mail	Now <b>David Cameron</b> faces sleaze probe after dramatic confession of 30,000 \$ stake in late father's offshore fund	<a href="http://www.dailymail.co.uk/news/article-3529575/David-Cameron-facing-calls-resign-finally-confessing-DID-profit-30-000-stake-late-father-s-offshore-fund.html">www.dailymail.co.uk/news/article-3529575/David-Cameron-facing-calls-resign-finally-confessing-DID-profit-30-000-stake-late-father-s-offshore-fund.html</a>	6.2 – 6
195. 08/04/2016	The Guardian	House of cards trolls <b>David Cameron</b> over offshore fund admission	<a href="http://www.theguardian.com/politics/2016/apr/08/house-of-cards-trolls-david-cameron-offshore-fund-panama-papers">www.theguardian.com/politics/2016/apr/08/house-of-cards-trolls-david-cameron-offshore-fund-panama-papers</a>	6.2
196. 09/04/2016	The daily Mail	Jeremy Corbyn turns heat on <b>David Cameron</b> over offshore fund disclosure	<a href="http://www.dailymail.co.uk/news/uk/jeremy-corbyn-turns-heat-on-david-cameron-over-offshore-fund-disclosure-34609352.html">www.dailymail.co.uk/news/uk/jeremy-corbyn-turns-heat-on-david-cameron-over-offshore-fund-disclosure-34609352.html</a>	6.2 – 6
197. 08/04/2016	The Guardian	<b>David Cameron</b> ITV interview : what he said and what he left out	<a href="http://www.theguardian.com/news/ng-interactive/2016/apr/08/david-cameron-itv-robert-peston-interview-analysis-panama-papers">www.theguardian.com/news/ng-interactive/2016/apr/08/david-cameron-itv-robert-peston-interview-analysis-panama-papers</a>	6.2
198. 08/04/2016	The Guardian	How <b>Cameron</b> dodged the Panama papers questions	<a href="http://www.theguardian.com/politics/blog/live/2016/apr/08/cameron-offshore-tax-panama-resign-hypocrisy-labour-accuses-cameron-of-hypocrisy-after-he-admits-profiting-from-offshore-trust-politics">www.theguardian.com/politics/blog/live/2016/apr/08/cameron-offshore-tax-panama-resign-hypocrisy-labour-accuses-cameron-of-hypocrisy-after-he-admits-profiting-from-offshore-trust-politics</a>	6.2
199. 08/04/2016	Financial Times	<b>Cameron's</b> investments are no misdemeanor	<a href="http://www.ft.com/content/cf9ad686-fd76-11e5-b3f6-11d5706b613b">www.ft.com/content/cf9ad686-fd76-11e5-b3f6-11d5706b613b</a>	6.2
200. 08/04/2016	The Guardian	<b>David Cameron</b> 'got cold feet' on tax avoidance crackdown	<a href="http://www.theguardian.com/politics/2016/apr/08/vince-cable-david-cameron-cold-feet-tax-avoidance-crackdown">www.theguardian.com/politics/2016/apr/08/vince-cable-david-cameron-cold-feet-tax-avoidance-crackdown</a>	6.2
201. 08/04/2016	Financial Times	Beginner's guide to <b>Blairmore</b> and the problem offshore investment	<a href="http://www.ft.com/content/01f5b790-fd9f-11e5-b5f5-070dca6d0a0d">www.ft.com/content/01f5b790-fd9f-11e5-b5f5-070dca6d0a0d</a>	6.2 – 1
202. 08/04/2016	Financial Times	Initial evasiveness over <b>Blairmore</b> did <b>Cameron</b> no favours	<a href="http://www.ft.com/content/f222e42a-fd74-11e5-b3f6-11d5706b613b">www.ft.com/content/f222e42a-fd74-11e5-b3f6-11d5706b613b</a>	6.2
203. 08/04/2016	The Guardian	<b>David Cameron's</b> terrible week ends with calls for resignation over Panama papers	<a href="http://www.theguardian.com/news/2016/apr/08/david-cameron-panama-papers-offshore-fund-resignation-calls">www.theguardian.com/news/2016/apr/08/david-cameron-panama-papers-offshore-fund-resignation-calls</a>	6.2
...				
209. 09/04/2016	The daily Mail	Thousands march calling for <b>Cameron</b> to quit over tax revelations as Lily brands him 'dishonest' and under-fire PM admits 'I could have handled it better'	<a href="http://www.dailymail.co.uk/news/article-3531269/David-Cameron-unpopular-Jeremy-Corbyn-PM-agrees-publish-six-years-tax-returns-Panama-Papers-leak.html">www.dailymail.co.uk/news/article-3531269/David-Cameron-unpopular-Jeremy-Corbyn-PM-agrees-publish-six-years-tax-returns-Panama-Papers-leak.html</a>	6.2
210. 09/04/2016	The daily Mail	Protesters urges <b>David Cameron</b> to quit over personal finances controversy	<a href="http://www.dailymail.co.uk/wires/pa/article-3531791/Protesters-urge-David">www.dailymail.co.uk/wires/pa/article-3531791/Protesters-urge-David</a>	6.2



Date de parution	Nom de la référence	Titre de l'article	Lien Internet pour la référence	Codage
			Cameron-quit-personal-finances-controversy.html	
211. 09/04/2016	The Guardian	Protesters call for <b>David Cameron</b> to resign over Panama papers revelations	www.theguardian.com/news/video/2016/apr/09/protesters-call-for-david-cameron-to-resign-over-panama-papers-revelations-	6.2
212. 09/04/2016	The daily Mail	Is this the beginning of the end of the <b>Cameron</b> era ?	www.dailymail.co.uk/article-354301/beginning-in-the-end-of-the-cameron-era.html	6.2
213. 09/04/2016	The Guardian	<b>David Cameron</b> : blame me for mishandling Panama papers news	www.theguardian.com/politics/2016/apr/09/david-cameron-to-launch-local-election-campaign-as-panama-papers-row-rumbles-on	6.2
214. 09/04/2016	The Guardian	<b>David Cameron</b> accepts blame over mishandling of Panama papers questions	www.theguardian.com/news/video/2016/apr/09/david-cameron-accepts-blame-over-mishandling-of-panama-papers-questions	6.2
215. 09/04/2016	The daily Mail	<b>UK PM</b> Cameron says he mishandled 'Panama papers' tax scrutiny	www.dailymail.co.uk//2016/04/09/british-pm-cameron-says-he-mishandled-panama-papers-tax-scrutiny	6.2
216. 09/04/2016	Financial Times	<b>Cameron's</b> judgment doubted as he invites public to trust him on EU poll	www.ft.com/content/7e503fd6-37c4-11e6-9a05-82a9b15a8ee7	6.2
217. 09/04/2016	Financial Times	Euroscptics add to peril as <b>Cameron</b> battled fallout from Panama papers	www.ft.com/content/b2d002ee-fce8-11e5-b3f6-11d5706b613b	6.2
<b>Du 10 au 16 avril 2016 — Total d'articles : 86</b>				
...				
233. 10/04/2016	The Guardian	The Guardian view on <b>David Cameron</b> : the warping ways of wealth	www.theguardian.com/commentisfree/2016/apr/10/the-guardian-view-on-david-cameron-the-warping-ways-of-wealth	6.2
234. 10/04/2016	The daily Mail	The man in charge of probing the Panama tax dodging scandal was a partner at the law firm that acted for offshore firms... including the one set up by <b>David Cameron's father</b>	www.dailymail.co.uk/news/article-3533164/HMRC-chief-tasked-overseeing-10m-inquiry-Panama-Papers-partner-law-firm-acted-David-Cameron-s-father-s-fund-offshore-companies.html	6.2 – 6
235. 10/04/2016	The Economist	What the Panama papers really reveal about <b>David Cameron</b>	www.economist.com/bagehots-notebook/2016/04/10/what-the-panama-papers-really-reveal-about-david-cameron	6.2
236. 10/04/2016	The Guardian	<b>David Cameron's</b> affairs: what the figures show	www.theguardian.com/politics/2016/apr/10/david-cameron-tax-affairs-what-figures-show	6.2
237. 10/04/2016	The daily Mail	The politics of envy and why it's inheritance tax itself that's immoral [UK]	www.dailymail.co.uk/debate/article-3533114/DAILY-MAIL-COMMENT-politics-envy-s-inheritance-tax-s-immoral.html	6.2 – 6
238. 10/04/2016	Financial Times	<b>Cameron</b> sets out to defend his financial affairs	www.ft.com/content/a221deb4-ff12-11e5-99cb-83242733f755	6.2
239. 10/04/2016	The daily Mail	<b>UK PM</b> release tax records after 'Panama papers' storm	www.dailymail.co.uk/News/World/2016/Apr-11/346645-cameron-releases-tax-records-to-calm-panama-papers-storm.ashx?utm_source=Magnet%26utm	6.2

Date de parution	Nom de la référence	Titre de l'article	Lien Internet pour la référence	Codage
			_medium=Entity%20page%26utm_campaign=Magnet%20tools	
240. 10/04/2016	Financial Times	<b>Cameron</b> releases finance records	www.ft.com/content/aed06912-fece-11e5-ac98-3c15a1aa2e62	6.2
241. 10/04/2016	The daily Mail	Total clarity from now on, <b>Mr. Cameron</b>	www.dailymail.co.uk/debate/article-3532058/MAIL-SUNDAY-COMMENT-Total-clarity-Mr-Cameron.html	6.2
242. 10/04/2016	The daily Mail	<b>UK leader Cameron</b> publishes tax returns, aims to defuse row	www.dailymail.co.uk/world/uk-leader-cameron-publishes-tax-returns-aims-to-defuse-row	6.2
243. 10/04/2016	The daily Mail	<b>UK leader</b> reveals tax returns to ease criticism	www.dailymail.co.uk/wires/ap/article-3531408/The-Latest-Algeria-blocks-Le-Monde-covering-talks.html	6.2
244. 10/04/2016	The daily Mail	<b>David Cameron</b> to be confronted face-to-face by angry MPs as he makes Commons statement on tax evasion... and he's under pressure to reveal more of his own tax details	www.dailymail.co.uk/news/article-3532317/David-Cameron-pressure-reveal-tax-details-Jeremy-Corbyn-calls-MPs-public-officials-publish-tax-returns.html	6.2
245. 10/04/2016	The Guardian	What's in <b>David Cameron's</b> tax returns : a few strokes of luck but no shady shenanigans	www.theguardian.com/politics/2016/apr/10/david-cameron-tax-return-analysis	6.2
246. 10/04/2016	The daily Mail	<b>Cameron</b> faces Parliament for 1 <sup>st</sup> time in offshore funds	www.dailymail.co.uk/wires/ap/article-3533546/UKs-Cameron-tax-plan-Parliament-faces-grilling.html	6.2
247. 10/04/2016	Financial Times	<b>David Cameron</b> has more tax questions to answer, says Jeremy Corbyn	www.ft.com/content/8ce7b948-fefd-11e5-99cb-83242733f755	6.2 – 6
248. 10/04/2016	The Guardian	The questions <b>David Cameron</b> still faces over his tax affairs	www.theguardian.com/news/2016/apr/10/david-cameron-tax-affairs-questions	6.2
249. 10/04/2016	The Guardian	<b>Cameron</b> faces questions over 200,000 euros gift from his mother	www.theguardian.com/politics/2016/apr/09/david-cameron-questions-gift-mother	6.2
250. 10/04/2016	The daily Mail	How <b>David Cameron</b> saved himself 5,000 euros by cutting the top rate of income tax from 50p to 45p in 2013	www.dailymail.co.uk/news/article-3532753/How-David-Cameron-saved-5-000-cutting-rate-income-tax-50p-45p-2013.html	6.2
251. 10/04/2016	Financial Times	<b>Cameron</b> and the great tax kerfuffle	www.ft.com/content/dde3846e-ff4b-11e5-99cb-83242733f755	6.2
252. 10/04/2016	The Guardian	<b>David Cameron</b> : I know I should have handled it better. Not a great week	www.theguardian.com/politics/2016/apr/10/prime-minister-reputation-on-line-as-trust-takes-hit	6.2
253. 10/04/2016	The Guardian	<b>David Cameron's</b> taxing week - cartoon	www.theguardian.com/commentisfree/picture/2016/apr/10/martin-rowson-on-david-cameron-father-offshore-cartoon	6.2
254. 10/04/2016	The daily Mail	You think this is all about money ? It's about <b>Brexit</b> : <b>Cameron's</b> former speech writer on moneyed heritage threatening the PM's popularity	www.dailymail.co.uk/news/article-3531929/You-think-money-s-Brexit-Cameron-s-former-speech-writer-moneyed-heritage-threatening-PM-s-popularity.html	6.2
255. 10/04/2016	The daily Mail	<b>Pro-Brexit</b> Tories back <b>Cameron</b> on tax and attack Labour MPs for acting like hyenas – as The Guardian are accused of hypocrisy over their own tax avoidance	www.dailymail.co.uk/news/article-3533141/Pro-Brexit-Tories-PM-tax-say-Labour-hypocrites-acting-like-hyenas-tax-avoidance-BBC-Guardian-revealed-	6.2

Date de parution	Nom de la référence	Titre de l'article	Lien Internet pour la référence	Codage
			despite-leading-charge-Panama-Papers-backlash.html	
256. 10/04/2016	The daily Mail	Hit by Panama row, <b>UK's Cameron</b> announces new tax evasion law in 2016	www.dailymail.co.uk/reuters/article/panama-tax-britain/hit-by-panama-row-uks-cameron-announces-new-tax-evasion-law-in-2016-idUSL5N17D0JT	6.2 – 4
257. 10/04/2016	The daily Mail	German politicians urge <b>UK's Cameron</b> to do more in fight against tax evasion	www.dailymail.co.uk/news/article-6998829/Prince-Charles-urges-politicians-protect-Britains-historic-bond-Germany.html	6.2 – 6
...				
282. 12/04/2016	The daily Mail	Aspiration not a dirty word, says <b>Cameron</b> : Prime Minister launches passionate defense of right to 'make money lawfully' as Boris, Osborne and Corbyn scramble to tell all about their tax	www.dailymail.co.uk/news/article353432/aspiration-not-a-dirty-word-cameron-defense-of-right-to-make-money-lawfully-osborne-corbyn-scramble.html	6.2 – 6
...				
287. 13/04/2016	Financial Times	Outraged at <b>David Cameron's</b> offshore fund ? Maybe you own one too	www.ft.com/content/a357f0fc-0093-11e6-99cb-83242733f755	6.2
288. 13/04/2016	The Guardian	Jeremy Corbyn mock David Cameron over tax revelations	www.theguardian.com/politics/2016/apr/13/jeremy-corbyn-david-cameron-tax	6.2 – 6
289. 13/04/2016	The daily Mail	<b>Cameron</b> ridicules Jeremy Corbyn's tax return blunders as they face off the first following Panama papers row	www.dailymail.co.uk/news/article-3537728/Cameron-ridicules-Labour-leader-s-tax-return-blunders-face-time-following-Panama-Papers-row.html	6.2 – 6
...				
294. 14/04/2016	Financial Times	Conservative MPs summoned to 'bonding session' as <b>Cameron</b> wobbles	www.ft.com/content/9fecf63e-00c4-11e6-ac98-3c15a1aa2e62	6.2
...				
295. 14/04/2016	The daily Mail	PM <b>Cameron's</b> ratings fall, both campaigns level ahead of <u>EU referendum</u>	www.dailymail.co.uk/news/article-3537728/Cameron-ridicules-Labour-leader-s-tax-return-blunders-face-time-following-Panama-Papers-row.html	6.2
296. 15/04/2016	The daily Mail	G20 embraces crackdown on tax havens, warns over ' <u>Brexit</u> '	www.dailymail.co.uk/wires/afp/article-3542269/G20-pushes-transparency-offshore-shell-companies-draft-communiqué.html	4 - 6.2
...				
305. 16/04/2016	The daily Mail	44 % view David Cameron's handling of finance as ' <u>morally repugnant</u> '	www.dailymail.co.uk/news/article-2133064/David-Camerons-family-fortune-tax-dodging-offshore-investment-funds.html	6.2
306. 16/04/2016	The Economist	<b>David Cameron's</b> woes: events, events	www.economist.com/britain/2016/04/16/events-events	6.2 – 1
<b>Du 17 au 23 avril 2016 — Total d'articles : 16</b>				
...				
311. 19/04/2016	Financial Times	<u>Transparency over tax</u> is not the answer to all our prayers <b>[UK]</b>	www.ft.com/content/00f1c6f0-0609-11e6-9b51-0fb5e65703ce	6.2 – 4
...				

Date de parution	Nom de la référence	Titre de l'article	Lien Internet pour la référence	Codage
315. 21/04/2016	The daily Mail	<b>David Cameron</b> will not face probe over his offshore shares after Commons standards commissioner dismisses complaint	www.dailymail.co.uk/news/article-3551651/David-Cameron-NOT-face-sleaze-probe-offshore-shares-Commons-standards-commissioner-dismisses-complaint.html	6.2 – 4
316. 21/04/2016	The daily Mail	<b>David Cameron</b> will not face standards probe over offshore controversy	www.dailymail.co.uk/news/article-3551651/David-Cameron-NOT-face-sleaze-probe-offshore-shares-Commons-standards-commissioner-dismisses-complaint.html	6.2 – 4
...				
318. 22/04/2016	The daily Mail	HSBC yields to shareholders on pays, flags <b>Brexit</b> danger	www.dailymail.co.uk/reuters.com/news/picture/hsbc-yields-to-shareholders-on-pay-flags-idUSKCN0XJ195	3 - 6.2
<b>Mois de mai 2016 — Total d'articles : 28</b>				
...				
332. 06/05/2016	The Guardian	Three activists demanding an end to offshore secrecy answer your questions <b>[UK]</b>	www.theguardian.com/world/live/2016/may/03/were-demanding-an-end-to-offshore-secrecy-any-questions	6.2
...				
340. 09/05/2016	Financial Times	<b>Cameron's</b> conundrum about offshore finance	www.ft.com/content/758737e8-15d1-11e6-9d98-00386a18e39d	6.2
344. 11/05/2016	Financial Times	<b>Cameron</b> targets offshore owners of UK property	www.ft.com/content/c1a49662-17a1-11e6-b197-a4af20d5575e	6.2
...				
347. 12/05/2016	The daily Mail	<b>UK's Cameron</b> hoped for anti-graft progress despite slip	www.dailymail.co.uk/reuters/article/global-taxavoidance-britain/rpt-uks-cameron-hopes-for-anti-graft-progress-despite-slip-idUSL5N1885WC	6.2
348. 12/05/2016	The Economist	What <b>David Cameron's</b> anti-corruption summit did and didn't achieve	www.economist.com/international/2016/05/12/what-david-camerons-anti-corruption-summit-did-and-didnt-achieve	6.2 – 4
349. 14/05/2016	Financial Times	<b>Cameron</b> can go further in deterring use of tax havens	www.ft.com/content/2acad356-190d-11e6-b197-a4af20d5575e	6.2
...				
<b>Mois de juin 2016 — Total d'articles : 7</b>				
373. 24/06/2016	The Economist	<b>David Cameron</b> quits Downing street with a ruined legacy	www.economist.com/bagehots-notebook/2016/06/24/david-cameron-quits-downing-street-with-a-ruined-legacy	6.2 – 6
...				
<b>Mois d'août 2016 — Total d'articles : 6</b>				
<b>Mois de septembre 2016 — Total d'articles : 4</b>				
				<b>Total des articles : 381</b>

### 3. L'Australie<sup>271</sup>

Date de parution	Nom de la référence	Titre de l'article	Lien Internet pour la référence	Codage
La couverture médiatique — Australie				
Du 3 au 9 avril 2016 — Total d'articles : 84				
...				
31. 05/04/2016	The Age	<b>Malcolm Turnbull</b> : <u>Credibility</u> is damaged but not that of the state	<a href="http://www.theage.com.au/national/victoria/malcolm-turnbull-credibility-is-damaged-but-not-that-of-the-states-20160405-gnxsd5.html">www.theage.com.au/national/victoria/malcolm-turnbull-credibility-is-damaged-but-not-that-of-the-states-20160405-gnxsd5.html</a>	<b>6.3</b>
32. 05/04/2016	The Age	<b>Malcolm Turnbull</b> tolls to improve as Labor the lead in the polls	<a href="http://www.thage.com.au/national/malcolm-turnbull-tolls-to-improve-as-labor-the-lead-in-the-poll-20160504-gnwae2">www.thage.com.au/national/malcolm-turnbull-tolls-to-improve-as-labor-the-lead-in-the-poll-20160504-gnwae2</a>	<b>6.3</b>
...				
50. 06/04/2016	The Australian Financial review	<b>Malcolm Turnbull</b> slams banks, saying they have 'not always treated customers right'	<a href="http://www.afr.com/news/politics/malcolm-turnbull-slams-banks-saying-they-have-not-always-treated-customers-right-20160604-gnzcm3">www.afr.com/news/politics/malcolm-turnbull-slams-banks-saying-they-have-not-always-treated-customers-right-20160604-gnzcm3</a>	<b>6.3</b>
51. 06/04/2016	The Australian Financial review	Pressure on <b>Turnbull</b> to expand corruption powers beyond construction	<a href="http://www.theage.com.au/world/pressure-on-turnbull-to-expand-corruption-power-beyond-construction-20160406-go09z7.html">www.theage.com.au/world/pressure-on-turnbull-to-expand-corruption-power-beyond-construction-20160406-go09z7.html</a>	<b>6.3</b>
...				
64. 07/04/2016	The Australian Financial review	<b>Malcolm Turnbull</b> has so much narrative it has turned whacky	<a href="http://www.afr.com/national/malcolmtturnbull-has-much-narrative-it-has-turned-whacky-20160407-go90yh">www.afr.com/national/malcolmtturnbull-has-much-narrative-it-has-turned-whacky-20160407-go90yh</a>	<b>6.3</b>
65. 07/04/2016	The Age	<b>Malcolm Turnbull</b> : PM loses his mojo under wave of white-anting	<a href="http://www.theage.com.au/national/victoria/malcolm-turnbull-pm-loses-his-mojo-under-wave-of-whiteanting-20160407-go0qup.html">www.theage.com.au/national/victoria/malcolm-turnbull-pm-loses-his-mojo-under-wave-of-whiteanting-20160407-go0qup.html</a>	<b>6.3</b>
Du 10 au 16 avril 2016 — Total d'articles : 36				
...				
113. 14/04/2016	The Age	<u>Banking royal commission</u> : <b>Turnbull's</b> budget policy responds to Labor's agenda	<a href="http://www.theage.com.au/opinion/governments-new-budget-policy-a-response-to-labors-agenda-20160414-go5yc8.html">www.theage.com.au/opinion/governments-new-budget-policy-a-response-to-labors-agenda-20160414-go5yc8.html</a>	<b>6.3 - 4</b>
Du 17 au 23 avril 2016 — Total d'articles : 16				
...				
130. 19/04/2016	Green Left Weekly	2016 federal election : can the disengaged be mobilized for change ? [Australiens]	<a href="http://www.greenleft.org.au/content/2016-federal-election-can-disengaged-be-mobilised-change">www.greenleft.org.au/content/2016-federal-election-can-disengaged-be-mobilised-change</a>	<b>6.3</b>
131. <u>20/04/2016</u>	The Age	<b>Malcolm Turnbull</b> under pressure to stop the wealthy stashing cash in tax havens	<a href="http://www.theage.com.au/politics/federal/malcolm-turnbull-under-pressure-to-stop-the-">www.theage.com.au/politics/federal/malcolm-turnbull-under-pressure-to-stop-the-</a>	<b>6.3</b>

<sup>271</sup>En référence à la longueur de la liste, une présentation abrégée est présentée. Les articles impliquant la figure politique et économique ciblée ont été privilégiés lors de l'inclusion du segment dans le mémoire. La liste complète correspond à douze pages.

Date de parution	Nom de la référence	Titre de l'article	Lien Internet pour la référence	Codage
			wealthy-stashing-cash-in-tax-havens-20160420-gob403.html	
...				
134. 22/04/2016	The Australian Financial review	<b>Malcolm Turnbull's</b> offshore bribery crackdown	www.afr.com/news/politics/turnbulls-offshore-bribery-crackdown-20160422-god2c5	<b>6.3 - 4</b>
<b>Mois de mai 2016 — Total d'articles : 38</b>				
...				
157. 11/05/2016	Herald Sun	<b>Turnbull</b> named in Panama papers	www.heraldsun.com.au/blogs/andrew-bolt/turnbull-named-in-panama-papers/news-story/	<b>6.3</b>
158. 11/05/2016	The Australian Financial review	<b>Malcolm Turnbull</b> named in Panama papers	www.afr.com/news/politics/malcolm-turnbull-named-in-panama-papers-20160511-gosvit	<b>6.3</b>
159. 11/05/2016	The Australian	<b>Malcolm Turnbull</b> ally Alan Doyle in Panama papers data	www.theaustralian.com.au/business/malcolm-turnbull-ally-in-panama-papers-data/	<b>6.3</b>
160. 12/05/2016	The Age	<u>Australians</u> identified in Panama papers could be up for criminal charges : ATO	www.age.com.au/business/the-economy/australians-identified-in-panama-papers-could-be-up-for-criminal-charges-ato-20160511-goskti.html	<b>6.3 - 6</b>
161. 12/04/2016	The Age	<b>Turnbull</b> named in Panama papers as Labor dumps candidate ?	www.theage.com.au/politics/federal/turnbull-named-in-panama-papers-as-labor-dumps-candidate-20160512-got04a.html	<b>6.3</b>
162. 12/05/2016	The Australian	<b>Malcolm Turnbull</b> 'named in Panama papers'	www.theaustralian.com.au/nation/politics/malcolm-turnbull-named-in-panama-papers/	<b>6.3</b>
163. 12/05/2016	The Age	Panama papers : <b>Malcolm Turnbull</b> cashed in on Star Mining	www.theage.com.au/business/panama-papers-malcolm-turnbull-cashed-in-on-star-mining-20160512-got530.html	<b>6.3</b>
164. 12/05/2016	The Age	Panama papers : <b>Malcolm</b> named	www.theage.com.au/business/banking-and-finance/panama-papers-malcolm-turnbull-named-20160512-got0di.html	<b>6.3</b>
1655. 12/05/2016	The Australian Financial review	Election 2016 live : Panama papers, preference deals and border protection [Australiens]	www.afr.com/news/politics/election/election-2016-live-panama-papers-preference-deals-and-border-protection-20160512-got19t	<b>6.3 - 5</b>
166. 12/05/2016	The Australian	Federal election 2016 : <b>Turnbull</b> in Melbourne Shorten wraps up Queensland tour	www.theaustralian.com.au/news/federal-election-2016-turnbull-in-melbourne-shorten-wraps-up-queensland-tour/	<b>6.3</b>
167. 12/05/2016	The Australian Financial review	Election 2016 2016 : <b>Malcolm Turnbull</b> has questions to answers about Panama papers	www.afr.com/news/politics/election/election-2016-malcolm-turnbull-has-questions-to-answer-about-panama-papers-20160512-gotr8w	<b>6.3</b>
168. 12/05/2016	The Australian	Birthday bill hits the primaries [Australie]	www.theaustralian.com.au/tablet-t3/tablet-t3/birthday-bill-and-the-panama-papers/	<b>6.3 - 5 - 1</b>
...				

Date de parution	Nom de la référence	Titre de l'article	Lien Internet pour la référence	Codage
170. 13/05/2016	The Australian Financial review	Election 2016 : wealthy <b>PM</b> cops it from both sides [Australie]	<a href="http://www.afr.com/news/politics/election/election-2016-wealthy-pm-cops-it-from-both-sides-20160513-gous51">www.afr.com/news/politics/election/election-2016-wealthy-pm-cops-it-from-both-sides-20160513-gous51</a>	<b>6.3</b>
171. 13/05/2016	The Australian Financial review	Panama papers : <b>Malcolm Turnbull's</b> path to Siberia and back	<a href="http://www.afr.com/news/politics/panama-papers-malcolm-turnbulls-path-to-siberia-and-back-20160512-gotetq">www.afr.com/news/politics/panama-papers-malcolm-turnbulls-path-to-siberia-and-back-20160512-gotetq</a>	<b>6.3</b>
172. 13/05/2016	The Age	<b>Malcolm Turnbull</b> may be named in the Panama papers, but he's not a criminal	<a href="http://www.theage.com.au/business/the-economy/malcolm-turnbull-may-be-named-in-the-panama-papers-but-hes-not-a-criminal-20160512-got1sy.html">www.theage.com.au/business/the-economy/malcolm-turnbull-may-be-named-in-the-panama-papers-but-hes-not-a-criminal-20160512-got1sy.html</a>	<b>6.3</b>
...				
175. 15/05/2016	The Australian Financial review	So what if <b>Malcolm Turnbull</b> was named in the Panama papers	<a href="http://www.afr.com/opinion/so-what-if-malcolm-turnbull-was-named-in-the-panama-papers-20160515-govfv2">www.afr.com/opinion/so-what-if-malcolm-turnbull-was-named-in-the-panama-papers-20160515-govfv2</a>	<b>6.3</b>
...				
<b>Mois de juin 2016 — Total d'articles : 14</b>				
180. 01/06/2016	The Australian	<b>Malcolm Turnbull's</b> \$1m campaign donation to himself has raised as many eyebrows as his footnote in Panama papers	<a href="http://www.theaustralian.com.au/tablet-t3/tablet-t3/lifestyle/how-to-feel-a-million-dollars/">www.theaustralian.com.au/tablet-t3/tablet-t3/lifestyle/how-to-feel-a-million-dollars/</a>	<b>6.3</b>
183. 07/06/2016	The Age	Election 2016 : how <b>Malcolm Turnbull</b> and Bill Shorten are avoiding the questions	<a href="http://www.theage.com.au/politics/federal/election-2016-how-malcolm-turnbull-and-bill-shorten-are-avoiding-the-questions-20160607-gpd5nu.html">www.theage.com.au/politics/federal/election-2016-how-malcolm-turnbull-and-bill-shorten-are-avoiding-the-questions-20160607-gpd5nu.html</a>	<b>6.3 - 4</b>
184. <b>13/06/2016</b>	The Age	Panama papers : offshore tax link not a good look for <b>PM</b> [Australie]	<a href="http://www.theage.com.au/business/the-economy/panama-papers-offshore-tax-link-not-a-good-look-for-pm-20160513-gou9gl.html">www.theage.com.au/business/the-economy/panama-papers-offshore-tax-link-not-a-good-look-for-pm-20160513-gou9gl.html</a>	<b>6.3</b>
185. 13/06/2016	The Australian Financial review	The Panama papers : <b>Malcolm Turnbull's</b> \$3 million Siberian windfall	<a href="http://www.afr.com/politics/federal/the-panama-papers-malcolm-turnbulls-3-million-siberian-windfall-20160610-gpg7kj">www.afr.com/politics/federal/the-panama-papers-malcolm-turnbulls-3-million-siberian-windfall-20160610-gpg7kj</a>	<b>6.3 - 4</b>
186. 13/06/2016	The Australian Financial review	Panama Papers : Behind <b>Malcolm Turnbull's</b> deal for a tax haven payout	<a href="http://www.afr.com/news/policy/tax/panama-papers-malcolm-turnbulls-3m-tax-haven-windfall-20160613-gphjpq">www.afr.com/news/policy/tax/panama-papers-malcolm-turnbulls-3m-tax-haven-windfall-20160613-gphjpq</a>	<b>6.3</b>
187. <b>14/06/2016</b>	The Age	Panama papers : Things 'not quite kosher' at <b>Malcolm Turnbull's</b> Siberian gold mine	<a href="http://www.theage.com.au/business/panama-papers-things-not-quite-kosher-at-malcolm-turnbulls-siberian-gold-mine-20160614-gpim15.html">www.theage.com.au/business/panama-papers-things-not-quite-kosher-at-malcolm-turnbulls-siberian-gold-mine-20160614-gpim15.html</a>	<b>6.3</b>
...				
<b>Mois de juillet 2016 — Total d'articles : 6</b>				
<b>Mois d'août 2016 — Total d'articles : 2</b>				
<b>Mois de septembre 2016 - Total d'articles : 6</b>				
				<b>Total des articles : 206</b>

